



Université Paris VIII Vincennes-Saint Denis

Ecole doctorale « Sciences Sociales »

Laboratoire CRESPPA GTM. UMR 7217

Thèse pour l'obtention du titre de Docteure en sociologie

Hafida ALI AHMED BELKAID

De l'émeute au *hirak* en Algérie : Quelles incidences politiques

Le cas d'Alger et de Tizi Ouzou

Sous la direction de Michel KOKOREFF

Soutenue le 1 décembre 2021

Devant le jury :

Myriam AIT-AOUDIA, Professeure de science politique à l'université de Picardie Jules Verne

Alain BERTHO, Professeur émérite d'anthropologie à l'Université de Paris 8

Assia BOUTALEB, Professeure de science politique à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Michel KOKOREFF, Professeur de sociologie à l'Université Paris 8

Remerciements

Je tiens à remercier, naturellement, en premier lieu le Professeur Michel KOKOREF, pour avoir dirigé ce travail de recherche, pour ses orientations, ses précieux conseils ainsi que ses idées limpides qui m'ont été d'une grande utilité. Qu'il trouve ici l'expression de toute ma gratitude, également, pour avoir été toujours à l'écoute et répondu présent à chaque fois que je le sollicitais, malgré ses multiples engagements.

Je remercie vigoureusement Madame Myriam AIT-AOUDIA, Professeure à l'université Picardie Jules Verne, et Madame Assia BOUTALEB, Professeure à l'Université Paris 1, qui ont accepté le travail consciencieux de rapportrice.

Je remercie vivement Monsieur Alain BERTHO, Professeur à l'université Paris 8, pour avoir accepté de composer ce jury et d'avoir consacré de son temps pour évaluer ce travail.

Enfin, mes vifs remerciements s'adressent à mes sœurs, en particulier Fafî, pour les échanges enrichissants aussi bien sur le plan scientifique que sur le plan humain, ainsi que pour les discours positifs qu'elles ont toujours su me tenir. Je ne manquerai pas de remercier mes cousins, Joe en particulier, pour leur aide précieuse dans la collecte des données et la réalisation des entretiens. Je remercie Mr Malil, pour m'avoir facilité l'accès aux données requises pour la réalisation de ce travail, sans oublier mes amis et tous mes interlocuteurs avec qui les échanges étaient plus que passionnants.

Dédicaces

A la mémoire de ce grand militant qu'on nous a ravi à la fleur de l'âge, mon cousin Toufik,

A mes deux rayons de soleil, Manel et Nayel, et à mon cher mari Hamid pour son aide et son soutien,

A mes très chers parents, et toute ma famille,

A ma belle-famille.

Sommaire

Introduction générale.....	7
Chapitre I : Les mutations de la société algérienne.....	18
1- La ville algérienne reconstituée.....	20
1-1-L'exode au lendemain de l'indépendance.....	21
1-2- « La décennie noire » des années 1990.....	22
2- La ville algérienne des années 2000.....	23
2-1- Le clivage du paysage urbain.....	23
2-2- La ville berceau de la violence.....	26
a- La densification démographique.....	26
b- La violence, mobilisée dans le processus de socialisation.....	28
c- Accroissement des grands ensembles urbains.....	31
2-3- Les actions publiques.....	33
a-Pour réduire la crise du logement.....	33
b-Pour atténuer la violence.....	35
3- Les mutations de la famille et le rapport à l'environnement social.....	36
3-1-La famille : nouvelle organisation et nouveaux rapports.....	36
3-2- Les jeunes : attitudes et relation à la famille.....	40
3-3- Le Rapport au quartier.....	43
3-4- La domination masculine.....	46
Chapitre II : Typologie des émeutes en Algérie : cas d'Alger et de Tizi Ouzou.....	49
Revue des émeutes depuis l'indépendance.....	51
1-1-Ce qui précède Octobre 1988.....	52
a- « Le printemps berbère » : l'élan d'une longue révolte.....	52
b- La prise de conscience en marche.....	55
1-2-Octobre 1988.....	57
a- A l'origine d'octobre 1988.....	59
b- L'après Octobre 1988.....	61
1-3-La Kabylie de nouveau secouée : le « printemps noir » de 2001.....	63
a- Au-delà de la crise identitaire.....	63
b- L'émeute, une culture ou le seul moyen de protestation ?.....	64
2-Présentation du terrain d'étude.....	65

2-1-Tizi-Ouzou.....	66
a- Caractéristiques historiques et démographiques.....	67
b- L'organisation sociale.....	68
c- Sur le plan économique.....	70
2-2-Alger.....	71
a- Alger, état des lieux.....	72
b- Les jeunes de Bab El Oued entre sentiment d'exclusion et perte de repères.....	73
3-Typologie des émeutes.....	75
3-1-Répartition des émeutes dans les wilayas d'Alger et Tizi Ouzou.....	76
3-2-Catégories d'émeutes.....	77
3-3-La durée des émeutes.....	80
3-4-Répartition des émeutes dans l'année.....	81
3-5-Répartition des émeutes selon l'année.....	82
4-Les motivations des émeutiers comme facteurs déclencheurs de l'émeute.....	86
4-1-La désillusion de jeunes précaires dans un « pays riche ».....	87
4-2-L'ultime espoir des chômeurs.....	90
4-3-De l'injustice du logement à l'engagement dans l'émeute.....	93
4-4-Le manque de liberté d'expression à l'origine des émeutes.....	96
4-5-Des jeunes excédés par la violence généralisée.....	98
Chapitre III : Reconstitution d'émeutes importantes depuis le début des années 2000 dans les villes d'Alger et de Tizi Ouzou.....	
1-Le « printemps noir » de 2001 en Kabylie : Quelle lecture ?.....	101
1-1-En 2001 le printemps a été terni à Béni Douala.....	102
a-Chronologie des émeutes de 2001 à Tizi Ouzou.....	103
b-Les conséquences d'une version officielle.....	110
1-2-Les processus de la construction de l'émeute.....	111
a-La mobilisation de la mémoire collective, un facteur déterminant d'embrasement..	111
b-Les liens de solidarité dans le processus de la formation de l'action collective.....	113
c-La répression sanglante à l'origine de l'intensification des émeutes.....	115
1-3-Le débat sur l'identité et l'identité berbère refait surface.....	117
1-4-Des émeutes spontanées à la naissance du mouvement citoyen	119
2-Les émeutes de 2011 : l'expression d'un marasme social ?.....	124
2-1-Pendant le « printemps arabe », les émeutes.....	125
2-2-La Physionomie des émeutes de janvier 2011.....	127

2-3-L'action violente alimentée par la solidarité dans les quartiers.....	131
2-4-Ni plus, ni moins qu'un « chahut de gamins ».....	133
3-L'émeute gagne le sud.....	134
3-1-Entre demandes socio-économique et revendications morales.....	134
3-2-L'enjeu des émeutes dans le sud.....	137
Chapitre IV : A l'origine des tensions sociales, le fonctionnement du système politique.....	138
1-Le pouvoir politique de l'armée.....	140
1-1- Désignation des chefs d'État avant la tenue des élections présidentielles.....	141
1-2-Recours à la manipulation.....	142
2-Articulation et confusion des pouvoirs.....	143
2-1- L'exercice du pouvoir en Algérie.....	143
a- Le pouvoir local.....	143
b- Le pouvoir central.....	144
2-2-La confusion des pouvoirs.....	145
3-Les normes du système politique algérien.....	147
3-1-La corruption et le clientélisme.....	147
3-2-Secret et injustice au pouvoir.....	149
4-L'espace Public algérien.....	151
5-La légitimité du pouvoir en Algérie.....	152
Chapitre V : La gestion de l'émeute.....	154
1-L'incurie et la banalisation, sources de tensions ?.....	155
1-1- Chahut de gamins, voyous ou criminels : le langage officiel.....	156
1-2- La théorie du complot.....	160
a-« La main étrangère ».....	160
b- Les instigations politiques et l'absence des associations.....	161
2-La répression policière.....	163
2-1- Les moyens de répression	163
2-2- Les rapports jeunes-police.....	165
3-Gouverner par la peur et la « violence légitime ».....	168
3-1-La peur justifie la violence.....	168
3-2- L'exercice de la violence vs la légitimité du pouvoir.....	169
4-L'émeute dans les médias.....	170
4-1- Quelle émeute à la télé algérienne ?.....	171

a-Instrumentalisation du conflit générationnel.....	172
b-La régionalisation des revendications.....	173
4-2- l'émeute dans la presse écrite.....	174
4-3- Les émeutes algériennes dans les médias étrangers.....	176
4-4- Internet et les réseaux Sociaux.....	178
5- Après l'émeute, les réformes.....	180
5-1- Les réformes politiques.....	180
a- L'illusion de l'alternance démocratique.....	180
b- Tamazight langue nationale.....	182
5-2- Les « concessions » sociales.....	184
Chapitre VI : De l'émeute au « <i>Hirak</i> », continuités et discontinuités du politique.....	188
1-La politisation de l'émeute par l'extérieur.....	189
1-1-Dénonciation de la répression et soutien aux jeunes Kabyles.....	190
1-2-Les émeutes de 2011, le prolongement.....	191
2-Au-delà de la précarité, les mots des émeutiers.....	192
3-De l'émeute au « <i>Hirak</i> », quelle continuité ?.....	195
3-1-De la violence au pacifisme.....	197
3-2-Les prémisses du soulèvement.....	200
3-3-L'organisation et la reconquête des espaces publics.....	204
Conclusion générale.....	214
Références bibliographiques.....	220
Annexes.....	232
Liste des figures et tableaux.....	242

Introduction générale

Depuis le début des années 2000, l'Algérie vit au rythme de barrages routiers, de blocages et fermetures d'édifices publics, mais surtout d'émeutes quasi quotidiennes. Ces actions collectives violentes peuvent s'exprimer à tout moment, provoquant un désordre social. Certes, le phénomène émeutier n'est pas nouveau dans la société algérienne, mais sa récurrence et sa persistance depuis une vingtaine d'années, sans qu'il ne constitue dans la plupart des cas un évènement national, suscite tout l'intérêt¹.

L'émeute s'est imposée au fil du temps comme le moyen incontournable de protestation et de revendication de par le monde. Force est de constater que la vie politique et sociale à travers de nombreux pays est de plus en plus rythmée par d'innombrables soulèvements populaires, généralement spontanés, non organisés, brefs, et faits de populations juvéniles. *C'est « le temps des émeutes »* estime Alain Bertho².

Ces caractéristiques exposent ce mode action collective à une multitude d'interprétations, attirant ainsi l'attention des chercheurs dans les différents champs des sciences sociales.

Assimilé parfois aux notions d'incivilité et de délinquance, en prenant en considération son caractère violent, l'émeute est confuse dans la catégorie des « violences urbaines »³. Celle-ci « met en relief son caractère délictuel, et fait des émeutiers des délinquants »⁴. On ne peut nier que l'émeute soit violente de par l'affrontement et les dégâts causés par celle-ci, mais se limiter à cette lecture stigmatisante c'est dévaloriser le sens que lui donnent les émeutiers qui revendique pleinement le recours à la violence⁵. Cela serait également une façon d'occulter les différents sens d'une action collective dans un contexte de montée de la précarité, d'inégalités sociales, de bavures policières et de restriction de libertés. Elle s'avère être la seule manière d'exprimer la colère des groupes qui n'ont pas d'autres moyens de se faire entendre, et

¹ Il y a également dans le choix du sujet un critère subjectif qui influence inévitablement certains choix et positions. C'est celui d'avoir vécu les évènements de 2001 en Kabylie. Des évènements qui m'ont marqué en tant que citoyenne, mais aussi en tant que proche d'une victime, mon cousin Toufik Naâmane qui nous a été ravi à la fleur de l'âge alors qu'il participait à la marche du 14 juin 2001 à Alger. Celle-ci a regroupé des millions de personnes dans le but de contester l'injustice et l'impunité des crimes commis contre les jeunes kabyles. A travers ce travail, je veux mettre en évidence le caractère politique de l'action collective, notamment l'émeute qui ne lui a jamais été officiellement reconnu. C'est une manière de rendre hommage au militant des causes justes qu'il était et de renouveler tout mon soutien à ma tante qui vit toujours dans la douleur surtout que la vérité sur l'assassinat de son fils ne sera peut-être jamais délivrée.

² Alain Bertho, *Le temps des émeutes*, Paris, Bayard, 2009.

³ Les violences urbaines couvrent un grand éventail de comportements qui vont de tag à l'insulte, du feu de poubelle au petit caillassage selon Sébastien Roché, *Le frisson de l'émeute : Violences urbaines et banlieues*, Paris, Seuil, 2010.

⁴ Michel Kokoreff, *Sociologie des émeutes*, Paris Payot, 2008, p. 18

⁵ Didier Le Saout, Marguerite Rollinde, (Dir), *Émeutes et mouvements sociaux au Maghreb. Perspective comparée*. Paris, Karthala, 1999, p.10

d'interpeler l'Etat par rapport aux conditions de vie qui se dégradent davantage, à une montée du chômage, à une crise de logement, mais aussi par rapport à la stigmatisation, à la répression, au mépris, et à l'injustice que ressentent ses initiateurs. L'émeute témoigne dans ce cas de l'absence d'autres possibilités de contestation et de revendication, et pose de ce fait la question de médiation et de représentation politique⁶. Elle revêt à ce moment-là un caractère politique.

- Les lectures autour de l'émeute

La difficulté d'arrêter un cadre interprétatif de l'émeute a donné lieu à une littérature bien diversifiée pour essayer d'analyser, de comprendre et de donner un sens à ce type d'action collective. En effet, en prenant en considération la réflexion sur la dynamique émeutière dans les pays anglo-saxon, notamment celles des USA dans les années 1960 ou 1990 et celle de l'Angleterre dans les années 1980, plusieurs études ont vu le jour pour essayer de définir, d'expliquer, de comprendre, et de donner un sens aux émeutes. Au cœur de leurs problématiques la dimension sociale ou politique des « grandes émeutes », notamment celle de novembre 2005. La plupart de ces études met l'accent sur trois critères principaux qui déterminent l'émeute, à savoir les conditions sociales, l'injustice et le racisme.

S'il on se focalise sur les déterminants sociaux, l'échec scolaire, la précarité et la désespérance sociale sont indéniablement à l'origine de la genèse des désordres publics⁷. L'insistance mise sur l'accroissement de la précarité et de la désespérance sociale, la déstructuration du monde ouvrier, de ses solidarités et de ses organisations, sont des éléments qui constituent un contexte structurel pesant favorisant le passage à l'acte violent. Ainsi, l'émeute se lit, selon Michel Kokoreff⁸, comme le résultat de la violence sociale et urbaine produisant un sentiment de relégation sociale et d'injustice. Cette relégation est, selon Beaud et Pialoux (2001, 2006), la conséquence de la précarité et du désespoir social.

Par ailleurs l'intérêt porté aux émeutes dans différents pays anglo-saxons, fait jaillir la question inévitable de l'immigration, car dans la plupart d'entre elles, les émeutiers sont des descendants d'immigrés. Afin de faire ressortir la particularité de chacune des émeutes étudiées, le débat sur la question du racisme et de la discrimination est présent dans plusieurs recherches, notamment celle réalisée par Danièle Joly⁹. Elle estime, en comparaison à l'Angleterre, que l'échec de la France à intégrer ses minorités est à la base de l'occurrence de la majorité des émeutes. C'est

⁶ Laurent Mucchielli, « Émeutes », *Sens-Dessous*, vol. 11, no. 1, 2013, pp. 3-12.

⁷ Andrea Rea, « Les émeutes urbaines : causes institutionnelles et absence de reconnaissance », *Déviance et Société*, vol. 30, no. 4, 2006, pp. 463-475.

⁸ Michel Kokoreff, « Les émeutiers de l'injustice », *Mouvements*, vol. n° 44, no. 2, 2006, pp. 13-25.

⁹ Danièle Joly, *L'émeute - Ce Que La France Peut Apprendre Du Royaume – Uni*, Paris, Denoël, 2007.

dans cette optique que vient s'inscrire la dimension ethno raciale des émeutes, sur laquelle se sont penchés certains auteurs, car ils les perçoivent comme « la conséquence d'une fragmentation de la société sur une base ethnique et raciale »¹⁰. C'est ce qu'expliquent, entre autres éléments, Hugues Lagrange et Marco Oberti¹¹, en rajoutant que « les émeutes pointent un manque de reconnaissance, l'existence d'une société multiculturelle qui vit dans le déni de cette réalité, un déficit de participation au sens d'une inclusion institutionnelle et politique des minorités »¹².

D'autres interprétations de l'émeute mettent en évidence un élément qui a suscité beaucoup de débats, il s'agit du sens politique de l'émeute. Une lecture à laquelle sera porté une attention particulière dans cette étude, pour essayer de comprendre les émeutes en Algérie, sans pour autant délaisser la dimension socio-économique de l'émeute, qui semble aussi importante car il n'y a pas de doute sur le fait que les émeutes en Algérie s'inscrivent, aussi, dans la contestation des conditions socio-économiques des populations précaires et contre les inégalités sociales liées principalement au chômage et à une crise de logement.

Plusieurs études qui ont traité la dimension politique des émeutes considèrent plusieurs facteurs. Il y a le caractère politique de l'émeute qui est déployé quand les effets ou les cibles de celle-ci sont politiques, ou alors quand ses causes le sont¹³. Cependant, toutes les émeutes ne produisent pas forcément des effets dans le champ politique¹⁴, ou alors le caractère politique de leur cause n'est pas facilement mis en évidence¹⁵. L'absence de la conscience politique a fait des émeutes de novembre 2005 une insurrection sans politique, un ensemble d'émeutes invertébrées dont les conséquences ont bien été politiques¹⁶.

Outre les effets engendrés par l'émeute sur le plan politique, des études considèrent les cibles des émeutiers comme étant des symboles étatiques. L'émeute est donc une manière de rejeter les institutions représentant l'Etat, notamment la police et l'école. À ce titre elle est donc un choix anticonstitutionnel doté d'une dimension politique. Selon Michel Wieviorka, le choix des cibles ne se fait pas au hasard. Si les émeutiers brûlent et cassent des lieux institutionnels ou

¹⁰ Hugues Lagrange, « Émeutes, ségrégation urbaine et aliénation politique », *Revue française de science politique*, vol. 58, no. 3, 2008, pp. 377-401.

¹¹ Hugues Lagrange, Marco Oberti. *Émeutes urbaines et protestations. Une singularité française*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), 2006

¹² *Ibid.*, p.129

¹³ Gérard Mauger, *L'émeute de Novembre 2005. Une révolte protopolitique*, Paris, La Croquant, 2006, p. 99

¹⁴ Sébastien Roché, *Le frisson de l'émeute : violences urbaines et banlieues*, Pris, Seuil, 2010

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Mehdi Belhadj Kacem, *La psychose française. Les banlieues : le ban de la République* cité par Gérard Mauger, *les émeutes de novembre 2005*, op.cit. p.100.

leurs symboles, c'est qu'elles ont une symbolique forte au sein de l'Etat. « *Ce n'est pas un hasard si des jeunes brûlent des écoles : ce faisant, ils disent que l'école publique non seulement ne les a pas accueillis comme elle aurait dû le faire, mais aussi qu'elle a renforcé les inégalités ou les injustices dont ils pâtissent* »¹⁷. Michel Kokoreff estime également que « *si révolte il y a, elle ne se fait pas au nom d'une culture populaire mais d'une expérience négative du rapport à la police en particulier ou des institutions comme l'école* »¹⁸.

Le fait de s'en prendre à la police est une caractéristique incontournable de l'émeute, car elle est le premier adversaire représentant l'Etat sur le terrain. L'émeute éclate souvent à la suite d'incidents avec la police, c'est ce que soulignent abondamment les commissions officielles concernant les émeutes dans les années soixante aux Etats-Unis et dans les années quatre-vingt en Grande Bretagne¹⁹. Du fait de expériences partagées (victimes d'harcèlement, d'injustice et de discrimination policière), les jeunes ayant recours à l'émeute perçoivent la police comme une institution synonyme d'oppression, travaillant contre la population plutôt qu'à son bénéfice²⁰. Par ailleurs, « *L'hostilité à l'égard de la police est le produit de pratiques de l'Etat* »²¹. Ainsi, cibler la police comme institution pendant l'émeute vise à provoquer l'Etat, ce qui confère à cette dernière un caractère politique comme le souligne Alexandre Piettre²².

Il convient donc de se pencher sur d'autres indicateurs qui peuvent faire ressortir l'existence d'une dimension politique de l'émeute, comme la parole des acteurs qui déclenchent l'émeute. La parole des acteurs eux-mêmes permet le déplacement des « frontières du politique », une notion qui rend compte, selon Arnaud et Guionnet²³, de la plasticité de la notion de « politique » façonnée à son tour par des processus sociaux qualifiés ou non de politiques. Sans faire des émeutiers des porteurs d'un mouvement social, Didier Lapeyronnie²⁴ estime que leur parole est loin d'être insensée, et ils sont loin d'être silencieux. Ils ont pour objectif de prendre la parole, de se rendre visible, et de briser le silence²⁵.

¹⁷ Michel Wieviorka, *Sociologue sous tension, entretien avec Julien Ténédos*, Editions Au lieu d'être, 2006.

¹⁸ Michel Kokoreff, *Sociologie des émeutes*, op.cit. p. 20.

¹⁹ Didier Lapeyronnie, « Révolte primitive dans les banlieues françaises. Essai sur les émeutes de l'automne 2005 », *Déviance et Société*, vol. vol. 30, no. 4, 2006, pp. 431-448.

²⁰Ibid.

²¹ Michel Kokoreff, *Violence policières, généalogie d'une violence d'Etat*. Textuel, Paris 2020, p8.

²² Piettre, Alexandre. « Les grandes « émotions » de novembre 2005. Perspectives pour un résistible nouvel échec politique à gauche », *Mouvements*, vol. n° 43, no. 1, 2006, pp. 122-130.

²³ Arnaud Lionel, Guionnet Christine (sous la direction de), *Les frontières du politique : Enquêtes sur les processus de politisation et de dépolitisation*. Nouvelle édition [en ligne] Rennes : Presses universitaires de Rennes

²⁴ Didier Lapeyronnie, op.cit.

²⁵ Alain Bertho, *Le temps des émeutes*, Paris, Bayard, 2009. P. 193.

Prendre en considération le discours des émeutiers écarte de fait la définition déviant, délictuelle et irrationnelle de l'émeute. Elle s'oppose donc à la disqualification politique des émeutiers qui se justifierait par la présence de jeunes délinquants dans les rangs de ces derniers²⁶. C'est pour cela qu'il s'avère nécessaire de passer outre l'irrationalité de l'émeute, de comprendre la parole des émeutiers et lire l'émeute comme une forme d'action collective et politique²⁷.

- L'émeute comme objet d'étude en Algérie et sa problématisation

Les premières et grandes émeutes de l'Algérie indépendante remontent aux années 1980, mais il est important de signaler que leur fréquence, devenant de plus en plus significative depuis le début des années 2000, n'a pas provoqué d'études à l'échelle locale, afin de les comprendre et de les interpréter. Malgré leur implantation dans le paysage social et politique algérien, et qu'elles soient sujettes à une multitude d'approches, les émeutes ne constituent presque pas un sujet d'étude à part entière en Algérie. Leur évocation ne dépasse généralement pas le cadre journalistique²⁸ où s'exprime des sociologues qui essayent de donner un sens à certaines d'entre elles. Cependant, il faut tout de même signaler l'intérêt et la contribution de certains chercheurs établis à l'étranger à ce sujet²⁹. Ainsi, étant un champ vierge, beaucoup reste à faire sur ce sujet. C'est pour cela qu'il convient au premier abord de caractériser ces émeutes, et d'arrêter une typologie qui va permettre une meilleure catégorisation de ces actions collectives, et mieux dévoiler le secret de leur récurrence, ainsi que la dimension qu'elles peuvent prendre. Ceci est possible par l'étude des facteurs déclencheurs des émeutes, en prenant en considération le contexte socio-économique et politique de ce pays, ainsi qu'à travers la parole des participants à ce mode d'action collective. Il sera aussi question dans cette étude de dégager les spécificités des émeutes en Algérie, en les situant dans les différentes lectures déjà faites de ce phénomène.

²⁶ Gérard Mauger, *Les émeutes de novembre 2005*, *op.cit.* p. 135.

²⁷Didier Lapeyronnie, *op cit.*

²⁸Excepté quelques rares articles publiés par le Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle (CRASC).

²⁹ Parmi lesquelles, Didier Le Saout et Marguerite Rollinde, *Emeutes et mouvements sociaux au Maghreb*, *op.cit.*, Ratiba, Hadj-Moussa et Sophie Wahnhich. « Les émeutes : contestation de la marge ou la marge de la contestation ? », *L'Homme & la Société*, vol. 187-188, no. 1-2, 2013, pp. 9-14. Et Myriam Aït-Aoudia, « Des émeutes à une crise politique : les ressorts de la politisation des mobilisations en Algérie en 1988 », *Politix*, vol. 112, no. 4, 2015, pp. 59-82.

Le sentiment de vivre dans des conditions plus que défavorables, a envahi la population algérienne, provoquant des réactions violentes à l'ampleur de la dégradation de leurs conditions de vie. Le contexte de guerre civile qui a précédé les années 2000, a provoqué un taux de chômage élevé, évalué à 34 %³⁰, une pauvreté croissante, la dégradation du logement social, et donc une précarité importante. Ce sont des éléments constituant un contexte structurel qui provoque davantage le passage à l'acte violent. Un rapport de l'AFP³¹ a, en effet, conclu que la précarité nourrit la violence en milieu urbaine en Algérie. A cela vient s'ajouter un sentiment très diffus et spécifique à la société algérienne qui est « *la hogra* ». Ce terme traduit une humiliation citoyenne, une exclusion sociale et un déni de réalité. Il est révélateur des abus exercés par une certaine classe, étroitement proche du pouvoir, donnant naissance à des injustices. Celles-ci sont, à leur tour, génératrices de frustrations. Ces dernières prédisposent les individus à la révolte si l'on part des principes de la théorie des frustrations relatives³². Les émeutes ne sont pas une réaction à des frustrations objectives mais au ressenti d'injustice, résultat d'un contraste important entre les conditions de vie et leurs attentes.

La nature du régime politique algérien impose un contrôle continu de l'espace public et le recours systématique à la répression de toute action collective qui va dans le sens contraire de la logique des élites au pouvoir, menaçant ainsi sa pérennité. L'émeute peut alors avoir lieu par manque d'une liberté d'expression qui est paradoxalement garantie par la constitution.

Il convient par conséquent de poser la problématique suivante : Quelles sont les logiques qui provoquent le déclenchement des émeutes en Algérie ? Est-ce qu'elles sont l'expression d'un mal être social, ou une expression dotée d'un sens politique en relation avec les institutions de l'Etat ? Et dans ce cas présentent-elles des continuités avec le « *hirak* » ?

Cet ensemble de questionnement conduit à supposer que l'émeute en Algérie serait le moyen de revendication privilégié par les émeutiers, étant donné sa récurrence, et l'absence de représentation politique. Elle serait également l'expression d'un contexte

³⁰ Selon l'office national des statistiques, janvier 2015

³¹ Les principaux points de l'enquête ont été repris par *Libération* et *Le Parisien* du 25-01-2017 et le quotidien algérien *Le Matin* du 27-01-2017.

³² La révolte est motivée principalement par le sentiment d'être privé ou démunis par rapport à l'autre.

structurel profond perpétué par le chômage, la crise de logement, la précarité et les inégalités sociales.

La gestion purement sécuritaire de l'émeute et la nature du régime politique algérien, expliqueraient le rapport des jeunes algériens à la police, et le recours à l'émeute pour dénoncer le mépris et l'injustice qui en résultent. Elle peut donc constituer un facteur amplificateur de la violence, et un indicateur d'une crise de légitimité.

La gestion de ressources liées principalement à la rente pétrolière pourrait également être génératrice d'émeutes, si l'on considère les frustrations qui résultent de la redistribution inégale de celle-ci. La frustration, selon Gur, ne conduit nécessairement pas à la violence, mais lorsqu'elle est suffisamment prolongée et ressentie avec acuité, elle entraîne souvent la colère et finalement la violence³³.

- Terrain et méthode

L'enquête de terrain a été faite auprès de plusieurs interlocuteurs. Des entretiens ont été réalisés avec des jeunes dans deux Wilayas différentes, à savoir Alger et Tizi Ouzou situé dans la partie nord de l'Algérie. Elle a été menée essentiellement dans deux quartiers qui sont celui des Genets pour Tizi Ouzou, et celui de Climat de France (Bab El Oued) pour Alger. Le choix s'est porté sur cette dernière étant la capitale du pays, et ayant été le théâtre des célèbres évènements du 5 octobre 1988 qui ont marqué un tournant dans l'histoire politique du pays. Quant à Tizi Ouzou, c'est une wilaya qui a connu les premières émeutes de l'Algérie indépendante en 1980, puis celles de 2001. Ces deux évènements sont importants dans le développement de l'action collective en Algérie. Elle est reconnue par beaucoup d'observateur comme une région propice à l'activité politique, vu que des partis d'opposition y possèdent leurs bases populaires.

Les entretiens menés dans ces deux Wilayas ont eu lieu à des endroits différents : dans les cafés ou pizzerias pour la plupart, à l'université avec un étudiant, à domicile pour des membres de la famille, et au départ d'une manifestation.

Les entretiens réalisés avec des jeunes ayant participé aux émeutes de 2001 en Kabylie, et de 2011 à Alger et Tizi Ouzou, procurent des données sociologiques sur les émeutiers,

³³ Ted Gurr, *Why Men Rebel*. Princeton, Princeton University Press. 1970

les principales motivations qui les ont poussés à s'engager dans l'émeute, leur relation à l'état et à ses institutions. Ils servent également à reconstituer l'émeute à travers les détails fournis par ses principaux acteurs. Ils ont été réalisés avec des acteurs que je connais, ou que des amis et cousins connaissent, vu la méfiance et l'appréhension des gens à aborder ce sujet.

D'autres entretiens ont été faits avec des fonctionnaires et des représentants de partis politiques. Ils permettent de retracer leur interventions et action pendant et après l'émeute, et de recueillir leurs commentaires face à l'adoption de l'émeute comme moyen de contestation et de revendication.

Par ailleurs, des entretiens ont été réalisés auprès de journalistes sur la façon dont accèdent à des données et informations concernant les émeutiers, l'émeute et surtout ses bilans. La parole des journalistes permet également d'avoir une idée sur la manière de couvrir des événements comme les émeutes et les difficultés auxquelles ils sont confrontés sur le terrain. Ces entretiens ont également permis d'avoir une idée sur l'ampleur que peut prendre le phénomène émeutier, compte tenu de la manière dont l'information est traitée et diffusée, et de l'effet amplificateur que peuvent avoir certains médias. En outre, l'espace réservé à la parole des émeutiers et des représentants de l'Etat, renseigne sur la volonté des médias à privilégier l'une ou l'autre version sur l'émeute.

Quant aux entretiens réalisés avec les familles et proches des victimes, ils permettent de comprendre davantage ce qui animait la participation de leurs enfants ou non à l'émeute. Ces entretiens permettent également d'avoir des éléments qui renseignent sur le fonctionnement de l'organe judiciaire en Algérie.

En plus des entretiens, les articles de presse, des vidéos postées sur *Youtube*, et le blogue d'Alain Bertho, sont des sources d'une importance capitale puisqu'elles permettent de faire un travail de recueil de toutes les émeutes depuis 2001 jusqu'en mai 2021. Le travail de reconstitution des émeutes a été réalisé grâce à ces sources, d'autant plus que certaines informations fournies par ces supports restent inaccessibles au niveau des institutions concernées. Des demandes ont été formulées mais n'ont pas abouti parce que les données étaient inexistantes, ou alors volontairement masquées. Ce fut l'une des difficultés rencontrées dans la réalisation de ce travail, et qui reste étroitement lié à la méfiance de

certains interlocuteurs qui ont même exprimé leur souhait de changer de prénom, ou de ne laisser paraître que les initiales au moment de la retranscription des entretiens.

L'absence de données notamment quantitatives, a motivé le choix du recoupement des articles de différents quotidiens, et ceux publiés par Algeria Watch³⁴. En plus de la classification faite par Alain Bertho³⁵, ces articles permettent de mieux cerner la majorité des émeutes qui se sont produites depuis 1999, et les classer par catégories en tenant compte de leurs principales causes.

Le rapport de la commission d'enquête sur les évènements de Kabylie 2001, permet de saisir des détails importants dans le déclenchement, le déroulement des émeutes et leur propagation.

Enfin, des photos rendant compte de l'état du bâti et le mode de vie dans le quartier de Climat de France ont également été utilisées comme étant des sources secondaires.

- L'approche suivie pour la réalisation des entretiens.

Les entretiens ont été réalisés aux mois de mars avril et septembre 2015 et aux mois de mars, avril et septembre 2016, simultanément dans les deux terrains. Ceci est conditionné par la disponibilité de mes interlocuteurs, mais aussi des personnes intermédiaires.

La connaissance de mon terrain d'enquête est une opportunité certaine, puis que j'ai vécu pendant des années dans la ville de Tizi Ouzou, et j'ai eu l'occasion à maintes reprises de passer par le quartier de Bab El Oued à Alger.

Sur les deux terrains d'enquête, à chaque fois la même approche a été suivie : Visiter le quartier de mes interlocuteurs pour garder une certaine relation avec les lieux, et me situer par rapport à leurs propos lors de l'entretien. Cela ne s'est pas fait en compagnie des acteurs pour éviter d'attirer le regard. Ma présence en tant qu'étrangère au quartier ne passe pas inaperçue.

Le repérage du lieu où le déroulement de l'entretien serait possible (calme et retiré du quartier), ne s'est pas avéré facile, car il fallait les faire à des heures creuses quand les cafétérias ou les pizzerias quand il n'y avait pas beaucoup de monde.

Il fallait par la suite contacter mes interlocuteurs, si je les connais, pour fixer un RDV, sinon contacter la personne intermédiaire pour m'organiser une rencontre avec eux.

³⁴ Association de défense des droits humains en Algérie

³⁵ Anthropologie du présent

Les rencontres avec les représentants de partis politiques et de journalistes se sont déroulées dans leurs locaux, généralement faciles d'accès.

Tous les entretiens réalisés sont semi-directifs pour donner une plus grande opportunité aux interlocuteurs de s'exprimer, et avoir des détails qui peuvent s'avérer très intéressants dans le traitement du sujet.

- Organisation de la thèse

Cette thèse est construite en six chapitres. Le premier a pour but la présentation des majeures mutations qu'a connu la société algérienne depuis la fin des années 1980. A travers une approche socio-historique, et comparative ce chapitre propose de comprendre comment est-ce que ces mutations ont révélé un nouveau contexte social et politique, nouveau mode de vie et de nouvelles interactions. Ces derniers influencent à leur tour l'ensemble des rapports sociaux, ainsi que l'émergence de certains facteurs structurant la société algérienne, jouant un grand rôle dans le déclenchement des émeutes.

Le second chapitre, revient dans un premier temps sur les émeutes qui ont marqué l'histoire de l'Algérie indépendante. Il propose dans un second temps une typologie des émeutes à travers une analyse statistiques de quelques variables qualitatives, complétée d'une catégorisation des émeutiers selon leurs logiques d'engagement dans ce mode d'action collective.

Dans le troisième chapitre, une reconstitution de deux émeutes qui ont marqué les vingt dernières années. Il s'agit de l'émeute de 2001 en Kabylie, et celle de janvier 2011 à Alger. A travers les entretiens réalisés et les articles de presse de la période concernée. L'enjeu du déclenchement des émeutes dans le sud algérien est également traité dans ce chapitre.

Quant au quatrième, il s'articule autour de la nature du pouvoir en Algérie comme un facteur génératrice de tensions sociales. Ceci se cristallise dans l'opacité autour des centres de décisions en relation avec l'environnement socio-économique, et la volonté exacerbée du pouvoir sur le contrôle de l'espace public. La concentration des pouvoirs, met à mal le fonctionnement de la justice, et la consécration de l'impunité est alors vécue comme amplificateur du sentiment d'injustice, dû au mépris et à l'inégalité des droits.

Le cinquième chapitre est consacré au traitement de l'émeute par d'un côté la répression et de l'autre les mesures prises pendant et après celle-ci. Il montre également comment le discours officiel, et le discours et les images médiatiques contribuent à donner un sens à l'émeute et influencent son déroulement.

Enfin, le sixième et dernier chapitre, évalue les processus de politisation de l'émeute en Algérie dont une partie a déjà été soulevée dans le chapitre précédent. Il s'agit de la mise en évidence des facteurs et actions politiques autour de l'émeute, ainsi que l'adoption de ce répertoire de l'action collective soulevant l'absence et le rejet de toute représentation politique, à travers la parole des émeutiers. L'avènement du « *hirak* » permet de faire ressortir les continuités et les discontinuités existant entre ces deux répertoires d'action.

CHAPITRE I

**LES MUTATIONS DE LA SOCIÉTÉ
ALGÉRIENNE**

Ce chapitre traite des majeures transformations qui se sont produites dans la société algérienne. Il s'agit de montrer comment est-ce que ces mutations ont révélé un nouveau mode de vie et de nouvelles interactions, influençant en grande partie l'ensemble des rapports sociaux, ainsi que l'émergence de certains facteurs structurant la société.

Au lendemain de l'indépendance, vers la fin des années 1960 et pendant les années 1970, la société algérienne se cherchait un destin en phase avec les enjeux du développement et de la modernité du moment. L'Algérie, en tant qu'un nouvel Etat, cherchait également à s'inscrire dans un idéal d'un développement basé sur les fondements socialistes tels qu'ils étaient perçus par la Ligue arabe à laquelle elle (l'Algérie) était affiliée, mais dans un esprit d'unicité à tous les niveaux, du territoire, de la langue et de la nation. Ainsi, toute initiative d'opposition à ce cadre unitaire, imposé par les dictatures du moment, a été occultée voire anesthésiée.

Cependant, des changements non négligeables se sont produits dans la société algérienne d'une manière progressive, en particulier en matière de données sociologiques, d'environnement social, sans oublier l'importance du développement urbain et ses conséquences sur l'ensemble de la société, les comportements, et l'apparition de nouveaux rapports sociaux. Ce sont des changements qui ont accompagné la libéralisation de l'économie algérienne vers la fin des années 1980 à la suite du choc pétrolier qui a contraint le pouvoir public à abandonner le modèle de l'économie planifiée et administrée, et à engager des réformes libérales. Ces dernières ont été accélérées par l'avènement des événements d'octobre 1988 qui ont découlé sur une « ouverture démocratique » et la rupture avec le système du parti unique³⁶.

Ces nouvelles lignes de gestion ont été mises en place au moment où les espaces urbains (centres villes, quartier, banlieues et bidonvilles) se multipliaient d'une manière étonnante³⁷ afin d'endiguer à la crise de logement. Ces espaces, dont l'extension est devenue spectaculaire, sont de plus en plus occupés par des populations importantes en nombre. Ceci bouleverse et définit les rapports entre les occupants de ces espaces, et de ces

³⁶Les manifestations et les émeutes de 1988 ont aidé le gouvernement en place à mettre en place d'importantes réformes politiques

³⁷Fatma Salhi, Pouvoir, acteurs locaux et habitat : Annaba El-Hadjar (Algérie), Annuaire de l'Afrique du Nord, Centre national de la recherche scientifique ; Centre de recherches et d'études sur les sociétés méditerranéennes (CRESM) (éds.), Paris, Editions du CNRS, 1988, pp. 153-164

derniers vis-à-vis de leur environnement urbain, ainsi que les conséquences que cela engendre sur la ville.

Par ailleurs, la mondialisation a imposé à la société algérienne, dont la majorité de la population est jeune, un nouveau cadre de vie qui a du mal à se définir même de nos jours. Des mutations sociologiques profondes ont permis l'apparition d'une nouvelle structuration de la famille algérienne ainsi que le comportement de chacun de ses membres, avec un mode de vie nettement différent du précédent, et de nouvelles mentalités.

Il est vrai que ces différentes mutations peuvent, certes, constituer une avancée en matière de modernité, mais peuvent aussi être génératrices de frustrations, car le changement du visage de la société algérienne, du fait de la mondialisation, n'a pas engendré une nette amélioration de la vie quotidienne des Algériens. Malgré la rente pétrolière, dont les revenus ont été colossaux entre 2004 et 2014 les espaces urbains manquent de structures d'accueil, le taux de chômage des jeunes avoisine les 30 % depuis plus de dix ans³⁸, la promesse d'un avenir meilleur s'éloigne de plus en plus, notamment pour les jeunes dont la frustration est accentuée par l'idéalisatoin de la vie occidentale telle qu'elle est caricaturée dans les séries télévisées suivies sur des chaines étrangères³⁹. L'urbanisation étant plus brutale en Algérie, comparée au Maroc ou la Tunisie, car elle a été faite par la Société civile dans ces deux pays, tandis qu'elle est le fait de l'Etat en Algérie⁴⁰. Suite à cette urbanisation imposée d'en haut, les populations se sont senties mal à l'aise⁴¹, et les conséquences socio-économiques sont brutales car la pauvreté s'élargit, les disparités sociales sont apparues et deviennent de plus en plus profondes.

Cet ensemble de facteurs fait de la ville algérienne d'aujourd'hui le lieu principal d'où surgissent la protestation et l'aspiration à une meilleure vie sociale et politique.

1-La ville algérienne reconstituée

Le changement du paysage urbain reste l'une des transformations majeures que la société algérienne a connues. D'après le sociologue Lahouari Addi, l'Algérie de 1962 « était un pays rural, avec quelques dizaines de milliers de citadins. Aujourd'hui, c'est un pays où la

³⁸Selon les données de l'Office Nationale des Statistiques (ONS), le taux de chômage des jeunes de 16 à 24 ans est resté pratiquement stable pendant 10 ans, il était de 31.1% en 2005 et de 29.9% en 2015, il est de 27 % en 2019.

³⁹Lahouari Addi, (professeur de sociologie) La société est en train de se moderniser dans la douleur. Entretien publié dans le quotidien *Liberté* du 22-07-2012.

⁴⁰Marc Cote, L'urbanisation en Algérie : idées reçues et réalités, travaux de l'institut de Géographie de Reims, n°85-86, 1993, pp 59-72

⁴¹*Ibid.*

majorité de la population – près de 70% – vit dans les villes de plus de 100 000 habitants. L’Algérie coloniale était rurale et l’Algérie postcoloniale est urbaine⁴². Cependant, l’urbanisation effectuée depuis l’indépendance, dans le but de reconstruire le pays et de satisfaire les besoins de la population en matière de logements et infrastructures, s’est faite dans l’urgence. Ceci n’est pas sans conséquences sur les pratiques et les différents modes de comportements qui y règnent. En effet, selon les résultats du recensement général de la population et de l’habitat (RGPH) effectué en 2008, le taux de d’urbanisation sur le territoire national est de 66 %. En outre, l’office national des statistiques annonce que 70 % de la population résidente en Algérie est urbaine au 1^{er} janvier 2018 ce qui engendre une demande massive en logement et infrastructures, et des difficultés récurrentes de gestion urbaine.

1-1-L’exode au lendemain de l’indépendance

Après l’indépendance, on assiste à une croissance démographique qui engendre à son tour une migration en direction des zones urbaines pour plusieurs raisons (sécurité, emploi, etc..), mais c’est en tout premier lieu une stratégie pour échapper à la pauvreté accentuée par la désastreuse révolution paysanne⁴³, l’une des bases du socialisme algérien posé par Ahmed Ben Bella⁴⁴. « Combiné à un processus d’appropriation des espaces laissés vacants par les « pieds noirs », ce mouvement d’afflux vers les villes marquera durablement le paysage urbain⁴⁵ ».

Les villes atteignent progressivement un seuil de saturation qui provoque le développement d’un habitat informel important sous des formes diverses, allant de l’occupation des terrasses d’immeubles aux bidonvilles et habitat illégal, où se rencontrent des groupements réunissant des individus de même descendance ou de mêmes tribus. Cette situation a, en quelque sorte, permis aux pouvoirs publics de justifier le désordre urbain et le retard dans la planification des projets urbains par l’apparition de ce qu’ils appellent le « *douar urbanisé* »⁴⁶, créé par l’immigré rural qui transporte son « *douar* »⁴⁷ aux portes de la ville. Cet afflux n’a pas laissé les citadins indifférents, puisque ces derniers se retrouvent dans

⁴²Lahouari Addi, op.cit.

⁴³ Julien Rocherieux, « L’évolution de l’Algérie depuis l’indépendance », Sud/Nord, 2001/1 (no 14), p. 27-50.

⁴⁴ Président de la république de 1963 jusqu’au coup d’Etat de 1965.

⁴⁵*Ibid.*

⁴⁶ Expression utilisée par certains géographes reprise par Mohamed Madani, « Villes algériennes. Entre panne de projet et urbanisme de fait », *NAQD* 2002/1 (N° 16), p. 9-25.

⁴⁷ Un « *douar* » est défini par le centre national de ressources textuelles et lexicales comme étant un groupement d’habitations, fixe ou mobile, temporaire ou permanent, réunissant des individus liés par une parenté fondée sur une ascendance commune en ligne paternelle

l’obligation de se serrer à vingt ou à trente dans les appartements familiaux⁴⁸ du type F3 ou F4 pour les plus grands. A cela s’ajoute le chômage qui touche une grande partie de la population, du fait de la crise que connaît le vieux secteur industriel qui est venu aggraver les conséquences du recul de la production agricole.

L’exode rural s’est accéléré provoquant un engorgement inédit des villes algériennes, d’ailleurs l’ancien ministre de l’habitat Abdelmadjid Tebboune a affirmé en 2015 que le dernier exode rural a induit une hausse en demande en logements vingt fois supérieure à l’offre.

1-2- « La décennie noire » des années 1990

Le phénomène d’habitat informel, qui a créé en majeur partie les bidonvilles, s’est aggravé pendant les années 1990⁴⁹ au moment où l’Algérie traversait une décennie meurtrière, qui a débuté avec la rupture du processus électoral en 1991 après la victoire des islamistes, et s’est atténuée progressivement depuis la mise en place, par le président Bouteflika, de la loi sur la « concorde civile » en 1999.

En effet, les populations rurales ont été contraintes de fuir leurs terres face à la menace terroriste qui les guettait, et les carnages qui se succédaient. L’affluence vers les villes est justifiée non pas par le fait que ces dernières soient épargnées par les violences, mais plutôt parce qu’elles contenaient plus d’agents et de points de sûreté que les zones rurales. C’est ce qu’ont expliqué quelques personnes qui ont habité le bidonville d’*El Hofra* à *El Harrach*, pour lesquelles le déplacement vers Alger fut un besoin vital⁵⁰.

Par ailleurs, certaines familles ont même été déplacées volontairement du fait de la stratégie contre-insurrectionnelle menée par les services secrets de l’armée. Une grande partie de ces familles, ayant fui leurs villages dans les années 1990, a toujours vécu dans des bidonvilles tentant de refaire sa vie et tient à garder ce qu’elle a acquis depuis, surtout que les régions qu’elles ont quittées sont très souvent délaissées par l’Etat⁵¹.

Dans un appel à communication, les membres du Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) soulignent que « Les déplacements de milliers, voire de centaines de milliers de familles des zones difficiles où régnait l’insécurité vers les villes

⁴⁸ Rachid Tridi, *L’Algérie en quelques maux ou L’autopsie d’une anomie*, Paris, L’Harmattan, 1992. P.91

⁴⁹ A déclaré le spécialiste en sociologie urbaine Larbi Ichéboudene dans un entretien paru dans le journal *El Watan* du 24 juillet 2010.

⁵⁰Discussion avec Younes et Amine en dehors de l’enquête de terrain à Alger.

⁵¹ Algérie : Les déplacements de population : Un drame occulté. Contribution d’*Algeria Watch* sur le rapport de la commission européenne concernant les populations déplacées à l’intérieur du pays.

ont considérablement surchargé ces dernières, perdant par là même toute cohésion et entraînant une aggravation des problèmes de l'emploi, du logement ...etc. ».

Cette période inédite de l'histoire de l'Algérie a fort contribué au dessin du nouveau portrait de la ville algérienne et de ses espaces urbains modifiés, bouleversant par la même les codes du vivre ensemble et la cohésion de la société algérienne, ainsi que de nombreuses données traditionnelles régulatrices, servant de repères à la société, et de base à la vie en communauté et l'intégrité du lien social. C'est une période de l'histoire de l'Algérie d'où est née une nouvelle configuration de la ville qui n'est pas sans conséquence sur les populations qui l'occupent et leur comportement, qu'elles soient anciennes ou nouvellement arrivées. Une période où « *la décomposition sociétale avait atteint un niveau inégalable dans l'histoire contemporaine*⁵² ».

2- La ville algérienne des années 2000

La ville constitue un grand espace occupé et partagé par une population très dense. Elle peut être définie comme étant « *à la fois territoire et population, cadre matériel et unité de vie collective, configuration d'objets physiques et nœud de relations entre sujets sociaux*⁵³ » . Cependant, quand le territoire est disproportionnellement occupé par la population, c'est-à-dire avec une densité de la population plus élevée dans certaines villes comparées à d'autres, il peut y résulter des tensions, des disparités et des injustices, qui vont altérer, à leur tour, l'unité de la vie collective, et définir les rapports sociaux au sein de cette même population.

2-1-Le clivage du paysage urbain

L'Algérie vit aujourd'hui une ségrégation sociale, selon Mohamed Madani⁵⁴, vue que l'agglomération urbaine se trouve structurée sur la base de couloirs hiérarchisés, et oppose les espaces occupés par les classes aisées, aux espaces dévalorisés occupés par les plus démunis. Ce constat se porte sur les grandes villes algériennes à l'image d'Oran. La capitale de l'ouest algérien, surnommée « *El Bahia* » (la radieuse), dont la région Est réputée pour

⁵²Mhamad Saib Musette, « La jeunesse et la violence urbaine en Algérie », Emeutes et mouvements sociaux au Maghreb sous la direction de Didier Le Saout et Marguerite Rollinde, p314-325.

⁵³Définition de Y. Grafmeyer (Sociologie urbaine, Nathan 1994 cité par Stébé Jean-Marc, Marchal Hervé, « Appréhender, penser et définir la ville », La *sociologie urbaine*, Paris, Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », 2010

⁵⁴ Mohamed Madani, « Villes algériennes. Entre panne de projet et urbanisme de fait », NAQD 2002/1 (N° 16), p. 9-25.

ses somptueuses bâties en verres, villas et résidences et abritant la prestigieuse université des sciences d'Oran. A l'opposé, c'est-à-dire en allant vers l'Ouest, émergent les quartiers des pauvres et des démunis d'Oran, à l'exception de quelques-uns qui demeurent riches et modernes du fait de leurs commerces.

De son côté, la capitale Alger n'échappe pas à cette configuration, car quelques dizaines de kilomètres seulement séparent les zones habitées par des familles pauvres, de ces zones dites résidentielles et riches. Florence Beaugé, dans son ouvrage *Algérie des années 2000*, peint un tableau qui illustre parfaitement le désastre de ces zones urbaines livrées à elles-mêmes. Des zones urbaines où les barres d'immeubles dont les fenêtres sont quasi couvertes par des paquets de linge qui séche et des antennes paraboliques qui permettent aux habitants de capter les chaînes étrangères, notamment les chaînes arabes, et celles de sport. Cette description est bien illustrée par les photos ci-dessous.



Photo1 : Quartier Climat de France à Bab El Oued, prise en 2012 par le photographe Leo Fabrizio⁵⁵

Florence Beaugé soulève également « L'absence de trottoirs, les chaussées défoncées, les carcasses de voitures rouillées, les ordures qui brûlent sur les bords de la route...et les

⁵⁵ Il s'est intéressé à l'architecture de Fernand Pouillon (Architecte pendant la présence française en Algérie) dans la ville d'Alger

automobilistes qui roulent à contre sens pour gagner du temps⁵⁶». De telles illustrations témoignent de la dégradation dramatique de certains quartiers de la capitale au fil des années avec l'installation des habitats précaires sur les terrasses, et sur les espaces communs réservés à ces quartiers.

Par ailleurs, dans la même ville, Alger, mais quelques kilomètres plus loin, un paysage complètement différent émerge. Parmi la verdure et les rues propres, on remarque de belles villas protégées par de hauts murs, habitées par des cadres de l'Etat ou par des gens des familles des hommes d'affaires. Ces quartiers « huppés » qui se situent sur les hauteurs de la capitale, sont des espaces qui accueillent les vitrines de grandes marques mondiales, et où la modernité se fait ressentir ne serait-ce qu'on s'attablant à une terrasse d'un café dont le *design* branché ne laisse pas les passants indifférents. Ainsi, les jeunes algérois à la recherche d'une certaine notoriété y passent la majorité de leurs journées entre les boutiques de prêt à porter et les terrasses des cafés à « *chicha* », où le prix d'une tasse de café est exorbitant.

Il est également important de souligner que la majorité des ambassades et des ministères sont localisés au niveau de ces quartiers, ce qui renseigne sur l'importance qu'accordent les autorités locales et nationales à bien entretenir ces zones résidentielles. La propreté, l'organisation du stationnement, et un marquage au sol bien visible sont des éléments frappants qui caractérisent les rues de ces quartiers.

En prenant en considération ce critère qui est celui du type d'habitat, le constat d'une polarisation sociale est vite fait. Cette opposition des quartiers populaires, des zones d'habitat urbain nouvelles (Z.H.U.N), des bidonvilles, aux quartiers renfermant des lotissements réservés aux familles aisées, crée un clivage, et par la même un rapprochement des individus au sein du même groupe, et renforce leur sentiment d'appartenance à l'un des groupes sociaux.

L'entre-deux est également présent dans le paysage urbain algérien, avec les constructions privées (en coopératives immobilières), et les logements de fonctionnaires de l'Etat, généralement décents. En effet, S'il y a un reproche qu'on ne peut pas faire à la ville algérienne, c'est son manque de mixité.

Alors que certaines franges de la société aspirent à un toit, d'autres se permettent le luxe. Ceci ne peut qu'être générateur de sentiments d'injustice et de frustration et susciter

⁵⁶ Florence Beaugé, Algérie des années 2000. Vie politique, vie sociale et droits de l'homme, Paris, Cygne, 2008.

l’interrogation sur la possibilité que le logement constitue (seul ou accompagné par d’autres facteurs comme le chômage) une des principales raisons du déclenchement des émeutes en Algérie, particulièrement dans les grandes villes comme Alger.

2-1-La ville berceau de la violence

L’interaction entre les individus occupant un même espace social devient dans certains cas difficiles. Cela est dû à plusieurs facteurs qui nourrissent à leur tour les tensions sociales, offrant une possibilité de l’éclatement de la société en groupes différents, avec des intérêts et aspirations divergentes. La violence dans les espaces urbains est susceptible d’avoir une influence considérable sur les rapports sociaux. C’est la raison pour laquelle il s’avère nécessaire mettre en évidence les facteurs qui la nourrissent dans la société algérienne.

a- La densification démographique

Dans l’Algérie d’aujourd’hui qui abrite près de 44 millions d’habitants, neuf algériens sur dix vivent sur 12,6 % de la surface du pays estimée à 2 381 741 km²⁵⁷, et 90% de la population est concentré sur les 12% de la partie nord du territoire⁵⁸. Des données qui montrent que les villes algériennes d’aujourd’hui sont plus denses que jamais. La capitale Alger a connu un accroissement de la population estimé, par le recensement de 2008, à 450 000 personnes (ONS).

De par les commodités qu’elle offre, la ville est devenue, au fil du temps, de plus en plus attractive. Elle est perçue par les populations rurales comme étant une opportunité certaine. Cependant, il arrive que celle-ci ne soit pas en mesure de contenir ces populations de plus en plus importantes en nombre. Elles affluent vers la ville pour diverses raisons. Ainsi, cet espace devient provocateur d’un état permanent de rivalité, d’hostilité, d’injustice et de frustration, dus aux inégalités, ce qui rend la communication entre les individus occupant cet espace très difficile, et la tension permanente.

La densification démographique provoque un délaissé progressif de l’esprit solidaire, menaçant ainsi, selon Durkheim, la cohésion sociale⁵⁹. Il explique que la densification démographique engendre le détachement progressif de l’individu de la collectivité qui

⁵⁷ Selon le recensement de 2008

⁵⁸ Selon l’Office National des Statistiques (ONS)

⁵⁹ Abordant la loi évolutive des sociétés et le "socialisme", « *De la Division du travail social* », Paris, Felix Alcon, 1893

autrefois avait des règles respectées par tous. L'individuel prime donc sur le collectif et instaure de nouvelles règles dans la société, et la communication cède la place à la non-communication, l'intérêt collectif cède la place à l'égoïsme. Ainsi, cette montée de l'individualisme explique, en partie, l'indifférence de la population face à des scènes qui viennent violenter la société. C'est ce qu'affirme Lahouari Addi qui décrit des scènes inédites émanant des villes algériennes, « où des femmes avec nourrissons dans les bras dorment dans les rues, des enfants âgés entre 5 et 15 ans errent en groupes à la recherche de nourriture et d'abri, des mendians par dizaines arpencent les trottoirs... Tout cela dans l'indifférence d'une population qui semble accepter avec fatalité une situation où l'individualisme exacerbé fait des ravages, y compris dans les relations familiales »⁶⁰.

En outre, La densification démographique des villes algériennes est créatrice de tensions, à la suite de l'occupation démesurée des espaces. C'est ce que confirme Chaabane Soualhi, commissaire principal, chef du service de recherche et d'analyse criminelle à la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), sur les ondes de la radio chaine⁶¹. Ces espaces initialement conçus pour contenir un certain nombre de personnes sont occupés par au moins le double de ce nombre. La population urbaine s'est multipliée par 2,5 entre 1977 et 1998⁶², accentuant la raréfaction des ressources, le chômage et la pénurie de logement⁶³, et provoquant un déséquilibre social. « Il n'est alors pas étonnant que la violence soit une ressource à laquelle certains ont recours pour se protéger ou se procurer ce dont ils ont besoin »⁶⁴ conclut le sociologue Lahouari Addi.

Une telle situation encourage la montée de violence et de délinquance, ainsi que la diffusion de certains fléaux comme la corruption et la pratique des passes droits pour combler les manques.

De plus, le fossé qui se creuse entre les couches sociales, entre celles qui ont réussi leur intégration et donc leur vie, peu importe par quel moyen, et les autres. Cette situation rend le dialogue très difficile, et provoque la haine d'autrui, la volonté de l'abattre, ou le détruire. Il est, donc, important de souligner que la hiérarchie sociale est également créatrice de toute formes de violence allant d'une violence symbolique, quand les populations pauvres se sentent inférieurs et admettent la domination de la société par les couches les plus aisées, à d'autres types de violences auxquelles le citoyen a recours pour éviter de se retrouver en

⁶⁰ Propos de Lahouari Addi dans Le Soir d'Algérie du 20-05-2013

⁶¹ Radio Algérie, 08 décembre 2014

⁶² Selon les données du recensement de 1998

⁶³ Lahouari Addi, *op.cit.*

⁶⁴ Ibid.

marge de la société. Par conséquent, « les agressions dans la rue en plein jour, les effractions des appartements, le vol à la sauvette dans les lieux public... sont devenus une banalité intégrée dans le comportement⁶⁵ ». Ainsi, commettre des délits s'est instauré comme une forme de débrouillardise pour les jeunes en difficulté financière, ils « *naviguent* » pour reprendre le langage des jeunes d'Alger. Les vols accompagnés d'agression sont ainsi devenus monnaie courante dans la société algérienne, majoritairement musulmane, malgré leur interdiction par cette même religion. Oser braver l'interdit imposé par la société en ayant recours à la violence, renseigne sur le degré que celle-ci a atteint dans la société algérienne.

b- La violence, mobilisée dans le processus de socialisation

Le rapport de force est tellement présent dans la société, que l'idée de se battre est enseignée aux garçons dès leur jeune âge. En effet, certains parents inculquent à leurs enfants (les garçons en particulier) l'idée de se battre pour défendre l'honneur de la famille, et ils doivent être capables de se battre à chaque fois que de besoin. Selon eux c'est l'une des façons de s'imposer dans leur entourage et, parfois même, de gagner le respect des autres. A cela vient s'ajouter l'image du martyr héritée de la guerre de libération dont ils prennent connaissance à l'école ou au sein de la famille. La violence comme mode de socialisation a été découverte très tôt dans l'espace domestique⁶⁶.

Ayant grandi avec de tels principes, les jeunes ont recours à la violence pour revendiquer un droit, exprimer une colère parfois même une joie. La violence l'emporte toujours que ça soit dans les rues et les quartiers en cas de bagarres, d'agression ou d'insulte, dans les milieux scolaires surtout au niveau des lycées⁶⁷, et même au sein des universités sensées être un milieu où sont formées les élites qui devraient guider et encadrer la société. Le milieu du sport n'a également pas été épargné, mais au contraire est caractérisé par une violence permanente, car pour peu que les supporteurs d'un club soient mécontents de la gestion qu'ils jugent désastreuse, comme ce fut le cas à Tizi Ouzou⁶⁸, ou qu'ils aient un

⁶⁵Lahouari Addi, *La Croix*, 1er mars 2003

⁶⁶Marguerite Rollinde, « Sous l'émeute, le mouvement social », *Emeutes et mouvements sociaux au Maghreb* sous la direction de Didier Le Saout et Marguerite Rollinde, p357-370.

⁶⁷Les chiffres non officiels indiquent pas moins de 300 cas de violences scolaires par an

⁶⁸Les supporteurs de la Jeunesse Sportive de Kabylie (JSK) mécontents après un match nul à domicile, se sont déchainés sur le Stade du club et se sont pris aux brigades de la police sur place, pour demander le départ du président du club que celui-ci reporte depuis des années.

différend avec les supporteurs de l'équipe adverse, la bagarre éclate et se transforme en émeute dès que les forces de l'ordre interviennent.

Par ailleurs, durant les années 1990 la violence est devenue quotidienne provoquant des pressions qui mettent à l'épreuve la société algérienne. En effet, elle fait face à une menace de destruction totale⁶⁹. Ayant été le théâtre d'affrontement entre les unités de lutte contre le terrorisme et les islamistes, la ville algérienne est profondément marquée par une violence visible dans les comportements collectifs et individuels. La vie en société a été affaibli d'une manière considérable, vu que cette dernière s'était obligée de vivre avec la mort et la violence. Pendant que la population refoulait, et donc désacralisait, la menace de la mort afin de survivre, à l'opposé, les espaces de libertés ouverts après les événements de 1988, sont reconquis par l'Etat. La société a été vidée de ses intellectuels et privée d'une vie « normale »⁷⁰, c'est ce que confirme Massi, un jeune homme de 35 ans habitant la Nouvelle ville à Tizi Ouzou :

« J'avais 15ans en 1995, et j'habitais la cité Million, j'ai encore aujourd'hui le bruit fracassant des rafales ayant visées un barrage de la BMPJ⁷¹ au niveau du carrefour du côté de la wilaya. C'était une soirée ramadhanesque, qui a débuté comme toutes les autres quand soudain tout le monde est entré dans la confusion totale au moment des rafales. Mes frères ainés jouaient à la belote dans un café à une centaine de mètres du lieu de l'attentat, la peur, le choc, et surtout les cris de ma mère persuadée que ses enfants étaient assassinés. Cette scène me marquera à vie, et je retiens mon souffle à chaque fois que j'y pense »⁷².

Un jeune homme de 36 ans nommé Hocine, raconte comment il est passé d'une vie paisible dans un village calme de Kabylie, à une terreur quotidienne :

« Ce climat de terreur a vraiment changé nos vies et nos habitudes. J'avais 15ans, ce soir du 14 septembre 1994 a vraiment marqué les esprits des

⁶⁹Kenza Benamar, « D'une violence à une autre. Etude des pratiques et discours des violences dans la société algérienne », Emeutes et mouvements sociaux au Maghreb sous la direction de Didier Le Saout et Marguerite Rollinde, p326-338

⁷⁰ Kenza Benamar, *op.cit.*

⁷¹ Brigade mobile de la police judiciaire

⁷² Entretien réalisé en Mars 2015 à Tizi Ouzou

villageois d'Attouche, Makouda, par la durée et les conséquences de cette terrible fusillade qui a eu lieu au centre du village. Des hommes sont venus abattre un habitant du village qui aurait refusé de leur donner l'arme qu'il avait chez lui auparavant. Il a été tué ainsi que deux des cinq hommes venus accomplir cet assassinat. L'intervention de l'armée dans la soirée a prolongé les tirs jusqu'aux alentours de minuit. Cette nuit-là je n'ai pas pu m'en dormir, la peur m'en empêchait. C'était la première fois où je me suis dit qu'à tout moment n'importe lequel d'entre nous pouvait mourir !! Tout le monde rentrait plus tôt que d'habitude et nos soirées de guitare entre jeunes du village devenaient de plus en plus rares. Cette angoisse me prend même aujourd'hui que j'en parle »⁷³.

Les psychologues ont, insisté sur les séquelles des traumatismes individuels et collectifs que ce climat de violence et de terreur engendre sur les enfants qui auraient vécu la violence exercée sur les membres de leurs familles, ou des connaissances. Un traumatisme, très profond au sein de la population, qui n'a pas encore été abordé d'une manière adéquate selon le rapporteur spécial des Nations-Unies sur le droit à la Santé, Dainius Puras⁷⁴. Ces expériences douloureuses ont touché des dizaines de milliers de personnes, et ont impacté la stabilité sociale, particulièrement celle des enfants dont la tranche d'âge se situe entre 25 et 35 ans aujourd'hui. Un âge où « *le jeune, vivant dans des conditions normales, est sensé avoir une certaine stabilité sociale et économique. Ce qui est loin d'être le cas chez la plupart des jeunes algériens* », déclare Juba un jeune chômeur de 26 ans habitant la ville de Tizi Ouzou⁷⁵.

Ces jeunes ayant grandi dans un contexte de peur et de violence, et dans un espace urbain de tensions, où ils sont confrontés à de grandes difficultés quotidiennes, ont épousé la violence sous toutes ses formes qui devient inévitablement un moyen pour se protéger face à l'évolution de la société, et aussi pour s'accrocher tant bien que mal au train de la modernité et de la mondialisation.

⁷³ Entretien réalisé en mars 2015 à Tizi Ouzou

⁷⁴ Rapporté dans Atlasinfo.fr le 12 mai 2016

⁷⁵ Entretien réalisé en septembre 2016 à Tizi Ouzou

c- Accroissement des grands ensembles urbains

Afin d'apporter des solutions rapides à la crise de logement qui ne cesse de grandir en Algérie, et dans le but d'éradiquer l'habitat précaire, le ministre de l'habitat et de l'urbanisme, sous la haute autorité du président de la république, rassure en déclarant en 2009 que la réponse intense à la demande de logement se poursuit. Un million de logements de diverses catégories seront livrés entre 2010 et 2014⁷⁶. Pour ce faire, les autorités ont procédé à l'urbanisation de grands espaces aux périphéries des villes, faisant émerger de grands ensembles urbains, dits Zones d'Habitat Urbain Nouvelles (Z.H.U.N) dans le but d'améliorer davantage le cadre de vie des citoyens. Cependant, ces zones connaissent des dysfonctionnements, des dégradations, des malaises et des contraintes quotidiennes. La dégradation de ces espaces débute par « de simples égratignures ou salissures de façades et s'intensifient par le rejet anarchique des ordures ménagères, transformant les espaces extérieurs en véritables dépotoirs ⁷⁷ ». Elle ne peut que témoigner d'un certain laisser aller, et d'une volonté de créer un cadre de vie pesant, où règne un grand désordre pour pouvoir asseoir un certain monopole et contrôle de l'espace de la part d'une poignée de jeunes pour écouler tranquillement leur marchandise de stupéfiants. Ainsi, ces quartiers sont devenus des espaces où l'on sent la violence. Cependant, tout ce qui relève du privé se trouve bien entretenu, même au sein de ces zones dites nouvelles, il suffit de franchir la porte d'entrée de certains appartements pour découvrir un décor qui fait oublier la dégradation extérieure. C'est ce même constat que font Michel Kokoreff et Didier Lapeyronnie sur les cités de la banlieue française « ... les parties communes sont délaissées et souvent dégradées, mais les appartements sont, à l'inverse, entretenus avec beaucoup d'attention »⁷⁸. Cette individualisation est basée clairement sur l'accès à la consommation. Par conséquent, c'est l'abandon de tout ce qui est en relation avec la vie publique ou civique, pour prendre soin de son environnement individuel et celui de sa petite famille.

Par ailleurs, l'arrivée massive des habitants dans un délai précis⁷⁹ (surtout quand il s'agit d'un relogement après une opération de démolition d'un bidonville), la diversité des origines régionales, ainsi que le niveau socio culturel des populations de ces zones, sont

⁷⁶ Propos du ministre Noureddine Moussa dans *Liberté* du 11 novembre 2009.

⁷⁷ Farida Naceur et Abdellah Farhi, « Les zones d'habitat urbain nouvelles en Algérie : inadaptabilité spatiale et malaises sociaux. Cas de Batna », *Insaniyat* 22 | 2003, 73-81.

⁷⁸ Michel Kokoreff, Didier Lapeyronnie, *Refaire la cité. L'avenir des banlieues*, Paris, Seuil, 2013, p.25

⁷⁹ En comparaison à l'arrivée progressive des habitants dans les quartiers à l'intérieur de la ville, qui s'adaptent *crescendo* à la vie du quartier, au voisinage

des éléments qui impact les rapports sociaux au sein de ces quartiers. En effet, l'isolement, le manque de contact, et des relations de voisinage quasiment absentes caractérisent l'installation des nouveaux occupants de ces espaces urbains. L'absence de lieux de rencontres et d'équipements privés, en effet, ces quartiers de toute animation, et encourage le repli sur soi, et l'adoption d'une attitude individualiste pouvant se traduire par l'absence d'une conscience de collective au service de l'intérêt commun. Ceci n'empêche tout de même pas certains habitants de nouer des liens.

Cependant le sociologue Nacer Djabi estime que les relations entre les habitants de ces nouveaux quartiers débutent souvent par le biais de la violence⁸⁰. Il suffit par exemple, que les garçons ou le père d'une famille soupçonne un jeune de draguer leur fille ou de l'embêter, pour que la bagarre éclate entre les deux familles. Tel est le cas également si un homme venait à porter involontairement le regard sur un des balcons, alors qu'une femme serait en train d'étendre le linge. Des bagarres peuvent aussi éclater, opposant un groupe de jeunes à un autre pour se disputer un espace et le contrôle de celui-ci. Tel est souvent le cas pour le contrôle des zones de parkings informels, seule ressource pour beaucoup de jeunes sans emploi. D'ailleurs les colonnes réservées à ce type d'incidents et aux violences opposant des bandes habitant ces zones urbaines sont de plus en plus lues dans la presse nationale.

Le sentiment d'insécurité se répand très vite au sein des habitants de ces nouveaux espaces urbains, qui vivent la peur au ventre, de voir un jour un de leurs enfants impliqué et emporté par ce phénomène des bandes⁸¹. Cependant le commissaire Soualhi souligne « *qu'il s'agit de rixes motivées par des raisons banales, qui n'ont rien à avoir avec le phénomène des batailles des gangs*⁸² », un problème qui peut être pris en charge, par exemple, en procédant à la construction des infrastructures de loisirs et de détentes aux alentours des cités et des quartiers, selon lui. Or, la majorité des habitants de ces quartiers souffre de la précarité qui résulterait essentiellement de la progression du chômage, entraînant ainsi des jeunes célibataires comme de jeunes pères de familles dans l'informel, le trafic, la délinquance. En effet, l'installation illégale de tables de commerce dans un marché, ou alors la vente des stupéfiants sont des pratiques caractérisant certains quartiers. Plusieurs perquisitions de la Brigade de recherche et d'investigation (BRI) ont abouties à la saisie de stupéfiants et

⁸⁰Entretien accordé au quotidien *Liberté*

⁸¹Plusieurs parents ont témoigné de cette attitude dans les différents dossiers réalisés par différents journaux

⁸²<http://www.radioalgerie.dz/news/fr/article/20141208/22063.html>

d'armes blanches, comme ce fut le cas en janvier 2016 lors de la perquisition du grand marché au quartier Climat de France⁸³.

Ces transformations qui se produisent progressivement dans la société algérienne, de plus en plus urbanisée, forment un climat favorable à l'émeute d'autant plus que les jeunes ne croient plus en la voie du dialogue⁸⁴. C'est ce qu'affirme la majorité des entretiens réalisés auprès de jeunes ayant pris part au moins à une émeute. Ces sujets estiment qu'il n'y a que par la violence et la force que l'Etat peut écouter leurs doléances, sans forcément donner de suite. Et si réponse il y a, c'est par la répression violente.

2-1-Les actions publiques

a- Pour réduire la crise du logement

Face à l'engorgement des villes et à la menace permanente de trouble à l'ordre public qui en résulte, l'Etat a engagé d'importants programmes de relogement sur des zones urbaines nouvelles, en construisant des logements collectifs standards destinés aux citoyens à faibles revenus, des logements sociaux participatifs (LSP) pour « la classe moyenne supérieure » ou encore des logements issus du programme AADL destinés aux ménages dont les revenus sont moyens et dépassent le salaire minimum, puisqu'une apport de 25 % du prix du logement est nécessaire. Les 75% restant sont versés sous formes de prêt par le trésor public. Le logement fut du moins l'une des priorités du programme du président, Abdelaziz Bouteflika, depuis son arrivée au pouvoir en 1999. Il a promis « l'accès à un logement décent pour chaque citoyen » en vue d'améliorer ses conditions de vie. Une politique qui devait, selon le ministre de l'habitat Abdelmadjid Tebboun, mettre fin à l'habitat précaire et aux bidonvilles vers la fin de l'année 2015 et qui vise à « déclarer l'Algérie comme un pays sans bidonvilles »⁸⁵. Force est de constater, que de par ces différentes formules d'accès au logement, L'Etat crée une discrimination par rapport aux revenus, car l'accès à l'une ou l'autre catégorie de logement obéit au critère des revenus des citoyens ainsi que leur statut social, en prenant en considération le statut de l'emploi et la rémunération.

En outre, les bidonvilles demeurent parmi le paysage urbain algérien, car seuls les plus grands ont été démolis à travers ces opérations de relogement d'urgence du programme de Bouteflika. Ce constat fait l'unanimité chez les citoyens qui désespèrent de voir, à leur tour,

⁸³Information relayée dans le JT par plusieurs chaines de télévision.

⁸⁴ C'est ce qu'affirment tous les sujets avec lesquels je me suis entretenue

⁸⁵ Déclaration faite à la presse en février 2015

leur demande de logement aboutir. Il s'avère, donc, que cette manœuvre ne soit pas suffisante pour diminuer d'une façon significative la crise du logement, et raccourcir par la même les délais de centaines de milliers d'algériens qui attendent d'être relogés ou tout simplement logés, et qui finissent pour la plupart d'entre eux par perdre patience, surtout face au mode d'attribution des logements. Il y a au niveau de chaque wilaya (préfecture) des quotas de logements, et c'est paradoxalement dans la catégorie des logements réservés aux cas sociaux que le piston bat son plein. D'ailleurs il suffit que les listes des nouveaux bénéficiaires de logement soient affichées, parfois dévoilées de bouche à oreille, pour que des émeutes éclatent. La cause est que « les octrois d'appartements s'accompagnent invariablement de toute une panoplie de sordides marchandages et combines... une pratique à laquelle les responsables, disposant d'une minime autorité, ont recours soit pour exiger un service en retour, soit pour s'enrichir ». Ainsi, l'attribution de logements à des personnes qui n'appartenaient même pas à la ville où s'effectue le relogement, « *parce qu'elles ont des liens familiaux avec l'un des responsables ou parce qu'elles ont corrompu les membres de la commission d'attribution des logements* »⁸⁶, fait embraser les rues des quartiers défavorisés et des bidonvilles environnants, comme fut le cas des habitants de la ville de Tizi Ouzou en novembre 2016. Ces derniers, n'accordant plus aucune crédibilité aux autorités locales, ont exigé la venue d'une délégation ministérielle pour attester de la légalité ou non des listes de bénéficiaires affichées par la daïra (sous-préfecture) de Tizi Ouzou. Le sentiment d'injustice a encore une fois provoqué la colère des citoyens qui expliquent que : « *les demandes faites depuis les années 1980 n'ont pas eu de suite, alors que celles faites en 2014 ont abouti. Nous avons toujours été victimes d'injustices à Tizi Ouzou, mais celle de cette fois ci en est de trop* » déclare Samir, un jeune étudiant de 23 ans qui témoigne de la souffrance de son père pour décrocher un logement, dont la demande a été déposée en 1990. Cette pratique a commencé plus tôt, quelques années après l'indépendance, au moment où des paysans ont été transférés dans les nouvelles cités des grandes villes grâce à un tour de force réussi par un proche qui est alors haut placé dans l'un des appareils de l'Etat, c'est ce qu'affirme Rachid Tridi dans son livre, *L'Algérie en quelques maux*⁸⁷.

A travers ces nouveaux programmes de relogement, d'autres inégalités ont émergé et deviennent-elles aussi sources de soulèvement populaires. En effet, l'aménagement des

⁸⁶Entretien avec Samir, étudiant de 23 ans, réalisé en mars 2015 à Tizi Ouzou

⁸⁷Rachid Tridi, *l'Algérie en quelques mots, ou l'autopsie d'une anomie*, Paris, L'Harmattan, 1992.

nouveaux espaces urbains restent inachevé pendant des années, donnant ainsi l'image de quartiers délaissés par les autorités. Des émeutes ont vu le jour parce que les rues menant les habitants à leurs immeubles deviennent inaccessibles dès qu'il y a des précipitations. Si par ailleurs un effort d'aménagement a été fait, il y a un effet cache misère qui finit par dévoiler les défauts de celui-ci.

b- Pour atténuer la violence

Les services de sécurité nationale ont tendance à communiquer davantage sur les chiffres et les différents cas de violences⁸⁸, excepté ceux liés aux émeutes, pourtant de plus en plus présentes dans les villes algériennes entre 2001 et 2019.

L'une des obligations de l'Etat est, en effet, d'assurer la sécurité des biens et des personnes, ainsi que de maintenir l'ordre social. L'Etat condamne, la violence physique dont il revendique le monopole. « Ce monopole interdit à tous les citoyens l'usage privé de la violence, mais ne cherche pas à établir l'égalité ou l'ordre social juste. Ce n'est pas la vocation du policier de remédier aux inégalités sociales⁸⁹» selon Lahouari Addi.

Or, quand l'ordre est donné au corps de la sécurité d'empêcher la tenue d'une manifestation pacifique, ou de la réprimer, les dirigeants politiques ne font qu'attiser le feu, car ils seraient en train d'empêcher le citoyen de pratiquer son droit à manifester en toute démocratie, comme le souligne Mr Jugurtha ABOU, membre du conseil national du Front des Forces Socialistes (FFS), le parti de l'opposition, « ... *C'est à l'Etat qu'incombe la majeure partie, sinon toute la responsabilité de cette montée de violence dans la société. Dans l'obsession de se maintenir au pouvoir, les gouverneurs algériens usent de la violence contre toutes les voix et les expressions qui ne versent pas dans leur logique* »⁹⁰.

En outre, l'attitude du régime vis-à-vis de l'expression d'un mécontentement dans la société est interprétée, par certains citoyens, comme étant une sorte de mépris à leur égard. Qu'un premier ministre déclare « *qu'un pot de yaourt est un luxe* »⁹¹, n'est qu'une sorte de mépris et d'atteinte à la dignité du citoyen algérien, et donc une provocation de sa colère, pense Abderrahmane, 26 ans habitant Bab El Oued :

⁸⁸Il s'agit souvent de cas de violence physique sur les citoyens, ou de vols avec violence.

⁸⁹Propos de Lahouari Addi lors de la journée d'étude du CRASC « À propos des violences urbaines-quelle sociologie pour quel traitement »,<http://elhadichalabi.free.fr/elements/pdf/violences%20urbaines%20addi.pdf>

⁹⁰Entretien réalisé en avril 2015 à Tizi Ouzou

⁹¹Déclaration d'Ahmed Ouyahia

« *Au lieu de penser à doubler le nombre de policiers pour maintenir l'ordre public, il convient plutôt de doubler le nombre de logements construits, et de doubler d'effort pour diminuer le taux de chômage pour permettre au citoyen une certaine quiétude et calmer par la même les esprits en tourmente. Bien au contraire, l'Etat joue la carte de l'indifférence, mieux encore, il essaye de donner à la capitale un visage moderne qui est tout autre de ce qui l'en est réellement. Comment veulent-ils (les dirigeants algériens) que la violence s'arrête ? »⁹².*

Un tel constat est fait au moment où l'émeute, faisant partie du répertoire d'action, est bien présente dans le paysage social algérien.

Des entretiens réalisés avec les émeutiers, il ressort que la violence est le seul et unique moyen qui pousse l'Etat à réagir et à être attentifs à leurs demandes, sans pour autant que sa réaction ou son intervention ne réponde positivement aux aspirations des jeunes émeutiers. « *Qui veut le départ du maire ferme la mairie de force, qui aspire à un logement, un emploi, une vie meilleure, bloque la route ou passe à l'émeute* »⁹³.

3-Les mutations de la famille et le rapport à l'environnement social

La famille et le quartier, sont les deux arènes où se font et se défont les affiliations et où, parfois, s'opère le rejet de l'autre, l'étranger. Les normes régissant ces deux structures dictent la conduite à tenir vis à vis de l'autre. C'est dans ce rapport à l'autre, qui occupe le même espace, que se profile l'esprit de solidarité qui constitue un élément clé dans une émeute. La relation de complicité qui née dans un quartier, se transforme très souvent en un soutien et une solidarité qui constituent le groupe dans l'émeute. Autrement dit, « l'émeute peut s'apprécier comme une fête, un moment de fraternité »⁹⁴. Il est donc important de s'attarder sur la naissance de ces rapports, leur évolution et les conséquences de cela sur la société et son fonctionnement.

3-1-La famille : nouvelle organisation et nouveaux rapports

La famille algérienne a toujours constitué une structure solide pour la gestion des jeunes, basée sur des normes et des valeurs sociales très anciennes et très ancrées dans la société

⁹²Entretien réalisé en mars 2016 à Alger

⁹³Entretien avec Samir, *op.cit.*

⁹⁴Didier Le Saout, « Les émeutes entre exclusion et sentiment d'injustice. Une approche comparée Maghreb-Europe ». *Emeutes et mouvements sociaux au Maghreb* sous la direction de Didier Le Saout et Marguerite Rollinde, P 45-66.

algérienne conservatrice. Cependant, depuis un quart de siècle environ, cette structure connaît des transformations majeures tant sur le plan structurel, que sur le plan relationnel, car « La vie familiale a beaucoup changé, avec l'apparition de la famille conjugale, la diminution de la taille de la famille et le changement du statut de la femme »⁹⁵. En effet, le rôle de la femme a beaucoup changé en une trentaine d'année : son taux d'instruction a augmenté, elle travaille en dehors de l'espace familial, son âge de mariage a reculé, et la fréquence de conception a elle aussi baissé. En effet, les données de l'ONS affirment que la part de la population féminine active est passée de 5.2 % en 1977 à 17.7% en 2011. Le taux d'instruction des femmes passe de 49 à 77 % entre 1977 et 2011. Le célibat des femmes a également augmenté car la part des femmes célibataires avoisinait les 38% en 1986 alors qu'elle était de 54.7% en 2002 (selon les chiffres de l'ONS)

Les relations intergénérationnelles, la solidarité et rapports familiaux ont également changé, se basant davantage sur l'individu que sur le groupe. La composition de la famille ainsi que les valeurs de fraternité, de solidarité familiale et de prééminence des aînés ont subi un grand changement. En effet, les valeurs familiales traditionnelles sont de nos jours remises en question, et se trouvent parfois bouleversées par la volonté d'adopter le modèle occidental tel qu'il est vu dans les médias, ou tel qu'il est relaté par les émigrés⁹⁶. Par conséquent, les jeunes générations algériennes se retrouvent de plus en plus tiraillées entre la sauvegarde de ces valeurs, et le refuge dans ce qui leur reste de solidarité, de sécurité et de religieux. Les relations intergénérationnelles sont, donc, influencées par la modernisation de la société algérienne, auxquelles viennent s'ajouter les conditions socio-économiques difficiles, imposant des changements profonds au sein des familles.

Compte tenu des conditions de vie dans les logements exiguës des villes, par exemple, et l'entassement des familles dans de tels espaces, de profonds conflits, si violents, apparaissent, que des familles finissent par éclater⁹⁷, signant par la même une rupture avec le patriarcat. Un mode de vie sacré dans la société algérienne conférant une autorité souvent indiscutable au chef de famille, et c'est à ce dernier que revient la sanction ou la bénédiction⁹⁸.

⁹⁵Radjia Benali, « Education familiale en Algérie entre tradition et modernité », *Insaniyat*, 29-30 | 2005, 21-33

⁹⁶Les émigrés ont une influence considérable sur la société d'origine de par leur discours sur l'étranger, en particulier sur la liberté d'agir, de vivre comme on veut, tant que le cadre réglementaire est respecté.

⁹⁷Lahouari Addi, *Les mutations de la société algérienne. Famille et lien social dans l'Algérie contemporaine*, Paris, La Découverte, 1999

⁹⁸Pierre Bourdieu, *Sociologie de l'Algérie*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001, p.11

En effet, les conditions de logement désastreuses qui ne rendent pas du tout évidente la vie de groupe, poussent des fratries à se séparer après de longues années de vie en communauté sous le règne et le toit du père. C'est alors la cohésion de cette unité fondamentale qu'est la famille⁹⁹ qui est menacée. Une séparation, qui n'est pas toujours bien vécue, comme l'explique Nacer, 30 ans, un vendeur à l'étalage habitant à *Diar El Kef* à Bab El Oued :

« Nous sommes trois frères et une sœur. Quand nous vivions dans notre village, nous manquions de commodités et de moyens certes, mais la vie était plus paisible et il y avait une bonne entente familiale. Depuis que nous sommes ici, le chacun pour soi s'est installé avec le temps, surtout après que deux de mes frères se soient mariés¹⁰⁰».

Il est, donc, clair que l'urbanisation rapide a renforcé la destruction du modèle traditionnel patriarcal, avec l'apparition des appartements conçus pour les nouvelles familles conjugales.

Les familles algériennes d'autrefois formaient de petites communautés renfermant trois voire quatre générations différentes, vu la sacréité des liens familiaux dont le maintien est assuré par le chef de famille. Cette famille étendue est la cellule sociale de base¹⁰¹ qui empêche toute perspective d'évolution vers la famille conjugale selon L. Addi. Elle est construite autour du père au détriment de la femme qui est en position d'infériorité malgré qu'elle soit économiquement active. Elle participe peu ou pas du tout aux décisions¹⁰².

Au sein de la famille ancienne, Edward Shorter constate la négligence de la femme par le mari, due à l'absence d'affection qui caractérise les sociétés traditionnelles. L'intimité conjugale ne trouve pas de place dans ces grandes familles communautaires¹⁰³.

En Algérie même dans les années 1980 et le début des années 1990, le mariage de l'un des garçons de la famille, par exemple, ne changeait pas la donne, et ne laissait presque pas de place au débat concernant l'hébergement du nouveau couple. Habiter avec les siens était une évidence, quitte à ce que les parents cèdent leur seul espace d'intimité à leur fils. Les membres de la famille obéissent et se conforment à une sorte de règlement intérieur

⁹⁹*Ibid.*

¹⁰⁰Entretien réalisé en septembre 2016

¹⁰¹P. Bourdieu, *op.cit.*

¹⁰² Jean-Pierre Bardet, Edward Shorter, Naissance de la famille moderne, 1977. In. *Annales de démographie historique*, 1978. La mortalité du passé. pp. 428-436.

¹⁰³*Ibid.*

conférant aux enfants plus ou moins la même conduite et les mêmes principes non facilement transgressés. Des principes qui tirent leur origine de la « solidarité séculaire » « qui interdit l'exclusion juvénile de la famille, sauf transgression des valeurs selon les principes de licéité (islamique). La sanction est fatale et sans appel dans ce cas précis »¹⁰⁴.

Cependant force est de constater que dans l'Algérie actuelle, tous les nouveaux couples pensent à leur propre logement avant même qu'ils ne se marient, car pour la majorité des femmes algériennes d'aujourd'hui, il est hors de question d'habiter avec la belle famille, au risque de limiter leur liberté. La famille nucléaire émerge en milieu urbain, donnant naissance à des valeurs liées à la vie en couple, et à des problèmes de cohabitation¹⁰⁵. Ainsi, voyant en la maison parentale un pôle négatif, où l'on est désigné du doit ou accusé, il serait alors logique de s'en éloigner le plus possible. La maison individuelle semble, donc, être une alternative très intéressante qui permet de fuir des espaces familiaux caractérisés par de vives tensions, pouvant résulter de l'exiguïté des espaces par rapport au nombre de personnes qui y habitent. En effet, E. Shorter estime que chez les pauvres, l'intimité conjugale est contrecarrée par l'encombrement dans des espaces très restreints, où l'affection envers l'épouse ne doit pas s'exprimer ouvertement.

L'émergence de ces familles modernes est une conséquence de l'avènement d'un double mouvement qui marque selon Philippe Ariès¹⁰⁶ ce passage d'une famille traditionnelle à une famille moderne. « Il y a d'un côté la décadence de l'autorité de la famille dans la société, et donc du rôle de chefferie du père dans la famille »¹⁰⁷, accompagnée, par ailleurs, par l'épanouissement du sentiment affectif qui fait la liaison entre les membres de la famille¹⁰⁸. Cette affection se construit autour de l'enfant et de la mère. La condition de celle-ci évolue par conséquent, vu son rôle de gestionnaire de l'éducation des enfants. Cette évolution de la famille, en Algérie, est encouragée par les opérations de relogement accélérées de ces dernières années. Elle devient alors synonyme de réussite sociale. Par conséquent les familles actuelles dans leur majorité forment une cellule beaucoup plus petite qui s'étale sur deux générations ; celle des parents et celle des enfants, qui ont chacune leur ligne de conduite. Ceci peut s'expliquer, en partie, par le rôle de la femme

¹⁰⁴Mahmad Saib Musette, *op.cit.* p319.

¹⁰⁵*Ibid.*

¹⁰⁶Philippe Ariès, *L'Enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, Paris, Plon, 1960.

¹⁰⁷Philippe Ariès, la famille à travers les âges, France culture (rediffusion), les nuits de France Culture, le 17-02-2019

¹⁰⁸*Ibid.*

dans la famille. Si la femme était soumise dans la famille traditionnelle, et sa contribution se résumait à la procréation et à la réalisation des tâches domestiques, le rôle de la femme a évolué au sein de la famille moderne. Elle est plus impliquée dans la gestion de la vie du couple à travers une prise de décisions relatives à ses enfants, mais aussi à travers la relation du couple avec la belle famille. Elle a un pouvoir régulateur sur les relations entre l'époux et sa famille (parents, frères et sœurs).

Il y a cependant, certaines familles bourgeoises, qui optent pour la continuité du patriarcat, mais d'une façon symbolique ; c'est-à-dire que le père est doté d'un pouvoir symbolique en passant le relais de chef de famille à l'un de ses fils, généralement l'ainé. La fratrie procède à une construction privée regroupant toute la famille, avec un appartement (un étage) pour chaque frère marié. Ce modèle apparaît comme l'idéal pour des membres de la même famille cherchant à demeurer en contact permanent avec leurs parents et leurs frères et sœurs, selon L. Addi¹⁰⁹. Par ailleurs, cette configuration permet aux épouses d'aspirer à plus d'autonomie vis-à-vis de la belle famille. Il convient, donc, d'en conclure que même si la tradition perd de sa pertinence, elle n'est tout de même pas complètement délaissée, car il y a encore des familles de la société chez lesquelles certains aspects de ce mode de vie traditionnel persistent¹¹⁰. Se parler au téléphone au quotidien, passer le *weekend end* et les fêtes avec la famille élargie. Le manquement d'un des fils sans raison valable est mal perçu, et est sanctionné. C'est ce qu'évoque E. Shorter en prenant l'exemple des colonies américaines dans lesquelles les grands événements sont vécus en communauté, et la collectivité sanctionne les manquements des membres qui sont difficilement admis.

3-2- Les jeunes : attitudes et relation à la famille

La retenue qui existait dans la société algérienne il y a quelques années renseignait sur le respect des ainés, puisqu'on taisait souvent son avis au risque de les contrarier, et s'exposer à leurs réactions. L'apparition de la famille nucléaire en Algérie, offre à ses membres la possibilité d'exprimer, car ils arrivent à discuter des sujets d'avenir tout en affichant clairement leur autonomie. Beaucoup de jeunes arrivent à parler avec les parents de certains sujets considérés comme tabous par le passé, comme leur projet de mariage et leur future vie de famille. Cet individualisme favorise l'émergence d'individus qui ne se définissent plus par rapport à la famille mais en tant qu'individus autonomes.

¹⁰⁹Lahouari Addi, *Les Mutation de la société algérienne, op cit.*

¹¹⁰Radjia Benali, « Education familiale en Algérie entre tradition et modernité », *Insaniyat*, 29-30 | 2005, 21-33.

Ainsi, la relation des jeunes générations à la famille a elle aussi connu un grand changement, car le côté très moral de cette relation s'est atténué avec la modernisation de la société et donc des rapports sociaux. Il y a de ce fait une différence flagrante entre les jeunes d'aujourd'hui et la génération de leurs parents, approfondie par l'apparition de nouveaux concepts tels que l'occidentalisation et l'individualisation, au sein d'une société toujours en quête d'autonomie résidentielle et sociale, non sans retombées sur la société.

Les jeunes ayant dépassés l'âge de fonder une famille à leur tour, vivent toujours dans le domicile parental du fait du chômage, et du manque de perspectives. Il arrive cependant que certains aient un travail, mais ne trouvant pas de solution pour accéder à un logement, ils améliorent leur tenue vestimentaire et se permettent quelques dépenses en attendant le mariage, qui reste tributaire de l'acquisition d'un logement social, puisque le salaire ne permet pas l'accès à un logement privatif.

Cet individualisme se fait ressentir chez la plupart des jeunes qui travaillent, et qui pense avant tout à s'habiller de vêtements et de chaussures de marque. Ils travaillent pour se prendre en charge, c'est ce qu'estime Nacim, un jeune homme de 27 ans qui travaille dans le bâtiment pour une société privée. Selon lui, « *...se lever très tôt le matin et travailler dans des conditions très dures, mérirerait de s'offrir un minimum de confort et de bien être moral, avant de se retrouver un jour ou l'autre père de famille* »¹¹¹.

Par ailleurs, l'évolution des mœurs marque « le passage d'un mariage précoce et universel à un mariage tardif, qui conduira peut-être à terme à une croissance du célibat définitif, d'une part, à une diminution des descendances, d'autre part¹¹² ». Il est vrai que « le célibat reste toujours mal perçu »¹¹³ au sein de la société algérienne, mais cela n'empêche pas les Algériens d'adopter, de plus en plus, le célibat choisi, encouragés par des paramètres tel que l'émancipation de la femme et le nombre, de plus en plus important de divorces.

En effet, une nouvelle conception du mariage est établie, bouleversant ainsi l'ordre qui régnait jusque-là. Le mariage est désormais perçu comme une relation basée sur un échange des valeurs sociales des deux partenaires, du capital culturel et économique, ainsi que sur tous les éléments qui se rapportent à la notion du couple, en particulier le confort et l'intimité de ce dernier. Il s'agit alors du maintien de la richesse et du capital culturel dans

¹¹¹Entretien réalisé en avril 2015 à Alger

¹¹²Fatma Oussedik, professeur de sociologie dans un entretien donné au magazine féminin *Dziriya.net*, La famille algérienne subit des changements profonds, <http://www.dziriya.net/societe/article.php?p=2329>

¹¹³*Ibid.*

les mêmes catégories sociales. Cette euphémisation influencerait le mariage tardif des jeunes, car ils estiment que le partage du domicile parental reste un grand obstacle, surtout qu'il constitue une condition *sine qua non* au mariage, car les femmes diplômées sont devenues de plus en plus exigeantes de liberté et d'autonomie, et elles exercent de nouvelles pratiques matrimoniales.

Durant les années quatre-vingt déjà, la crise de logement aidant, les jeunes se refugiaient dans le domicile parental, « d'où le recul de l'âge de mariage dans la population juvénile¹¹⁴ ». Ainsi, beaucoup de familles retardent le mariage de leurs filles dans le cas où ces dernières ont des chances de se marier avec un jeune homme disposant d'un logement. Cette mesure évite la vie dans la famille élargie sous l'autorité d'une belle-mère, et où les conflits avec les belles sœurs sont à l'origine de tensions. Emerge alors, une équation difficile à résoudre qui est propre à la société algérienne, « aux yeux des parents, le mari idéal de leur fille est celui qui dispose d'un logement, mais la femme idéale pour le fils est celle qui accepterait de vivre avec eux, dans la famille composée ou dans le réseau familial¹¹⁵ ». Cette ambivalence serait à l'origine de nombreux différends, et donc de beaucoup de cas de divorce en Algérie.

Par conséquent, on assiste à l'augmentation du nombre de ménages où vit l'un des parents, généralement la mère, avec des enfants à charge. La multiplication de familles monoparentales entraînerait la participation de plus en plus de femmes au marché du travail¹¹⁶, et peut être à l'origine d'un certains comportements des enfants issus de ces familles. Elles se retrouvent avec des difficultés pour se loger, parfois même pour se nourrir parce que le salaire de la mère si elle travail, ne suffit pas. Certains jeunes dont les parents sont séparés, ont une relation particulière avec leur entourage chargé de rancœur, car ils ont intériorisé la séparation des parents et toute la misère qui en découle, Kheïreddine explique comment cette situation peut provoquer l'engagement dans l'émeute :

« Après le divorce de mes parents, mon frère, ma sœur et moi avons vécu des moments très difficiles. Nous avons habité quelques mois chez mon oncle, puis nous avons déménagé. Le fait que ma mère n'ait pas de mari était mal perçu par beaucoup de personnes de notre entourage, c'est ce qui a créé en moi une colère envers la société qui ne m'offrait rien, si ce

¹¹⁴Mahmad Saib Musette, op cit p319.

¹¹⁵Lahouari Addi, *Les mutations de la société algérienne*, op cit

¹¹⁶*Ibid.*

n'est de l'humiliation, je sais que derrière moi des bruits courrent dès que ma mère ou ma sœur sort... Donc dès que l'occasion s'est présentée j'ai cassé et brûlé, je ne vous cache pas, ça m'a permis d'extérioriser »¹¹⁷.

Dans ce cas, c'est l'humiliation fabriquée par la société qui a participé à la genèse d'un comportement violent¹¹⁸, qui peut être un moyen d'imposer sa reconnaissance parmi les jeunes du quartier. Jazouli, estime que la construction est une conséquence de l'éclatement de la famille ajouté à d'autres facteur comme l'échec scolaire et le manque de perspective professionnelles¹¹⁹.

3-3- Le Rapport au quartier

Le quartier algérien dans sa globalité, nommé communément la « *houma* », en plus d'être un lieu de résidence, est vu par le sociologue Nacer Djabi comme un lieu de relations affectives et humaines, d'affaires officielles et informelles. C'est un mode de vie. C'est au sein du quartier, également, que se met en place un système d'appropriation des espaces. Ainsi la « *houma* » se redéfinie et se rejoue dans les nouveaux espaces urbains qui abritent des familles d'origines régionales et de provenances diverses¹²⁰ qui ont bénéficié des opérations de relogement ces quinze dernières années. De ce fait les nouveaux arrivant dans les nouveaux espaces urbains, bien qu'ils aient vécu depuis l'indépendance dans cette même ville, se sentent montrés du doigt par les premiers habitants des lieux, et sont traités comme déportés, de la même façon qu'ont été traités leurs parents et grands-parents il y a des décennies quand ils sont entrés pour la première fois dans la ville¹²¹. C'est le cas de quelques familles qui ont habité le quartier de Bab el Oued, au cœur d'Alger, depuis l'indépendance, et qui ont bénéficié d'un logement dans les nouveaux espaces urbains à la périphérie de la ville, où ils sont considérés comme étant des étrangers, alors que leurs enfants sont nés et ont grandi dans cette ville.

Cette configuration rappelle la différence de perception entre les « *établis* » et les « *marginaux* » expliquée par Norbert Elias¹²². En effet, les anciens habitants de *Bab El Oued* sont comparables aux *established* des quartiers ouvriers d'une petite agglomération

¹¹⁷Entretien réalisé en avril 2015 à Alger

¹¹⁸Le Goff, Jean-François. « La stigmatisation des familles monoparentales. Thérapie familiale dans des quartiers dits « difficiles » », *Dialogue*, vol. 194, no. 4, 2011, pp. 45-56.

¹¹⁹Adil Jazouli, « Les Années-banlieues », Paris, Le Seuil, 1992, p.33

¹²⁰Ratiba Hadj-Moussa, « Singularité, vie en commun et télévision par satellite en Algérie », *Cahiers d'études africaines* 2006/2 (n° 182), p. 389-416.

¹²¹« La connaissance par le moyen de la violence » publié par le sociologue Nacer Djabi <https://www.facebook.com/notes/192244290860345/>

¹²²Nathalie Heinich, *La sociologie de Norbert Elias*, Paris, La Découverte, 2002.

anglaise. Il y a ce clivage entre, d'un côté, un groupe installé de longue date, et un groupe plus récent dont les résidents sont considérés par le premier groupe comme étant des marginaux. Norbert Elias explique que cette discrimination s'opère concrètement par la mise à l'écart, par l'isolement et l'exclusion, mais également par le commérage qui fonctionne bien étant donné la cohésion du groupe. Cette dernière est à son tour renforcée par le commérage. Selon Elias, Les nouveaux venus dans l'espace déjà occupé sont considérés comme des intrus non pas par rapport à une différence de revenus ou de niveau d'éducation, mais parce qu'ils ne sont pas intégrés dans un système de normes et de traditions que les établis ont construites.

Dans les quartiers nouvellement constitués de nouveaux rapports sociaux se dessinent, et une grande méfiance s'installe à l'égard de l'autre, traduisant une fragilité des relations sociales voire même leur incertitude¹²³.

Par conséquents les habitants de ces quartiers de la ville vont se tourner vers un idéal, désormais impossible à réaliser : retrouver la *houma* d'antan, où chacun garde son espace privé tout en se reconnaissant dans une identité commune, construite à son tour par la sacralité des liens entre les habitants de cet espace¹²⁴. La *houma* est le lieu privilégié pour nouer des liens sociaux, et où la méfiance entre les habitants a très peu de place. La *houma* « reste dans l'imaginaire collectif l'espace communautaire idéal de la ville. Elle constitue une composante importante de la mémoire du tissu urbain.¹²⁵»

Il y a eu un mouvement important au sein des anciens quartiers. Les départs et les arrivées provoquent des dysfonctionnements au sein de ces derniers. Des familles ont été déplacées parce que leur habitat était précaire, d'autres, ayant été propriétaires dans le quartier ont réussi à construire leur propre logement, déménagent et louent leur ancien appartement à des familles venues d'ailleurs. C'est pour cela que les habitants des quartiers de la ville algérienne de nos jours, suite aux différentes opérations de relogement, se trouvent noyés dans la nostalgie et le rêve de retrouver l'ancienne vie de quartier aux vertus fondamentales de l'intégration, et de la cohésion sociale forte, et de ce fait, leurs repères à jamais perdus. C'est ce que regrette Hamid, un jeune chômeur de 27ans habitant un quartier nord de la ville de Tizi Ouzou, la *Cité Million*.

¹²³Michel Kokoreff, *La force des quartiers : De la délinquance à l'engagement politique*, Paris, Payot, 2003, p68.

¹²⁴Nora Bouaouina, « Alger à travers sa « *houma* » : Formation et déformation des espaces identitaires communautaires de quartier », *Esprit Critique*, 2007 - Vol. 10, N° 01

¹²⁵*Ibid.*

« Mes grands frères m'ont raconté comment était notre quartier avant, comment les gens se respectaient mutuellement, comment ils s'entraidaient, comment les fêtes étaient célébrées en toute communion ... tout cela a diminué ou tend même à disparaître dans notre quartier d'aujourd'hui. Le départ des familles les plus anciennes du quartier, et la venue d'autres qui ne partagent pas les mêmes valeurs sur lesquelles prime un comportement de plus en plus individuel, sont autant de mouvements qui créent une atmosphère et ambiance très différente de celle qu'a vécu l'ancienne grande famille de ce quartier »¹²⁶.

La compréhension de telles attitudes renvoie à comprendre l'attachement des habitants, les jeunes en particulier, au quartier qui serait le symbole de toute une vie, qui a marqué une période très importante de leur vie, à savoir leur jeunesse.

« C'est dans le quartier que se faisait la connaissance du meilleur ami, ou la première cigarette a été fumée (pour les garçons), où je me suis fait mon premier argent de poche, en vendant des draps que ma maman confectionnait, c'est le quartier entier qui se mobilisait en cas de fête ou de moments difficiles comme la maladie ou le décès, c'est dans le quartier que l'on trouvait l'entraide et la solidarité ... cela n'existe presque plus de nos jours. Il y a certaines familles qui ont gardé cet esprit, sans que cela ne se généralise à tout le quartier marqué par des départs et des arrivées qui ont complètement changé l'esprit de la Houma » confie Hamid.

L'attachement de la majorité des jeunes à leur quartier, les anciens quartiers en particulier, est nettement visible en Algérie. Cela est, selon Michel Kokoreff¹²⁷, un fait social bien connu dans les quartiers populaires. En effet, on trouve chez les jeunes de ces quartiers une volonté de se venter quant à leur appartenance, ils le font en se considérant fils de tel ou tel quartier. Ils essayent de passer la grande partie de leur temps dans leurs quartiers, à parler de tous les sujets, et jusqu'à l'aube pour certains. Ils prennent part aux opérations de nettoyage initiées par les habitants, qui visent à rendre les espaces communs du quartier plus propres et plus agréables. Ils vont jusqu'à s'opposer physiquement à tout étranger qui viole volontairement les franchises symboliques du quartier, à savoir sa « *horma* » ; c'est-à-dire l'intimité privée du quartier. Ce dernier a ses codes respectés et adoptés par tous.

¹²⁶Entretien réalisé en mars 2015 à Tizi Ouzou

¹²⁷Michel Kokoreff, *La force des quartiers*, op.cit. p.139

Ainsi lever la tête en direction des fenêtres au risque d'apercevoir la fille ou la femme du voisin, est une violation des règles régissant le quartier. La relation entre les habitants du quartier est fondée sur le respect des uns aux autres, les femmes sont respectées et protégées de tous les jeunes du quartier.

L'attachement au quartier se traduit dans certains cas dans le fait que celui-ci constitue un espace de repli, où les jeunes ayant connus l'échec scolaire trouvent refuge. Dans l'attente d'un travail ou d'une nouvelle perspective, ces jeunes désœuvrés rasent les murs du quartier, soucieux de dégager une bonne image au sein de cet espace, et essayent d'être utiles en proposant gratuitement, par exemple, de l'aide aux personnes âgées, ou à l'épicier du quartier pour décharger sa marchandise. Ces jeunes essayent également de se procurer des revenus, pour subvenir à leurs besoins, en ayant recours à la « débrouillardise », si cher à une catégorie de jeunes qui se dit être dans la difficulté et la misère, mais ne baisse pas les bras et fait de son mieux pour gagner un minimum d'argent. La « débrouillardise » au sein du quartier peut prendre plusieurs formes, allant d'une simple revente de cigarette à celle des stupéfiants, passant même par celle des objets volés.

3-4- La domination masculine

Alors que par le passé, les parents se souciaient principalement d'inculquer les principes de base d'une bonne éducation à leurs enfants, les nouvelles générations de parents aspirent en plus de cela, à ce que leurs enfants atteignent des niveaux élevés dans leur scolarité.

Auparavant, les parents estimaient que la vie constituait la seule (la vraie) école, où leurs enfants pouvaient apprendre, pendant que les premières classes du cycle primaire suffisaient pour qu'ils apprennent à déchiffrer un écrit, notamment les lettres des membres de la famille ayant choisi l'émigration comme mode de vie. Ce luxe était, cependant, réservé exclusivement aux garçons, croyant que le rôle de la fille était de se préparer à la fonction d'épouse puis de mère plus tard dont la principale participation est de mener à bien les tâches domestiques et de procréer.

Ces convictions ont fini par disparaître, dans le sens où l'accès à l'école est devenu un droit et par conséquent le taux d'instruction est plus élevé dans l'Algérie d'aujourd'hui. On compte ainsi pour l'année scolaire 2016-2017, un total de 8 691 006 élèves inscrits contre à peine 4 millions au début des années 1980¹²⁸.

¹²⁸Selon les données de l'office national des statistiques (ONS)

Conscients de l'importance des études, les parents n'hésitent pas à mettre les moyens nécessaires à la réussite de leurs enfants. Ils s'investissent pleinement, ne ménageant aucun effort pour assurer, à leurs enfants, un suivi à la maison lorsque les enseignements dispensés à ceux-ci sont de leur niveau et lorsque leur temps le leur permet. Le cas échéant, ils veillent à ce que leurs enfants suivent des cours de soutien, parfois dans toutes les matières, sans trop se soucier de la note qu'ils auront à payer à la fin de chaque mois. C'est dire toute l'importance qu'accordent les parents d'aujourd'hui aux études de leurs enfants, garçons ou filles. En effet, l'accès aux études supérieures est vu par certaines familles pauvres comme une opportunité d'améliorer leur condition de vie, étant donné que leurs enfants accèderont à une bourse universitaire, et qu'une opportunité d'occuper un bon poste de travail après la fin des études se dessine.

L'émancipation des femmes sur le plan intellectuel est l'une des transformations majeures qui s'est produite dans la société. Les résultats des différents examens indiquent un taux de réussite plus élevé chez les filles. Beaucoup d'entre elles deviennent magistrats, médecins, enseignantes et journalistes, ou poursuivent leurs études à l'étranger, notamment en France. C'est ce qui témoigne de l'importance de l'éducation pour les nouvelles générations de parents qui contribuent au changement du statut social de la femme.

Il est, de fait, clair que la société algérienne d'aujourd'hui a évolué en matière de mixité. Cependant la rue reste majoritairement masculine « parce que la société est structurée par l'ordre familial qui confine les femmes dans l'espace privé et qui réserve aux hommes l'espace public ¹²⁹ ».

Dans la famille algérienne traditionnelle, la place de la mère et de la sœur est évidemment la maison, où elles assurent les tâches ménagères, et veillent au petit soin du père et des frères. Cet ordre a certes évolué car les algériennes occupent davantage l'espace public. Les femmes peuvent désormais partir travailler (elles sont de plus en plus nombreuses), s'installent dans les terrasses des cafés des grandes villes (comme Alger). Elles vont faire les courses, faire des démarches administratives, ou faire du *shopping*. Elles peuvent aller s'entraîner, si celles-ci pratiquent une activité sportive avec le consentement de leurs familles qui, généralement, les encouragent. Elles participent également à des marches et des manifestations pacifiques, et elles sont présentes sur les listes électorales. Cependant

¹²⁹Lahouari Addi, *op cit.*

« Elles n'errent pas dans les rues sans but apparent, ne « tiennent pas les murs » à longueur de journée ni ne lisent le journal adossé à un arbre ¹³⁰» comme le font les hommes.

En effet, la présence de la femme dans la rue est dans la plupart des cas justifiée, sinon c'est l'honneur de la famille qui est sujet au doute, provoquant le mauvais regard des hommes. Certains d'entre eux vont même jusqu'à dicter la conduite à tenir à certaines femmes du quartier, surtout si celles-ci ne portent pas le voile. C'est ce que confirme Nassima¹³¹, une jeune fille algéroise, ne portant pas le voile, qui a fait objet de réflexions et remarques dans le train la conduisant à l'université de *Bab Ezzouar*. Le port du voile signifie pour beaucoup d'Algériens l'appartenance à une bonne famille, et est synonyme d'un individu social moral. C'est dans cette optique que le sociologue Lahouari Addi a souligné l'importance du port du voile comme une manière de moraliser la rue, et de neutraliser l'hostilité de la société envers les femmes.

Force est de constater que l'occupation de l'espace public algérien d'une manière différente entre les hommes et les femmes, peut être un élément important qui aide à la compréhension de l'absence des femmes et des filles quand les hommes et les garçons investissent la rue pour exprimer leur mécontentement en ayant recours à la violence¹³². Ainsi, parler des émeutiers algériens revient à exclure de cette catégorie les femmes et les jeunes filles.

¹³⁰Nathalie Gillet « Être une femme en Algérie », *Jeune Afrique* 30-07-2007

¹³¹Débat entre étudiants algériens sur l'islamisme en Algérie à l'université de Jussieu en 2009

¹³²Julie Deville, « Jeunes filles « invisibles » dans les quartiers populaires », *Espaces et sociétés*, 2007/12-129 n°1-2, p.39-53.

CHAPITRE II

TYPOLOGIE DES ÉMEUTES EN ALGÉRIE : CAS D'ALGER ET DE TIZI OUZOU

L'Algérie est le pays du Maghreb où l'émeute est devenue, au fil du temps, quotidienne¹³³. Elle est, en effet, le moyen privilégié pour protester contre un ordre établi ou pour exprimer une demande aux autorités. Les algériens procèdent souvent à la fermeture des axes routiers, des Daïras (sous-préfectures) et des Mairies, ou affrontent directement les forces de l'ordre venues empêcher une manifestation ou protéger les édifices publics, qui sont généralement la cible principale des citoyens en colère.

La descente des Algériens dans la rue pour montrer leur volonté de changement ou pour exprimer leur opposition a marqué la période coloniale. En effet, la volonté de prendre possession des espaces citadins est une façon de peser sur les décisions politiques et aussi faire valoir sa cause, selon Benjamin Stora¹³⁴. C'est ce qui s'est passé le 11 décembre 1960 à Alger, quand le peuple algérien a brandi et a scandé des slogans hostiles à l'Algérie française. Drapeaux algériens à la main, ces manifestants ont réclamé les négociations pour l'indépendance de l'Algérie, et la volonté de voir naître une République algérienne, avant que les soldats français n'ouvrent le feu sur les manifestants. La répression coloniale fut également très sanglante lors des manifestations du 8 mai 1945 qui se voulaient pacifiques pour rappeler à la France les revendications nationalistes, mais qui se sont transformées en des émeutes d'une violence inouïe vu la lourdeur du bilan de ces événements¹³⁵.

Les premières années qui ont suivi l'Indépendance n'ont connu que quelques rares émeutes entre 1980 et 1988, mais ont marqué l'histoire de l'Algérie indépendante de par leur intensité, ainsi que les transformations qu'elles ont engendrées tant sur le plan social et culturel que politique. L'avènement de la décennie noir a profondément influencé les esprits et les comportements, car la confusion et la terreur qui régnait dans la société algérienne ont freiné non seulement l'envie de manifester, mais aussi celle de se soulever. C'est à la suite de ce contexte de violence pesant que l'état d'urgence a été instauré au début des années 1990, et que l'espace public est depuis occupé par un nombre de plus en plus croissant de policiers, ce qui restreint davantage la liberté d'expression, entrave la voie des manifestations pacifiques, et favorisant l'adoption de l'émeute comme répertoire d'action collective.

¹³³ Didier Le Saout et Marguerite Rollinde (dir.), *Émeutes et mouvements sociaux au Maghreb. Perspective comparée*. Paris, Karthala, 1999.

¹³⁴ Benjamin Stora, Quand l'Histoire percute l'actualité : Les manifestations algériennes du 11 décembre 1960 à Alger. <https://benjaminstora.univ-paris13.fr/>

¹³⁵ Mohammed Harbi estime que le bilan des victimes algériennes recèle bien des zones d'ombre, pour dire que le bilan est très lourd.

Mohammed Harbi, La Guerre d'Algérie a commencé à Sétif., *Le Monde diplomatique*, mai 2005.

La sortie de l'Algérie de l'isolement marque le début des années 2000 sous la présidence d'Abdelaziz Bouteflika. Ceci a coïncidé avec la hausse des prix des hydrocarbures, procurant une prospérité et une certaine stabilité au pays. Cependant, la gestion et la distribution inégale et injuste de la rente pétrolière laisse éclater au grand jour clientélisme et passe droits, dont la pratique touche une bonne partie de la société algérienne, provoquant des injustices sociales.

Ainsi, il s'agit dans ce chapitre de revenir sur les principales émeutes et leur origine, afin de vérifier l'existence d'éventuelles continuités et discontinuités. Il est également important de caractériser l'émeute en Algérie en établissant une typologie grâce à la combinaison de facteurs relatifs à l'émeute et des données relatives aux émeutiers. Le nombre d'émeutes dans les régions étudiées, leur durée, leurs causes, l'âge des émeutiers, leur niveau d'instruction et leur profession sont des éléments pris en considération pour essayer d'arrêter une typologie des émeutes en Algérie. Ces facteurs apportent également plus de précision quant aux dimensions que peut prendre l'émeute, et permettent d'établir des catégories d'acteurs suivant les trajectoires, la logique et les motivations des jeunes qui y participent.

Revue des émeutes depuis l'indépendance

Aborder les émeutes phares qui se sont produites depuis l'indépendance de l'Algérie revient inévitablement à considérer le contexte dans lequel elles se sont produites, leurs origines et leurs causes, ainsi que les moments-clés qui ont régi la tournure des événements.

Parler d'émeutes en Algérie sans aborder celles d'octobre 1988 serait une grande omission vu leur intensité et les conséquences sur lesquelles elles ont débouché. Les événements d'octobre 1988 sont gravés pour toujours dans la mémoire de toute une génération d'algériens qui replonge dans un bain de sang alors que la Guerre de libération est encore très présente dans les esprits.

Il y a désormais en Algérie un avant et un après octobre 1988 en raison des conséquences engendrées, en particulier sur le plan politique car il y a eu la rupture avec le régime du parti unique et l'adoption du régime démocratique avec l'instauration du multipartisme¹³⁶, qui participe à un processus d'alternance démocratique. Viennent s'ajouter la consécration de la liberté de la presse par la loi d'avril 1990, puis l'autorisation d'activité des associations et des syndicats autonomes en décembre de la même année.

¹³⁶ Article 40 de la constitution de 1989 garanti la création d'associations à caractère politique.

1-1- Ce qui précède Octobre 1988

Les émeutes d'octobre 1988 se sont déclenchées dans un contexte social et politique propice au soulèvement social qui mérite toute l'attention.

En effet, les tensions étaient très vives en conséquence de la chute des prix des hydrocarbures, principale source de revenus du pays, provoquant ainsi le désespoir de toute une génération dont l'aspiration était de faire de l'Algérie un pays prospère, d'autant plus que ce pays est doté d'un grand potentiel en matière de richesses naturelles.

Les années 1980 ont connu un début très mouvementé en raison des événements survenus en Kabylie au printemps 1980, appelés communément « le printemps berbère ». Partant du principe que ces événements se soient étalés sur une longue durée, et du fait qu'ils soient les premiers dans leur genre dans l'histoire de l'Algérie indépendante, ils suscitent un intérêt particulier, d'autant plus qu'ils furent la base d'un élan de révolte de citoyens aspirant à une justice sociale et au changement démocratique. D'ailleurs, les expériences des militants de la cause berbère ont beaucoup servi pour encadrer au mieux les mouvements qui ont suivi notamment ceux de 1988¹³⁷.

a- « Le printemps berbère » : l'élan d'une longue révolte

- A l'échelle locale : Tizi Ouzou

L'Algérie indépendante a connu ses premières émeutes en 1980, elles résultent d'une logique de répression exercée par l'Etat contre tout mouvement ou tout individu qui remet en cause l'ordre établi, et du contrôle de toutes les institutions ainsi que l'espace public par le parti unique, qui a choisi à l'Algérien une identité qui exclue la culture et la langue berbères.

A Tizi Ouzou, la capitale kabyle, une importante stratégie de répression a été menée par les forces de l'ordre visant à poursuivre les activistes de la cause berbère, accusés d'atteinte à l'unité nationale et de berbérisme¹³⁸. La goutte qui a fait déborder le vase fut l'annulation, le 10 mars 1980, d'une conférence animée par l'écrivain Mouloud Mammeri au sein de l'université de Tizi Ouzou, *Hasnaoua*, à l'occasion de la parution de son livre *Poèmes kabyles anciens*. En réponse à cela des manifestations en guise de protestation sont menées spontanément par l'ensemble de la communauté universitaire, à savoir étudiants, enseignants et travailleurs.

¹³⁷Myriam Aït-Aoudia « Des émeutes à une crise politique : les ressorts de la politisation des mobilisations en Algérie en 1988 », *Politix*, vol. 112, no. 4, 2015, pp. 59-82.

¹³⁸Un mouvement politique, idéologique et identitaire qui milite pour la reconnaissance de l'identité, la culture et la langue berbère.

En effet, les étudiants organisent des *sit-in* et des marches pendant environ trois mois depuis l’annulation de la conférence de Mammeri. Dès le 11 mars après une assemblée générale organisée par les étudiants et les enseignants, un *sit in* a été organisé devant le siège de la wilaya de Tizi Ouzou (préfecture) pour protester contre la décision de l’interdiction de la conférence de Mouloud Mammeri. Le 12 mars des lycéens manifestent en solidarité avec les étudiants. Puis le 18 mars le wali (le préfet) en visite à la ville d’Azazga a été hué et renvoyé par la population¹³⁹.

Cependant, le point culminant des évènements du printemps berbère fut la date du 20 avril 1980 quand les forces de l’ordre armées et les brigades cynophiles ont pénétré les cités universitaires d’Oued Aissi et de *Hasnaoua* vers 1h du matin, ont procédé à des arrestations, et se sont prises aux étudiants activistes à coup de matraques. Un mouvement de panique s’empare de la cité universitaire faisant des centaines de blessés¹⁴⁰. Par ailleurs, des enseignants universitaires ont été arrêtés au même moment à leurs domiciles¹⁴¹.

Très vite, la gravité de cette provocation, et la nouvelle de l’agression contre l’université mobilise d’énormes foules. Les citoyens se sont alors associés aux manifestations des étudiants pour revendiquer la reconnaissance de la langue et de la culture berbère, et pour dénoncer la répression en scandant « *libérez les étudiants, à bas la répression* » a déclaré Malik M. qui avait 16 ans quand ces événements se sont déclenchés. Ce dernier faisant parti d’un groupe d’athlètes que j’ai connu dans le domaine du sport. Il déclare que lui et un groupe de jeunes, qui affrontait les brigades anti-émeutes pendant une bonne partie de la nuit, se levaient le lendemain de bonheur pour fermer les portails des écoles voisines de son quartier, la *cité Million*, situé au nord de la ville de Tizi Ouzou.

La mobilisation s’est donc étendue en dehors du milieu universitaire, les manifestants affluaient des villages vers la ville de Tizi Ouzou, et les édifices publics sont vite pris pour cible et saccagés. En effet, des mairies ainsi que le siège du FLN, le parti unique ont été brûlés, et les grands supermarchés (Monoprix et *Souq el Fellah*) pillés et saccagés¹⁴².

Par ailleurs, ces événements font naître une très forte opposition du fait du vent de solidarité qui a soufflé sur la Kabylie : les manifestations entraînent des bases syndicalisées, les travailleurs à statut que sont les hospitaliers, et les salariés de l’usine d’appareillages électriques

¹³⁹ Selon les propos d’Arabe Aknine. Entretien réalisé à Tizi Ouzou en 2011 dans le cadre de la réalisation de mon mémoire de Master

¹⁴⁰ *Ibid.*

¹⁴¹ *Ibid.*

¹⁴² Selon la chronologie du « printemps berbère » faite par Rachid Chaker, « Journal des événements de Kabylie (mars-mai 1980) », *Les temps modernes* n°432-433, juillet-août 1982, pp383-436.

et de la zone industrielle. L'hôpital sert de lieu de repli. Les enseignants, les étudiants et les lycéens jouent un grand rôle ; c'est dire que la syndicalisation et la politisation restent fortes en Kabylie¹⁴³.

- En dehors de la Kabylie

L'effet des événements de Kabylie d'avril 1980 produit un contre-discours public d'une réelle ampleur dans un pays fonctionnant sur le principe de l'unanimisme. Ce fut le commencement d'une ère où le citoyen algérien se révolte contre l'ordre établi, celui de la sacralisation des exploits du Front de Libération National pendant la Guerre de libération. La génération qui commence à se révolter durant les années 1980, est déçue de la mauvaise gestion du pays par leurs ainés, et est témoin de l'installation d'une répression en opposition avec les principes de l'état démocratique et social qui consacre les valeurs de liberté et de démocratie.

A bout de vingt-six-jours, les manifestations des activistes berbères se sont étendues à la capitale, Alger, pour montrer à l'opinion publique l'injustice, l'oppression et la marginalisation dont souffre une partie de la population algérienne, à qui a été imposée une identité autre que la sienne. Cependant la répression fut tellement forte que la protestation a été contenue en Kabylie où aucune plaque de rue ou enseigne écrites en arabe n'a résisté au déchainement de la population, les équipements publics n'ont pas été épargnés.

A Alger, c'est principalement au niveau de l'université que se poursuit le mouvement protestataire qui vise à libérer les détenus, et à dénoncer la répression. En effet, depuis le mois de mars 1980, des mouvements de grèves ainsi que des manifestations ont été organisés par les étudiants et les enseignants de l'université d'Alger. Les manifestations du 7 avril à Alger ont connu l'interpellation de 117 personnes parmi lesquelles Kateb Yacine et le chanteur Ferhat Mhenni¹⁴⁴. Ces mouvements visant à dénoncer la répression et à soutenir les étudiants de Tizi Ouzou, ont été réprimés, et les actions sont refoulées par la police à l'intérieur de l'université. Arabe Aknine, un des fervents défenseurs de la cause berbère, insiste sur la force de la répression à laquelle ils étaient confrontés. Il déclare qu'au sein même de la présidence de la République, une délégation s'y est rendue pour exiger la libération des détenus, « *Nous attendions qu'on nous appelle pour pouvoir transmettre l'ensemble de nos doléances au président, et demander la libération des détenus. Un des conseillers du président nous demande de patienter, puis ressort du bureau de ce dernier en nous précisant que si l'on ne quittait pas*

¹⁴³Didier Le Saout et Marguerite Rollinde (dir.), *op cit*, p63.

¹⁴⁴ Ouali Ilikoud, « Le printemps berbère et Octobre 88. Analyse comparée de deux mouvements », Emeutes et mouvements sociaux aux Maghreb, *op cit.* p.138

les lieux en deux minutes, nous risquions de connaître le même sort que les détenus pour lesquels nous sommes venus demander la libération !»¹⁴⁵.

Les événements du printemps 1980 ont très vite été qualifiés par les dirigeants algériens comme étant « *un complot ourdi par l'étranger* » qui vise à saper l'unité nationale, et tend à semer la division dans les rangs du peuple¹⁴⁶. Le clivage de la société sur une base identitaire ou culturelle n'a pas favorisé la propagation de la révolte à d'autres régions d'Algérie, et ne pouvait, par conséquent, pas être déterminant dans le rapport dominant dominés¹⁴⁷, en dépit de la solidarité exprimée au-delà même des frontières algériennes. Pendant cette période de forte mobilisation, il y a eu des manifestations à l'échelle internationale, notamment celle de la communauté berbère au Canada qui organise un rassemblement devant le consulat d'Algérie à Ottawa. Un rassemblement a également été organisé devant l'ambassade d'Algérie en France.

b-La prise de conscience en marche

Deux années après « le printemps berbère », c'est-à-dire en 1982, la mort d'une jeune fille, à la suite d'une méningite, dans le bidonville de *Graba Amrous* situé dans la ville de Saida, à l'ouest de l'Algérie (voir la carte ci-dessous) provoque l'émeute. Dévastés par la typhoïde et souffrant de conditions de logement désastreuses, les habitants de ce bidonville déclenchent des émeutes qui ont donné lieu à des dizaines d'arrestations dont les condamnations furent très lourdes, allant de trois mois à deux ans de prison ferme¹⁴⁸.

Le printemps de 1985, c'est-à-dire trois ans avant les émeutes de 1988, fut pénible pour les habitants de la Casbah d'Alger qui, excédés par les pénuries à répétition d'eau potable, expriment leur mécontentement. Ces manifestations ont fait objet d'une répression inédite, provoquant ainsi des heurts qui durent 4 jours et font au moins sept morts¹⁴⁹. La répression fut tellement forte que les jeunes de ce quartier d'Alger ont été très marqués par un sentiment d'injustice et de mépris. C'est d'ailleurs de telles expériences parmi d'autres qui influencent la socialisation politique, et la formation d'une génération révoltée, qui va marquer l'histoire de l'Algérie à partir des années 1980.

¹⁴⁵ Entretien réalisé en 2011 à Tizi Ouzou

¹⁴⁶ Déclaration parue dans le journal *El Moudjahid* du 15 avril 1980

¹⁴⁷ Ouali Ilikoud « Le printemps berbère et octobre 88. Analyse comparée des deux mouvements ». *Emeutes et mouvements sociaux aux Maghreb, op cit, P142*

¹⁴⁸ Selon les chiffres rapportés par le quotidien *El Watan* du 05 octobre 2008

¹⁴⁹ Bilan publié dans le journal *El Watan* du 5 octobre 2008



Carte 1 : Carte des villes où la contestation était forte durant les années 1980

Ce vent de révolte précurseur aux grandes émeutes d'octobre 1988 se déplace vers l'Est avec l'avènement des émeutes de Constantine (Voir la carte ci-dessus) en novembre 1986. C'est suite à une manifestation étudiante, réprimée, dénonçant la mauvaise qualité de la restauration universitaire, que des heurts entre manifestants et forces de l'ordre ont lieu et se terminent dans le sang, faisant 2 morts et 186 poursuites judiciaires¹⁵⁰. Ces incidents se propagent à d'autres villes comme Sétif¹⁵¹, avec l'implication notamment les chômeurs qui ont saccagé les édifices publics et même le siège du parti unique le FLN, comme c'est le cas à chaque fois que la population se soulève depuis 1980. Ce sont d'ailleurs ces mêmes scènes qui se répèteront deux ans plus tard lors des événements d'octobre 1988 à Alger.

Ces mouvements ont été marqués, à chaque fois, par une très forte répression contre les grévistes et les manifestants¹⁵². Les violences policières et les intimidations sont devenues fréquentes, et se sont installées *crescendo* dans la société, créant un nouvel ordre qui étouffe les libertés, et rend la société passive. Une stratégie qui vise, selon maître Ali Yahia Abdennour, membre fondateur de la ligue Algérienne des droits de l'Homme, à anéantir cet élan de révolte, car « *l'humiliation une fois vécue et acceptée, prépare à subir d'autres, à obéir et à se taire en toutes circonstances, à ne plus pouvoir vivre et penser qu'en aliéné* »¹⁵³.

¹⁵⁰ Bilan publié par le journal *Liberté* du 6 octobre 2014

¹⁵¹ Les heurts de Sétif font également 2 morts, des dizaines de blessés selon le bilan publié dans le journal *Liberté* du 6 octobre 2014

¹⁵² Algérie, le 5 octobre 1988, *Mediapart* 5 octobre 2009

¹⁵³ Déclaration de Ali Yahia Abdennour dans *Le Matin* du 4 octobre 2008

1-2- Octobre 1988

En 1988, la révolte de la jeunesse d'Alger, a été précédée d'une vague de grèves ouvrières à la Société Nationale de Véhicules Industriels (SNVI) de Rouiba (située 20 kilomètres à l'est de la capitale), qui a commencé le 3 juillet et a été reprise en septembre. « D'un atelier combatif à l'ensemble du complexe industriel, de celui-ci à l'ensemble de la zone industrielle de Rouiba, les grèves s'étaient étendues, par contagion de l'est vers le centre d'Alger, d'abord à la zone industrielle d'Oued Smar puis à la zone d'El Harrach puis enfin aux unités industrielles d'Hussein dey, Belcourt et Alger centre »¹⁵⁴ (La carte ci-dessous permet de suivre la propagation de ce mouvement). En septembre, une grève générale dans la zone industrielle a été suivie par des milliers de travailleurs de différentes usines.



Carte 2 : Propagation du mouvement de grève à Alger en 1988

Le 4 octobre 1988, les rues de certains quartiers d'Alger, en l'occurrence Bab el Oued et Bachdjarah sont occupées par des jeunes de tout âge, parmi lesquels il était difficile de distinguer l'appartenance à une catégorie ou un groupe social précis. « Il est impossible de distinguer étudiants, lycéens et jeunes chômeurs. Aucun groupe social particulier ne se donne

¹⁵⁴ Algérie, le 5 octobre 1988, *Mediapart Op cit.*

à voir ni à entendre en tant que tel, aucune revendication catégorielle ne s'exprime »¹⁵⁵. Le lendemain, 5 octobre, les manifestations gagnent d'autres quartiers de la capitale, où les saccages, les incendies et les pillages ont été enregistrés. Ces derniers s'en prennent encore une fois aux édifices publics, les *souk el-fellah* (supermarchés étatiques) et les sièges du FLN, le Front de libération nationale, le parti unique. C'est ce que décrit *aâmi Amar*¹⁵⁶, un ancien habitant de *Bab El Oued* (Alger) âgé de 72ans (donc avait l'âge de 49 ans au moment de ces événements), qui se souvient de scènes de casse et de pillage du *Souq el Fellah* : « *les gens n'ont rien laissé, entre produits alimentaires et électroménagers ; ils ont tout pris !* » s'exprime-t-il, les yeux grands ouverts.

La situation dégénère, provoquant l'intervention des forces de l'armée pour tenter de reprendre le contrôle sur la capitale. Les premières victimes tombent ce jour-là sans qu'« aucune information ne filtre sur le nombre de blessés et de morts, mais des coups de feu retentissent fréquemment dans les rues de la capitale »¹⁵⁷.

L'irruption populaire fut brutale, de la taille du mécontentement et du désespoir de jeunes sans débouchés, en rupture d'école et de travail, flottant entre petits boulots aléatoires et les combines inavouables, qui se posent avec angoisse la question de leur avenir, et celui de la société, car ils ne peuvent plus aller plus loin dans la démission et la soumission. L'explosion populaire du 5 octobre 1988 est considérée par Maitre Ali Yahia Abdennour, comme étant « *un cri de colère et de désespoir d'une jeunesse stressée, flouée, souffrant du double syndrome d'exclusion et de frustration, longtemps drapée dans le silence, en accusations muettes, qui refuse un pouvoir centralisé, bureaucratique, dictatorial. Elle clame par sa descente dans la rue, sa volonté de mettre fin aux entraves à ses droits et à sa liberté, par la mise en œuvre de la démocratie et des droits de l'Homme* »¹⁵⁸. Ces événements peuvent, ainsi, être lus comme étant à la fois l'expression d'un profond sentiment d'injustice, et une forme de rejet d'un « Etat rendu responsable de tous les problèmes et les difficultés de la vie¹⁵⁹ », et considéré comme étant « un appareil de répression et de marginalisation des masses populaires¹⁶⁰ », n'accordant pas d'importance aux doléances des citoyens et n'offrant pas de possibilité de dialogue.

¹⁵⁵ Myriam Ait- Aoudia, *op cit.*

¹⁵⁶ Un ami de la famille. Déclaration recueillie lors d'une discussion au sujet des émeutes.

¹⁵⁷ Myriam Ait-Aoudia, *op cit.*

¹⁵⁸ Entretien paru dans le quotidien *Le Matin* du 4 octobre 2008.

¹⁵⁹ Ouali Ilikoud, *Emeutes et mouvements sociaux au Maghreb*, *op.cit.* p.140.

¹⁶⁰ *Ibid.*

La réponse des responsables politiques par le mépris n'a pas tardé à venir puisqu'ils ont ordonné une répression d'une ampleur inégalée, des tirs à balles réelles ont fait officiellement 159 morts comme annoncé par le ministère de l'intérieur. Cependant les sources hospitalières donneront un chiffre allant de 500 à 1000 morts, ainsi que plus de 2000 blessés¹⁶¹. Par ailleurs, le commandement militaire fait état de 900 personnes arrêtées en trois jours, sachant que les arrestations et les perquisitions à domicile ont commencé bien avant le 5 octobre, et sont devenues de plus en plus importantes après cette date. A peine sortis des violences et de la barbarie de la Guerre de Libération, les Algériens ne sont pas restés indifférents face à l'atrocité de la répression et la lourdeur du bilan qu'elle a engendré. Les chiffres officiels sous estiment le nombre de torturés dans les commissariats de police, et les postes de gendarmerie ainsi que dans les casernes militaires où les méthodes de torture étaient identiques à celles pratiquées par l'armée française pendant la période coloniale¹⁶². Il a fallu attendre le 18 octobre pour que le ministre de la Justice, Mohamed Chérif Kherroubi, déclare que « *3 743 personnes ont été présentées devant des juridictions* ». Il affirme que « *l'armée, à ce jour, ne détient rigoureusement aucune personne*¹⁶³ » alors que les arrestations se poursuivaient selon des témoignages de victimes recueillis par Lounis Aggoun et Jean-Baptiste Rivoire¹⁶⁴.

La tournure qu'ont pris ces événements a bouleversé, en particuliers, celles et ceux qui ont connu et vécu la Guerre de Libération, chez qui la déception n'a cessé de grandir, c'est ce que souligne l'historien Mohammed Harbi lors d'une table ronde en octobre 2008 à Paris qui a eu pour thème « Algérie : la semaine sanglante d'octobre 1988 : Récits et enjeux » : « *Les militants de ma génération, qui ont connu la colonisation, ne peuvent pas ne pas être bouleversés par l'image de nos enfants assassinés, les enfants de notre peuple pauvre, les enfants sans espoir ni avenir, les enfants dont les martyrs de nos montagnes et de nos villes pensaient qu'ils seraient les bénéficiaires de la libération de notre pays*¹⁶⁵ ».

a- A l'origine d'octobre 1988

Sur l'origine de ces émeutes, les thèses nombreuses parfois même contradictoires, oscillent entre celle d'un « ras le bol » d'une population dont les conditions socio-économiques ne cessent de se détériorer, celle d'une jeunesse assoiffée de liberté, et celle d'une manipulation

¹⁶¹ http://www.algeria-watch.org/fr/article/hist/88/reponse_memoire_nezzar.htm

¹⁶² Lounis Aggoun et Jean-Baptiste Rivoire, *Françalgérie, crimes et mensonges d'États*, La Découverte, Paris, 2005

¹⁶³ *Ibid.*

¹⁶⁴ *Ibid.*

¹⁶⁵ http://www.manifeste.org/imprimer.php3?id_article=419

de la population au profit d'une mouvance politique, montrant ces événements comme étant planifiés, et donc d'une dimension purement politique.

Les jeunes qui ont pris part aux émeutes étaient, des écoliers et des lycéens, mais aussi de nombreux désœuvrés, exclus du système éducatif et apprentis-chômeurs, tels qu'ils sont décrits par la presse¹⁶⁶. Par peur d'un avenir incertain et étant témoins de la médiocrité de la qualité de vie, ils se sont retrouvés dans la rue lorsque la patience a atteint ses limites pour clamer une vie déccente, en ayant recours à la violence. Cette interprétation soulève la dimension purement socio-économique de ces émeutes¹⁶⁷. Elle fait, toutefois, abstraction sur l'interprétation politique de ces événements, qui a été mise en évidence en prenant en considérations les conséquences purement politiques de ces événements à savoir la mise en place de réformes institutionnelles libérales jusqu'alors inenvisageables sous le pouvoir du parti unique.

Par ailleurs, le questionnement sur la probabilité d'une manipulation des émeutes au profit d'un clan au pouvoir a alimenté et alimente toujours les débats sur ces événements. Ces derniers seraient planifiés au profit d'un clan au pouvoir afin d'imposer sa gestion de l'Etat comme l'explique Ali Yahia Abdenour « *Les événements d'octobre 88 découlent d'une lutte de clans exaspérée au sein du pouvoir. C'est à l'intérieur de ce dernier que se déroule à huis clos, secret, rude, le plus dur des combats, entre deux tendances divergentes, contradictoire, l'appareil du FLN pour qui la vie politique est conçue avec un seul objectif, pérenniser le système politique en place depuis l'indépendance du pays, et la présidence de la république avec les partisans de l'ouverture contrôlée, du libéralisme* »¹⁶⁸. Cette thèse défend l'idée d'une possible manipulation du mouvement de grève au sein de la zone industrielle d'Alger par le FLN, dans le but de d'empêcher l'ouverture démocratique et l'abandon du système du parti unique et toutes les conséquences que cela peut avoir sur la politique du pays. Les protagonistes de cette thèse s'appuient sur le fait que l'UGTA (Union Général des Travailleurs Algériens) fasse partie des organisations de masse du FLN et sert avant tout les intérêts de ce dernier, avant même ceux des travailleurs.

L'étude faite par Myriam Ait Aoudia¹⁶⁹ montre que parmi les revendications des participants à ces événements, ne figurait pas l'ouverture démocratique et le multipartisme. Ainsi, la

¹⁶⁶ Corinne Bensimon, *Libération* 8-9 octobre 1988. Frédéric Fritscher, *Le Monde* du 7 octobre 1988

¹⁶⁷ Myriam Aït-Aoudia « Des émeutes à une crise politique : les ressorts de la politisation des mobilisations en Algérie en 1988 » *op cit.*

¹⁶⁸ Ali Yahia Abdenour *Le Matin*, *Op cit.*

¹⁶⁹ Myriam Aït-Aoudia, *op cit.*

qualification politique de ces évènements réside selon elle dans la mobilisation multisectorielle, ainsi que celles des différentes mouvances politiques qui les accompagnés.

En somme, il serait possible de considérer les deux thèses sérieusement au vu de leur complémentarité. Octobre 1988 était la conjugaison de plusieurs facteurs à la fois ; un marasme social d'un côté et d'une volonté d'un changement politique et économique de l'autre. En d'autres termes, comme l'a si bien expliqué le sociologue M'hamed Boukhobza, c'est l'évolution des rancœurs accumulées du fait de difficultés socio-économiques vers la rupture¹⁷⁰. Les Algériens cumulant les rancœurs provoquées essentiellement par la mauvaise gestion du pays, ont laissé leur colère et leurs frustrations exploser dans les rues lorsque le point de non-retour fut atteint, provoquant ainsi la rupture de tout lien entre les dirigeants et le peuple.

b- L'après Octobre 1988

Les événements d'octobre 1988 ont débouché sur une réforme de la société et surtout de profonds changements sur le plan politique, avec l'annonce de réformes garantissant le multipartisme et une presse libre et indépendante, mettant fin au système du parti unique. Cependant cette ouverture démocratique a été entravée par l'arrêt du processus électoral en 1991. En effet, l'arrêt des élections législatives au premier tour à la suite de la victoire des islamistes, a plongé le pays dans une guerre sanglante opposant l'armée aux islamistes armés, semant violence et terreur au sein de la société algérienne. Il se crée alors pendant les années 1990 un climat de peur, de confusion et de violence qui a attisé les ardeurs de la révolte des années 1980, mais qui n'a tout de même pas empêché l'ouverture d'un espace politique¹⁷¹.

En 1998 alors que l'Algérie est plongée dans un bain de sang, la Kabylie est à nouveau secouée par l'assassinat de l'une des grandes figures de la chanson berbère, Matoub Lounès.¹⁷² Il est important de rappeler que ce dernier a été blessé par balle le 9 octobre 1988, c'est-à-dire trois jours après la répression des manifestations à Alger¹⁷³.

¹⁷⁰<https://blogs.mediapart.fr/m-challali/blog/051009/algerie-le-5-octobre-1988>

¹⁷¹ Ali Yahia Abdennour *op.cit.*

¹⁷² Matoub Lounès est un chanteur kabyle. Il a toujours milité pour la cause berbère à travers ses chansons. Son engagement envers l'Algérie n'est pas des moindres, puisqu'il a chanté le nationalisme algérien et a dénoncé le régime autoritaire. Il a passé sa jeunesse à militer pour la cause berbère, et a contribué, à travers ses chansons, dans la revendication de la culture berbère et du combat pour la démocratie et la laïcité en Algérie.

¹⁷³ Il a été suivi par la gendarmerie alors qu'il se dirigeait vers la commune de *Ain El Hammam*, située à 45 km au sud-est de Tizi Ouzou, en compagnie de deux étudiants pour distribuer des tracts appelant la population au

Selon les déclarations officielles relayées par la télévision algérienne, il n'y a pas de doute que l'assassinat soit perpétré par le GIA (Groupe Islamique Armé) vu la position hostile du chanteur vis-à-vis des islamistes. C'est ce que précise le communiqué du porte-parole du gouvernement et ministre de la communication Hamraoui Habib Chawki. Cependant cette thèse fut très fortement rejetée par la population kabyle qui n'a pas tardé à occuper les rues de Tizi Ouzou, où l'émotion était à son comble. Les groupes de manifestants affluent vers la ville, particulièrement vers l'hôpital de Tizi Ouzou où se trouvait la dépouille du chanteur et crient « pouvoir assassin ». La colère de ces manifestants est visible à travers la vitesse par laquelle les saccages de plusieurs édifices et le blocage des rues s'est fait. En effet, les poubelles sont renversées au milieu des chaussées, et des pneus brûlés, les panneaux de signalisation arrachés et des abribus saccagés. Le siège du tribunal, les bureaux d'Air Algérie, le siège de la Sonelgaz sont pris pour cibles¹⁷⁴.

L'expression de la colère vient s'inscrire dans la démonstration d'une certaine résistance symbolique à l'oppression culturelle¹⁷⁵, et à la barbarie de l'Etat. Ces manifestations ont aussi vite tourné à l'émeute, d'autant plus que l'Etat d'urgence offre plus de légitimité à la répression exercée par les forces de l'ordre. Pendant six jours d'émeutes, les émeutiers ont exigé toute la lumière sur l'assassinat de leur idole. Le slogan « Pouvoir assassin » et la destruction de tout ce qui symbolise les institutions de l'Etat ont marqué ces émeutes. Selon Didier Le Saout, « la désignation des parties reconnues par la population comme étant responsables de ces actes criminels participe de la prise de conscience que l'émeute est à ce moment la seule option qui se présente pour contester, et permet d'opposer à la version officielle de l'explication de l'assassinat, une version de la rue »¹⁷⁶.

Vers la fin des années 1990 la société algérienne commence à retrouver ses repères bouleversés par des années de terrorisme. Sur le plan sécuritaire, le calme commence à s'installer après la venue au pouvoir d'Abdelaziz Bouteflika en 1999, qui promet de remettre sur pied l'Algérie et de la faire sortir de la violence.

calme, suite aux événements d'Alger, et à observer deux jours de grève générale. Il a été atteint par plusieurs balles, provoquant ainsi plus d'une dizaine d'interventions chirurgicales, et même un transfert vers la France où des soins plus intenses lui ont été procurés à l'hôpital Beaujean.

¹⁷⁴ Didier Le Saout, *Op cit.* p.148

¹⁷⁵ *Ibid.* p.63

¹⁷⁶ *Ibid.*

1-3- La Kabylie de nouveau secouée : le « printemps noir » de 2001

Le printemps de l'année 2001 fut sanglant en raison des violentes émeutes qui ont touché la Kabylie. Cette région d'Algérie est encore une fois le théâtre de scènes inédites d'affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants, qui ont d'autres causes que la cause culturelle.

a- Au-delà de la crise identitaire

C'est le sentiment d'injustice, et de mépris qui a poussé les jeunes kabyles à se révolter contre ce que les Algériens appellent communément la « *hogra* », un terme qui désigne à la fois l'humiliation, l'injustice et la violence, et n'a pas d'équivalent sémantique dans les autres langues. *La « hogra »* dit l'ex premier ministre Mouloud Hamrouche « *n'a qu'une seule nationalité : algérienne, qu'une couleur, la couleur des sans-voix, qu'un emblème, celui des sans-grades, ceux qui ne sont inscrits dans aucun réseau* »¹⁷⁷. Ce sentiment a envahi l'âme des jeunes kabyles suite à l'assassinat du jeune lycéen Guermah Massinissa par une rafale de mitraillette dans les locaux de la gendarmerie à Beni Douala¹⁷⁸, le 19 avril 2001. Un incident qui aurait, peut-être, pu passer sous silence et paraître dans la rubrique des faits divers si ce n'était la maladresse de la communication officielle de la gendarmerie, qui fait du jeune Massinissa un agresseur et un voleur. Une déclaration provoquant des scènes de violences qui se produisent d'une façon spontanée dans toute la Kabylie et ce pendant plus de trois mois. La mort de ce jeune donne lieu à une colère populaire qui rappelle celle qui a suivi l'assassinat du chanteur Matoub Lounès le 25 juin 1998.

Toutes les couches populaires se sont senties concernées par la protestation, mais seuls les jeunes, qu'ils soient chômeurs, lycéens et étudiants, ont pris part aux affrontements avec les forces de l'ordre, suite à des actions organisées par eux même. Ils ont pris pour cible les brigades de la gendarmerie pour dénoncer l'abus de pouvoir, et exprimer leur souhait de départ des gendarmes dont la présence dans les villages kabyles était devenue à peine supportable, où ils sont considérés comme des intrus dans une grande famille. Selon les propos du père de Massinissa (Mr Khaled Guermah)¹⁷⁹, les communiqués, faits par les habitants du village à l'échelle de la wilaya et de la commune, dénonçant les dépassements des gendarmes

¹⁷⁷El Watan du 7 juin 2012

¹⁷⁸Un Village de Tizi Ouzou, aussi Village du chanteur Matoub Lounès

¹⁷⁹ Entretien réalisé par *Berbère télévision*

expliqueraient l'agissement de ces derniers, ainsi que la répression brutale exercée par la gendarmerie en ripostant avec des tirs d'armes automatiques.

b- L'émeute, une culture ou le seul moyen de protestation ?

Les événements de 2001 en Kabylie ont été annonciateurs d'émeutes récurrentes pendant les années 2000, où l'émeute devient quasiment quotidienne, étant considérée comme le seul moyen de revendication et de protestation. C'est ce qu'estime la majorité des émeutiers avec lesquels des entretiens ont été réalisés dans le cadre de ce travail. Parmi eux Juba, pour qui : « *Le pneu est devenu à la mode. Il faut que nos dirigeants voient la fumée des pneus, et que tout soit saccagé pour qu'ils réagissent. C'est devenu un langage. Il est vrai que le moyen le plus adéquat serait le dialogue, et des actions pacifiques, mais comme je vous ai dit cela n'est malheureusement pas possible en Algérie, surtout que l'espace public est investi par les policiers en civil dès que les gens commencent à se regrouper ne serait-ce que pour un sit-in, ils sont empêchés*¹⁸⁰ ».

Tous les mouvements de protestation réprimés témoignent, en effet, du fait que l'émeute soit le seul moyen pour se faire entendre, dans un environnement où « la perte de confiance a conduit à une succession de ruptures dans le processus de formation de la relation entre gouverneurs et gouvernés : rupture « symbolique » (refus de l'ordre), et une rupture d'autorité consacrant un sentiment d'impunité¹⁸¹ ». On assiste alors à une sorte de dérèglement social faisant de l'émeute un élément très présent dans le paysage social algérien. L'émeute s'est belle et bien installée dans la société algérienne bien que cette dernière soit encore marquée par une décennie sanglante où les carnages furent fréquents.

La répétition de l'émeute en stigmatisant l'ordre établi mène à un désordre permanent. Le psychologue N. Thaalibi va même jusqu'à affirmer l'existence d'une « culture de l'émeute », selon lui, ces mouvements de protestation d'allure spontanée, « donnent à penser que la société algérienne inaugure une phase de dérèglement social sur fond de culture de l'émeute où les jeunes exercent naturellement une fonction principale¹⁸² ». Par la « culture de l'émeute » est désigné ce comportement acquis par les jeunes au cours de leur processus de socialisation, et qui est le produit des différentes expériences sociales individuelles ou collectives. La répression étant toujours aussi forte, les jeunes adoptent un processus connu et déjà expérimenté qu'est

¹⁸⁰ Entretien réalisé en septembre 2016 à Tizi Ouzou

¹⁸¹ Contribution du professeur N. T. Thaalibi, dans le quotidien *L'expression* du 28 mai 2008.

¹⁸² Thaalibi, *op cit.*

l'émeute. Ceci peut expliquer l'installation de l'émeute et son imposition comme une manière d'agir en société en relation avec les différents changements sociaux et politiques. Le rejet de toute représentation politique et le renoncement à la possibilité de développer une culture politique représentent des traits de cette culture.

Depuis « le printemps noir » en Kabylie, des émeutes éclatent pratiquement dans toutes les villes d'Algérie ayant des raisons multiples, c'est ce qui rend en partie leur catégorisation difficile, et prouve que ce qui s'est passé en Kabylie est loin d'être régional¹⁸³. Les souffrances des jeunes kabyles sont celles de tous les jeunes algériens, ils ont les mêmes frustrations, les mêmes difficultés quotidiennes. Ce sont les mêmes raisons qui poussent les jeunes du Sud d'Algérie à se révolter également, pourtant cette région a longtemps été réputée pour le son calme. Ainsi, l'émeute ne peut être un phénomène local, son expression de la même manière à travers tout le territoire algérien est témoin de la construction, au fil des années, d'un sentiment d'appartenance collective. Didier Lapeyronnie¹⁸⁴ explique que, quelles qu'en soient les raisons, et quoique les émeutiers aient voulu exprimer, ils le font de la même manière dans différentes villes. C'est ce qui confère à l'émeute une dimension collective.

L'émeute faisant partie du répertoire de l'action collective est devenue au fil du temps la langue favorite des citoyens, jeunes pour la plupart, vis-à-vis de tout ce qui symbolise l'Etat. Des jeunes qui peuvent être considérés comme des porte-paroles implicites dès lors qu'ils se sentent concernés par une flambée des prix des matières premières par exemple, une situation qui concerne pourtant les parents en premier lieu. Les dirigeants de l'Etat n'accordent pas d'importance à cela, banalisant l'ampleur et la dimension que l'émeute peut prendre, et répliquant en ayant recours à la répression et la violence dite « légitime ».

2- Présentation du terrain d'étude

Depuis le début des années 2000, Les émeutes se répandent partout sur le territoire algérien. Elles sont d'origines diverses, et sont plus nombreuses et marquées dans la région du nord. Dans le but de retracer les plus grandes émeutes qu'a connues le pays, Nous avons choisi comme terrain d'enquête deux endroits caractérisés par une présence importante d'émeutes, à savoir la ville de Tizi-Ouzou en Kabylie et la ville d'Alger. Le choix de ces deux terrains est motivé par le fait qu'Alger soit la capitale et la scène d'importantes émeutes, particulièrement

¹⁸³Selon la version officielle, les événements survenus en Kabylie en 2001 restent régionaux et sont liés aux revendications culturelles.

¹⁸⁴ Didier Lapeyronnie, « Révolte primitive dans les banlieues française Essai sur les émeutes de l'automne 2005, *Déviance et Société*, 2006/4 Vol. 30 | pages 431 à 448

en 2011, ainsi que par la particularité de Tizi-Ouzou, tant sur le plan culturel et linguistique que sur celui du nombre d'émeutes qu'a connues cette dernière.

2-1-Tizi-Ouzou

La Wilaya (préfecture) de Tizi Ouzou est administrativement divisée en 67 communes et 21 Daïras (sous-préfectures). Le chef-lieu de la Wilaya est la ville de Tizi Ouzou, ville de taille moyenne avec 135088 habitants selon les chiffres du dernier recensement de la population réalisé en 2008 dont la superficie est estimée à 122.36 km². Elle est située à une centaine de kilomètres à l'est de la capitale Alger. Elle est entourée de plusieurs villages situés sur les collines et les montagnes du massif du Djurdjura. Elle doit sa nomination à une plante épineuse à fleurs jaunes appelée le genet dont quelques arbrisseaux se trouvent encore aujourd'hui sur ses hauteurs. Ainsi, le nom de Tizi Ouzou signifie la ville des genets (Tizi : le col, Ouzou : le Genet).

La ville de Tizi-Ouzou d'avant la période coloniale, nommée communément *Edechra*, est la partie Nord de la ville actuelle. A son opposé, vers le sud, se trouve la Nouvelle ville dont la construction a commencé durant les années 1980, proche des différents pôles universitaires de Tizi Ouzou, et où le logement social et les coopératives immobilières privées se côtoient. Vers l'est et l'ouest de la ville de Tizi Ouzou sont situés les lotissements qui sont des agglomérations de villas (*lotissement Hamoutène*, *lotissement Amraoua*, *lotissement Bouaziz*), ainsi que des zones pavillonnaires. Au centre-ville, le quartier des *Genets* domine le stade du 1^{er} novembre où se tiennent les matchs de la Jeunesse sportive de Kabylie JSK, ainsi que la rue Lamali Ahmed sur laquelle se situe l'hôpital de Tizi Ouzou¹⁸⁵, et l'ancien siège de la gendarmerie nationale, devenu un commissariat. Ce quartier est, du fait de sa situation géographique, le quartier où l'émeute éclate souvent, avant de se propager à d'autres quartiers comme *Les Eucalyptus* (*El Marché*) et les *Bâtiments Bleus* qui dominent la grande rue (Boulevard Abane Ramdane) de la ville, la *Cité Million* et *Le Cadi*, en allant vers le nord, situés à proximité du siège de la wilaya pris pour cible à plusieurs reprises pendant les émeutes, le *Mondial* ou la *CNEP* à proximité de la mairie de Tizi Ouzou. Plus loin vers l'est, se trouve le quartier des *Tours-villas*, une zone pavillonnaire réputée pour être relativement calme.

A la sortie de la ville, en allant vers les villages par *Oued Aissi*, quelques bidonvilles persistent encore aujourd'hui, mais sont habités par une population venue d'autres régions et villes, qui n'est donc pas originaire de Tizi-Ouzou.

¹⁸⁵ Centre hospitalier de Tizi Ouzou, Neddir Mohamed

La ville est entourée d'un paysage villageois en hauteur des collines et des montagnes du Djurdjura. Des villages marqués eux aussi par l'urbanisation qui ne cesse de prendre de l'ampleur, en Kabylie comme partout en Algérie.

a- Caractéristiques historiques et démographiques

La population à l'échelle de la Wilaya de Tizi-Ouzou est estimée à 1127165 au dernier recensement de 2008, celle de la ville est de 135088. Les données statistiques des services de la Wilaya font apparaître une structure de la population indiquant que les 15-30 ans constituent près de 70 % de la population totale, et les 15-25 ans représentent environ 80 %. Cette surpopulation juvénile constitue une donnée structurelle en Algérie.

Force est de constater que la Wilaya de Tizi-Ouzou est dotée d'une population très jeune qui devrait constituer une vraie force d'action et de proposition. Une telle disposition peut être rapportée aux résultats scolaires. En effet, les meilleurs taux de réussite aux examens finaux tous niveaux confondus reviennent chaque année à la Wilaya de Tizi-Ouzou. Si l'on prend l'exemple de l'année 2021, le taux de réussite au BEM (Brevet de l'enseignement moyen) était de 88.71%, et celui de réussite au BAC de 74.29% (Source du ministère de l'éducation). Beaucoup de jeunes originaires de Tizi Ouzou se voient délivrer un visa d'études, généralement pour rejoindre des universités françaises ou canadiennes.

Les familles Kabyles ont toutes été marquées par l'émigration, puisque la région a constitué le principal réservoir de main d'œuvre pour la métropole française pendant toute la période de colonisation d'Algérie. En effet, une enquête du gouvernement général de l'Algérie en 1949 indique qu'entre 20 et 25 % des familles kabyles avaient envoyé en France 1 à 3 des leurs¹⁸⁶. Pendant la période coloniale, l'émigration kabyle fut sollicitée, encouragée plus que les autres régions montagnardes, estime Sayad¹⁸⁷. Par conséquent l'émigration constitue un véritable héritage en Kabylie, faisant vivre des familles entières, et insistant des générations différentes à quitter leurs familles pour venir s'installer en France.

La population de Tizi-Ouzou est berbérophone, elle revendique la langue et la culture berbère, longtemps marginalisée par la politique d'arabisation que les dirigeants algériens ont renforcé au lendemain de l'indépendance. Ceci a favorisé l'émergence d'une prise de conscience, même chez les jeunes, en ce qui concerne le combat culturel et identitaire dans la région. Cette dernière abrite depuis 1977-1978 un pôle universitaire qui est devenu le point de rassemblement

¹⁸⁶ Mohand Khelil, Kabyles en France, un aperçu historique. Hommes & Migrations, 1994 1179 pp.12-18

¹⁸⁷ Abdelmalek Sayad, « Aux origines de l'émigration kabyle ou montagnarde », Hommes & Migrations 1179, 1994, pp. 6-11.

d'étudiants, d'enseignants et d'activistes pour la cause berbère et démocratique, faisant de Tizi-Ouzou la caisse de résonance du mouvement revendicatif¹⁸⁸. « Le Printemps berbère » est d'ailleurs célébré chaque année en mémoire à tous les militants de la cause berbère, mais aussi pour demander la reconnaissance de la culture berbère et de « Tamazight » comme langue nationale et officielle.

Tizi Ouzou fait partie d'une région dont le patrimoine historique nourrit et maintient une certaine fierté identitaire, et d'appartenance à un groupe qui a résisté farouchement aux différentes conquêtes. En effet, les kabyles célèbrent encore aujourd'hui les victoires des différents rois berbères¹⁸⁹ sur les anciennes dynasties jusqu'aux résistants à l'armée française comme Lalla Fatma N'Soumer. Une fierté qui se traduit aujourd'hui dans les prénoms donnés aux enfants¹⁹⁰.

Tizi Ouzou appartient à la région de Kabylie, qui est historiquement connue pour avoir été un haut lieu de la Guerre de libération nationale. La prestigieuse wilaya III fut l'un des bastions de résistance, et aussi le théâtre d'opérations célèbres menées par l'armée française¹⁹¹. Connue pour sa fronde vis-à-vis du régime politique algérien, elle se veut rebelle et à l'avant-garde des luttes démocratiques en Algérie, ce qui a fait d'elle un symbole de résistance pacifique à toutes les tentatives de normalisation. De l'insurrection du parti de front des forces socialistes (FFS), dirigé par Hocine Aït Ahmed en 1963, en passant par le « printemps berbère » d'avril 1980, jusqu'au dernier soulèvement du printemps 2001, cette région n'a cessé de connaître des émeutes à chaque période sensible de l'histoire de l'Algérie. « Tizi-Ouzou a été, dans la période 1980-2002, le théâtre d'une formidable effervescence qui a profondément marqué la ville et dont les effets vont bien au-delà de la Kabylie¹⁹² ». C'est donc un terrain très intéressant à explorer du point de vue sociologique pour tenter de comprendre les différentes facettes de l'émeute à partir de reconstitutions basées sur divers matériaux.

b- L'organisation sociale

La dynamique sociale et organisationnelle de la ville de Tizi Ouzou a toujours été intimement liée à celle de son imposant arrière-pays montagneux¹⁹³. Ceci s'observe dans la persistance

¹⁸⁸Saïd Doumane, « Tizi-Ouzou : historique d'un col et son urbanisation », *Insaniyat* 54 | 2011, 13-29.

¹⁸⁹ Massinissa, vainqueur des Carthaginois et unificateur de la Numidie (l'est du Maghreb), Syphax, Jugurtha, Takfarinas, Kahina, et bien d'autres héros qui ont mené des révoltes contre les différentes invasions.

¹⁹⁰ D'ailleurs parmi les émeutiers que j'ai rencontrés, quatre avaient des prénoms berbères.

¹⁹¹ Annuaire statistique de la wilaya de Tizi Ouzou, année 2013.

¹⁹² Domane S. *op.cit.*

¹⁹³ Domane S. *Op Cit*

d'une organisation sociale ancestrale propre aux villages kabyles, qui est « *Tajmaât* ». Cette assemblée du village où les anciens, ou les chefs de familles, peuvent prendre la parole, possède le pouvoir politique, administratif et judiciaire. Dans son étude de la société Kabyle, Pierre Bourdieu décrit le fonctionnement de « *tajmaât* », « l'assemblée administre, gouverne, légifère et arbitre ; elle a la charge de défendre l'honneur collectif ; elle doit veiller à l'exécution de ses propres décisions. Une assemblée qui incarne des valeurs spécifiques telle que « *Lhiva* », qui signifie à la fois l'autorité et la crainte de la personne qui la possède, et garantie aussi l'intégrité morale et matérielle du village appelée communément « *lharma* ». Cette dernière peut être atteinte différemment selon Alain Mahé. Il estime que « *lharma* » est atteinte si par exemple la protection « *Aânaya* » que le village accorde à un particulier est bafouée par l'agression de son protégé. En outre, la dégradation d'une fontaine ou une bagarre qui éclate en plein village sont considérées également comme une atteinte de « *lharma* » - même si la première est matérielle et la seconde symbolique.

Enfin, lorsque l'honneur du village est atteint par un comportement déplacé de l'un de ses membres et que sa famille ne réagit pas, l'assemblée du village peut faire le choix de prendre des dispositions pour restaurer son code l'honneur. Cet ensemble de valeurs qui régissent toujours les villages kabyles est à l'origine de la solidarité entre les habitants qui développent le sentiment d'appartenir au même système de représentation, et renforce davantage la solidarité entre eux.

Dans Tizi Ouzou d'aujourd'hui persiste cette organisation sociale ancienne à travers la formation de comités de villages dont les principes sont l'entraide et la réalisation de travaux d'intérêt commun, permettant une meilleure vie aux populations locales. Cette organisation apparaît également dans la majorité des quartiers de la ville de Tizi Ouzou (les anciens en particulier) comme ceux de la Haute-Ville, qui ont gardé une certaine allure villageoise¹⁹⁴, en prenant en ligne de compte les préoccupations nouvelles : démarches auprès des autorités politiques et administratives, logements, distribution de l'aide du Croissant Rouge, etc.

D'autres quartiers de la ville ont repris l'initiative sous des formes et des degrés divers ; les assemblées traditionnelles se sont (ré) implantées plus facilement dans les anciens quartiers avec une organisation autour de comités. Mais, c'est en 2001-2002 que ces structures sociopolitiques d'origine villageoise se sont affirmées de façon plus visible à Tizi-Ouzou¹⁹⁵, encouragées par la réapparition des « Aârouchs » pour encadrer le mouvement de révolte qui a secoué la région à cette période.

¹⁹⁴*Ibid.*

¹⁹⁵*Ibid.*

Il est important de souligner que la majorité des familles de la ville de Tizi Ouzou est d'origine montagnarde, ce qui explique en partie cette référence au village et ses valeurs même après avoir quitté le monde rural pour s'installer en ville.

Par ailleurs, Il est vrai que dans l'actuelle structuration et nomenclature, le système des APC (Assemblées populaires communales), mis en place dès l'indépendance réunit pratiquement les mêmes villages qui étaient réunis sous le même « *aârch* » dans l'ancienne organisation. Cependant, ceci n'empêche pas que « les assemblées villageoises perdurent toujours, tolérées par l'État algérien, qui en fait préfère sans doute concéder cette forme ancienne et traditionnelle de concertation politique où s'exprime une très forte solidarité, structurée sur le modèle idéologique dominant de la parenté, plutôt que de voir se développer de modernes partis dépassant largement le cadre local, voire à préentions nationales ¹⁹⁶».

c- Sur le plan économique

Malgré la création d'une zone industrielle dans les années 1970, et sa considération par les planificateurs comme étant le poumon économique du bassin occidental du Djurdjura¹⁹⁷, Tizi Ouzou est restée une ville où les activités tertiaires (commerce, services et transports) sont centrales en ce qui concerne les secteurs d'emplois les plus occupés¹⁹⁸. Les deux usines créées, à savoir Cotitex et l'Onalait (dans la commune de Draa Ben Khedda, à 11 Km de la ville de Tizi Ouzou) n'ont pas vraiment redynamisé la région. Le secteur agricole quant à lui emploierait le plus faible taux de la main d'œuvre tiziouzouéne, car seulement 5,2% de la population occupée y travaille.

Ce manque d'une industrie de base capable de redynamiser l'économie locale et nationale, ainsi que la dépendance du seul secteur des hydrocarbures, seraient à la base de l'accroissement du taux de chômage qui a atteint 25,6% en 2011, alors qu'il était de 18% en 2009. (Selon les chiffres donnés par la Wilaya de Tizi Ouzou).

¹⁹⁶ Camille Lacoste-Dujardin, « Géographie culturelle et géopolitique en Kabylie La révolte de la jeunesse kabyle pour une Algérie démocratique », Hérodote 2001/4 (N°103), p. 57-91.

¹⁹⁷ Domane S. *Op cit*

¹⁹⁸ Selon les données de la Direction de la Programmation et du Suivi Budgétaires de la Wilaya de Tizi Ouzou, Annuaire Statistique année 2016, p.27

2-2-Alger

Alger est la capitale politique et économique de l'Algérie. Elle accueille toutes les administrations centrales, des institutions politiques et sociales, et les établissements économiques et financiers.

Comparée à la ville de Tizi-Ouzou, Alger est plus grande. La capitale se voit attribuer plusieurs appellations telles que « la blanche », en signe de la couleur dominante de ses édifices ou « *el Bahdja* » (la joyeuse), ou encore « *el mahroussa* » (la bien-gardée). Elle est découpée en 13 daïras (sous-préfectures) et 57 communes.

La population résidente d'Alger est estimée à 2 988 145 selon le recensement de la population de 2008. Elle est hétérogène part les différentes origines des populations qui s'y rencontrent. En effet, venus des quatre coins d'Algérie, ces populations adoptent le mode de vie algérois, principalement le dialecte, une caractéristique importante à leur intégration.

a- Alger, état des lieux

En sillonnant les quartiers d'Alger nous pouvons facilement constater que c'est un vrai « *melting pot* » au regard du mélange des cultures et de dialectes qui s'y rencontrent. En effet, la population d'Alger est celle de toutes les régions d'Algérie, ce qui explique la diversité culturelle dans la capitale. Les Algérois ont tissé, malgré leurs différences culturelles, des liens forts basés sur le respect et la solidarité, ce qui a facilité l'émergence d'une certaine harmonie régulant la vie en communauté.

Ces quartiers se divisent en deux catégories, à savoir les quartiers populaires et les quartiers résidentiels. En sociologie, le quartier « résidentiel » est considéré par Pierre George comme « *la base de la vie individuelle* »¹⁹⁹. Il considère aussi que « *dans les cités résidentielles de luxe, on a réellement l'impression d'inaugurer un nouveau mode de vie. Une localisation agréable dans un secteur bien équipé*²⁰⁰ ».

Ces deux types de quartiers, diffèrent surtout par le type du bâti et son état. En effet, si dans les quartiers populaires les rapprochements de fenêtres renseignent sur l'exigüité des logements, et les façades d'immeubles dégradées, dans les quartiers résidentiels les habitants mènent une vie aisée bien visible à travers notamment les agglomérations de maisons prestigieuses. Cette façade d'Alger est celle dédiée aux quartiers comme Ben Aknoun, située sur les hauteurs d'Alger. C'est un des pôles administratif et politique du pays. On y trouve des ministères,

¹⁹⁹Pierre George, *Sociologie et géographie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1966, p35

²⁰⁰*Ibid.*

ambassades, un grand centre universitaire, un hôpital, un parc zoologique et un grand parc d'attraction. Peuvent être aussi cités, les quartiers de Hydra, également située sur les hauteurs d'Alger, comme le Paradou, *Djenane el-Malik*, le Val d'Hydra et *Sidi-Yahia* qui exhibent des villas, ambassades et consulats. Les habitants de telles localités ont un niveau de vie bien meilleur que celui des habitants des quartiers populaires en termes d'aménagements urbains, voiries, sécurité, etc.

Alger est confrontée, actuellement, à plusieurs problèmes et crises, tels que le surpeuplement, l'urbanisation anarchique, l'effondrement du vieux bâti, la défection en matière de gestion, les menaces des sinistres majeurs comme les séismes, les inondations et la pollution.

La population de cette ville, quelque trois millions d'habitants, ne cesse de se plaindre du désormais nouveau visage de la capitale. Le projet de réaménagement de la baie d'Alger promet un paysage et des aménagements visant à améliorer la qualité de vie des algérois, cependant, les bidonvilles « de deuxième génération ²⁰¹ » et les constructions illicites font toujours partie du paysage algérois, qui a beaucoup changé surtout depuis les inondations de novembre 2001.

L'exemple type d'un quartier populaire d'Alger, est celui de Bab El-Oued. Situé sur la façade maritime nord de la ville, ce quartier s'étend de la Casbah à Oued Keriche. Connu pour son grand Boulevard du Colonel Mira, qui donne sur la mer, c'est au centre de Bab El Oued que se trouve la célèbre place « les trois horloges », nommé communément « *Place Bazitta* », et son marché. En allant vers le *Climat de France* en hauteur, se succèdent le carrefour du Triolet, le quartier de *Diar El Kef*, où habite la majorité de mes interlocuteurs, surplombé par les *Barreaux rouges* appelés également *Air de France*. En passant par le quartier *Fontaine Fraiche*, en allant vers notre dame d'Afrique, on y rencontre le célèbre *Frais Vallon* et le quartier *Beau Fraisier*.

Il est caractérisé par son vieux bâti, notamment à la Casbah, qui est fondée sur les ruines de l'ancienne *Icosium*. On y trouve des bâties et des mosquées du XVIIème siècle comme la mosquée *el Kébir*²⁰². La Casbah, ce sont aussi des labyrinthes de ruelles et de maisons pittoresques.

Bab El Oued, un quartier où vivent près de 68000 habitants selon les données du recensement de la population de 2008. La colère de ses habitants s'est manifestée à plusieurs reprises via des protestations et émeutes violentes. Il fût, en effet, le théâtre en octobre 1988, d'événements

²⁰¹ Dans les enquêtes menées en 2004 par *Urbanis*, 70 % des chefs de ménages, résidant en bidonville dans cette zone, étaient natifs d'Alger, et dont les parents habitent à proximité.

²⁰² La plus ancienne des mosquées, elle fût construite par l'almoravide Youssef Ibn Tachefin

meurtriers à la suite d'émeutes qui enflamme le quartier et se généralisent pratiquement à tout le pays.

Les événements d'octobre 1988 ont, en effet, marqué les esprits des algériens, et ceux des habitants de Bab El Oued en particulier, ayant vécu des scènes de violence intenses. Le slogan de « *Bab El Oued echouhada* » (Bab El Oued des martyrs) scandé avec fierté par des supporteurs de football, ou lors de manifestations comme le *hirak*, est un rappel du prix fort payé par ce quartier que ce soit pendant les émeutes d'octobre 1988 ou pendant les émeutes de décembre 1960.

Ce quartier est également marqué par l'empreinte de l'islamise très actif pendant les années 1990, pendant lesquelles la peur, la violence, et la mort hantaient les esprits de ses habitants. Les inondations de novembre 2001, qui ont provoqué la mort de près d'un millier de personnes, et des centaines de disparus, plongent encore une fois ce quartier dans le deuil. L'avènement des émeutes en janvier 2011 et l'ampleur des dégâts engendrés par celles-ci ont rappelé les nuits d'octobre 1988. Ce contexte structurel aide dans la compréhension du rapport de certains jeunes de ce quartier au deuil, au désespoir, et au désir d'un changement radical. Le Docteur K.R., confie que beaucoup de ses patients ont souffert d'états d'anxiété qui a par la suite donné naissance à d'autres pathologies. Selon lui, « *les retombées psychologiques des années du terrorisme sur la population de ce quartier devaient être prises au sérieux, avec un bon suivi spécialisé* »²⁰³.

Les jeunes qui ont pris part aux émeutes de janvier 2011 ont pris conscience, pendant leur processus de socialisation, de l'importance de ces dates qui ont marqué leur quartier par le passé, d'où l'intérêt porté à cette question lors des entretiens. Sofiane²⁰⁴ par exemple, se souvient des discussions de son père et ses oncles se remémorant la répression sanglante en 1988 « *Mon oncle avait un ami à lui, Khalil, qui a été mitraillé par des militaires alors qu'il essayait de rentrer chez lui au moment où la panique s'empare de la capitale* ».

b- Les jeunes de Bab El Oued entre sentiment d'exclusion et perte de repères.

La population algéroise est caractérisée par sa jeunesse, puisque les moins de 35 ans représentent près de 60% (selon les chiffres de la wilaya d'Alger).

²⁰³ Entretien avec le Dr K.R. réalisé en septembre 2016 à Tizi Ouzou. Il a exercé en tant que médecin généraliste au quartier climat de France de Bab El Oued vers la fin des années 1990 jusqu'au début des années 2000.

²⁰⁴ Jeune de 25 ans travaillant dans le privé en tant que mécanicien. Entretien réalisé en Avril 2015 à Alger

Les Algérois se plaignent de l'absence de vies politique et culturelle, ainsi que des carences dans la vie associative qui absorberaient le mal être des jeunes et leur offrirait des opportunités pour donner un sens à leur vie quotidienne. L'association de SOS Bab El Oued est un exemple d'organismes capables de venir en aide aux jeunes qui veulent développer des talents, ou tout simplement se sentir utiles et actifs à travers les activités de soutien scolaire, ou artistiques que l'association propose au plus jeunes du quartier.

Il est à rappeler que la création de cette association en 1995, dans le but d'atténuer les effets psychologiques des horreurs vécues dans ce quartier, et permettre aux jeunes de s'exprimer à travers le travail artistique (notamment le Rock, le rap, et la cinématographie), une façon de résister et sortir du « trou noir »²⁰⁵.

Par ailleurs, selon Omar, un jeune chômeur de 30 ans né et habitant à Bab El Oued, « *Beaucoup de jeunes de ce quartier ne fréquentent pas l'association parce qu'ils n'ont ni le niveau d'instruction nécessaire pour aider dans le soutien scolaire, ni des connaissances musicales les aidant à commencer une carrière artistique et vivre de leur talent* »²⁰⁶.

Par conséquent, si certains préfèrent se replier sur eux-mêmes, d'autres choisissent l'exil. D'autres essayent de s'organiser en comités de quartiers dans le but d'œuvrer pour l'intérêt commun, et encadrer les plus jeunes d'entre eux. Certains n'hésitent pas à recourir à des moyens illégaux pour fuir leur pays, à l'image des « *harraga* ».

« *L'Algérie (l'Etat algérien) nous a tourné le dos, nous a abandonnés à la « hogra », à l'arbitraire et à la misère. Je ne vous cache pas dès qu'une occasion se présente pour rejoindre l'Europe, je ne vais pas la rater ! Une simple opération de ramassage d'ordure ne peut être faite d'une façon organisée, les poubelles débordent sans que les autorités locales ne pensent aux conséquences que cela engendre sur notre quotidien, nous les habitants. C'est le laisser aller total, nous sommes le dernier de leurs soucis !!* »²⁰⁷.

En outre, la frustration des anciens habitants du quartier de Bab El Oued, contraints de dééménager et s'installer dans les grands ensembles aux périphéries de la capitale, parce que leurs logements étaient menacés d'effondrement, est importante. Certains reviennent dès qu'ils peuvent à leur ancien quartier, les jeunes passent leurs journées à Bab El Oued puis rentre le

²⁰⁵ Selon les propos de Nacer Meghnine dans le reportage d'Amine Kabbes, « SOS Bab El Oued, une association de proximité ». Ce reportage revient sur la création de l'association, son implication, la trajectoire de certains jeunes adhérents, la coopération avec des ONG françaises qui aident et financent l'association.

²⁰⁶ Entretien réalisé en avril 2015

²⁰⁷ Entretien avec Omar *op cit.*

soir dans leurs nouvelles résidences. Une perte de repères, notamment celui de la « *houma* » qui a tendance à disparaître sous l'effet des nouveaux concepts et aménagements en matière d'urbanisme.

Les rares associations représentant de grandes cités et de nouveaux espaces bâtis se rapprochent, en effet, de la presse privée pour dénoncer ces nouveaux handicaps. Elles attirent l'attention sur les fonctions de refuge qui mettent de côté l'architecture, l'esthétique, l'harmonie, et tous les symboles invitant à une vie sociale communautaire. Les populations de la Casbah, par exemple, bien que relogées, crient contre l'oubli des valeurs partagées, et déplorent la dépersonnalisation des nouveaux lieux occupés comme estime Sofiane

« La casbah n'évoque pas pour moi le quartier de Bab El oued uniquement, même si les rues sont parfois sales, les bâtiments menacent de s'effondrer dans plusieurs quartiers, c'est comme si l'appartement de mes parents était une chambre dans cette grande maison familiale !! C'est comme ça que je considère ce quartier parce que nous avons grandi ensemble et toutes les familles se connaissent depuis très longtemps. Ces opérations de relogements à l'autre bout de la capitale vont accentuer le chacun pour soi, et cet esprit de « la houma » ne pourra peut-être jamais renaitre »

L'importance de cet esprit dans les anciens quartiers renforce les liens de solidarité, mais l'éclatement des quartiers a fait que cet esprit soit battu en brèche par la loi implacable de l'argent.²⁰⁸

3- Typologie des émeutes

Pour mieux comprendre le phénomène émeutier en Algérie, et pour une meilleure catégorisation des différents types d'émeutes qui touchent ce pays, une typologie a été élaborée à partir d'un traitement statistique des données liées aux émeutes recensées sur Alger et Tizi Ouzou. En effet, des données qui portent sur le nombre d'émeutes, l'intensité, la cause, la date et le lieu ont fait l'objet d'un traitement statistique avec le logiciel R.

Sur la base des causes rapportées dans la presse écrite, il a été possible de regrouper les émeutes en 5 groupes représentant différentes catégories. La catégorie « socio-économique » renfermant

²⁰⁸Ratiba Hadj-Moussa, « Singularité, vie en commun et télévision par satellite en Algérie », Cahiers d'études africaines 2006/2 (n° 182), p. 389-416

des émeutes qui résultent d'un dérèglement qui altère les conditions de vie quotidienne des citoyens, la catégorie « politique » comporte toutes les émeutes en relation direct avec les institutions politiques, l'Etat et sa gestion des événements et de la vie politique. La troisième catégorie nommée « sport » représente particulièrement les émeutes liées à la violence dans les stades. Quant à la catégorie « sécuritaire » elle englobe les bavures, les arrestations et les agressions commises par les forces de l'ordre, ayant provoquées une colère populaire. La catégorie « bandes rivales » enfin, renferme les affrontements de bandes rivales dans les cités. Ces affrontements tournent à l'émeute après l'intervention des forces de l'ordre.

Les variables étudiées (la cause, la durée, le nombre d'émeutes, leur distribution dans l'année) ont été traitées chacune à part, puis deux à deux afin de rechercher d'éventuels liens entre elles. Celui-ci est établi par le test du Chi 2 de Pearson. « Devant un tableau croisé, le sociologue peut s'intéresser à l'existence d'une relation entre des modalités en ligne et des modalités en colonne...autrement dit entre la variable en ligne et la variable en colonne »²⁰⁹. Il existe une relation significative entre ces deux variables lorsque la probabilité calculée par le logiciel est inférieure au risque fixé à 5%. Dans le cas où cette probabilité est supérieure à ce risque, il n'existe aucune relation entre les variables étudiées.

3-1-Répartition des émeutes dans les wilayas d'Alger et Tizi Ouzou

Sur l'ensemble des deux Wilayas étudiées, 182 émeutes ont été recensées pendant les deux dernières décennies, à partir des données de la presse écrite. La distribution du nombre d'émeutes par Wilaya (figure 1), montre que plus de la moitié de celles-ci se sont déroulées à Alger avec 102 émeutes correspondant à un pourcentage de 55%. A Tizi Ouzou, le nombre d'émeutes est de 80, ce qui représente 45% du nombre total d'émeutes.

²⁰⁹ Olivier Martin, *L'enquête et ses méthodes*, Paris, Armand Colin, 2007, p.73

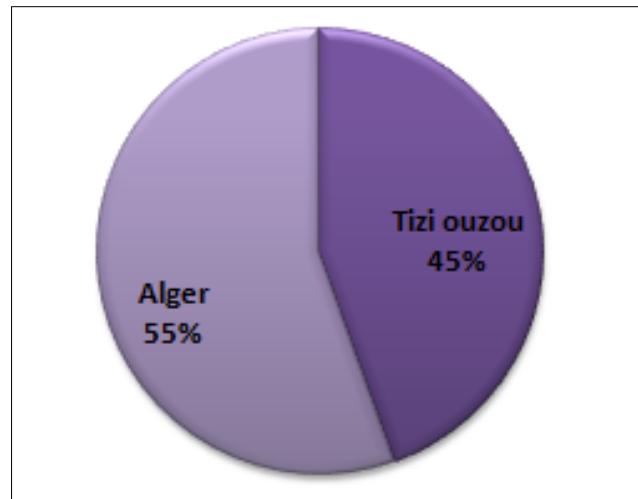


Fig1 : Répartition des émeutes selon la wilaya

Alger étant la capitale du pays, abrite des citoyens venant de différentes régions d'Algérie. Elle renferme plusieurs quartiers populaires et bidonvilles où les conditions de vie ne sont pas des meilleures²¹⁰. De plus, la plupart des marches sont organisées à Alger, ce qui offre un terrain favorable à l'émeute surtout en présence des forces de l'ordre qui répriment toutes les manifestations depuis la marche du 14 juin 2001, avec l'instauration de l'interdiction de manifester à Alger.

3-2-Catégories d'émeutes

La répartition des émeutes selon leurs catégories, est tracée sur le diagramme de la figure 2.

La figure 2 montre que la plupart des émeutes, soit 41%, appartiennent à la catégorie socio-économique. Selon les causes avancées par la presse, la grande majorité de celles-ci ont pour cause le logement. En effet, ces problèmes sont à l'origine de plus de la moitié des émeutes. Socio-économiques, soit 58%. La hausse des prix, quant à elle, a été à l'origine de 2,5% de ces émeutes.

²¹⁰ Sur les 12 entretiens menés à Alger, 60% des interlocuteurs vivent dans des logements insalubres ou exigus, et souffrent soit du chômage, soit de l'instabilité du travail, et donc de revenus.

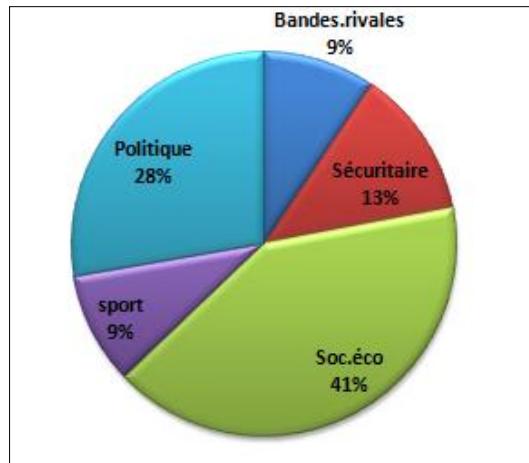


Fig 2 : Répartition des émeutes par catégories

Cependant, c'est moins le logement en termes de manque, que les problèmes d'attribution et de distribution des logements sociaux qui déclenchent l'émeute :

« Il est vrai que le fait d'habiter encore un logement, dont le toit risque de s'effondrer sur nous, crée une frustration, parce qu'il en va d'un manque, mais ce qui provoque ma colère et celles de beaucoup de jeunes, voir même de pères de familles, c'est de voir des gens qui ne sont pas vraiment dans le besoin, parce qu'on sait qu'ils ont un logement ailleurs, bénéficier d'un logement social. Nous, on fait évacuer l'eau quand la pluie tombe, nos logements sont insalubres mais nous ne sommes pas prioritaires, parce que nous n'avons pas de connaissances à la Wilaya et à la Daïra. Ça fout la rage ! À chaque fois que la liste est affichée c'est la déception pour beaucoup d'entre nous, mais pour vu que nous nous rendons compte d'une anomalie, ça dégénère » Déclare Abderrahmane.²¹¹

La deuxième catégorie d'émeutes la plus représentée est la catégorie politique suivie de la catégorie sécuritaire. La répression des marches est la principale cause de ces émeutes ainsi que les bavures de la police, de la gendarmerie et de l'armée.

L'étude du lien entre la catégorie de l'émeute et la ville a révélé une différence significative. Le test du khi 2 a montré qu'il existe une relation significative avec une p-value de 0.03.

²¹¹Jeune de 26 ans du quartier de Bab El Oued, entretien réalisé en mars 2016

Tableau1 : relation entre la ville et la cause de l'émeute

Ville Catégorie	Alger	Tizi Ouzou	Total
Bandes rivales	6	3	9
Politique	22	31	53
Sécuritaire	10	14	24
Socio-économique	51	27	78
Sport	13	5	18
Total	102	80	182

C'est dans la wilaya d'Alger qu'ont éclaté plus de la moitié des émeutes qui appartiennent à la catégorie socio-économique, avec 51 sur les 102 émeutes enregistrées dans cette Wilaya. La deuxième cause des émeutes enregistrées dans cette même wilaya est politique. En effet, les émeutes de la catégorie politique représentent 22 sur un total de 102. Il faut savoir que c'est au niveau d'Alger, étant la capitale, que se trouvent les hauts responsables habilités à répondre aux doléances des citoyens des différentes tranches sociales. Ce nombre a augmenté depuis l'avènement du hirak en 2019, puisque dans la majorité des cas où la police a réprimé les manifestants, la situation a dégénéré en affrontement de courte durée (quelques heures).

Dans la wilaya de Tizi Ouzou, à la différence d'Alger, les émeutes de la catégorie politique viennent en tête avec 31 émeutes sur un total de 80. Notons aussi que dans cette wilaya, 4 émeutes ont éclaté à cause des élections montrant le caractère plutôt politique de ces émeutes. La catégorie socio-économique, quant à elle, représente moins de la moitié des émeutes recensées (27 sur 80). Elles sont dues principalement au problème de l'attribution des logements.

Les émeutes sécuritaires sont bien représentées (14), elles sont causées par les bavures des services de sécurité qui ont été à l'origine de 6 émeutes sur les 80 qu'a connues la wilaya entre 2001 et 2021.

3-3-La durée des émeutes

Le nombre d'émeutes est réparti en secteurs sur le graphe de la figure 3.

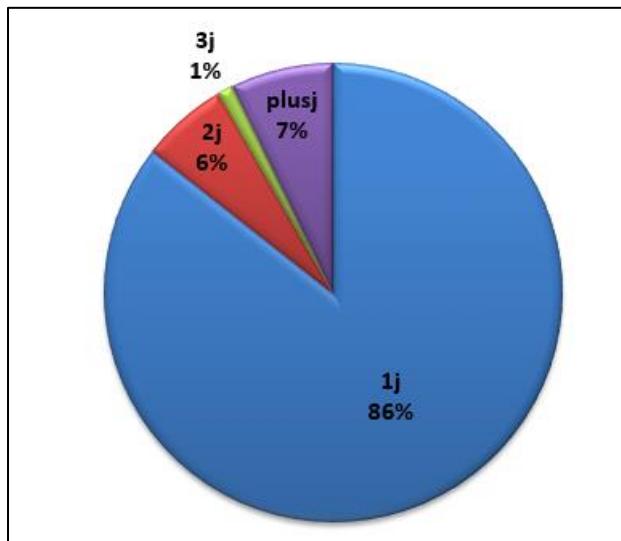


Fig. 3 : Distribution de la durée d'émeutes en jours

Les données traitées font état de la dominance d'émeutes n'ayant duré qu'un jour avec un taux de 86%, alors que les émeutes qui se sont étalées sur plusieurs jours (4 jours et plus) représentent 7% du nombre total d'émeutes. Néanmoins, ces dernières se sont avérées être les plus violentes. Concernant le lien entre la ville et la durée des émeutes (tableau 2), le test du khi 2 a révélé une relation significative avec une p-value de 0,04.

Tableau 2 : relation entre la ville et la durée de l'émeute

Ville \ Durée	Alger	Tizi Ouzou	Total
01 j	91	64	155
02 j	6	6	12
03 j	2	0	2
Plus j	3	10	13
Total	102	80	182

La durée de l'émeute et la ville qui l'abrite sont liées puisque le test du Khi2 révèle une différence significative avec une p-value de 0.04. Dans les deux villes étudiées, la majorité des émeutes dure 1 jour. Le tableau 2 indique que les émeutes se déroulant sur 1 jour sont les plus fréquentes dans les deux wilayas, avec 91 émeutes à Alger contre 64 à Tizi Ouzou. Nous

constatons également que dans la wilaya de Tizi Ouzou, les émeutes de plus de trois jours ont été plus nombreuses que celles enregistrées à Alger,

En revanche, la relation entre la catégorie et la durée des émeutes s'est avérée non significative puisque le test du Khi2 donne p-value de 0.49.

3-4-Répartition des émeutes dans l'année

Le diagramme de la figure 3, illustre la répartition du nombre d'émeutes selon les mois de l'année.

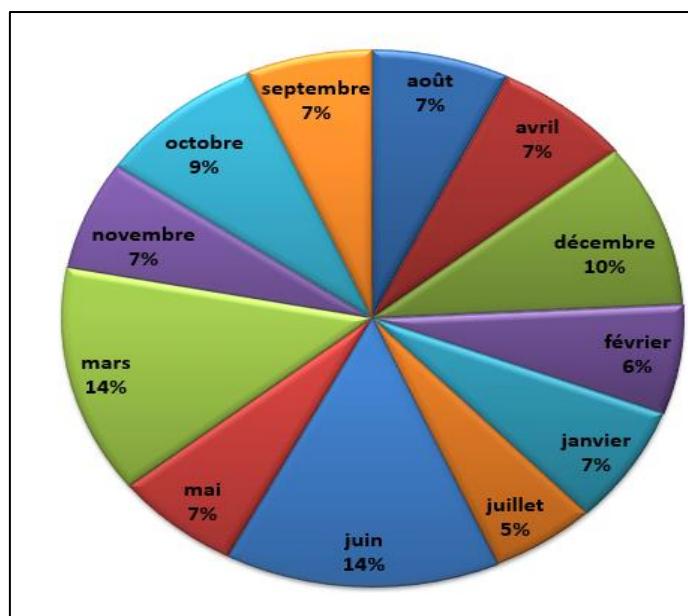


Fig. 4 : Distribution des émeutes en fonction des mois.

Nous pouvons constater que les émeutes enregistrées pendant la période étudiée dans les wilayas d'Alger et de Tizi Ouzou se répartissent de façon plus ou moins homogène sur tous les mois. Ceci indique que les émeutes s'étalent en moyenne sur toute l'année, expliquant ainsi qu'il n'y a pas que le contexte conjoncturel qui provoque l'émeute, mais un contexte structurel constant.

L'analyse statistique a montré qu'il n'existait pas de lien entre la ville et le mois durant lequel se déclenchaient l'émeutes (p-value = 0,77), ni entre le mois et la durée (p-value = 0,24), mais qu'il existait une relation entre la catégorie de l'émeute et le mois pendant lequel elle éclatait (p-value = 0,03).

3-5-Répartition des émeutes selon l'année

Le nombre d'émeutes est réparti selon l'année comme illustré par la figure 5.

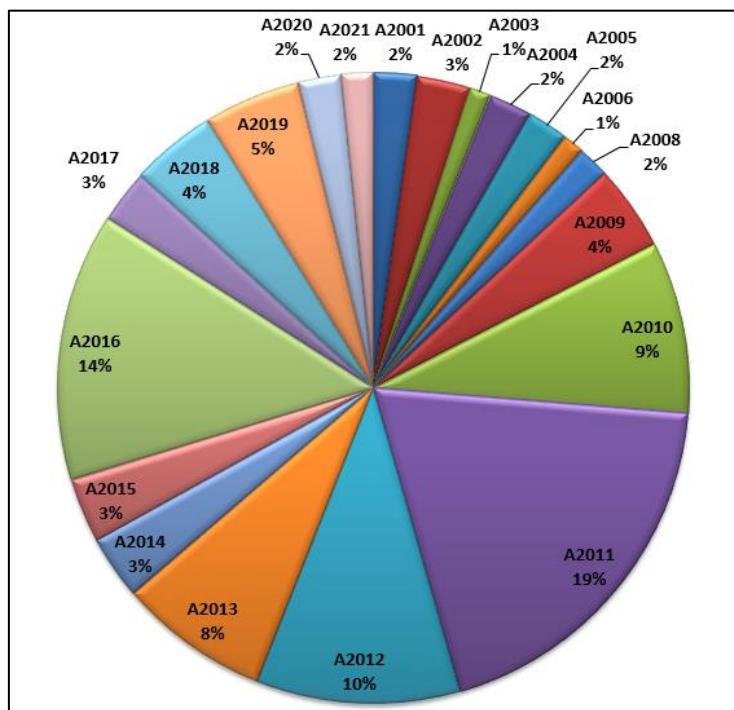


Fig. 5 : distribution des émeutes selon l'année

Il ressort de cette figure que les émeutes se sont intensifiées à partir de l'année 2009. C'est durant l'année 2011 qu'ont été enregistrées de nombreuses émeutes, soit 19% des 182 recensées, suivie de l'année 2016 avec 14% puis des années 2010, 2012 et 2013 avoisinant 10%. Ceci peut être expliqué par le contexte du « printemps arabe » présentant une possibilité d'effet d'entraînement, ainsi que par la multiplication de mouvements de grèves et de protestation durant l'année précédente (2010), touchant pratiquement tous les domaines. Notons toutefois, que l'année 2001, en dépit du nombre réduit d'émeutes, est celle où les dégâts aussi bien humains que matériels ont été les plus importants, tant ces émeutes ont été violentes et ont duré plus d'une année.

Par ailleurs, le test du Khi2 permet de conclure que les variables catégorie de l'émeute et année de déroulement de celle-ci (le tableau 3), sont dépendantes puisqu'il révèle une différence très hautement significative. Le logiciel donne, en effet, une p-value de 1.351 e^{-09} .

Tableau 3 : lien entre la catégorie de l'émeute et l'année.

Année	Catégorie	Bandes rivales	Politique	Sécuritaire	Socio-économique	Sport	Total
A 2001		0	3	1	0	0	4
A 2002		0	4	1	0	0	5
A 2003		0	1	1	0	0	2
A 2004		0	1	2	1	0	4
A 2005		0	0	2	2	0	4
A 2006		0	0	2	0	0	2
A 2008		0	0	0	2	1	5
A 2009		2	0	2	4	0	8
A 2010		2	1	0	13	0	17
A 2011		3	6	1	23	2	32
A 2012		0	3	6	8	2	21
A 2013		2	2	1	9	0	12
A 2014		0	3	0	3	0	6
A 2015		0	2	0	4	0	6
A 2016		0	9	2	6	8	25
A 2017		0	3	0	2	0	5
A 2018		0	1	3	1	3	8
A 2019		0	9	0	0	0	9
A 2020		0	4	0	0	0	4
A 2021		0	1	0	0	2	3
Total		9	53	24	78	18	182

C'est la catégorie « socio-économique » qui prédomine pendant les années 2010 et 2011, avec 13 et 23 émeutes respectivement.

L'année 2011 est celle où ont été enregistrées le plus d'émeutes (32) parmi lesquelles 23 sont de catégorie « socio-économique ». Nous pouvons affirmer que les émeutes ayant fait suite au relogement, à la hausse des prix des produits alimentaires, à l'expulsion des familles de leurs domiciles, à la suppression du commerce informel ainsi qu'à la démolition d'habitats précaires ou construits illicitement ont atteint un maximum en matière de fréquence durant l'année 2011.

L'évolution du nombre d'émeutes dans le temps est tracée sur le graphe de la figure 6.

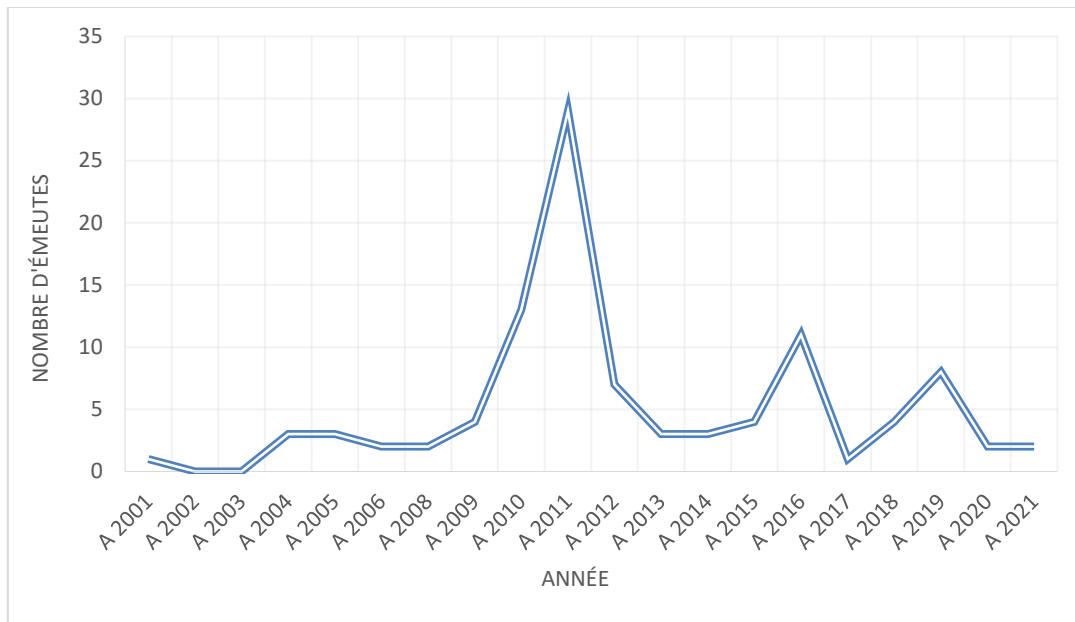


Fig. 6 : Evolution du nombre d'émeutes selon l'année dans la wilaya d'Alger.

On peut constater que le nombre d'émeutes est relativement faible avant 2010 et après 2012, mais il présente un pic en 2011, année durant laquelle beaucoup de logements sociaux ont été distribués et de nombreuses familles relogées. Les citoyens qui trouvaient injustes les critères de sélection avaient recours aux émeutes pour manifester leur mécontentement.

L'évolution des émeutes dans le temps dans la wilaya de Tizi Ouzou est donnée par la figure 7.

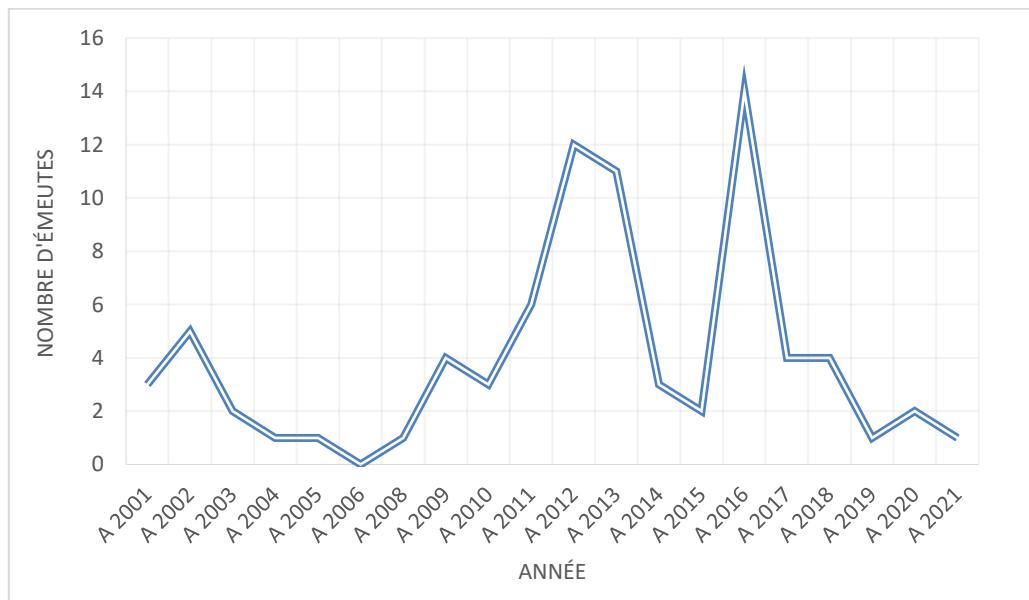


Fig. 7 : Evolution du nombre d'émeutes selon l'année dans la wilaya de Tizi Ouzou.

La répartition des émeutes dans le temps dans la wilaya de Tizi Ouzou n'a pas été régulière car le caractère politique et sécuritaire des émeutes qui ont éclaté dans la région ont été importants. Notons que l'année 2016 a été marquée par la multiplication d'arrestations des militants du MAK (Mouvement pour l'Autodétermination de la Kabylie), considéré par les dirigeants algériens comme étant une main étrangère qui menace l'union nationale. En effet la proclamation du 14 juin comme « journée de la nation kabyle » en 2016 a vu les festivités se multiplier pour la commémoration de cette journée. Les arrestations des militants du MAK provoquent l'émeute pour exiger leur libération.

La ville et l'année de déroulement de l'émeute (tableau 4) sont très fortement liées, puisque le test du Khi2 révèle une différence très hautement significative avec une p-value de 4.636×10^{-4} . Le plus grand nombre d'émeutes ressenties à Alger (29) se déroule en 2011, tandis qu'à Tizi Ouzou, ce nombre est de 14, elles ont eu lieu en 2016.

Tableau 4 : lien entre la ville et l'année

Ville Année	Alger	Tizi Ouzou	Total
A 2001	1	3	4
A 2002	0	5	5
A 2003	0	2	2
A 2004	3	1	4
A 2005	3	1	4
A 2006	2	0	2
A 2008	2	1	3
A 2009	4	4	8
A 2010	13	3	16
A 2011	29	6	35
A 2012	7	12	19
A 2013	3	11	14
A 2014	3	3	6
A 2015	4	2	6
A 2016	11	14	25
A 2017	1	4	5
A 2018	4	4	8
A 2019	8	1	9
A 2020	2	2	4
A 2021	2	1	3
Total	102	80	182

❖ Récapitulatif

Cette analyse statistique fait ressortir la domination des émeutes qui se déroulent en une journée, confirment ainsi le caractère bref de l'émeute. Il y a également la domination des émeutes à caractère sociopolitiques. Cependant il y a une différence dans leur répartition sur les deux Wilayas, puisque à Tizi Ouzou ce sont les émeutes à caractère politique qui prédominent. Ceci indique que la Kabylie est une région à caractère politique.

Ces émeutes sont réparties sur toute l'année, ce qui renseigne sur leur récurrence et confirme à la fois l'existence d'un contexte constant qui provoque l'émeute.

4- Les motivations des émeutiers comme facteurs déclencheurs de l'émeute

Afin de mieux cerner l'émeute, et dans le but de compléter la typologie établie à partir de données essentiellement quantitatives, il est nécessaire de s'intéresser aux acteurs principaux de celle-ci à savoir les émeutiers. Il s'agit de faire ressortir et d'essayer de comprendre les motivations et la logique qui poussent cette catégorie de jeunes à entreprendre des actions violentes, souvent antiétatiques, au risque d'écopier de peines judiciaires. Affiner l'analyse du profil des émeutiers revient à se pencher sur leur niveau de vie, leur niveau de scolarisation, leur vie familiale, et leur vie professionnelle. Des données qui mènent selon M. Kokoreff « à complexifier les caractéristiques sociologiques des émeutiers »²¹².

L'analyse des entretiens réalisés auprès de jeunes ayant pris part aux émeutes fait ressortir des éléments qui permettent d'établir une classification de groupes d'émeutiers. Ces catégories sont établies en se référant aux causes des principales émeutes auxquelles ils ont participé, ainsi que le message transmis à travers celles-ci.

Les entretiens ont été réalisés auprès d'une trentaine de jeunes. Un échantillon qui contient, dans sa majorité, des jeunes habitants le quartier populaire de *Climat de France* à Bab El Oued, Alger, des jeunes habitant les quartiers des *Genets* et de la *cité Million* à Tizi Ouzou, ainsi que certains jeunes issus des certains villages. La moyenne d'âge lors de leur participation à l'émeute se situe environ entre 19 et 21 (Voir Annexe 2). Ce choix est justifié par le fait que ces quartiers soient réputés pour être le théâtre de plusieurs émeutes qui s'y sont déclenchées depuis le début des années 2000. De plus, il est à rappeler que les deux grandes émeutes ayant marqué les années 2000 (Depuis la venue de Bouteflika au pouvoir) se sont produites dans ces quartiers et feront l'objet d'une reconstitution dans le cadre de ce travail.

²¹² Michel Kokoreff, *La Sociologie des émeutes*, Payot, Paris 2008, p91.

4-1- La désillusion de jeunes précaires dans un « pays riche »

En 2001, la FIDH (Fédération internationale des droits de l'Homme), a soulevé le caractère précaire des conditions de vie de la majeure partie des algériens²¹³. Ces conditions sont, en nette régression malgré les ressources dont dispose leur pays. Une situation qui n'a connu aucune amélioration, puisque les manifestations de mécontentement, à caractère plus ou moins violent, relatives à la précarité, n'ont cessé de se multiplier à travers tout le pays.

En effet, de nombreux mouvements protestataires sous forme de grèves touchant de nombreux secteurs d'activité se sont déclenchés depuis la première décennie des années 2000, se transformant souvent en émeute parce qu'empêchés par les forces de l'ordre.

Par ailleurs, l'aspiration des citoyens à un niveau de vie décent, relève de plus en plus de l'impossible, et les symptômes de la mal-vie sont de plus en plus apparents signant une vie quotidienne très pénible. Les émeutes peuvent, dans ce cas, traduire le sentiment d'être à l'abandon et le sentiment d'injustice parmi les citoyens les plus défavorisés.

La population algérienne est majoritairement jeune, puisqu'elle compte plus de 60 % de jeunes de moins de trente-cinq ans²¹⁴. Cette tranche, se trouve, pour sa majorité, dans l'incapacité de se projeter, et de planifier pour un avenir meilleur.

« Je suis à un âge où les jeunes commencent à assoir les fondations de leur avenir professionnel, où ils pensent sérieusement à concrétiser leurs rêves, mais ici en Algérie, on peut rêver très longtemps pour qu'à la fin passer à côté de nos ambitions ... les jeunes n'ont pas d'avenir dans ce pays, je ne cesse de me dire mais à quoi me sert mon diplôme universitaire si ce n'est pour faire honneur à mes parents ou pour ma satisfaction personnelle ? » déclare Azzedine, un chômeur diplômé de 26ans habitant le quartier des Genets, Tizi Ouzou²¹⁵.

Un avenir pour lequel les politiques ne semblent accorder de l'importance qu'en période électorale selon les dires des jeunes interrogés dans le cadre de ce travail.

« Nos dirigeants jouent la carte des aides à la jeunesse quand ils se sentent en danger, ou à l'approche des élections, soit via les programmes destinés aux jeunes

²¹³ Selon le rapport de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme du 15 nov 2001, « Algérie, Violation des droits économiques, sociaux et culturels : Une population précarisée »

²¹⁴ Selon les chiffres publiés en 2018 par l'office national des statistiques : 26 520 338 algériens sur un total de 42 577 722 ont moins de 35 ans.

²¹⁵ Entretien réalisé en mars 2016 à Tizi Ouzou

entrepreneurs (l'ENSEJ), ou alors en débloquant des aides aux jeunes possédant des terrains constructible (surtout dans le milieu rural) »²¹⁶

Ces jeunes, sont alors gagnés par ce sentiment de désespoir et d'exclusion qui ne fait qu'amplifier leur colère, d'autant plus que la hausse du prix des hydrocarbures dès le début des années 2000 a permis à l'Algérie d'avoir une rente importante.

L'Algérie est, en effet, classée comme un important pays producteur et exportateur de gaz naturel (7ème producteur et 5ème exportateur pour l'année 2008) et de pétrole (15ème producteur en 2008 et 12ème exportateur en 2007).

La Banque Mondiale indiquait en 2015, un taux de croissance estimé à 3,8%. Ceci s'explique notamment par l'abondance des ressources énergétiques existant sur le territoire algérien.

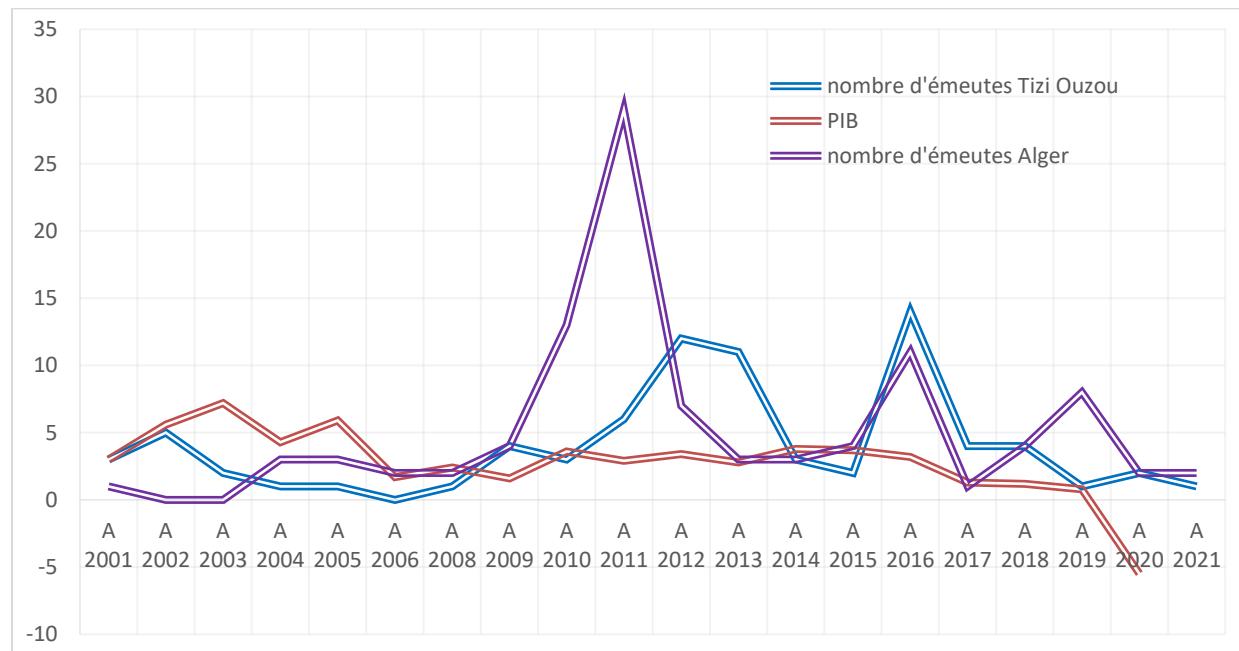


Fig 8 : Relation entre l'évolution des émeutes par rapport au PIB²¹⁷

Le PIB mesure la croissance d'un pays. Le graphique ci-dessus montre une croissance positive depuis le début des années 2000, alors que l'émeute persiste pendant toutes ces années-là. Ceci pourrait être le résultat d'une frustration relative à l'inégalité de la distribution des richesses cumulées.

Paradoxalement, l'indicateur de développement humain (IDH) place l'Algérie au 90^{ème} rang mondial. Cet indicateur est une synthèse qui concerne trois données à savoir la santé, le niveau

²¹⁶ *Ibid.*

²¹⁷ Le graphe a été réalisé avec les valeurs d'évolution du PIB de l'Algérie données par la banque mondiale.

d'éducation et le niveau de vie. En 2020, l'IDH de l'Algérie est de 0.74, un score tout juste moyen, comparé à celui des autres pays, au vu des richesses naturelles dont dispose ce pays. En dépit de leur niveau d'instruction, qu'ils soient diplômés ou chômeurs, la quasi-totalité des émeutiers rencontrés ont plus ou moins le même niveau de vie. Les conditions d'existence de leurs familles sont loin d'être satisfaisantes. C'est ce que constate amèrement Kamel, un jeune homme de 24 ans, habitant le quartier de Climat de France à Bab El Oued, Alger :

« J'ai travaillé comme agent de sécurité dans une boîte privée, pour un salaire de 15 000 dinars (environ 100 euros). Qu'est-ce que je vais faire avec cette somme ? Ma famille et moi mangeons souvent la même chose, de la pomme de terre, mais cuisinée différemment. Je comprends parfaitement la gêne de mon père face à cette situation, je sais qu'il n'y ait pour rien, il a passé sa vie à travailler pour avoir une retraite médiocre... Je fais du mieux que je peux pour l'épauler. Il faut vraiment vivre cette situation pour comprendre ce sentiment qu'est en moi »²¹⁸.

Devant de semblables situations, où les jeunes se sentent incapables de sortir leurs familles de « l'impasse », les jeunes algériens se débrouillent comme ils peuvent, ils font de la « navigation » comme ils disent, en vendant à la sauvette tout type de marchandise, mais « c'est vraiment peu d'argent, ça ne peut même pas assurer la baguette à nos familles pendant tout le mois » déclare Sofiane²¹⁹.

« J'essaye de me faire une petite rentrée d'argent en vendant du linge de maison au marché. Sinon je retarde au maximum mon entrée à la maison, et le reste de mon temps, je le passe à roder dans le quartier et à discuter avec mes copains de tout et de rien en bas des immeubles. Nous abordant, pour la plupart du temps, « l'harga » (désigne la brûlure des frontières) et la vie à l'étranger pour nous évader de la dure réalité que nous vivons, de cette misère que nous subissons puisqu'on ne sent même pas l'odeur de l'argent des richesses du pays, notamment le pétrole » déclare Kamel.

Ces jeunes demeurent, par ailleurs, bouleversés par tout le mal qu'éprouve un père de famille à subvenir aux besoins vitaux de ses enfants, son incapacité à boucler le mois en matière de dépenses. Ils se sentent donc frustrés de ne pas pouvoir trouver de solutions face à une telle

²¹⁸ Entretien réalisé en avril 2015 à Alger

²¹⁹ 25 ans habitant Bab El Oued. Entretien réalisé en avril 2015

situation, d'où leur désir grandissant de tout laisser et quitter l'Algérie. C'est ce sentiment que nous confie Kamel en parlant de son père :

« *Il a du mal à boucler les mois. Le pauvre, je lis dans ses yeux cette honte qui le range surtout quand il est incapable de subvenir aux besoins de mes deux petites sœurs en matière de dépenses scolaires !* ». Le Docteur K.R.²²⁰ a indiqué que 60 % de ses patients n'avaient pas de quoi payer la visite médicale, alors que l'hôpital et la policlinique qui fixent des tarifs dérisoires sont à proximité. Ce témoignage renseigne non seulement sur le niveau de pauvreté de la population de ce quartier, mais aussi sur la perte de confiance en la chose publique. Les habitants préfèrent reporter le paiement de leur consultation chez le priver, que de se rendre à un hôpital.

Selon une étude du Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP), publiée en mai 2009, il manquerait à chacun 10 000 dinars en moyenne par mois pour couvrir ses charges. Cette même étude conclue que parmi l'échantillon étudié de 22400 fonctionnaires, 76% d'entre eux ont recours à l'endettement pour espérer boucler le mois, surtout que les prix produits alimentaires ne cessent d'augmenter et le pouvoir d'achat en permanente dégradation. C'est ce qui pousse beaucoup de mes interlocuteurs habitant Alger et Tizi Ouzou à se tourner vers d'autres solutions pour essayer d'améliorer leur niveau de vie, comme avoir des emplois multiples dans la clandestinité.

4-2-L'ultime espoir des chômeurs

Le taux de chômage officiel annoncé par l'ONS en septembre 2015 s'élève à 11.2%. Les jeunes de moins de 25 ans seraient les plus touchés avec un taux de 29.9%, un taux parmi lequel on compte 45.3% de femmes. Des chiffres à manipuler avec beaucoup de précautions étant donné que beaucoup jeunes de moins de 20 ans échapperaient aux radars des chiffres de l'emploi, car parmi mes interlocuteurs, seulement deux disent s'être inscrits au bureau de main d'œuvre, alors qu'ils sont plus nombreux à ne pas travailler officiellement.

Par ailleurs, les jeunes étudiants et lycéens ayant déjà pris part à des émeutes ont déclaré continuer leurs études sans grand enthousiasme, puisqu'ils ne voient aucun avenir se profiler à l'horizon, et sont convaincu qu'être titulaire d'un diplôme ne signifie pas une garantie de travail et la fin de la précarité.

²²⁰ Entretien avec le Docteur K. R. *op.cit.*

En effet, les chiffres portant sur les universitaires au chômage sont effrayants, beaucoup de jeunes diplômés attendent des années pour que les plus chanceux d'entre eux soient recrutés et c'est là que le diplôme importe peu à leurs yeux.

Il est particulièrement important de souligner que l'on compte un bon nombre de diplômés parmi les chômeurs (comme indiqué dans le tableau ci-dessous), un élément qui est, selon D. Le Saout, une caractéristique qui trouble d'une manière considérable la stabilité des trois pays du Maghreb²²¹.

Tableau n° 5 : Taux de chômage selon le niveau d'instruction, le diplôme obtenu et le sexe en (%) pour l'année 2015 (source ONS)

	Masculin	Féminin	Total
Niveau d'instruction			
Sans instruction	3,9	1,4	3,6
Primaire	7,9	5,5	7,7
Moyen	12,9	17,8	13,4
Secondaire	8,8	14,8	10,1
Supérieur	8,5	20,5	14,1
Diplôme obtenu			
Aucun diplôme	9,6	11,7	9,8
Diplômé de la formation professionnelle	12,3	16,9	13,4
Diplômé de l'enseignement supérieur	8,2	20,2	14,1
Total	9,9	16,6	11,2

Le taux de chômage selon le niveau d'instruction illustre bien la déception de cette catégorie de la population ayant fait des sacrifices, parfois même avec une prise en charge parentale, même étant adulte, dans l'ultime but d'obtenir un diplôme de l'université. Par ailleurs, le taux d'emploi des personnes ayant eu un haut niveau d'instruction est inférieur à celui de celles qui ont un niveau moyen, c'est ce qu'indique la base de données *Statista* en tenant compte des chiffres déclarés par l'office national des statistiques (Algérie) représentés comme suit :

²²¹D. Le Saout, *Emeutes et mouvements sociaux au Maghreb*, op cit, p.52.

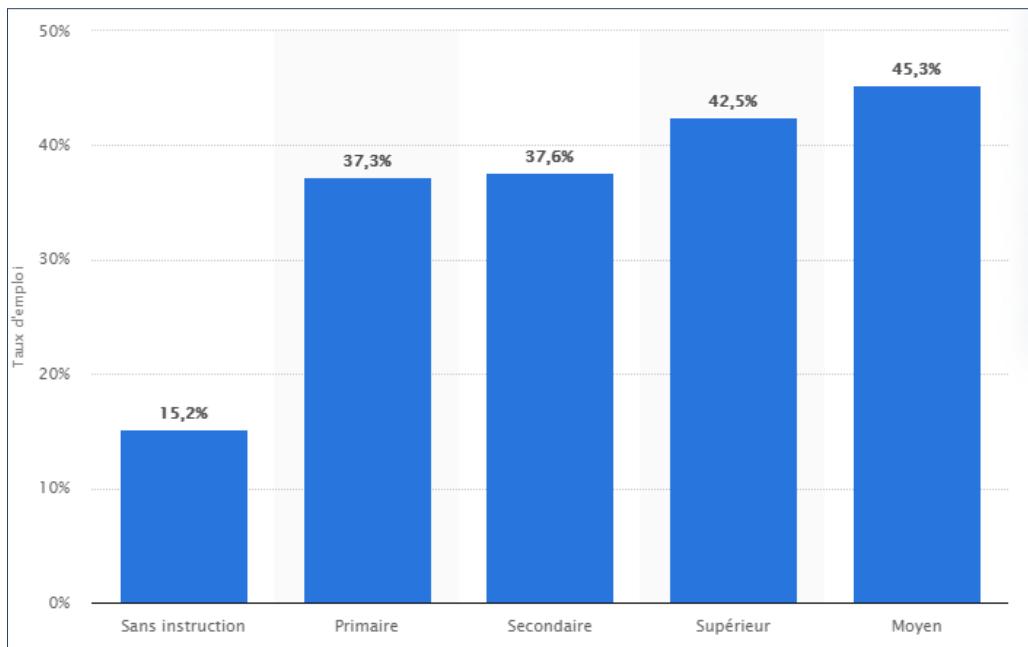


Fig9 : Taux d'emploi en Algérie en septembre 2018 selon le niveau d'instruction
 (Source : Statista et ONS)

Cette proportion de la population est vite rattrapée par la réalité du marché du travail l'amenant à travailler dans un domaine autre que le domaine de leur formation initiale, et avoir le sentiment d'avoir perdu du temps à faire les études supérieures. C'est le cas du jeune Azzedine.

L'apparition du concept des contrats de pré-emploi, n'a pas suffi pour diminuer considérablement le chômage des diplômés, à titre d'exemple, selon les syndicats autonomes enseignants, ces contrats débouchent très rarement sur un poste de travail permanent. Les jeunes sont plutôt exploités puisqu'ils constituent une main d'œuvre bon marché aux directeurs d'établissement.

Ainsi, nombreux sont les jeunes qui sombrent dans le désespoir face à cette tendance structurelle du marché du travail algérien, les poussant à envisager de quitter leur pays dans l'espoir de travailler et améliorer leur situation socioéconomique.

« *Il n'est pas évident de travailler, même dans la clandestinité, car les autorités font la chasse aux marchés informels. C'est pour ça que je ne cesse de penser à rejoindre l'autre rive, là-bas ce n'est pas le travail qui manque* » déclare Mohamed un jeune de 23 ans habitant le quartier de Bab El Oued.²²²

En effet, fuir l'Algérie devient une obsession chez des milliers de jeunes algériens, quitte à utiliser pour cela les moyens non légaux. Les jeunes possédant un diplôme d'études supérieures réussissent, pour la plupart, à décrocher des inscriptions dans les universités européennes,

²²² Entretien réalisé en mars 2015

françaises en particulier. Quant aux jeunes chômeurs ayant un niveau d'études tout juste moyen ou carrément bas, l'ultime façon pour rejoindre l'autre rive de la méditerranée reste de passer les frontières des pays européens illégalement en recourant à l'émigration clandestine. Ils partent, par dizaines, sur des embarcations de fortune (*El Botti*), pour aller défier la mer et parvenir aux côtes européennes. Ces jeunes sont prêts à tout faire pour réaliser leur « rêve ». Devant la fermeture de la frontière avec le Maroc et le nombre limite de visas accordés aux algériens, notamment les plus jeunes, ces derniers sont prêts à payer des sommes colossales pour : soit comme ils disent « *acheter un visa* » au prix fort, ou financer leur voyage en passant par la Turquie ou la Grèce pour arriver dans des pays européens comme la France, l'Italie ou l'Espagne. Certains sont partis même en Ukraine juste pour rejoindre leurs proches en France. Mais, beaucoup d'entre eux disparaissent ou finissent noyers en mer Méditerranée. « Les chiffres sont en augmentation constante depuis 2005, année à laquelle cette émigration clandestine a pris de l'ampleur en Algérie. Entre 100 et 150 mille dinars par personne (soit 1 000 à 1 500 euros), le voyage est tout à fait réalisable pour qui s'organise un peu, vend sa voiture, emprunte à ses amis ou économise plusieurs mois²²³ ». Selon la ligue algérienne des droits de l'homme, 1200 *haragas* (bruleurs de frontières) ont été empêchés de quitter le pays par les garde-côtes algériens en 2016.

Le recours à ce genre de pratiques, montre tout le désespoir et le désarroi des jeunes algériens qui résultent à la fois de la misère dans laquelle sombre la plupart d'entre eux, de manque de perspectives et de solution qui déboucheraient sur un mode de vie meilleur.

4-3-De l'injustice du logement à l'engagement dans l'émeute

Parmi les jeunes qui occupent les rues pour manifester, ou qui s'engagent dans l'émeute pour protester, se trouvent ceux qui vivent dans des conditions de logement désastreuses, ils appartiennent à des familles frappées de plein fouet par l'énorme crise de logement devenue une sorte d'obsession. Beaucoup d'explosions de colère populaire sont liées à l'insatisfaction de la population lors de la distribution de logements bâtis avec des fonds publics. Les accusations de corruption, de favoritisme et d'attribution indue de logements sont les plus récurrentes. Aucune localité algérienne, surtout pas la capitale, n'échappe à ce phénomène. Cette tendance à recourir à la violence de rue s'explique par l'exaspération des citoyens de se voir mis de côté pour loger un tel ou un tel qui connaît le président d'APC ou qui serait de

²²³ « Harraga la jeunesse désenchantée d'Algérie » *Le Monde* du 07 avril 2009.

la famille de l'un des membres de l'assemblée communale, ayant pris la « *Tchipa* »²²⁴ à cet effet. Mohamed ayant pris part à l'émeute de Bab el Oued de janvier 2011, a déclaré vivre au sein d'une famille de 9 personnes dans un petit F3 :

*« J'ai mon oncle qui a un enfant, et une tante célibataire, j'ai aussi une sœur et un frère, sans oublier ma maman la femme de mon oncle, et mon papa ! Il y a des familles dont les jeunes passent la nuit dans la voiture du voisin ou dorment à tour de rôle, c'est-à-dire celui qui aura dormi dans la soirée cède sa place à celui qui rentre pour dormir au milieu de la nuit ou à l'aube. A chaque fois qu'ils affichent les listes de bénéficiaires c'est l'émeute ou occupation de la Daïra, c'est tout le temps comme ça depuis que les opérations de relogement ont commencé ici à Alger. Moi-même je connais une personne qui a été mise sur la liste alors qu'elle n'est même pas mariée, alors que des pères de familles attendent impatiemment leur tour »*²²⁵.

La vie dans les logements insalubres devient exaspérante pour les habitants de certains quartiers populaires dont l'aspect laisse à désirer. Florence Beaugé²²⁶ dresse un tableau désastreux de l'ampleur de la dégradation de ces espaces de vie. La dégradation de l'ancien bâti notamment à la suite des extensions de bidonvilles est illustrée par les photos ci-dessous.

²²⁴Pot de vin, appelé aussi « *bakchiche* », terme utilisé dans d'autres pays arabes et ailleurs.

²²⁵ Entretien réalisé en Avril 2015 à Alger

²²⁶ Florence Beaugé, *Algérie des années 2000, Vie politique, vie sociale et droits de l'homme*. Editions du Cygne, Paris 2008.



Photo 2 : Quartier Climat de France à Bab el Oued 2015

Source : TSA

A cet effet, la crise de logement devient l'une de causes principales de la nuptialité tardive, car les jeunes peinent à trouver un travail plus ou moins stable, qui leur permettrait de financer leur mariage, d'offrir à la mariée soit une importante somme d'argent ou de lui acheter de l'or²²⁷, et d'assurer les dépenses de son nouveau foyer. Au-delà de tout cela, il est presque inconcevable de se marier et d'habiter chez ses parents comme autre fois, et c'est l'une des importantes transformations qui ont touché la société algérienne, d'ailleurs Omar, un jeune algérois d'une trentaine d'années, estime que :

« Dans l'Algérie d'aujourd'hui, « rares sont les filles qui accepteront de vivre avec la belle famille, et si exception il y a, bonjour les problèmes avec la belle-mère ou les belles sœurs ! D'une manière ou d'une autre, le jeune se retrouve obligé de chercher un appartement à louer si ses revenus le lui permettent, sinon de s'installer dans l'un des bidonvilles et attendre désespérément d'être reloger »²²⁸.

Force est de constater que la crise de logement en Algérie, reste l'une des causes principales des émeutes notamment dans les wilayas d'Alger et de Tizi Ouzou. Les résultats statistiques

²²⁷ Selon les coutumes

²²⁸ Omar, 30 ans, chômeur, habite Bab El Oued. Entretien réalisé en avril 2015

viennent confirmer cela. Toutefois, le ressenti d'injustice, dû à l'attribution de logements, pousse à l'engagement dans l'émeute, car pris de colère à l'affichage des listes des bénéficiaires, les citoyens en attente de relogement bloquent les routes et cassent pour exprimer leur mécontentement dans l'espoir que les autorités les entendent. Malgré le relogement de centaines de milliers de familles, la demande de logement demeure importante, car il y a un grand retard dans la réalisation comme le pointe le rapport du cabinet britannique Oxford Business Group (OBG), daté d'octobre 2015. Le plan quinquennal précédent, qui prévoyait la construction de 1,2 million de logements, n'a pas tenu ses promesses, avec seulement 693 000 unités livrées. La livraison des logements participatifs par exemple a pris plus d'une quinzaine d'années pour la plupart des ménages.

4-4-Le manque de liberté d'expression à l'origine des émeutes

Pendant des années, les Algériens devaient faire face à la matraque à chaque fois qu'ils voulaient ouvrir une possibilité de dialogue social. Il y a le besoin d'un vrai espace public digne de ce nom où le citoyen puisse exprimer son point de vue, un espace qui constituerait quand il le faut un contrepouvoir. Cet espace existe bel et bien, mais il se trouve qu'il est sous le contrôle de policiers en civil qui interpellent toute personne dont les propos sont hostiles au régime, sous prétexte d'une atteinte à la sûreté de l'Etat, et d'incitation au trouble à l'ordre public. Cet ordre des choses a été renforcé pendant les années 1990, avec l'instauration de l'Etat d'urgence, mais la levée de ce dernier en 2011 n'empêche pas les policiers d'intervenir à chaque fois qu'un rassemblement ou une manifestation est organisée. Or, plutôt que d'inciter les autorités à organiser le dialogue social, ces manifestations sont le plus souvent réprimées, et les revendications socio-économiques étouffées. Les canaux du dialogue social sont manifestement fermés, poussant les jeunes à adopter l'émeute quand ils ne sont pas entendus car réprimés. Le récit de Samir habitant Tizi Ouzou montre comment une tentative de dialogue tourne à l'émeute :

« Nous sommes parti voir le chef de Daira pour parler des anomalies d'attribution de logements sociaux, notre but était de dénoncer cela. A peine arrivés sur place, des renforts de la police affluent, ils commencent à nous repousser avec leurs boucliers, puis à nous donner des coups de matraques. Puis un policier a usé de gaz lacrymogènes, et c'est ce qui a provoqué des échanges violents pendant tout l'après-midi. Si on avait pu voir les responsables, on aurait parlé avec eux et rien

*de tout cela ne serait arrivé, mais chez nous c'est comme ça ils nous poussent à la violence avec la répression systématique »*²²⁹

Le manque de libertés, surtout la liberté d'expression, est un facteur important dans la genèse de l'émeute mais aussi dans la relation à l'Etat qui ne peut garantir les libertés consacrées par la constitution. Pendant les émeutes de 2001, le jeune Kamel Irchane a longtemps fait parler de lui. Il a été tué le 27 avril à Azazga (Tizi-Ouzou) par balles au niveau du thorax par des gendarmes postés sur la terrasse de la brigade, alors qu'il portait secours à un blessé. Etant blessé il s'est approché d'un mur sur lequel il écrit avec son propre sang le mot « liberté » et le signe des empreintes de sa main avant de succomber à ses blessures.

Afin de compenser ce manque en matière de liberté d'expression et d'action, des millions d'algériens se connectent sur les réseaux sociaux notamment *Facebook*. Ils seraient 24 millions d'utilisateurs en 2020, d'après les chiffres *Facebook Algérie* publié par *Medianet*²³⁰. Ils sont majoritairement des jeunes âgés entre 18 et 34 ans selon la même source. C'est sur *Facebook* que les algériens trouvent un espace pour s'exprimer et dire les choses qu'ils ne peuvent pas dire, en ayant souvent recourt à l'humour ou la dérision, une façon de se protéger contre toute forme de répression. C'est également un moyen pour organiser et appeler à des manifestations comme fut le cas après les émeutes survenues en janvier 2011 à Alger, ou encore pour le départ du *Hirak*. Il y a eu en effet plusieurs groupes et pages *Facebook* créés dans le but du discuter les propositions de sorties de crises émises par certains politiques et des figures de la société civile.

Il y a lieu de souligner que la répression vient renforcer le sentiment d'injustice, qui symbolise un certain excès de pouvoir cultivé dans la société par ceux qui se trouvent être plus puissants. Les manifestations des collectifs des familles des disparus organisées en 2004 pour protester contre le projet de la réconciliation nationale, ont été violemment réprimées par les forces de l'ordre. Des femmes âgées, venues réclamer la vérité sur leurs enfants disparus lors des années de guerre civile se sont retrouvées matraquées par la police. L'indignation des citoyens participant à ces manifestations s'exprime souvent par l'émeute.

C'est ce sentiment d'injustice, ou *la hogra*, très diffus dans la société algérienne²³¹ que ressent un vendeur clandestin dans un marché, se retrouvant dans l'obligation de faire ce travail,

²²⁹ Entretien Samir, *Op cit.*

²³⁰ *Medianet* le 05-11-2020

²³¹ Mohamed Mebtoul, « La hogra au quotidien », *Confluences Algérie*, n°1, Oran, automne 1997, p43.

n'ayant aucune autre alternative pour faire vivre sa famille²³². De tels sentiments font grandir la rage qui anime les jeunes émeutiers, en conséquence de la domination, de non-reconnaissance et de l'exclusion²³³. A travers le récit de ses expériences, Kamel voit l'injustice partout, à commencer par le fait qu'il ait été obligé de quitter l'école en première année du lycée pour aider son père qui ne s'en sortait plus. Son père ayant travaillé toute sa vie en tant qu'agent de sécurité dans un dépôt d'engins de constructions, a une retraite qui ne suffit pas pour subvenir au besoin de la famille. Puis « *j'ai vécu l'injustice en cherchant du travail, quand je voyais des jeunes de mon âge accéder au travail dans des usines mais pas moi parce que je ne connaissais personne qui puisse me pistonner. Puis avec la naissance de mes deux sœurs, nous étions 5 dans un F2, mais nous n'avions pas eu droit au logement, même si nous étions prioritaires que certains. Et j'en passe... je ne parler même pas de comment les policiers nous traitent, nous qui travaillons dans les marchés* »²³⁴.

La rage s'exprime à travers la violence surtout quand la parole de ces jeunes n'est portée que par eux même, et que les mouvements sociaux capables de donner un sens à leur comportement sont absents. C'est ce qu'explique François Dubet²³⁵ en avançant que la galère des jeunes des classes populaires intervient à trois niveaux, la situation anomique qui est elle-même renforcée par l'exclusion, auxquelles vient se rajouter la violence de la rage.

4-5- Des jeunes excédés par la violence généralisée

Les violences policières sont omniprésentes dans la société algérienne, provoquant la haine de beaucoup de jeunes vis-à-vis de tous les corps de la sûreté nationale. Une police qui s'en prend à de jeunes lycéens dont le seul tort est de blaguer entre copains dans un bus scolaire, sans parler de la répression, lors de manifestation, à coups de matraques ou même à balles réelles.

La violence des gendarmes en blessant à balles réelles un jeune lycéen, fut la cause première du soulèvement de la population en 2001 en Kabylie. Ces gendarmes, originaires d'autres régions que celles où ils sont affectés, sont fermés au dialogue avec la population et prêts à saisir leurs armes. Le rapport de la commission nationale sur les événements de Kabylie²³⁶ cite en juillet 2001 que « *tirs à balles réelles, saccages, pillages, provocations de toutes sortes, propos obscènes et passages à tabac sont autant d'exactions dont les gendarmes ont pris*

²³² C'est le cas du jeune Kamel

²³³ C'est ce que remarque Michel Wieviorka à propos des jeunes des quartiers en France. Wieviorka Michel, Sociologue sous tension, entretien avec Julien Ténédos, Editions Au lieu d'être, 2006

²³⁴ Entretien avec Kamel *op.cit.*

²³⁵ François Dubet, *La galère : jeunes en survie*, Paris, Fayard, 1987

²³⁶ Rapport préliminaire de la Commission nationale d'enquête sur les événements de Kabylie. (Juillet 2001)

l'habitude ». Cette commission est chargée par le président Bouteflika d'enquêter sur les troubles du « Printemps noir » en Kabylie, elle est présidée par Me Mohand Issad. Le bilan établi par cette commission fait état de 49 morts par balles dont 31 à Tizi-Ouzou, 16 à Béjaïa, 1 à Sétif et 1 à Bouira du côté des manifestants, on compte également 900 blessés dont 218 par balles. Le bilan du côté des forces de l'ordre est moins lourd, puisqu'on dénombre un gendarme tué par électrocution, ajoutés à cela, 416 policiers et 181 gendarmes blessés. Par ailleurs, le rapport conclut que : « *Les causes profondes [sont] sociales, économiques, politiques, identitaires et dues aux abus de toutes sortes* », des abus qui sont à l'origine de la diffusion d'un sentiment de lassitude et révolte parmi les jeunes.

Il y a aussi d'autres formes de violences latentes et épuisantes, qui poussent les jeunes à la révolte d'une manière ou d'une autre. Elles découlent du contexte général de la vie sociale et politique. Elle est générée selon Ali²³⁷, « *par un pouvoir, qui n'hésite pas à commettre des fraudes lors des élections (fraudes dûment constatées), un pouvoir dans l'incapacité de remédier à la corruption quasi généralisée, à la misère sociale qui touche tant de citoyens, à la marginalisation de la jeunesse. C'est ce qui nourrit la rage des jeunes algériens envers l'Etat, et donc la violence* ».

²³⁷ Ali, 37 ans, salarié du secteur privé, habite Tadmaït. Entretien réalisé en mars 2015 à Tizi Ouzou.

CHAPITRE III

**RECONSTITUTION D'ÉMEUTES
IMPORTANTES DEPUIS LE DÉBUT DES
ANNÉES 2000 DANS LES VILLES
D'ALGER ET DE TIZI OUZOU**

Le phénomène de l'émeute n'est certes pas nouveau en Algérie, mais c'est à partir de 2001 qu'il se propage et qu'il devient récurrent sur l'ensemble du territoire national. En effet, ce qui s'est passé en 2001 fut inédit par l'intensité de la répression avec le recours aux armes à feu.

En 2011, alors que le monde entier attendait la propagation des manifestations contre les régimes dictatoriaux à l'Algérie, ce sont des émeutes qui ébranlent plusieurs villes, mais sans avoir les mêmes conséquences politiques que celles qui ont eu lieu dans la Tunisie voisine.

Ainsi l'étude de ces deux émeutes en prenant en considération les facteurs déclencheurs et le contexte intérieur et extérieur aide à leur interprétation, et aussi à dégager leur caractère et leurs dimensions. Ceci a été possible par la mobilisation de plusieurs éléments pris indépendamment les uns des autres, et dont certains ont été recoupés. Le récit des jeunes ayant pris part aux émeutes, avec une attention particulière à leurs motivations, les évènements tels que racontés par les proches de victimes, le rapport de la commission d'enquête préliminaire et les articles de presse ont été utilisés pour reconstituer ces deux émeutes, dans le but d'essayer de comprendre ce qui s'est réellement passé

1-Le « printemps noir » de 2001 en Kabylie : Quelle lecture ?

Au lendemain de l'indépendance, la Kabylie a connu une insurrection contre le régime du FLN instauré juste après l'indépendance, en 1963. Les initiateurs de ce mouvement (principalement Hocine Ait Ahmed et le colonel Mohand Oulhadj) ont jugé nécessaire de poursuivre ce combat, non contre le colonisateur cette fois, mais contre les leurs qui ont instauré un État au nom de la légitimité qu'a gagné le FLN pendant la guerre de libération. C'est de cette insurrection qu'est naît le front des forces socialistes comme parti d'opposition dans l'Algérie indépendante. Force est de constater que la résistance et l'opposition ont commencé en Kabylie très peu de temps après l'indépendance. Ceci montre à quel point l'esprit révolutionnaire et revendicatif est présent dans cette région, notamment avec l'avènement du « Printemps berbère » en avril 1980, et du « Printemps noir » en 2001.

L'assassinat d'un jeune dans un village kabyle est à l'origine d'émeutes intenses qui ont débuté au printemps 2001. Ces évènements, peuvent faire l'objet de deux lectures principales, mais s'accordent dans leur finalité : la dénonciation des injustices.

En effet, ces événements peuvent être lus dans la continuité des revendications culturelles d'avril 1980 dénonçant le déni identitaire, qui est une injustice en soi. Elles peuvent également s'inscrire dans le registre des émeutes de l'injustice à travers lesquelles les acteurs

réclament un minimum de dignité et la cessation de la *Hogra*, « *Tamuhqranit* » en Kabyle en liaison avec la crise socio-économique que traverse l'Algérie depuis la période « post-décennie noire », au début des années 2000.

Revenir sur la genèse des émeutes, l'enchaînement des évènements en tenant compte de la parole des acteurs, et le passage de l'émeute au mouvement social, permettrai de définir ce qui s'est réellement passé. Il s'agit de dégager la signification de ces émeutes, ainsi que leur impact sur le recours des jeunes à ce répertoire de l'action collective dans d'autres régions d'Algérie.

1-1- En 2001 le printemps a été terni à Béni Douala

L'appellation commune du « Printemps noir » renvoie à la fois au « Printemps berbère » de 1980, à l'événement déclencheur qui est l'assassinat du jeune Massinissa Guermah, et aussi aux nombreuses victimes décédées et blessées lors de cet événement.

« C'étaient des journées printanières comme celles d'un mois d'avril. A l'université de Tizi Ouzou, cette saison est particulière car c'est habituellement celle de la commémoration du « printemps berbère » à travers différentes festivités. Or, en 2001, le printemps fut « noir » au vu des événements dramatiques qu'a vécu la Kabylie ». C'est ce qu'a déclaré Ali, un jeune homme de 37 ans, étudiant en sciences économiques à l'université de Tizi Ouzou en 2001.

En effet, une série d'émeutes très violentes a touché la Kabylie entière pendant plusieurs mois, provoquant d'importants dégâts humains et matériels. Revenir sur le déclenchement de ces émeutes, c'est mettre la lumière sur la question de l'identité, de l'exclusion et la marginalisation socio culturelle, en Algérie. Il y a lieu également de mettre en évidence la généralisation des revendications, parties d'une région, à l'échelle nationale, puisque des émeutes contre « la hogra » et l'expression du malaise sociale trouvent à la suite de 2001 un grand écho sans bénéficier forcément d'un relais politique et médiatique. En effet, émeutes à Sor El Ghazlane, dans la région de Bouira contre le recrutement d'étrangers à la SONATRACH²³⁸, d'autres à Tiaret dans l'Ouest pour mort d'un jeune tué par la police. Des actes individuels également se succèdent, « immolation par le feu en avril 2007 pour

²³⁸ Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation, et la commercialisation des hydrocarbures

protester contre le manque de logements, automutilation publique pour dénoncer le chômage... Ces actes individuels ne sont pas rares » selon Nassim Amrouche²³⁹.

a-Chronologie des émeutes de 2001 à Tizi Ouzou

Tout a commencé ce mercredi 18 avril 2001, deux jours avant la commémoration du « printemps berbère » d'avril 1980, lorsque Guermah Massinissa, un jeune lycéen de 19 ans du village de Béni Douala, Wilaya de Tizi Ouzou, a reçu des balles issues d'une rafale de Kalachnikov dans l'enceinte de la brigade de la gendarmerie du même village²⁴⁰.

Le 10 avril 2001, 9 comités de villages de l'*aârch* d'Aït Mahmoud, commune de Beni Douala, adressent une lettre aux autorités communales à l'assemblée populaire de la wilaya (APW) pour dénoncer le comportement abusif des gendarmes envers la population de leur commune.

Le mercredi 18 avril 2001, un groupe de personnes pénètre dans l'enceinte de la brigade de gendarmerie de Beni Douala, une commune située à 17 km du chef-lieu de la Wilaya de Tizi Ouzou, pour déposer plainte pour vol avec agression, comme indiqué dans le rapport d'enquête préliminaire de la Commission nationale d'enquête sur les événements de Kabylie. (Juillet 2001)

Par ailleurs, Madame Guermah, mère de Massinissa, déclare que son fils était en train de réviser ses cours en guise de préparation de l'examen du baccalauréat, quand soudain il entendit les voix s'élever à l'extérieur, il est sorti pour s'enquérir de la situation, et il s'est retrouvé à la gendarmerie avec un autre jeune du village, lui aussi embarqué à tort²⁴¹. Il s'est par la suite avéré que les interpellations ont été menées à la suite du dépôt de plainte cité ci-dessus.

Massinissa a été conduit à la brigade de la gendarmerie avec un autre jeune du village, Merakeb Koceila. Ce dernier a livré une version des faits que Mohand²⁴² son ami décrit :

²³⁹ Nassim Amrouche, « De la revendication kabyle à la revendication amazighe : d'une contestation locale à une revendication globale », *L'Année du Maghreb*, V | 2009, 145-161

²⁴⁰ La chronologie des événements a été faite principalement en recoupant les informations relayées par les journaux *Le Matin*, *Liberté* et *La Dépêche de Kabylie*. Il y a également les témoignages des parents de Massinissa Guermah, et quelques détails communiqués par mes interlocuteurs dans le cadre de ce travail.

²⁴¹Propos de Mme Guermah lors d'une visite à la famille d'une autre victime, Naamane Toufik

²⁴² Mohand 34 ans commerçant. Entretien réalisé en septembre 2016 à Tizi Ouzou.

« Koceila rentrait du travail comme tous les jours de la semaine et se dirigeait à son domicile, quand des gendarmes à bord d'une voiture civile se dirigent vers lui, ils le malmenent et le rouent de coups avant de le jeter dans la voiture. Ils récupèrent Massinissa devant son domicile, il a eu le même traitement, gifles et coups de crosses avant qu'il ne soit lui aussi embarqué ».

Arrivés à la brigade de la gendarmerie vers 18h, les deux jeunes hommes sont conduits dans la salle d'attente, en attendant de voir le chef de brigade. Mr Guermah précise que Massinissa était à ce moment-là assommé²⁴³. Soudain, une rafale est sortie de la Kalachnikov du gendarme Mestari, blessant son collègue. C'est alors qu'il dirige son arme vers Massinissa, appui sur la détente et l'atteint aux membres inférieurs. Cette version sera confirmée par l'expertise balistique entreprise dans le cadre de l'enquête réalisée par la commission d'enquête sur les événements de Kabylie.

Impuissants devant la grande perte de sang de Massinissa, les gendarmes décident de l'évacuer, avec leur collègue blessé, à la polyclinique de Béni Douala, où un gendarme a exigé du personnel médical d'abandonner les soins prodigues au jeune Massinissa, victime de la rafale et d'une hémorragie, pour s'occuper de son collègue, touché au talon et jouissant de toutes ses facultés²⁴⁴. La gravité des blessures du jeune homme a nécessité son transfert au CHU Neddir Mohamed de Tizi Ouzou où les médecins ont pris la décision de l'évacuer à Alger.

Le **19 avril 2001**, les parents de Massinissa le rejoignent à l'hôpital Mustapha Bacha à Alger. Encore conscient, la victime ne cesse de répéter qu'il n'a rien fait, et qu'il a été mitraillé à tort, demandant à son père de prendre sa vengeance²⁴⁵.

C'est finalement le **20 avril à 8h15** min à l'hôpital Mustapha Bacha d'Alger que le jeune homme a rendu l'âme après avoir été opéré. Les médecins ont estimé qu'il y a eu une grande perte de temps et la victime avait perdu énormément de sang.

Aussitôt que la nouvelle de la blessure du jeune Massinissa par la gendarmerie est tombée, les habitants du village de Béni Douala se sont pris à la brigade de la gendarmerie, laissant

²⁴³ Lors d'un entretien réalisé par *Berbère télévision* le 18 avril 2018 à l'occasion de la commémoration des événements de 2001.

²⁴⁴ Farid Alilat, Shéhérazade Hadid, *Vous ne pouvez pas nous tuer Nous sommes déjà morts L'Algérie embrasée*, éditions1, Paris, 2002.

²⁴⁵ Selon le témoignage de Khaled Guermah

un ultimatum de 48 heures aux gendarmes pour quitter le village, car ils ont estimé que l'irréparable avait été commis et la ligne rouge franchie. Ils rédigent une lettre au commandement de la gendarmerie de Tizi Ouzou, dénoncent alors « la légèreté avec laquelle des éléments de la gendarmerie font usage de leurs armes, les bastonnades... dont les jeunes font l'objet »²⁴⁶. Ils demandent, entre autres, d'interdire les brutalités envers les citoyens de tous âges et de n'appliquer que la loi, toute la loi à tout contrevenant, de moraliser les actions de l'ensemble des éléments de la gendarmerie, indique le rapport de la commission Issad.

Le **21 avril 2001**, des renforts de la gendarmerie sont arrivés d'Alger et de Tizi Ouzou, les écoles et les magasins sont fermés à Béni Douala, les jeunes se rassemblent devant la brigade après avoir barricadé les principaux axes menant vers les villages.

Un communiqué de la gendarmerie a été adressé au ministère de l'intérieur signalant un mouvement de mécontentement et d'indignation de la population de Béni Douala.

Des échanges de jets de projectiles, cocktails Molotov et de bombes lacrymogènes ont duré toute la journée et une partie de la soirée.

Le **22 Avril 2001**, les échanges violents entre la population et les gendarmes se sont arrêtés, et dans le calme, la dépouille du défunt Massinissa arrive d'Alger au moment où le sentiment d'injustice a atteint son comble au sein d'une population exaspérée, venue se recueillir et soutenir la famille.

Le ministre de l'intérieur déclare que Massinissa est « un délinquant de 26ans ». Ceci a amplifié le sentiment de colère parmi sa famille et la population de son village.

Le **23 avril 2001**, Juste après l'enterrement qui s'est déroulé dans le calme à Tizi Hibel le village natal de Massinissa, des centaines de jeunes se sont dirigées vers la brigade de la gendarmerie scandant « pouvoir assassin », le portail de la brigade saccagé. D'autres ont mis le feu au centre des impôts de la ville, malgré l'appel au calme lancé par le père de Massinissa.

Ceci coïncide avec un autre événement, à 105 km de Tizi Ouzou, à l'autre bout de la Kabylie, où trois collégiens se rendant au stade pour un cours de sport ont été arrêtés dans la localité d'Amizour à Bejaia. Des émeutes éclatent. La dénonciation de cet acte s'est, par conséquent et inévitablement faite dans la violence, en ayant recours à l'émeute. En effet, la contestation

²⁴⁶*Ibid.*

s'est propagée comme une traînée de poudre, car en deux jours 16 localités de la Wilaya ont été secouées par des incidents²⁴⁷ visant à nouveau le corps de la gendarmerie nationale. S'impose alors la thèse d'un complot contre la Kabylie, montrant ces événements comme étant commandités dans le but de déstabiliser, encore une fois, la région. La répression et les injustices commises contre les kabyles en 1980 sont évoquées et le débat sur l'identité berbère refait inéluctablement surface.

Le 23 et 24 avril 2001, Béni Douala toujours sous tensions et l'état des rues renseigne sur l'intensité de la violence ayant caractérisé les échanges entre les gendarmes, qui ont reçu des renforts, et les jeunes de plusieurs villages de Béni Douala.

Le 25 avril 2001, les échauffourées sont enregistrées dans d'autres communes de Tizi Ouzou comme Labaa Nath Irathen, Azazga.

Le 26 Avril 2001, un jeune meurt d'une balle explosive à Laarbaa Nath Irathen.

Le 27 Avril 2001 fut la journée la plus meurtrière depuis le début de ces évènements, sept jeunes de la ville d'Azazga ont été tués par balles. Trois autres à Mâatkas, deux autres aux Ouadhias et un à Fréha. L'arrivée des morts à l'hôpital de Tizi Ouzou en fin de journée, a provoqué la colère des jeunes du quartier des Genets, situé sur le même boulevard que l'hôpital (boulevard Lamali). Ils se dirigent vers le siège de la gendarmerie à quelques mètres de leur quartier, et les émeutes durent une bonne partie de la nuit.

« Je n'oublierai jamais la douleur de ces instants-là !! Nous n'étions pas loin de l'hôpital, en train de discuter des matchs de foot avec trois de mes copains. Je vois un jeune homme à l'entrée de l'hôpital porter dans ses bras son frère inanimé, parce qu'il a rendu l'âme peu avant d'arriver à l'hôpital. Il pleurait son frère et criait « pouvoir assassin !!! ». Autour de lui deux autres jeunes de son village qui couraient dans tous les sens sans savoir ni pouvoir faire quoi que ce soit. Notre soutien à ce moment-là était plus que nécessaire, il fallait qu'on fasse quelque chose pour dénoncer cela. Il fallait qu'on s'adresse aux gendarmes derrière ces crimes. 10 min plus tard arrive une autre voiture avec un autre jeune atteint grièvement. Des jeunes d'Azazga affluaient vers l'hôpital pour prendre des nouvelles des blessés, nous informent qu'il va certainement

²⁴⁷Le commandement de la gendarmerie nationale adresse au ministre de l'Intérieur un second rapport, du 25 avril 2001 (n° 146/2001)

y avoir d'autres blessés et morts vu que les gendarmes étaient en train de tirer sur les manifestants. En quelques minutes nous étions environ une trentaine de personnes, et la colère nous a guidé vers la brigade de la gendarmerie de Tizi Ouzou »²⁴⁸

Le **28 Avril 2001**, la nouvelle du carnage de la veille s'étend les affrontements reprennent dans plusieurs localités avec l'objectif principal le départ immédiat de la gendarmerie de tous les villages de la Kabylie. « Les manifestants ont érigé des barricades avec des poteaux électriques arrachés de leur socle, sur lesquels ils ont fait brûler des pneus. La ville, où tous les commerces et les écoles sont fermés, était quadrillée par la police qui protégeait les bâtiments publics, notamment le tribunal, la wilaya (préfecture) ou encore la mairie et le siège de la Banque nationale d'Algérie »²⁴⁹.

22 victimes sont enregistrées ce jour-là dans 6 localités différentes.

Le **1 mai 2001**, à la suite de la tenue d'un conseil national, le Rassemblement pour la culture et la démocratie décide de retirer ses deux ministres du gouvernement

Le mois de mai 2001 a été marqué par l'organisation de plusieurs marches à travers plusieurs villes d'Algérie (notamment Alger, Bejaia, Khénchela). Une mobilisation des citoyens tous secteurs confondus : La marche des lycéens, la marche à laquelle ont appelé les comités des villages, celle des femmes, et celles de toutes les corporations professionnelles de tous les corps de métiers.

L'imposante marche organisée par les comités des villages le 21 mai rassemble environ 20000 personnes dans les rues de Tizi Ouzou, parmi lesquelles des familles entières, des jeunes comme des personnes très âgées. Elle est organisée en carrés, chaque carré représentant un village.

Le **11 juin 2001**, la plateforme d'El Kseur²⁵⁰(Voir annexe N° est adoptée par des représentants de plusieurs Wilayas et le comité collectif des universités d'Alger.

Le **14 Juin 2001**, des centaines de milliers de personnes se dirigent vers la capitale pour remettre la plateforme d'El Kseur à la présidence de la République. La répression fait plusieurs morts, des disparus et des centaines de blessés.

²⁴⁸ Entretien avec Azeddine, chômeur de 26 ans, réalisé en mars 2016 à Tizi Ouzou

²⁴⁹Décris le journal *Le Temps* le 1 mai 2001

²⁵⁰Le nom de la plateforme fait référence à la ville d'El Kseur où elle a été rédigée et adopté lors d'un conclave

Ci-dessous (encadré 1), un exemple de l'émeute et son intensification au Village d'Illoula Oumalou dans la Daïra de Bouzguen, Wilaya de Tizi Ouzou.

Encadré 1 : Retour sur trois journées d'émeutes

Cas de la commune d'Illoula²⁵¹

Les évènements tels que rapportés par Akli Kezal, se sont déclenchés le 28 avril dans la localité d'Illoula Oumalou, située à 60 Km du chef-lieu de la wilaya de Tizi Ouzou.

C'est une journée de grève générale à Illoula, les rideaux sont baissés, les écoles et autres administrations fermées.

A 9H, les jeunes affluent de partout vers le chef-lieu de la commune. Ils se réunissent au carrefour qui fait face à la pompe à essence. L'atmosphère est tendue, les jeunes sont prêts à tout : casser, brûler et même tuer.

10H : les émeutiers se rassemblent devant le siège de la garde communale (ex Kasma FLN) et brûlent le drapeau national. On apprend qu'un des quatre jeunes présents dans la brigade pour contrôle, vient d'être assassiné. Des cris, des menaces de toute sorte s'élèvent au sein de la foule en colère.

Le maire et ses adjoints tentent, en vain, de dissuader les jeunes de se rendre à la brigade de la gendarmerie sise à Boubhir à 7 Km de chef-lieu de la commune

11H : les jeunes en colère descendent vers le parc communal, pour se munir de pneus et de carburant et se rendent à Boubhir où se trouve la brigade. Les manifestants ont barricadé le chemin de wilaya N°9, bloquant ainsi le trafic routier. Le maire, en compagnie de quelques personnes âgées, tente une deuxième fois de freiner la colère des émeutiers en les avertissant que les forces de l'ordre ont reçu l'ordre de tirer sur les manifestants. La rage qui anime les jeunes est tellement grande qu'ils continuent leur démarche au péril de leur vie. Ils sont déterminés à s'attaquer à tout ce qui symbole l'Etat et ses relais. Ces émeutiers, en rupture totale avec leurs ainés, n'ont qu'un seul mot d'ordre, combattre la *hogra* et le mépris de la gendarmerie.

12H : les émeutiers armés de projectiles et de pneumatiques sont à environ 200 m de la brigade. Les gendarmes tentent de disperser les foules en faisant usage de bombes lacrymogènes, ce qui ne fait qu'exacerber la colère des émeutiers qui continuent d'avancer vers la brigade. Arrivés à environ 50 m de cette dernière, les émeutiers sont dispersés par des coups de sommation. C'est ainsi que le jeune Meziani Mehenni, âgé de 19 ans, est mortellement atteint d'une balle explosive. La colère des jeunes est amplifiée lorsque les gendarmes empêchent l'évacuation de la victime vers l'hôpital en tirant carrément dessus. La victime est finalement évacuée vers l'hôpital de Mekla, vu que la ville d'Azazga est inaccessible. La colère est à son comble lorsque la nouvelle du décès de la victime est tombée. Les jeunes s'acharnent sur la brigade, mais ils se sont vite rétractés face à la riposte par balles réelles.

²⁵¹ Cette journée d'émeute a été retracée par un étudiant du département langue et culture amazigh de l'université de Tizi Ouzou pour son travail de Mater sur les leaders des Aarouchs

En urgence, le maire et quelques membres du comité de village se sont réunis et ont décidé de convier les comités des villages de la Daïra à une réunion prévue à 20H au siège de la mairie.

17H : tous les villageois se sont réunis en comités de villages pour débattre la situation chaotique au sein de la commune, après l'assassinat du jeune du village d'Ighil.

20H : réunion au siège de la mairie regroupant les comités de tous les villages. Une cellule de crise est créée et une marche pacifique est programmée pour la journée du 29 avril, à la mémoire du défunt. Un comité de coordination est également créé.

Dimanche 29 avril : A 11h : des villageois affluent vers le stade communal, lieu du rassemblement pour le départ de la marche. Pendant ce temps, un convoi de trois véhicules des forces de l'ordre (CRS) se sont déplacées de Bouzeguene à Illoula afin de renforcer les rangs de la brigade de Boubhir.

12H : Chaque village forme son propre carré. Un membre du comité de coordination s'adresse à la foule pour insister sur la vigilance et le respect du caractère pacifique de la marche pour éviter qu'il n'y ait plus de victimes.

13H : près de 3000 personnes, tout âge confondu, entament leur marche Boubhir. C'est une première dans l'histoire de la commune, on n'a jamais assisté à un engouement d'une telle envergure. La marche est très bien organisée, les jeunes ne cessent de multiplier des slogans hostiles au pouvoir et en faveur de l'identité berbère. A l'arrivée des marcheurs au point de recueillement, le lieu de l'assassinat, tout est barricadé par des CRS, chaque comité de village encadre bien son carré pour éviter un éventuel affrontement avec les forces de l'ordre. Une minute de silence est observée à la mémoire du jeune assassiné par les gendarmes. Puis un membre du comité de coordination Boudjema Boudjerraba prend la parole pour demander aux jeunes de ne plus s'approcher de la brigade et rappelle que c'est désormais la coordination qui reprend, pacifiquement, les revendications du peuple.

15H : la foule se disperse dans le calme.

Lundi 30 Avril : tous les villageois se rendent au chef-lieu de la commune d'Iloula pour rendre un dernier hommage au défunt Meziani Mehenni en assistant à son enterrement. Après l'enterrement, la peine qu'éprouvent les jeunes est tellement grande qu'ils décident de reprendre la brigade d'assaut, mais la coordination et les comités des villages sont parvenus à les dissuader évitant, ainsi, un autre drame. Ils n'ont, toutefois, pas réussi à dissuader les jeunes en colère à rallier les émeutes qui se déroulent au même moment à la ville d'Azazga contre la gendarmerie locale. Plusieurs jeunes de la localité d'Iloula ont subi des blessures durant ces affrontements avec les forces de l'ordre.

b- Les conséquences d'une version officielle

L'inhumation du défunt Massinissa Guermah s'est déroulé dans un climat de vives tensions, étant donné les ultimatums donnés aux brigades de la gendarmerie, lesquels dans le cas où ils ne sont pas respectés, allaient laisser place à une violence sans précédent.

À ces événements, considérés par la plupart des citoyens comme étant des « bavures » et un abus de pouvoir, viennent s'ajouter les déclarations officielles, c'est-à-dire celle de la gendarmerie nationale et celle du ministre de l'Intérieur. Le commandement de la gendarmerie nationale a, de son côté, rendu publique un communiqué dans lequel la thèse du vol avec agression a été mise en avant, pour justifier la présence du jeune Massinissa au sein de la brigade.

Le ministre de l'Intérieur, Noureddine Yazid Zerhouni, s'appuyant sur la gendarmerie, déclare, lors de son apparition à la télévision en réaction à ces événements, que le défunt était « un délinquant de 26 ans ».

Les parents de la victime ont insisté de leur côté sur le fait que Massinissa soit un bon élève, ses bulletins scolaires ont d'ailleurs été publiés dans la presse nationale. Le récit de la mère évoque une version complètement opposée à celle de la gendarmerie, car selon elle, Massinissa était dans sa chambre entrain de réviser pour le BAC quand il a entendu les voix s'élever dehors. Il est sorti pour s'informer de ce qui se passait et il s'est retrouvé interpellé et frappé. Elle fustigera à travers ces propos l'injustice dont son fils, les jeunes algériens et les habitants des villages kabyles sont victimes. C'est à partir de ces injustices que jaillit le rejet de tout ce qui est en relation avec l'Etat, qualifié d'un « Etat qui tue ses enfants ²⁵² », des enfants qui ne demandent qu'à être considérés comme étant des citoyens algériens à part entière, et qui rêvent d'une Algérie juste où les droits des citoyens à la liberté, à la démocratie et bien d'autres sont préservés.

Se présente à nous, alors, un schéma classique opposant le discours officiel à celui de la rue et des citoyens, nourrissant davantage la ferveur de ces derniers qui se battent contre les différents types d'injustices, surtout la « *hogra* ». Mohand, explique comment ce sentiment d'injustice fut alimenté et s'est répandu parmi la grande majorité de la population :

« Pour moi qui a connu le défunt depuis son très jeune âge, ces propos ne pouvaient sembler que diffamatoires, j'étais sidéré et révolté de les

²⁵²Pour reprendre les propos de Lounès Matoub

entendre. On se demande alors, quel est l'intérêt de ternir l'image de cet enfant et de remettre en cause l'éducation que ses parents lui ont donné ! Comme si l'assassiner d'une façon aussi lâche et injuste ne suffisait pas ».

Il est à noter que cet assassinat est vécu comme une injustice qui semble illustrer une défaillance de l'Etat dans son rôle de protéger le citoyen en lui garantissant ses droits fondamentaux, et en lui rendant justice. C'est ce qui incite les algériens à se révolter selon les propos du jeune Juba :

« Dans les pays développés, en Europe par exemple, si vous subissez une injustice, il y a toujours cet espoir des institutions qui pourront vous rendre votre justice, mais chez nous en Algérie, votre justice vous devez l'arracher vous-même ; mais elle reste dépendante de la question de qui vous l'a faite ? Parce que la justice n'est jamais faite comme il se doit contre des personnes ayant un appui au sein des institutions censées être neutres et protéger le citoyen »²⁵³.

La version des autorités a contribué, selon la formule consacrée, à « jeter de l'huile sur le feu »²⁵⁴, alimentant le ressentiment du mépris au sein de la population.

1-2-Les processus de la construction de l'émeute

« La densité de la sociabilité, l'organisation et la mobilisation des réseaux sociaux sont des conditions de l'action collective »²⁵⁵. Ceci permet de comprendre l'enthousiasme des émeutiers en abordant la solidarité et l'entraide qui ont caractérisé leur action²⁵⁶. Par ailleurs, la mobilisation d'expériences communes dote les émeutiers ressources, les rendant capables de prendre la parole par eux-mêmes.

a-La mobilisation de la mémoire collective, un facteur déterminant d'embrasement

L'inhumation de Massinissa s'est déroulée dans un climat où la charge émotionnelle fut très importante. Les jeunes présents à l'enterrement ont fait la promesse de venger le jeune homme injustement assassiné.

²⁵³Entretien réalisé en mars 2016 dans la ville de Tizi Ouzou

²⁵⁴C'est ce que constate aussi Michel Kokoreff en décortiquant le discours officiel lors des émeutes de novembre 2005.

²⁵⁵ Michel Kokoreff, *La force des quartiers. De la délinquance à l'engagement politique*, Paris, Payot, 2003

²⁵⁶ Véronique Le Goaziou, Laurent Mucchielli (dir.), « Quand les Banlieues brûlent ... Retour sur les émeutes de novembre 2005 », Paris, La Découverte, 2007.

Après l'enterrement de la victime, les lycéens furent les premiers à investir les rues, et à faire face à la répression acharnée des brigades de la gendarmerie et anti- émeutes. Les manifestants scandaient des slogans hostiles au pouvoir, principalement « pouvoir assassin » et « *ulac smah ulac* » qui se traduit littéralement par « pas de pardon », pour dire clairement que l'assassinat du jeune Massinissa est un acte impardonnable, et dire par la même que ses commanditaires doivent être jugés et condamnés.

« Aussitôt que la nouvelle de l'assassinat de Massinissa est tombée, tout le monde a compris que c'était, tout simplement, une injustice. On a donc réagi à cela comme nos parents ou nos frères et sœurs ont réagi à l'assassinat de Matoub Lounès en 1998 déclare Youyou, un délégué médical de 33 ans, lycéen en 2001²⁵⁷.

Il y a dans ces propos un renvoi à la mobilisation de la mémoire collective de cette population de Kabylie, qui a nourrit ces émeutes. En effet, la disparition de Matoub a plongé toute la Kabylie dans une profonde tristesse mêlée à un sentiment d'injustice motivant une grosse colère qui s'est exprimée par de violentes émeutes qui se sont soldées par un bilan faisant état de quatre décès ainsi que de centaines de blessés parmi les émeutiers. Les émeutes étaient si violentes, tant l'homme était un symbole de toute une région. Il représentait le porte flambeau de la Kabylie par son combat aussi bien identitaire que démocratique. Les gens s'identifiaient à lui puisqu'ils partageaient les mêmes idées que lui surtout en ce qui concerne leur identité berbère. Il disait, comme il l'entonnait dans ses chansons, tout haut ce que ses frères pensaient tout bas. Les kabyles ne peuvent rester indifférents lorsqu'une injustice est commise à l'encontre de l'un des leurs, que celui-ci soit célèbre ou pas. Ils n'ont pu contenir leur colère suite à l'assassinat de Massinissa.

Les représentations du passé que la population Kabyle partage, sont toutes ces expériences liées au combat pour la libération avec la glorification de la région et de ses martyrs, et celles relatives au combat culturel et linguistique qui a été mené jusqu'en 2001, dans lequel Matoub Lounes avait joué un grand rôle. La mobilisation de ces mémoires amplifie le sentiment d'injustice, et de privation de droits qui alimente à chaque fois la colère des manifestants.

²⁵⁷Un jeune de 33 ans habitant la ville d'Azazga, il avait 16 ans en 2001. Entretien réalisé en mars 2016 à Tizi Ouzou.

« Nous devions bouger et occuper la rue, avec la principale motivation de dénoncer l'injustice et cet assassinat indigne. De demander que justice soit faite, et de réclamer notre dignité en tant que citoyens » rajoute Youyou

En effet, les bavures commises par la gendarmerie, censée instaurer l'ordre et protéger les villageois, aggravées par les propos officiels, considérés comme diffamatoires par la population, ont provoqué plusieurs actions et manifestations pacifiques, mais surtout des émeutes qui se sont propagées dans toute la région de la Kabylie, ainsi que dans certaines Wilayas limitrophes. Des actions ayant pour but la dénonciation des abus de pouvoir, de « *la hogra* », de l'injustice sociale, et du manque de liberté

Le ras-le-bol a poussé la population à la révolte, particulièrement les jeunes. Elle a provoqué des émeutes, dont la revendication initiale fut le départ des brigades de la gendarmerie de tous les villages kabyles, pour mettre fin à leurs pratiques visant à humilier le citoyen. Force est de constater que les entretiens réalisés auprès des émeutiers de 2001 dans le cadre de ce travail pointent du doigt de façon unanime la gendarmerie comme responsable de toutes les exactions et les assassinats commis contre les manifestants.

« *La gendarmerie a déversé toute sa haine contre une population qui ne demandait que justice soit faite, et qui exprimait un ras le bol que vivent tous les Algériens. En 2001 il était inconcevable de rester indifférent lorsque les services de sécurité se sont transformés en services d'insécurité qui ont tué de jeunes innocents parmi lesquels mon cousin tombé au champ d'honneur un 14 juin 2001 lors de la marche à Alger* », me déclare Mokrane.²⁵⁸, un fonctionnaire de 45 ans, qui ne comprend pas qu'on tire à balles réelles sur les foules de jeunes venus protester contre l'assassinat arbitraire de Massinissa.

b- Les liens de solidarité dans le processus de la formation de l'action collective

La mobilisation constitue la formation des groupes pour la satisfaction d'objectifs communs²⁵⁹. Elle est structurée entre autres par les liens de solidarité préexistants. Dans le cas de la Kabylie, ce lien de solidarité a été mobilisé à travers les expériences passées. En 2001, la solidarité s'est manifestée sous des formes diverses. Les émeutiers blessés étaient en effet secourus par d'autres, au péril de leur vie²⁶⁰, ceux venant des villages étaient

²⁵⁸Entretien réalisé en 2016 à Tizi Ouzou

²⁵⁹Anthony Oberschall, *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs, Printice-Hall, 1973, p.102

²⁶⁰Des jeunes ont été blessés par balles en allant secourir d'autres

accueillis par ceux habitant la ville. Ces derniers fournissent des mouchoirs imbibés de vinaigre pour contrer l'effet des gaz lacrymogènes, procuraient de la nourriture à ceux qui venaient de loin, et les abritent en attendant que le calme soit relativement revenu, et qu'ils puissent repartir chez eux. Rabie²⁶¹, un jeune homme habitant les bâtiments bleus dans la ville de Tizi Ouzou, a raconté avoir hébergé au domicile parental deux jeunes d'Azazga qui n'avaient plus de moyens de transport pour rentrer dans leur village la nuit tombée.

« C'était une façon d'apporter ma contribution à cette lutte de longue haleine contre les multiples injustices qui frappent notre pays. Je l'ai fait parce que c'était possible de le faire, d'autant plus que je n'ai pas de sœurs à protéger des étrangers..., nous étions que trois frères. Je me souviens c'était la nuit du 27 avril, quand la population d'Azazga acheminait ses morts et blessés vers l'hôpital. Des cris de panique se répondent vers le quartier des genets devant lequel j'étais de passage. Nous nous dirigions spontanément vers la foule, et ce sentiment d'assister impuissant devant une injustice méprisant la vie humaine nous a motivé pour aller vers le siège de la gendarmerie situé à quelques 200 m de l'hôpital. Les cris d'« Ayaw ah » (allons y) surgit de partout appellons les personnes se trouvant sur notre chemin à nous rejoindre. Les policiers, venus protéger les casernes de la gendarmerie, nous empêchent d'avancer en lançant des bombes lacrymogènes. Rejoint par des dizaines de jeunes des quartiers voisins (les bâtiments bleus et le Djurdjura, nous avons passé la soirée à essayer d'atteindre notre cible principale, la brigade. J'ai appris plus tard que les jeunes de la Cnep sont également sortis et ont attaqué le siège de la Sonelgaz de l'autre côté de la ville »²⁶².

L'appel d'« ayaw ah » a émergé pendant ces événements comme mot d'ordre pour débuter une émeute. C'est un appel que font les jeunes qui s'apprêtent à un face à face avec la police aux autres citoyens présents sur les lieux sans avoir l'intention d'y participer.

Chaque fin d'enterrement se transformait inévitablement à l'émeute, vu la grandeur des émotions, et la confusion de plusieurs sentiments : le mépris, l'injustice, la vengeance et ce

²⁶¹Jeune de 36 ans, ingénieur en automatique. Il était étudiant en 2001.

²⁶²Entretien réalisé en septembre 2016 à Tizi Ouzou.

manque de liberté dans un pays où s'exprimer librement n'est pas gagné. Les émeutiers crient alors "ayawah" annonçant le rassemblement et le début d'échange très intenses avec la gendarmerie ou les forces anti-émeutes. Le sentiment de vengeance n'a jamais été aussi fort au sein de la population, et il grandissait à chaque fois qu'une nouvelle victime venait allonger la liste.

La solidarité entre les familles de victimes a aussi contribué à maintenir la revendication. C'est encore une fois l'expression d'un vécu commun et l'appartenance collective qui réunit ces familles. La famille Matoub, par exemple, représentée par la mère²⁶³ rendait visite aux familles qui avaient perdu un des leurs pendant les émeutes de 2001 pour présenter les condoléances. La fondation Matoub Lounes a joué un grand rôle en affichant son soutien aux familles des victimes

Il est important de souligner que parallèlement à cette violence, des actions pacifiques ont été menées, visant à dénoncer les mêmes abus et souffrances. Des marches et des « sit in » ont ainsi été organisés dès le 1^{er} mai partout en Kabylie par les lycéens, les comités de villages, les avocats (la marche des robes noires), les médecins (marche des blouses blanches), les femmes, les étudiants et les partis politiques. Chaque formation à son tour a tenu à montrer son soutien aux familles des victimes, à dénoncer les injustices et à réclamer un minimum de dignité. Le parti du rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), un des partis politiques des plus présents dans la région, a pour sa part ordonné la démission de ses représentants au gouvernement de l'époque. Le Front des forces socialistes (FFS) quant à lui a choisi d'occuper les rues, et a rassemblé des milliers de manifestants dans les rues d'Alger. Cette marche, pourtant autorisée, a fini en émeute.

c-La répression sanglante à l'origine de l'intensification des émeutes

Face à l'immensité de la contestation, les gendarmes n'ont pas hésité à riposter à balles réelles sur les manifestants plongeant la Kabylie dans un bain de sang, semant la panique et le choc parmi la population.

« Quand j'ai récupéré une balle par terre, j'ai réalisé qu'elle était bien réelle et qu'elle pouvait m'atteindre (soupir) Saïd, moi, et les jeunes qui m'entouraient étaient conscients de la gravité de la situation, sans pour autant abandonner... Cette situation a montré la détermination de la gendarmerie à

²⁶³Figure emblématique de la Kabylie depuis l'assassinat de Lounes Matoub. Respectée et appréciée par la population, admirative de son courage dans la poursuite du combat de son fils.

continuer à nous écraser, et croyez-moi ça nous a motivé davantage pour continuer notre combat contre l'injustice et l'impunité »²⁶⁴.

Ce recours aux tirs à balles réelles a fait débat, puisque, dans un premier temps, les autorités ont nié tout usage de balles réelles ; et dans les cas ultimes, la thèse de la légitime défense a été mise en avant pour justifier l'action des gendarmes²⁶⁵. Or, le rapport de la député européenne Hélène Flautre sur le Printemps noir de 2001²⁶⁶, montre que les nombreuses blessures par balle dans le dos attestent que les gendarmes n'ont pas agi en état de légitime défense. De par les entretiens avec les victimes et les parents de victimes, elle constate que « les moyens utilisés, armes de guerre, balles explosives, ne sont absolument pas proportionnées à la « menace » que peuvent représenter les manifestations pacifiques, le plus souvent d'écoliers et lycéens, du mois d'avril ».

Comme les nombreuses blessures par balles dans le dos l'attestent, les gendarmes n'ont, en aucune façon, agi en état de légitime défense. Dans plusieurs villages, les tirs ont été opérés depuis les terrasses des casernements. Des victimes ont été poursuivies, et achevées.²⁶⁷

En outre, la classification des victimes (enregistrés dans la Wilaya de Tizi Ouzou) par date de décès dans le cadre de ce travail a permis l'émergence de groupes de villages (Voir annexe 3). Ce qui nous amène à poser la question sur cette donnée structurelle de ces émeutes, dans le sens où le procédé de la répression fut le même dans plusieurs localités mais à des dates différentes. En effet, comment expliquer le décès de plus de trois victimes atteintes par balles dans la même localité, la même soirée ? Est-ce que les tirs à balles réelles ont été adopté comme procédé de gestion de l'émeute en Kabylie, ou un comportement individuel qui confirmerait davantage les exactions de certains gendarmes dénoncées par la population, justifiant le ressenti de *la hogra*.

Le même rapport de la commission européenne souligne que des policiers ont également participé à la répression et commis plusieurs assassinats. Ils sont même accusés d'avoir cherché à faire disparaître des preuves en allant rechercher, dans les hôpitaux, les balles extraites des corps.

²⁶⁴Entretien réalisé en mars 2016 à Tizi Ouzou avec Saïd, un commerçant de 35 ans, habitant Azazga, il avait 18ans en 2001 et était chômeur.

²⁶⁵C'est l'argument avancé par le ministre de l'Intérieur lors d'une session de l'assemblée nationale pour justifier le recours aux armes au début des événements à Bejaia

²⁶⁶Le rapport d'Hélène Flautre Députée européenne – les Verts/Ale – Vice-Présidente de la délégation Maghreb du Parlement européen Rédigé en collaboration avec Claude Taleb Juin 2001 Groupe des Verts-Ale au Parlement européen

²⁶⁷Selon des témoignages de parents de victimes

Le premier bilan lourd a été enregistré quand beaucoup de victimes sont tombées le 27 avril 2001 à Tizi Ouzou alors que Bejaïa en a perdu sa première le 25 du même mois. Selon D. A. un infirmier travaillant au CHU Neddir Mohammed de Tizi Ouzou, « *le bilan fut très lourd les jours qui ont suivi, et les journées du 28 et du 29 avril furent très sanglantes, car les victimes affluaient de plusieurs villages surtout d'Azazga. Je me souviens avoir réceptionné dans la même soirée deux blessés graves qui sont décédés quelques jours après, et deux autres décédés au moment du transport vers l'hôpital* ». Ce fut la cause d'un vrai déchaînement des jeunes dont les esprits étaient plus chauds que jamais. En saccageant les symboles et les institutions étatiques, les émeutiers expriment leur haine vis-à-vis du pouvoir central, qu'ils estiment être à la base de tous les maux de la société algérienne.

« *J'ai cassé tout panneau des institutions publiques se trouvant sur mon chemin. J'ai lancé des pierres et des cocktails Molotov sur la brigade de la gendarmerie, et le commissariat. Le seul endroit que nous n'avons pas saccagé était la mairie et tout ce qui était archives administratives* » déclare Youyou

La volonté de protéger les mairies vient également du fait que certains employés de ces dernières abritent, au sein même de la mairie, des émeutiers recherchés par les brigades anti-émeutes. Un fonctionnaire²⁶⁸ a confirmé avoir caché des émeutiers et leur a donné de la nourriture dans les locaux de la mairie de Tizi Ouzou, malgré le risque d'une telle action. « *Nous l'avons quand même fait parce que nous étions convaincus du fait que le combat de 2001 était un combat de tous les Algériens contre un régime méprisant et assassin* ».

1-3-Le débat sur l'identité et l'identité berbère refait surface

Ce contexte vient remettre à l'ordre du jour la question de l'identité, particulièrement la langue et la culture berbère, étant donné que c'est à nouveau la Kabylie qui se retrouve dans la tourmente. « *C'est à nouveau la Kabylie qui est ciblée, et ça ce n'est pas un hasard* », déclare S.K un représentant d'un village. Cette opinion se répand très vite dans toute la Kabylie, et les revendications culturelles et identitaires s'imposent parmi les questions relatives aux différents types d'injustices et les abus.

Revint alors aux esprits les tortures et les emprisonnements de toute personne qui s'exprimait en Kabyle ou défendait la cause berbère, pendant les années 70 et le début des années 1980,

²⁶⁸ Dont le nom ne peut être divulgué, par peur de représailles, car toujours en poste.

ainsi que le déni identitaire dont les kabyles sont victimes. Force est de constater que le sentiment d'avoir toujours été rejeté et exclus est très présent dans la mémoire collective des kabyles, et est accentué en 2001 par le comportement abusif de la gendarmerie dans les villages kabyles d'une part, ainsi que par le peu d'importance et d'attention que les dirigeants du pays ont accordé aux bavures commises par celle-ci d'autre part.

Le « Printemps noir » de 2001 fut une occasion pour remettre sur table les revendications identitaires, et demander par là même la consécration de « *Tamazight* » en tant que langue nationale et officielle²⁶⁹. C'est en quelque sorte une manière de poursuivre le combat entamé depuis le « Printemps Berbère » de 1980.

La reconnaissance officielle de la pluralité sociale, culturelle et linguistique est perçue comme une antithèse du principe de l'unité du peuple algérien et de son territoire. Cette perception trouve ses racines dans la période de l'immédiat post-colonialisme. Préoccupées par l'indépendance, certaines sociétés africaines étaient homogènes. « En effet, les différences présentes dans les sociétés africaines ont été occultées, concentrant tous leurs efforts dans la lutte pour l'indépendance ; mais une fois cet objectif atteint, les sociétés africaines ont montré un degré assez élevé de diversité interne »²⁷⁰.

En Algérie, cette non-reconnaissance de la diversité se cristallise selon S. Chaker²⁷¹, dans le déni de la culture et de la langue berbère, comme dans les autres pays de l'Afrique du Nord. Ceci serait lié à l'inscription de l'Algérie dans la tradition jacobine française, « un État, une culture, une langue », donnant naissance à une nation unie et indivisible, à laquelle s'ajoute une importante composante, à savoir la religion musulmane²⁷². Or, les composantes de la société algérienne montrent que le modèle français ne peut s'y appliquer, et font ressortir l'existence de contradictions entravant le rassemblement des Algériens autour d'un projet de construction d'un Etat moderne, à la hauteur des aspirations de la société. Celle-ci se retrouve face à une contradiction perpétuelle incarnée par le cadre administratif de l'Etat algérien naissant, pensé dans le prolongement du système administratif colonial français.

Des travaux d'histoire révèlent que cette contradiction trouve son origine dans une crise au sein du mouvement nationaliste algérien qui a « pour point de départ la remise en cause du

²⁶⁹ C'est la huitième revendication de la plateforme d'El Kseur adoptée le 11 juin 2001 (voir l'annexe 4)

²⁷⁰ G.P.C. Novati, L'héritage de la colonisation. Les défis de l'état en Afrique, In Hamid Chabani, *Le printemps noir de 2001 en Kabylie. Le cas de la coordination communale d'Aïn-Zaouia*, Paris, l'Harmattan, 2011, p.25

²⁷¹ Salem Chaker, « La voie étroite : 1 revendication berbère entre culture et politique », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, Paris, Editions du CNRS, n° XXVIII, p281-296.

²⁷² *Ibid.*

fonctionnement antidémocratique du parti, s'étendit au rejet de la conception arabo-islamique de l'Algérie et posa enfin, sous couvert de pluralisme culturel, la question de l'organisation territoriale du parti sur la base du critère linguistique. La crise résolue bureaucratiquement prit fin par l'exclusion des principaux porte-parole du mouvement berbère²⁷³. Le discours sur la « révolution » en Algérie a masqué des tensions au sein du mouvement nationaliste qui ont conduit à l'épuration progressive des leaders du FLN et MNA. En effet, le duel livré entre FLN et MNA creuse une plaie, certes refermée mais non cicatrisée, selon Benjamin Stora²⁷⁴.

Se définir autrement, ou en opposition à la définition de l'Etat par les autorités, serait synonyme d'une atteinte à l'unité nationale. Ceci justifie la thèse de « la main étrangère avancée par l'Etat quand il s'agit de revendications identitaires, considérées comme étant une atteinte à l'unité nationale et à la souveraineté de l'Etat. Le communiqué de la gendarmerie suite à l'assassinat de Guermah Massinissa avait précisé que les citoyens de Béni Douala sont sympathisants du FFS Partis de Hocine Ait Ahmed, refugié en suisse. Cette thèse de la manipulation sera d'ailleurs reprise par des responsables politiques.

Ainsi, en prenant en considération le modèle centralisateur de l'Etat algérien, les revendications identitaires berbères, conjuguées à la dénonciation de toutes sortes d'injustices, comme ce fut le cas en 2001, pourraient s'inscrire dans un processus de « détérioration de l'Etat par la société²⁷⁵ ». Une telle hypothèse est illustrée par l'organisation de la contestation en Kabylie, autour de la tribu, « *âarch* », dotée d'une grande capacité à mobiliser une mémoire sociale, afin de donner une efficacité politique à ce mode de représentation.

1-4-Des émeutes spontanées à la naissance du mouvement citoyen

La compréhension de l'émeute passe par celle de l'interaction entre d'une part l'Etat, les partis politiques et les syndicats, et d'autre part ceux qui occupent la rue²⁷⁶. Quand le sentiment de non-représentation et d'abandon domine la rue, les populations qui l'occupent cherchent à s'organiser en dehors du cadre habituel et conventionnel, généralement par

²⁷³ Mohammed Harbi, *Le F.L.N. mirage et réalité*. France, Éditions J.A., 1980, p.33

²⁷⁴ Benjamin Stora, « La différenciation entre le F.L.N. et le courant messaliste (été 1954-décembre 1955). Contribution à l'histoire intérieure de la révolution algérienne, *Cahiers de la Méditerranée*, 1983, 26 pp. 15-82

²⁷⁵ Jean-François Bayart, L'énonciation du politique. In : *Revue française de science politique*, 35^e année, n°3, 1985. pp. 343-373.

²⁷⁶ Marguerite Rollinde, *Émeutes et mouvements sociaux au Maghreb*, *op cit*, p358.

l'émeute. Le mouvement des *aârch* né au moment où la Kabylie s'embrase a réussi à canaliser la violence des jeunes à travers la multiplication d'actions pacifiques. C'est dans ce mouvement d'une organisation inédite que les citoyens espèrent trouver ce que les partis politiques ancrés en Kabylie n'ont pas réussis à leur procurer. Sur le plan politique, le mouvement du « printemps noir » « révèle une certaine crise de la représentation politique notamment celle que devait assurer des partis politiques nés à la faveur de la libéralisation entamée à la suite du soulèvement juvénile d'octobre 1988 »²⁷⁷.

Quelques jours après le décès du jeune Massinissa et l'appel à la marche de la famille Guermah en collaboration avec le comité de village, une esquisse d'organisation prend forme. Ce mode d'organisation se répand en Kabylie à travers les comités de villages dans les autres villages et en comités de quartiers en villes.

Deux semaines après la mort de Massinissa, le rôle des différents comités de villages de Kabylie est de parer à l'urgence, c'est-à-dire d'encadrer les manifestations, canaliser les très jeunes qui perdent jour après jour des leurs, soutenir les familles des victimes et prendre en charge les blessés.

Dès le 4 mai 2001²⁷⁸, et au fur et à mesure que les émeutes se généralisent et que la répression s'accentue, on observe un mouvement de regroupement de certains comités de villages sur une base communautaire. C'est ainsi au nom de la tribu (*aârch*) que certains se réunissent désormais. Le regroupement des comités de villages se fait principalement sur la base du découpage administratif de la commune et de la sous-préfecture (Daïra).

En milieu urbain, cette organisation se fait grâce à la coordination des comités des quartiers, et l'émergence de certaines figures.

C'est de cette façon que la contestation a été canalisée et encadrée dans l'ensemble de la Wilaya, et un projet de coordination à une plus grande échelle commence à prendre forme, pour donner naissance le 17 mai 2001 à la Coordination des Âarchs, Daïras et Communes (CADC). Une coordination qui a commencé à prendre une dimension nationale, puisqu'une première réunion inter wilayas regroupant les coordinations des Wilayas du centre du pays est organisée le 4 juin de la même année.

²⁷⁷Ahmed Ghouati, « Entre nation et tribus : diversité culturelle et linguistique en Algérie », *In Cohen James et al. (dir.), 2009, Citoyenneté et diversité, Clermont-Ferrand : Presses universitaires Blaise-Pascal*, 283-304

²⁷⁸Hamid Chabani, *op.cit.* p.17

Il y a donc eu un retour à cette organisation ancestrale basée encore une fois sur le village et la tribu. « *La révolte a touché toute la Kabylie, et nous nous sommes retrouvés contraints d'essayer d'encadrer cette force qui pouvait déstabiliser le pouvoir central, et surtout faire changer une gestion étouffante et abusive du pays en général et de la Kabylie en particulier. C'était une opportunité à ne pas laisser passer. C'est pour ça que nous nous sommes spontanément organisés en « aârch », chaque « aârch » avait ses représentants dans les conclaves organisés par la CADC. C'était aussi une manière de dire halte aux méthodes des politiques qui n'ont jamais réussi à changer les choses* », explique Monsieur S.K. représentant d'un village, et militant actif dans la fédération RCD des Etats Unis²⁷⁹.

Il est à souligner que le calme est relativement revenu après presque un mois et demi de violence, et ce grâce à l'encadrement de la CADC, cette organisation mythique, laquelle était porteuse d'un message très symbolique avec ce recours à la concertation citoyenne au moment où le politique semblait avoir atteint ses limites aux yeux de la population de Tizi Ouzou, comme le déclare Saïd :

« *Nous avons beaucoup cru en le RCD et le FFS mais ils n'ont rien pu faire pour nous sortir de ce ko. Même à l'échelle locale, les collectivités, gérées essentiellement par ces deux partis, sont absentes. On se sentait complètement abandonnés* »²⁸⁰.

Ce sentiment d'abandon et de laisser pour compte, et l'absence d'une représentation politique, a fait de la CADC une vraie alternative qui pouvait combler le vide politique, mais sans faire de la politique aux yeux de la majorité des citoyens, vu son fonctionnement émanant d'une organisation ancestrale rappelant des valeurs tel que l'honneur et le respect, et dont les actions sont au service l'intérêt communs.

Cette nouvelle organisation est parvenue à imposer de nouveaux acteurs, de nouvelles pratiques et des innovations, compensant ainsi les limites des partis politiques, associations et syndicats, particulièrement les partis implantés en Kabylie à savoir le FFS et le RCD.

Le mouvement parti de l'émeute spontanée, sans revendications ni portes parole, se transforme en un mouvement organisé, représentatif et énonçant des revendications.

²⁷⁹Entretien réalisé en décembre 2014 à Paris.

²⁸⁰Entretien réalisé en mars 2016 à Tizi Ouzou

- La charte de la CADC

Dans les premières semaines suivant la naissance de la CADC, les revendications principales répondent à l'urgence de la situation. Les différentes coordinations exigent alors, le statut de martyrs et une indemnisation à toutes les victimes de ces événements, ainsi que le jugement des gendarmes à l'origine des assassinats qui ont été commis. La CADC a également fait une demande pour l'organisation d'une deuxième session du baccalauréat, au vu du climat de violence et de peur dans lequel les lycéens en classes de terminale ont passé leur BAC.

Vient ensuite l'adoption de la plateforme d'El-Kseur, le 11 juin 2001, un programme que les représentants de la CADC, à l'unanimité, refusent de négocier, et demandent à ce que le contenu soit accepté dans sa totalité par le président Bouteflika. C'est pour accompagner le dépôt de la plateforme que l'appel à la grande marche du 14 juin vers la présidence de la république a été lancé. Des centaines de milliers de personnes se sont dirigées vers Alger, elles ont été agressées par des civils armés d'armes blanches, de policiers en civile et réprimées par les brigades anti-émeutes. Cette plus grande manifestation de l'histoire de l'Algérie indépendante a été très fortement réprimée par les forces de l'ordre mobilisées pour empêcher les manifestants d'arriver à Alger. A travers cette répression, l'hypothèse d'une volonté de donner au soulèvement du « printemps noir » une dimension culturelle et régionale est possible. Cette marche du 14 juin a fait plusieurs victimes entre blessés, disparus et morts. Cela signe le début de la radicalisation du mouvement, au moment où, paradoxalement, un doute s'installe au sein de la population quant aux actions menées par la CADC. Beaucoup de voix se sont élevées incombant une partie de la responsabilité des conséquences de la marche du 14 juin au mouvement des *aârch*. C'est le cas d'une mère d'un jeune, décédé lors de la marche du 14 juin, qui estime que son fils ne serait pas mort s'il n'avait pas été manifesté sur Alger : « *Pourquoi aucun représentant de la CADC n'a été blessé ou tué lors de cette marche ? Ils ont conduit nos enfants sur le chemin de la mort. Certes mon fils savait bien ce qu'il faisait et pourquoi il allait manifester, mais s'ils n'avaient pas appelé à cette marche sur Alger, il n'y aurait pas eu ce carnage !! Il a répondu à toutes les manifestations ici à Tizi Ouzou sans qu'il ne soit même pas blessé car il connaît la ville et le mouvement ici* »²⁸¹. Ces propos marquent aussi une perte de confiance dans ce mouvement citoyen, qui s'est accentuée dans le temps, surtout que le FFS avait préféré changer l'itinéraire de la marche du 31 mai sur Alger pour éviter une répression sanglante.

²⁸¹Propos de la mère d'une victime, dont je choisis de garder l'anonymat, peu après l'enterrement de son fils.

- La radicalisation et les limites du mouvement des aâarch

La dénonciation de la « mal vie », de *la hogra*, de la répression et de la hausse du chômage qui étouffe les jeunes algériens, ont été ralliées aux revendications de la CADC, qui se veut désormais une organisation nationale. La lettre ouverte des aâarch du 11 juin 2001 précise que le combat de la Kabylie et de tous les Algériens est « celui de la dignité de tous les Algériens dans une République libre, démocratique et sociale. Une République de citoyens d’où seront bannis *la hogra*, la marginalisation et la misère sous toutes ses formes. »²⁸²

De ce fait les émeutes de 2001 peuvent être lues comme s’inscrivant dans un registre politique, parce que pour une fois, la parole des émeutiers est transformée en revendications²⁸³ socio-politiques, elle est portée par un mouvement organisé, capable de mener des négociations.

Les appels à la grève générale se multiplient faisant des villes et villages kabyles des endroits inanimés. Les commerçants, et même les travailleurs dans institutions publiques répondaient en masse à ces appels.

A la fin de l’année 2001, la CADC a recours à une arme inédite dans l’histoire de l’Algérie, qui est l’appel au boycott des élections législatives et municipales²⁸⁴, une manière de refuser toute représentation politique dans un système qui consacre la non-reconnaissance des citoyens. Là encore une caractéristique des émeutiers qui ne croient plus aux partis politiques. Les représentants du mouvement estiment que le rejet des élections sous-entend l’absence des élus, qui constitue une crise constitutionnelle et un coup fatal au pouvoir. Ces actions ont conduit à l’arrestation de plusieurs personnes.

Par ailleurs, l’addition lourde de la marche du 14 juin est restée dans les mémoires, et la situation économique en Kabylie devenait de plus en plus préoccupante. Les commerçants payaient des loyers et le manque à gagner s’accumulait. La situation devenait critique pour beaucoup de commerçants, sans qu’un résultat palpable ne soit observé. Un libraire de la nouvelle ville de Tizi Ouzou a fini par ne plus faire grève et estime que « *ce ne sont pas les*

²⁸²Extrait de la lettre ouverte du 11 juin 2001 *In Ahmed Ghouati op cit.*

²⁸³Gérard Mauger, *L’éméute de novembre 2005. Une révolte protopolitique*, Paris, Editions du Croquant, 2006, p.143

²⁸⁴Les délégués de la CADC et leurs sympathisants ont empêché l’ouverture de plusieurs bureaux de vote, ils sont dans certains cas allés jusqu’à détruire le matériel électoral (urnes, registres, listes ...)

représentants du mouvement citoyens qui ont cinq bouches à nourrir, la mobilisation a des limites ... chacun est libre de ses actions ! »²⁸⁵

Il semble important de souligner la persistance de l'émeute comme moyen de revendication pendant presque deux années en Kabylie. Toutes les manifestations entreprises pour rejeter la tenue des scrutins, pour exiger la libération des détenus, ou pour honorer la mémoire des martyrs de ce « printemps noir » tournaient inévitablement à l'affrontement entre forces de l'ordre et manifestants.

La négociation de certains délégués avec le gouvernement d'Ouyahia est vécue comme une grande trahison aux victimes et au mouvement dans sa globalité, achevant tout espoir et toute chance de voir aboutir les revendications de cette jeunesse révoltée.

Cette Conjoncture, ne constitue pas à elle seule une explication du recours inéluctable à l'émeute, si l'on prend en considération la crise économique que traverse l'Algérie comme conséquence des années de terrorisme. En effet, la privatisation des entreprises nationales et le déclin des investissements s'accompagnent du chômage, d'une crise de logements et d'un manque de lieux culturels et de divertissement créent un contexte favorable à la révolte²⁸⁶. Le manque de perspective, l'injustice et « *la hogra* » restent les vrais problèmes d'une jeunesse désespérée. C'est dans cette optique que les revendications de la jeunesse algérienne dans sa globalité, trouvent résonance dans les manifestations de 2001 en Kabylie, durant lesquelles « *la hogra* » et le mépris se sont largement exprimés.

2-Les émeutes de 2011 : l'expression d'un marasme social ?

L'Algérie a connu en début de l'année 2011 de violentes émeutes d'une ampleur nationale provoquant la mort de 5 personnes en cinq jours. A l'origine de ce vent de protestation, deux raisons sont évoquées ; la première étant la décision prise par l'Etat quant à l'interdiction du marché informel comme incidence directe de la loi de finance votée par le parlement en juillet 2009, du fait que celle-ci prônait le « *patriotisme économique* ». En effet, l'Etat algérien a « déclaré la guerre » au marché informel, sans même consulter les acteurs économiques et sociaux, et sans proposer une alternative aux citoyens qui font de ce marché leur gagne-pain, comme c'est le cas de plusieurs jeunes algériens. D'autre part, les médias

²⁸⁵Déclaration de Monsieur CH en marge de la grève générale à laquelle les Aarouchs ont appelé.

²⁸⁶Chérif Bennadji, « Algérie : la fin de la crise politique ? », *L'Année du Maghreb* [En ligne], I | 2004, mis en ligne le 08 juillet 2010, consulté le 16 juin 2020. URL : <http://journals.openedition.org/anneemaghreb/303> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.303>

ont annexé ces émeutes à la flambée soudaine de certaines denrées alimentaires. Cette raison est largement reprise dans la presse locale et internationale, évoquant la hausse vertigineuse et subite des prix de certains produits de première nécessité, notamment, le sucre et l'huile. En effet, une augmentation estimée à 30% est constatée pour les produits de base en ce début du mois de janvier 2011. L'augmentation des prix est due à la fois à une TVA de 17% imposée par l'état aux grossistes, ainsi qu'à l'augmentation des prix des matières premières agricoles à l'échelle mondiale.

Par ailleurs, d'après un jeune habitant le quartier de Bab el Oued, Kamel²⁸⁷, c'est le comportement de la police jugé injuste qui est en effet à l'origine : « *l'émeute est partie de ce quartier suite à l'agression, par des policiers en civil, d'un marchand ambulant* ». Cet acte a été perçue par les jeunes de ce quartier comme un signe de provocation et de mépris auquel ils n'ont pas tardé à répondre, armés d'un sentiment de désillusion surtout lorsque les autorités locales ne tiennent pas leur promesse de l'aménagement de places, dont ils bénéficieraient de façon légale, sur le marché de la ville.

Les avis se multiplient, mais convergent, car beaucoup estiment que la flambée des prix n'est qu'un élément déclencheur du mouvement. C'est l'avis notamment du sociologue Nacer Djabi qui estime que "cette contestation sociale a, certes, pour cause une revendication économique, mais des causes encore plus profondes sont à l'origine de cette mobilisation des jeunes des quartiers populaires. « La dimension politique n'est pas en reste de cette mobilisation ». ²⁸⁸

2-1-Pendant le « printemps arabe », les émeutes

Ce mouvement contestataire était prévisible, d'autant plus que l'année 2010 fut l'année de la contestation puisqu'elle a comptabilisé plus de 10000 mouvements sociaux. Les services de la gendarmerie avancent le chiffre de 11500 entre manifestations publiques et rassemblements sur l'ensemble du pays. Parmi ces manifestations, un nombre important a tourné à l'émeute, avec comme cause le manque de logement, ou alors l'attribution jugée injuste de nouveaux appartements. En effet, à chaque opération de relogement, la classe des démunis se révolte. Ce sont pour la plupart, des habitants de quartiers populaires où des F2 sont occupés par deux ou trois ménages à la fois, pour dire le grand besoin de ces familles en matière de logement. Ces émeutes qui se sont multipliées durant l'année 2010, ont créé

²⁸⁷Jeune habitant le quartier de Climat de France,

²⁸⁸Entretien accordé au journal *Liberté* du 10 janvier 2011.

un climat propice à un soulèvement populaire à n'importe quel moment. La cherté de la vie était, donc, la goutte de trop.

L'année 2011 est également celle qui a vu naître un ensemble de contestations populaires de grande ampleur à travers le monde arabe. En effet, ces mouvements inédits dans cette région débutent en Tunisie où le peuple demande la rupture avec un régime politique dictatorial, et se propagent à d'autres pays arabes provoquant d'importants changements politiques. C'est en plein effervescence de la rue tunisienne que ces émeutes de 2011 éclatent et se propagent à plusieurs villes du pays en un temps très court, mais sans pour autant que des revendications purement politiques émergent. Pour un moment, beaucoup d'Algériens avaient pensé que ce mouvement de protestation généralisé allait déboucher sur une remise en cause du pouvoir. Mais la répression policière a vite maîtrisé ces émeutes, ainsi que les « marches de samedi » organisées par une partie de l'opposition²⁸⁹.

L'augmentation des prix des matières essentielles a aidé à la construction d'une interprétation des émeutes de 2011 proche de celle des « émeutes de la faim », mais encore une fois sans accordé la parole à ces jeunes qui les ont faites.

Ainsi, il est impératif de se pencher sur l'expression d'un marasme social profond si on veut faire preuve d'objectivité. En effet, « le plus important n'est pas le déclic mais le background » pense le sociologue Nacer Djabi²⁹⁰. Les émeutiers refusent de résumer leur soulèvement à une simple histoire de sucre et d'huile. Le problème est tout autre, puisqu'il s'agit d'une revendication populaire manant d'un certain nombre de facteurs qui constituent un contexte structurel de l'émeute. C'est ce que confirment les propos de Kamel, un jeune de 24 ans qui a pris part à ces émeutes dans le quartier de Bab El Oued, pour qui il est inconcevable de ne pas avoir du travail, de vivre dans des conditions socioéconomiques difficiles alors que l'Algérie a des richesses naturelles, mais dont les bénéfices ne profitent jamais au peuple. Il dit :

« Ils se trompent s'ils croient qu'il suffit de baisser le prix de l'huile et du sucre pour régler le problème. On veut avoir notre part du gâteau. Une infime partie des 150 milliards qui dorment dans les caisses de l'Etat. Qu'ils construisent des marchés dignes de ce nom pour que nous puissions

²⁸⁹Akram Belkaid « L'Algérie, une exception en marge du « printemps arabe » ? », *Les Cahiers de l'Orient*, vol. 107, no. 3, 2012, pp. 141-150.

²⁹⁰Entretien accordé le 09/01 au soir d'Algérie

travailler. Ce n'est pas une partie de plaisir pour nous qui faisons ce travail, nous le faisons parce qu'on ne trouve pas de travail. Il y a dans le marché des pères de familles qui ne peuvent se permettre de manquer un jour de marché. Attendre la rénovation du marché des trois horloges est impensable pour eux. C'est une question de survie. C'est la misère et la pauvreté qui nous poussent à installer des tables au marché, tout en étant convaincus que nous gênant et la circulation, et les commerçant de la place »²⁹¹.

L'un des jeunes qui ont participé aux heurts avec la police est Kheïreddine, un jeune chauffeur de bus, âgé de 29 ans qui estime que :

« Les jeunes sont sortis manifester leur colère parce qu'ils vivent mal, les perspectives sont inexistantes. C'est tout ça qui provoque le « dégoûtage » (le fait d'être dégouté), Ils ne savent plus quoi faire de leurs journées et de leurs vies ! Ils ne sont pas sortis pour protester contre la cherté de la vie, encore moins contre la hausse du sucre et de l'huile. Ils sont pour la plupart chômeurs, et vivent aux crochets de leurs parents »²⁹²

Le terme « dégoûtage » utilisé par beaucoup de jeunes algériens renferme plusieurs facteurs susceptibles d'encourager la participation à l'émeute. En effet, il signifie à la fois le fait de ne pas être actif, de n'avoir rien à faire, de ne pas avoir le choix en matière de distraction, de ne pas pouvoir se projeter, tout en désignant du doigt l'Etat comme étant responsable de cette situation. Face à ce grand désespoir de la jeunesse, la rue reste le seul moyen de se faire entendre par un système politique avec lequel les jeunes générations sont en décalage. Par conséquent, l'Algérie vit en état d'émeutes permanent depuis la fin des années 1990, pendant lesquelles les problèmes de cette jeunesse ont été occultés par la gravité du terrorisme²⁹³.

2-2-La Physionomie des émeutes de janvier 2011

- 5 janvier : premier jour d'émeute à Bab El Oued

Dans la matinée de ce mercredi 5 janvier, le réseau mobile est complètement perturbé, ce qui laisse place à de folles rumeurs sur la tournure qu'allait prendre ce mouvement de protestation. La population prise de panique, a aussitôt envahit les marchés et les supérettes

²⁹¹ Entretien réalisé le

²⁹²Entretien réalisé en Avril 2015 à Alger.

²⁹³Akram Belkaid, *op cit.*

(grandes surfaces) pour faire "le plein" en provisions, en prévision d'une dégénération de la situation. Une psychose totale nourrie par la désinformation et la propagande dont sombrait l'Algérie à ce moment-là.

C'est dans la nuit du mardi 5 janvier 2011, qu'un vent de violence a commencé à souffler dans la banlieue ouest d'Alger. Ce vent grandissant, qui a fini par atteindre 24 Wilayas, soit la moitié du pays. Ce mouvement de contestation a gagné, entre autres villes, Alger, M'sila, Bordj Bou-Arreridj, Bouira, Blida, Tizi Ouzou, Boumerdes, Tipaza, Bejaïa et Oran. C'était le départ d'une protestation que la rumeur avait déjà annoncé, au vu des conditions de vie des algériens, et du contexte géopolitique particulier, en tenant compte du soulèvement populaire contre le président Ben Ali en Tunisie.

Le 5 janvier à la tombée de la nuit un groupe de jeunes, parmi lequel se trouvait Kamel se dirige vers le siège de la sureté de Bab El Oued qui se situe dans le quartier des trois horloges pour protester contre le comportement de la police envers les marchands ambulants du marché.

« Empêchés par les gaz lacrymogènes, et des tirs de sommation, nous avons vécu cela comme une agression de trop après ce qui s'était passé sur la place du marché. Pris de colère, nous avons saccagé un abribus pas loin de là. Et les renforts de police commencent à arriver, et ça devenait chaud ! Nous étions environs une quinzaine à nous retrouver en haut de l'escalier vers le climat de France, alors que les policiers étaient en bas, nous avons allumés les feux d'artifices en direction de la police qui ripostait avec des bombes lacrymogènes. On jette tout ce qu'on trouve sur notre chemin pour barricader les rues avec (Bloc de béton, pneus sortis de je ne sais où, poubelles...), ou alors pour tenter d'atteindre les policiers. Tous les coins de Bab El Oued se sont embrasés. D'autres groupes de jeunes se sont enfui vers le boulevard Mira où ils ont affronté la police une bonne partie de la nuit. Ces échanges violents ont duré toute la soirée »

Les slogans scandés durant les affrontements sont forts de sens, puisqu'ils expriment à la fois le mécontentement résultant de la flambée des prix de certaines denrées alimentaires, et aussi le malaise social qui se traduit par les autres problèmes qu'ils vivent au quotidien comme la « hogra », le chômage, la crise de logement. Le slogan « *Bab El Oued echouhada* », (Bab El Oued des martyrs) si cher aux jeunes de ce quartier a été repris en

boucle. Il fait référence aux nombreuses victimes qu'a perdues ce quartier lors des évènements d'octobre 1988, et lors des années de la décennie noire. Toutefois, le slogan de « *dawla islamiya bla intikhabat* », (Etat islamique sans élections) scandé par un groupe de jeunes à Bab El Oued mérite toute l'attention. Il y a dans l'histoire de ce quartier les mémoires de toute la période d'octobre 1988 et ses conséquences, la mobilisation des islamistes suite à l'arrêt du processus électoral au début des années 1990. Ainsi ce slogan peut être lu comme étant l'expression d'une double radicalisation, celle de l'islamise bien ancrée dans ce quartier, et celle du recours à la violence et la destruction des symboles de l'Etat traduisant son rejet tel qu'il a été conçu depuis l'indépendance.

Portés par une grande colère, les jeunes se sont pris, comme à chaque fois que l'émeute est intense, à tout ce qui symbolise l'Etat, en l'occurrence les commissariats de police les institutions comme les sièges d'APC et de Daïras, bureaux de poste et banques ainsi que les opérateurs de téléphonie. Les cibles des émeutiers est également un facteur qui permet de doter de sens l'action violente entreprise, et offre une interprétation supplémentaire sur les causes qui poussent les citoyens à adopter l'action violente comme moyen de protestation. Le sociologue Mohamed Mebtoul voit en cela un sens politique, car selon lui, si l'on vient à réaliser une ethnographie de la "casse", les symboles de l'Etat seraient dominants²⁹⁴. La casse et les jets de pierres mettent la lumière sur les non-dits des émeutiers, car encore une fois, en 2011 l'émeute était soudaine.

Ce climat de confusion a laissé, néanmoins, l'occasion de s'attaquer aux commerces de luxe comme les bijouteries et autres boutiques de vêtements, mais également de grands magasins d'électroménager et des concessionnaires automobiles. En effet, des scènes de pillages ont été utilisées pour stigmatiser davantage ces émeutes et les qualifier de

- Jeudi 6 janvier, l'émeute se poursuit

Les commerces ont baissé rideau, pour cause, l'annonce des dégâts jusque-là causés dans certains magasins d'Alger.

A Bab-el-oued, d'où est partie la contestation, les affrontements entre les jeunes et les policiers reprennent.

A l'opposé de la ville, dans la cité "les bananiers", située dans la commune de Mohammadia dans la banlieue Est d'Alger, les manifestants se sont livrés à un face à face d'une violence

²⁹⁴Entretien accordé au Maghreb Emergent le 13 janvier 2011

inouïe avec la police. C'est pendant cette nuit que l'émeute aura atteint son intensité maximale et s'est étendue à plusieurs localités d'Alger, jusque-là épargnées, comme Chevalley, Draria, Rouiba, Bab Ezzouar ou encore Dergana. La situation était tellement incertaine que le consulat de France demande à ses quelques 23000 ressortissants habitant dans la wilaya d'Alger de faire preuve de vigilance.²⁹⁵

Ce deuxième jour fut celui de sa propagation à d'autres villes du pays, car après le déclenchement de l'émeute à Oran, la veille, la protestation a gagné d'autres villes comme Bouira, Boumerdes, Béjaia, Bordj Bouararidj et M'sila.

Ce jeudi s'achève non sans laisser de traces, puisque d'importants dégâts ont été constatés. A Bab el oued, les agences des opérateurs de téléphonie mobile 'Mobilis' et 'Djezzy' ainsi que les showrooms de plusieurs 'maisons' d'automobile ont été complètement saccagés, et plus d'une quinzaine de véhicules ont été incendiés. Plusieurs magasins ont été pillés, à l'image des magasins d'articles de sport.

Une grande vague d'arrestations, pour atteinte à l'ordre public et attroupement illégal, parmi les émeutiers s'en est suivie. Plusieurs blessés ont été également enregistrés.

- Vendredi 7 janvier, 3eme jour d'émeutes

Vendredi matin, l'image des magasins saccagés, de pneus brûlés et autres façades noircies est frappante. Elle renseigne, néanmoins sur l'intensité des émeutes qui ont secoué la capitale durant les deux jours précédents.

Malgré le retour d'un calme précaire, un climat tendu régnait dans la région algéroise laissant présager le retour imminent des affrontements, d'autant plus qu'un dispositif très impressionnant des forces de l'ordre était déployé dès l'aube. Ce qui vient appuyer la rumeur qui circulait depuis l'aube de jeudi, faisant état d'un investissement de la rue, par les foules, dans l'après-midi de vendredi juste après la prière hebdomadaire.

Par ailleurs, les familles des jeunes arrêtés, ont pris d'assaut le commissariat de Bab el Oued pour tenter d'avoir des nouvelles des leurs et de réclamer leur libération.

Afin de parer à tout débordement éventuel, notamment à la suite de la prière de vendredi, les forces anti-émeutes étaient présentes sur tous les axes conduisant à Bab el oued, des camions de police sont prévus au siège de la DGSN. Un important dispositif sécuritaire est mis en

²⁹⁵*Le Figaro* du 7 janvier 2011

place à la place des martyrs, pendant que la sécurité est également renforcée à la place du 1er mai et autour du siège de l'APN.

La prière de ce vendredi était particulière, puisque les imams ont également tenté de raisonner les jeunes en colère, en dédiant leurs prêches à des appels au calme. Des appels qui ne trouvent pas écho, puisque les jeunes révoltés ont renoué avec l'émeute juste après la prière du vendredi, comme ce fut le cas à Belouizdad, Bab el oued et El Harrach. Des affrontements entre les jeunes et les éléments de la police, ont eu lieu à Alger, Oran, Bordj Bou Ariridj, Boumerdes et pour la première fois à Annaba et Tizi Ouzou.

A Bab el Oued la 3^{ème} nuit d'émeutes du 7 janvier a été plutôt calme, malgré la vive tension qui persiste, car la colère des jeunes était loin d'être éteinte, ce qui risquait de rallumer la flamme de l'émeute à n'importe quel moment.

Le samedi 8 janvier, Alger est paralysée, tous les commerces sont fermés ainsi que les administrations publiques. Pendant ce temps, les services de voirie s'attellent à effacer toute trace de l'émeute, en signe d'un désir des autorités de tourner cette page. La réaction rapide des services publics peut être interprétée comme une action dont le but est de limiter la propagation du mouvement, en essayant de présenter sur leur chaîne de télévision Alger comme une ville où il ne s'est rien passé. Avec le dégagement des tronçons des routes, le remplacement des panneaux de signalisation et autres lampadaires saccagés, Alger reprend son souffle, et la situation maîtrisée. Cette étape du processus de la gestion de l'émeute vient finaliser le travail effectué par les forces de l'ordre qui ont réussi à réprimer ces émeutes. D'ailleurs le dimanche 9 janvier le ministre de l'Intérieur Daho Ould Kabilia déclare que « la page était tournée », malgré la persistance de quelques incidents épars sur l'ensemble du territoire national. Il a également annoncé que ces émeutes avaient fait trois morts et 800 blessés dont 763 policiers, et environ un millier d'arrestations.

2-3-L'action violente alimentée par la solidarité dans les quartiers

Les acteurs, appartenant à la composante juvénile de la société, ont recours systématiquement à la violence, car convaincus que les problèmes dont ils souffrent ne peuvent être exposés que par l'émeute, en dépit du fait que l'issue soit inconnue.

Ce recours à la violence comme moyen d'expression, est expliqué par « la fermeture des espaces publics et l'absence de canaux qui gèrent la tension sociale » selon le sociologue M. Tayebi. Il suppose que « cette violence pourrait être le fait d'une jeunesse qui frappe à la

porte de l'histoire sociale, pour marquer sa présence et arracher une place dans la société... Ces portes étant souvent fermées, ils recourent à la violence pour les forcer »²⁹⁶.

Les jeunes émeutiers de Bab El Oued, ne sont pas directement concernés par la cherté de la vie, car chômeurs et célibataires pour la plupart. Cela ne les empêche pas de protester, pour porter haut la voix de leur désir de changements radicaux et urgents du point de vue socio-économique. C'est le cas de Fouad, un étudiant chômeur de 26 ans « *Nous sommes sortis, en solidarité avec le reste du peuple algérien, dans la rue pour exprimer notre rage, et demander plus de justice et plus d'équité sociale* »²⁹⁷.

Le recours à l'émeute, est, semble-t-il, le seul moyen pour arracher ses droits, un point de vue partagé par tous les émeutiers quel que soit leur niveau d'études, et même par beaucoup de personnes, qui certes restent en spectatrices, mais cautionnent la démarche des émeutiers. C'est ce qu'explique Fouad :

« Sortir dans la rue, et casser est le seul moyen d'expression que le pouvoir entend... Autrement on ne t'entendra jamais. Le pouvoir est comme ça, il n'entend que les bruits de la rue. Je ne me suis jamais tenu à l'écart même si j'étais étudiant, au contraire je partage les souffrances des jeunes de mon quartier. La preuve est là, j'ai fini mes études il y a presqu'une année, mais je ne trouve pas encore de boulot ».

Les liens de solidarité dans le quartier, surtout dans les vieux quartiers, restent forts, et sont mobilisés pendant les émeutes. Même si les jeunes du quartier ont des vies et des trajectoires différentes²⁹⁸, mais lorsque l'émeute se déclenche elle devient parfois l'affaire de tout un quartier. C'est parce que les policiers s'en prennent aux « fils du quartier », que les autres se sentent obligés d'intervenir pour leur prêter main forte. C'est ce que révèlent les propos du jeune Didine habitant le quartier des Genets à Tizi Ouzou :

« Il était 15h, lorsque les jeunes du quartier 'les genêts', ont décidé de sortir à leur tour dans la rue vu ce qui se passait partout en Algérie. à ce moment-là je rentrais d'une visite familiale. J'ai à peine entendu les voix s'élever, je suis sorti alors que les gaz lacrymogènes venaient d'être tirés par la police. J'ai pris la fuite vers le centre du quartier où j'ai trouvé des jeunes du

²⁹⁶Entretien publié dans *La Tribune* du 20-01-2011

²⁹⁷Entretien réalisé en avril 2015 à Alger

²⁹⁸Michel Kokoreff, *La force des quartiers, de la délinquance à l'engagement politique*, Paris, Payot, 2003.

quartier entraîn de casser des briques qui allaient nous servir de projectiles, j'ai commencé à les aider... j'ai pris part à ces émeutes par solidarité avec mes amis du quartier, mais aussi parce que presque toute l'Algérie s'est soulevée. On en a marre de la vie que nous vivons »²⁹⁹.

2-4-Ni plus, ni moins qu'un « chahut de gamins »

Face à cette violence et à cette jeunesse qui ne décolère pas, le gouvernement brille par le silence. Le journal de 20h diffuse des témoignages de citoyens qualifiant ce qui s'est passé de « chahut de gamins », provoqué par une légère augmentation des prix de certains produits alimentaires. En effet, l'ENTV est la voix des dirigeants de l'Etat³⁰⁰, qui font le choix de donner à ces émeutes une interprétation liée à la cherté de la vie, et rassurent le peuple en incitant le ministre du Commerce à se réunir avec les opérateurs de l'industrie de l'huile et du sucre. Une réunion où il a été convenu le retour aux anciens prix de ces deux produits de première nécessité.

Une réunion interministérielle s'est également tenue dans la journée du samedi 8 janvier. Au terme de cette réunion, le gouvernement annonce l'annulation des taxes et des droits de douane sur ces mêmes produits jusqu'en août de la même année. Par conséquent, les distributeurs d'huile de l'Association de la Filière Algérienne des Oléagineux (AFAO) déclarent au lendemain de ces émeutes le report de toute augmentation de prix, alors que le premier producteur d'huile et de sucre, en l'occurrence Cévital, a tenu à se démarquer des autres producteurs par rapport à la flambée des prix puisqu'il vendait ses produits au même prix, sans jamais l'avoir augmenté.

Les mesures prises par le gouvernement pour stopper la hausse des prix de ces produits ont certes apaisé les esprits, mais elles n'ont pas complètement convaincu les manifestants, qui estiment que leurs conditions de vie restent quant à elles inchangées. Le mépris, le chômage, le manque de perspectives et le manque de liberté d'expression demeurent les marqueurs de leur quotidien. On parle alors d'une société travaillée dans sa profondeur, d'où jaillit un besoin de vivre et d'exister tout simplement. Ceci procure aux émeutes de janvier 2011 une dimension autre que la dimension socio-économique. Ce ne sont pas des gamins qui n'ont pas conscience de leurs actes, mais au contraire des jeunes qui, à leur façon, exercent une pression pour tenter de déstabiliser cet ordre dans lequel ils se sentent socialement étouffés.

²⁹⁹Entretien avec Didine, 22 ans, habitant le quartier des Genets, réalisé en mars 2016 à Tizi Ouzou

³⁰⁰L'utilisation de la télévision nationale comme moyen de gestion de l'émeute est abordée dans le chapitre V

3-L'émeute gagne le sud

Dès le début des années 2000, c'est-à-dire durant le premier mandat de Bouteflika, les jeunes du sud algérien³⁰¹ ont dit « halte ! » à la hausse du chômage et à l'octroi des postes de travail à des personnes venues d'autres régions du pays et même des pays étrangers. Halte aux pénuries de gaz et d'électricité qui touchent leur région Hassi Messaoud, abritant pourtant le plus grand gisement d'Afrique. Halte à la « mal vie » et aux inégalités sociales. *Nous voulons notre part de l'exploitation des richesses de Hassi Messaoud, que toutes nos communes soient alimentées en gaz de ville », « il faut que nos jeunes soient prioritaires dans les recrutements pour des postes dans le secteur des hydrocarbures. Pourquoi ramener des gens d'ailleurs alors que nos jeunes diplômés sont au chômage ? C'est juste absurde ! »*³⁰²

3-1-Entre demandes socio-économique et revendications morales

Toute l'Algérie pouvait s'attendre à ce que le soulèvement ou la protestation jaillisse du côté des jeunes de Kabylie, ou de ceux des grandes métropoles du pays. Finalement ce sont les jeunes du Sud qui parlent le « langage de la révolte ». En d'autres termes, la contestation est venue de là où on ne l'attendait pas, donnant du fil à retordre aux conseillers du président de la République et à son gouvernement.

En guise de protestation contre le chômage et la discrimination, les jeunes Ouarglis³⁰³ ont procédé, en février 2004, de la même façon que les autres émeutiers du monde entier : Fermeture des principaux axes routiers comme la route d'Ain El Beida, attaque du siège de la Wilaya, d'un hôtel de la Sonatrach³⁰⁴, et du central téléphonique de la ville, perturbant ainsi le réseau téléphonique dans toute la région. Le bouchon a été poussé un peu loin en interrompant la conférence de presse que donnait le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Yazid Zerhouni, à l'université de Ouargla. En effet, l'université ainsi que la cité universitaire ont été prises d'assaut, et les jets de pierres obligent le ministre à quitter les lieux. Le 22 février 2004, veille de la visite de Bouteflika alors en compagnie électorale pour un deuxième mandat, de violents affrontements ont opposé les forces de l'ordre et les chômeurs Ouarglis. Ces derniers saccagent de nombreux édifices publics.

Plus de 140 km plus loin, dans la même journée, la visite du chef de l'Etat ne s'est pas mieux passée. Touggourt, une autre ville de la wilaya d'Ouargla s'enflamme : Le cortège

³⁰¹La région du sud réputée pour être calme, et détachée du reste du nord de par sa localisation dans le désert.

³⁰²Paroles d'émeutiers reprises dans différents journaux, février 2004

³⁰³Habitant de la ville d'Ouargla, située à 800 km au sud d'Alger.

³⁰⁴La société nationale des hydrocarbures

présidentiel pris pour cible, et complexe omnisport incendié, le commissariat et le siège de la Sonelgaz attaqués. Des heurts violents avec les forces de l'ordre se sont produits.

Même scénario à Béchar, une autre wilaya du sud, où plusieurs jeunes ont été arrêtés suites à de violentes émeutes en juillet 2004. Les émeutiers déclarent que les responsables locaux ne se soucient guère de la situation de la population de cette ville, qu'ils qualifient de précaire à cause des insupportables coupures d'électricité dans les foyers en cette période caniculaire (46°C à l'ombre), du réseau d'assainissement défectueux, du régime restrictif de distribution de l'eau potable, des rues impraticables à la circulation car non bitumées, du stade de football ne disposant pas d'éclairage la nuit.

Les nombreuses actions collectives menées par la population, allant d'une simple coupure d'axes routiers aux menaces de suicides collectifs en passant par l'émeute, ont marqué les villes du sud algérien. Elles ont pour cause, une crise sociale, s'accompagnant d'un taux de chômage officiel de près de 10 %, mais estimé en réalité à 30 %, qui touche essentiellement les jeunes³⁰⁵. Par ailleurs, le sentiment d'exclusion de cette région est également évoqué à travers ces contestations. L'organisation de la protestation des chômeurs à Ouargla a débouché en 2013 sur une manifestation réunissant des millions de personnes baptisée « *Melyouniyat Ouargla* » (la marche des millions). De ce point de vue, la contestation par l'émeute, puis à travers des actions pacifiques menée par le collectif des chômeurs, rappelle le mouvement de Kabylie en 2001, d'autant plus qu' « une délégation de plusieurs représentants de villes du Sud s'était réunie en mars 2004 à El Bayadh pour présenter leur plateforme de revendications, insistant sur le refus de la privatisation de Sonatrach, demandant que la priorité dans l'octroi des postes de travail soit donnée aux jeunes de la région et souhaitant la mise en œuvre d'un programme pour le développement du sud »³⁰⁶

Par ailleurs, depuis 2012 des contestations de l'exploitation du gaz de schiste ont été menées par les populations de la ville d'Ain Salah, une ville de la wilaya de Tamanrasset au cœur du Sahara algérien. Après plusieurs semaines de protestation pacifique, le mouvement, devenu national et même international avec le soutien de plusieurs ONG, se radicalise et les habitants prennent d'assaut une base de la multinationale américaine Halliburton quand ils apprennent que les entreprises lancent les travaux d'un second puit. La situation tourne à l'affrontement,

³⁰⁵Naoual Belakhdar, « L'éveil du Sud » ou quand la contestation vient de la marge. Une analyse du mouvement des chômeurs algériens », *Politique africaine*, vol. 137, no. 1, 2015, pp. 27-48.

³⁰⁶*Ibid*

pendant 24 heures, entre gendarmerie et habitants d'Ain Salah. Les brigades anti-émeutes sont dépêchées en renfort, et un jeune décède asphyxié par les gaz lacrymogènes.

Entre décembre 2013 et juillet 2015 éclate au grand jour un conflit communautaire, à Ghardaïa située à 600 km au sud d'Alger, et classée patrimoine mondiale de l'UNESCO. Il est important de rappeler que les hostilités entre les deux communautés impliquées dans ces émeutes ont lieu depuis 2008. Les tensions entre Mozabites (berbères de rite ibadite) et Chaâmbas (arabes de rite malékite) ont fait plusieurs morts. A l'origine de ces heurts, la profanation, par les Mozabites, de plusieurs tombes, dont le mausolée de Cheikh Ammi Moussa, datant du 16ème siècle, "symbole de l'intégration des Arabes dans cette région". L'interprétation de ces émeutes comme étant un simple conflit ethno-confessionnel, serait faire l'impasse sur « les demandes de redéfinition des contours de la « mozabité » et de l' « algérianité », qui attestent des exigences de reconnaissance des spécificités et d'accession à des droits égaux »³⁰⁷.

Ce panorama des émeutes qui ont touché le sud algérien depuis le début des années 2000, n'est qu'un indicateur d'un marasme social généralisé.

Le chômage et les injustices sociales ne sont pas les seules raisons qui ont poussé cette région du pays à la contestation, réputée pour être calme. Le nom des villes du sud n'est évoqué à la télévision publique que lorsqu'il s'agit de visites officielles, ou pour parler de la beauté des dunes du profond sud algérien. « Une région longtemps perçue comme « loyale » au régime et qui n'avait jusque-là, connu que peu de mobilisations d'envergure, mais également par sa constance et le mode opératoire pacifique »³⁰⁸ Les habitants du sud ont en effet, montré un niveau de conscience élevé en se mobilisant notamment contre l'exploitation du gaz de schiste, et ses nombreuses menaces environnementales qui affectent la santé publique.

Ces mouvements contestataires se veulent en réalité une critique d'une politique de gestion désastreuse. Le slogan « *Mahgourine fi blad el pétrole* » (démunis dans un pays de pétrole, ou démunis dans un pays « riche ») qui a marqué ces émeutes, renvoie au même sentiment d'injustice et de marginalisation des jeunes du nord qui résulte du contraste éprouvé entre les conditions de vie des citoyens et leurs attentes.

³⁰⁷Laurence Dufresne Aubertin, « Revendications morales et politiques d'une révolte. Les émeutes du Mzab en Algérie (2013-2015) », *L'Année du Maghreb*, 16 | 2017, 209-222.

³⁰⁸Naoual Belakhdar, *op.cit.*

3-2-L'enjeu des émeutes dans le sud

La gestion de cette situation inédite dans le sud algérien s'est faite avec les mêmes moyens utilisés pour contenir les émeutes dans les autres villes l'Algérie, c'est à dire par la répression. Refait alors surface le discours officiel de l'ingérence et de la manipulation étrangères, méprisant le peuple et lui ôtant toute capacité intellectuelle ou même de bon sens. Le chef de l'État, Bouteflika, considère que les « jeunes coléreux » sont manipulés par l'étranger, autant que tous les citoyens en colère en Algérie depuis l'indépendance semble-t-il. Ce qui est bien illustré par la visite à Ouargla, le ministre de l'Intérieur qui a expliqué : au sein de l'Exécutif, « *nous n'excluons pas la thèse de la manipulation* »³⁰⁹

De toute évidence, et comme pendant la majorité des émeutes dans le monde, une vague d'arrestations et de poursuites judiciaires contre les émeutiers a été menée. C'est ce qu'a promis Zerhouni suite aux émeutes de Février 2004 à Ouargla : « *les jeunes interpellés et relaxés samedi dernier auront à répondre devant la justice* »³¹⁰.

De son côté, Bouteflika estime que les jeunes de Ouargla refusent de travailler pour des salaires avoisinant le smic, « *des 4500 employés que nous avons pris de Ouargla pour Hassi Messaoud, 500 ont refusé de travailler pour un salaire de 18 000 DA* (environ 180euros) » a-t-il déclaré « *Sonatrach et le pétrole algérien ne peuvent pas résoudre les problèmes du pays* ». C'est ce qu'il a également déclaré à Hassi Messaoud, comme pour répondre au désarroi des milliers de chômeurs que compte le sud algérien.

Le discours des responsables peut être interprété comme une dépolitisation de l'action collective, en la réduisant à une volonté d'acquisition de la rente. Cette action est dans ce cas détournée des principes de justice, de dignité et d'égalité.

Cependant si l'agitation dans le sud continue, comme une déferlante gagnant les autres Wilayas, offrant au peuple algérien une opportunité pour exprimer sa volonté d'une gestion politique qui atténue les inégalités sociales, ne va-t-on pas vers un embrasement général ? Le pouvoir algérien, qui ne s'est jamais préparé à l'après-pétrole, sera-t-il pris de panique, sans réflexion ni concertation ? Aura t il recourt à tous les dérapages pour préserver la rente, fondement de son existence ? La réponse à ces questions fera l'objet du chapitre V dans lequel la gestion de l'émeute sera abordée.

³⁰⁹Paru dans le journal *L'Expression* du 25 février 2004

³¹⁰Ibid.

CHAPITRE IV

À L'ORIGINE DES TENSIONS SOCIALES,

LE FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME

POLITIQUE

Le déclenchement des émeutes en Algérie ainsi que leur gestion sont étroitement liés au fonctionnement du système politique et du pouvoir. Il est donc nécessaire de comprendre comment s'articulent les pouvoirs, et comment est-ce que leur confusion peut influencer le fonctionnement d'une société, ainsi que les actions entreprises par ses individus.

Le caractère républicain de l'État algérien est consacré dans son texte constitutionnel, ce qui fait officiellement de l'Algérie un État républicain, respectant les principes démocratiques, considérant le peuple comme la seule source du pouvoir.

Ainsi, le fonctionnement institutionnel de l'État algérien est nourri par un pluralisme politique et des élections à travers lesquelles le citoyen algérien choisit ses représentants, locaux et nationaux, participant ainsi à la définition de la ligne politique du pays.

Néanmoins, force est de constater que les choses se déroulent autrement en Algérie. En effet, l'ouverture démocratique de 1989 a été altérée, et est restée inachevée suite à des événements importants qui ont marqué l'histoire de l'Algérie indépendante, et qui ont fait émerger un pluralisme de façade organisé à partir d'une multitude de partis sans militants³¹¹. Une démocratie qui ne respecte pas la volonté populaire et qui consacre le pouvoir central au détriment du pouvoir local. Une démocratie inachevée au point où les pouvoirs législatif, judiciaire et décisionnel sont confus, ce qui affecte considérablement l'équilibre existant entre ces pouvoirs dans une démocratie réelle, et laissant place à toutes formes d'excès et d'abus.

De telles contradictions dans le système politique influencent considérablement la société, son mode de fonctionnement ainsi que sur le comportement de ses individus. Ce paradoxe ne peut être appréhendé sans la considération d'un élément important qui est la place qu'occupe l'institution militaire dans ce système et dans l'exercice du pouvoir en Algérie. Alors qu'elle n'apparaît que dans un seul article de la constitution algérienne³¹², l'armée reste au centre du pouvoir, et selon Mohammed Harbi, « *la militarisation du pouvoir issu de la guerre a entraîné celle du pays* »³¹³.

³¹¹José Garçon, « Un régime opaque et corrompu, habité d'un profond mépris du peuple », *Hirak en Algérie. L'invention d'un soulèvement*, (dir) Omar Benderra, François Gèze, Rafik Labdjaoui et Salima Mellah, Paris, La Fabrique, 2020, p33-48.

³¹²Article 25 de la constitution.

³¹³Déclaration de Mohammed Harbi dans un entretien avec le quotidien Jeune Afrique du 5 juillet 2012.

1-Le pouvoir politique de l'armée

Dès l'indépendance, Le Front de Libération Nationale (FLN) a bénéficié d'une large reconnaissance et de respect de la part de la population qui reconnaît sa légitimité historique. Au fil du temps et des évènements le FLN a été réduit à un simple appareil qui sert les intérêts du pouvoir militaire à travers des institutions de façade. « N'ayant pu acquérir une véritable autonomie, les organes dirigeants du FLN devaient se rallier à la stratégie du commandement militaire, qui est d'abord définie ou approuvée par l'armée, puis appuyée par le FLN et non l'inverse »³¹⁴. Ainsi, le FLN reflétait en réalité les aspirations de l'institution militaire et non celles des masses populaires. La volonté de ces dernières était, donc, loin de s'exprimer dans un espace où l'institution militaire a acquis toutes les prérogatives pour contrôler la société algérienne, allant jusqu'à réaliser un coup d'État le 19 juin 1965. « C'est le militaire qui donne mandat aux civils et non les citoyens³¹⁵ ».

La mainmise de l'institution militaire sur le pouvoir en Algérie n'est apparente que lorsqu'il s'agit de prendre des décisions capitales susceptibles de changer l'orientation politique, ainsi que la direction des affaires du pays. Ce fut le cas en 1992 au moment où l'armée a estimé qu'il était nécessaire de sauver la démocratie qui était, selon elle, en danger après la victoire du Front Islamique du Salut (FIS) au premier tour des législatives. Elle décide, alors, d'annuler les élections et de mettre en place un haut comité d'État auquel toutes les prérogatives ont été confiées sans qu'il y ait de textes ou de lois stipulant cela.

Ce sont de telles stratégies qui empêchent le peuple algérien de participer activement dans le processus de la mise en place des institutions de l'État, atténuant son rôle pourtant capital, et accentuant de ce fait le sentiment de doute. L'écart entre les citoyens et l'État se creuse davantage, car la remise en question du choix des islamistes par le peuple n'est qu'une simple remise en cause de la souveraineté de ce dernier, que la constitution algérienne lui confère pleinement à travers le choix de ses représentants.

Il existe plusieurs indicateurs qui plaident pour l'hypothèse de l'existence, non seulement d'une, mais de plusieurs officines du pouvoir ou des clans en lutte permanente pour le pouvoir. Une lutte qui se fait souvent dans l'ombre, mais jamais publiquement à l'exception de période du début du « *hirak* », en février 2019, où l'incapacité à gérer les conflits en interne était difficile. Les conflits sont désormais réglés publiquement, prenant à témoins les médias et la population, donnant l'image d'un pouvoir divisé³¹⁶.

³¹⁴Madjid Benchikh, *Algérie système politique militarisé*, l'Harmattan, Paris, 2003.

³¹⁵José Garçon, *op.cit.*

³¹⁶Propos de Myriam Ait-Aoudia dans L'Algérien en plein brouillard politique, *Mediapart*, 2019.

Il est important de rappeler que « *le noyau dur du pouvoir est indivisible* »³¹⁷, et les interactions entre les différents clans le constituant changent, sans pour autant altérer le fonctionnement et la nature du régime politique. Mais quelques événements viennent trahir l'apparente sérénité de ce dernier. L'avènement du Hirak en 2019, par exemple, a tout de suite mis à nue la nature du pouvoir en Algérie, puisque c'est le chef d'Etat major que les Algériens ont vu à la télévision chaque semaine pour s'adresser, directement ou indirectement à la population. De tels événements montrent les points au tour desquels sont articulés le système de décision et les dispositifs constitutionnels qui favorisent ce statu quo, et grandissent la distance entre le peuple et le pouvoir.

1-1- Désignation des chefs d'État avant la tenue des élections présidentielles

Une démarche qui confisque à l'Algérien la liberté de choisir un président, qui est sensé puiser sa légitimité dans la volonté du peuple. L'ancien premier ministre Sid Ahmed Ghazali³¹⁸, a confirmé que c'est à l'armée que revient le mérite de désigner les chefs d'État et même les premiers ministres. Selon lui c'est l'armée « *qui a désigné Chadli Ben Djedid, qui a fait venir Mohammed Boudiaf, Liamine Zeroual et même le président actuel Abdelaziz Bouteflika.* » « *Le choix du chef de l'État est une démarche qui permet à l'institution militaire de contrôler l'essentiel de l'exercice du pouvoir* »³¹⁹, puisque la constitution confère à celui-ci des pouvoirs importants. Un choix également consolidé par la non-appartenance du président à une force politique autonome. D'ailleurs, les chefs d'État algériens sont, dans leur majorité, issus de la fraction militaire, à l'exception du président actuel.

Le retrait des six candidats aux présidentielles de 1999 fut une tentative de démanteler un mode de fonctionnement frauduleux, et de montrer l'illégitimité des institutions mises en place. Ce fut une demande de rupture pacifique avec un pouvoir incapable de jouer le jeu démocratique, et une tentative de remobiliser une opinion amoindrie par des années de violence. Malgré cette situation, les élections se sont tout de même déroulées et remportées avec une majorité écrasante par le seul candidat en course, Abdelaziz Bouteflika.

Le vent des révoltes arabes a failli souffler sur l'Algérie, et pouvait déstabiliser le pouvoir et changer sa nature. Ainsi, la réaction de celui-ci n'a pas tardé à venir puisque des réformes ont été entreprises, parmi lesquelles celle portant sur la loi électorale, qui précise que « *Le retrait du candidat à la présidentielle après validation de sa candidature par le Conseil*

³¹⁷Akram Belkaid, *Un regard calme sur l'Algérie*, Seuil, Paris, 2005.

³¹⁸Dans un entretien accordé au journal *El Khabar Hebdo* en Juillet 2002

³¹⁹M.Benchikh, *op. cit.*, p.15.

constitutionnel n'est pas accepté et n'est pas considéré »³²⁰. Une précaution qui semble vouloir éviter un scénario semblable à celui de 1999, mais qui pourrait avoir des conséquences considérables compte tenu de l'avènement d'un nouveau contexte régional, et de l'éloignement des années de « guerre civile » dans la mémoire des Algériens qui seraient prêts à entreprendre des actions collectives.

1-2-Recours à la manipulation

L'opinion publique algérienne pense fortement qu'en Algérie tout est une question de manipulation, qu'il s'agisse d'une initiative syndicale, sportive, économique, politique ou autre, le doute s'installe autour de l'intention des instigateurs de ladite initiative. C'est dire à quel point la manipulation en Algérie touche à tous les secteurs et à tout niveau confondu.

Cependant, elle engendre souvent des scénarios inattendus qui contraignent les élites algériennes à revoir leur stratégie et à envisager d'autres perspectives pour redresser la situation. Les événements qui ont suivi les émeutes d'octobre 1988 illustrent bien cela. D'après le Général Khaled Nezzar³²¹, vraisemblablement, ces émeutes ont été provoquées par un clan au sein du pouvoir afin de s'imposer. Cependant, le résultat sanglant de ces événements ainsi que leur force ont engendré une ouverture politique plus importante que celle envisagée par les dirigeants du pouvoir. Face à cette situation inattendue, ces derniers ont décidé de « contrôler » l'ouverture démocratique, qui s'est en quelque sorte imposée, en minant le champ politique de partis qui, au lieu d'enrichir le débat politique, l'ont au contraire appauvri. Le champ a été ouvert aux partis à connotation religieuse et culturelle, ce qui pose la question d'un éventuel intérêt des dirigeants au pouvoir, d'ailleurs la société a vécu une terrible tragédie pendant une décennie ou plus, et des tensions inter régionales, notamment linguistiques continuent de tiriller la société algérienne.

Ce genre de situation montre à quel point les élites semblent déterminées et prêtes à toutes les éventualités au détriment des retombées que la manipulation peut avoir sur la société, car la manipulation des forces sociales et politiques s'est faite en affaiblissant la classe politique ainsi que la société civile. La priorité est désormais réservée à la survie d'un pouvoir occulte mais réel.

³²⁰Article 144, sur la loi électorale.

³²¹Khaled Nezzar, *Mémoires du général Khaled Nezzar* préface de Ali Haroun, Editions Chihab,2000.

2-Articulation et confusion des pouvoirs

Le contrôle du pouvoir en Algérie s'exerce grâce à l'omniprésence d'un organe très actif qui est celui des renseignements et de la sécurité, très bien ancré dans toutes les institutions de l'État, dans des postes clés et met la main sur toutes les manettes du pouvoir à tous les échelons.

2-1- L'exercice du pouvoir en Algérie

L'exercice du pouvoir en Algérie est caractérisé par une confusion de prérogatives entre les pouvoirs censés être séparés où chaque partie assume les pouvoirs que lui confère la loi.

Ainsi, la question de la séparation des pouvoirs en Algérie demeure entière. La vie politique du pays n'a pas permis la possibilité de séparer les pouvoirs et d'équilibrer les institutions dans le rôle de consolidateur de l'État. Pourtant, la constitution de 1989 a consacré la séparation des pouvoirs.

Officiellement, l'Algérie dispose des instances qui légifèrent et délibèrent, celles qui régulent et celles qui exécutent. Mais réellement, ces instances sont piétinées dans leurs prérogatives qui leur reviennent de droit d'exercer pleinement dans leur domaine de compétences.

a- Le pouvoir local

Le pouvoir local s'exerce à l'échelle de la Wilaya (préfecture), en général il se limite à celui des pouvoirs publics où l'administration s'empare de l'autorité.

Les Wilayas sont dotées de tribunaux ; organes judiciaires où les procureurs de la république ont une grande influence sur les juges, donc sur la qualité du jugement et des sentences prononcées, allant jusqu'à l'instrumentalisation et l'étouffement des grandes affaires où des personnalités politiques peuvent être mises en cause. Les magistrats subissent des pressions de tout bord, qui viennent, en général, des personnalités au pouvoir, qui peuvent être des hommes politiques ou des responsables hautement placés dans la hiérarchie militaire qui ont une capacité d'influence sans équivoque. J'ai personnellement été présente lors d'un jugement d'un citoyen pour une affaire de violences conjugales, la pression sur le juge fut tellement forte de part et d'autre, que ce dernier s'est retiré laissant un autre juge trancher. Ce n'est pourtant qu'une affaire banale en correctionnel, que dire alors de celles des affaires engageant des per

Les assemblées élues, sont dépouillées de leurs prérogatives et l'administration de la Wilaya exerce un contrôle strict sur les collectivités locales, a confirmé un ancien élu. La réforme récente du code communal n'a pas apporté de grands changements quant au monopole de l'administration. Les délibérations des assemblées élues ne sont pas totalement respectées.

b- Le pouvoir central

La concentration des pouvoirs au sommet de l'État se traduit aussi de la même façon au niveau de la base. Le pouvoir local est à l'image du pouvoir central.

Le pouvoir central se résume à celui du pouvoir exécutif, qui domine les pouvoirs législatif et judiciaire, et se concentre au niveau du chef de l'État³²². Selon Ali Yahia Abdennour, avocat et ancien président de la ligue algérienne des droits de l'homme, la pouvoir législatif est minoré en Algérie, le pouvoir judiciaire sensé être indépendant, est un auxiliaire du pouvoir exécutif³²³.

Pour rendre compte de ce qui s'est réellement passé pendant les évènements qui ont secoué la Kabylie en 2001, le ministère de la justice de l'époque sous la responsabilité de Mr Ahmed Ouyahia, qui est devenu chef de gouvernement en 2002, a ordonné l'ouverture d'une enquête judiciaire pour déterminer les circonstances exactes qui ont conduit à l'assassinat de 127 citoyens. Malgré les évidences, les témoignages, le travail journalistique, la mobilisation de la société civile et des avocats, mais aussi de la commission indépendante installée par le président Bouteflika, l'enquête s'est retrouvée bloquée, et la justice n'a pas pu désigner les commanditaires et les responsables militaires et civiles impliquées dans la mort de ces jeunes. Certaines condamnations touchent les éléments de police et de gendarmerie de façon individuelle, comme fut le cas dans l'affaire de l'assassinat de Guermah Massinissa. Le gendarme impliqué dans l'assassinat du jeune lycéen est condamné à deux ans de prison ferme pour homicide involontaire, et selon un membre du collectif des avocats qui répond aux initiales de D. S³²⁴, les poursuites judiciaires qui concernent les gendarmes impliqués dans les assassinats des manifestants, ont été abandonnées ou les dossiers sont classés sans suite. La justice n'a donc pas été rendue, malgré toutes les procédures et tentatives de procès avortés. En parallèle, la justice a condamné des centaines de manifestants à des peines allant d'un simple sursis à plusieurs mois d'emprisonnements pour des faits de vandalismes et de trouble à l'ordre public.

L'instabilité que l'Algérie a traversé durant les années 1990 a consolidé, voire justifié, cette concentration des pouvoirs, dans le but de sanctuariser le pays et préserver l'unité du peuple algérien dans des circonstances exceptionnelles. Officiellement, le président de la république et

³²²Lui-même étant sous le contrôle de l'institution militaire

³²³Abdennour Ali Yahia, *Algérie, combat pour la dignité : l'avocat des droits de l'homme témoigne*, Riveneuve, 2007.

³²⁴Entretien réalisé à Tizi Ouzou en juillet 2018.

le chef du gouvernement ont le pouvoir de décider de la politique de la nation à conduire, et de sa mise en application³²⁵.

2-2-La confusion des pouvoirs

Malgré l'existence d'un vieux mécanisme d'équilibre qui est celui de la responsabilité du président devant l'assemblée populaire nationale, depuis la première constitution de 1963, les pouvoirs exécutifs et législatifs sont restés confondus. Ce mécanisme a été vite suspendu en 1965, et les pouvoirs sont à nouveau concentrés sous la main du président. Cette confusion s'est poursuivie après le coup d'État du 19 juin 1965 et la séparation des pouvoirs n'a pas eu lieu avec la constitution de 1976. En pratique, la puissance qui devait être la compétence de l'organe législatif est concentrée entre les mains du chef de l'État, responsable de la fonction exécutive avec la faculté de légiférer par ordonnance³²⁶.

La constitution de 1989 a apporté un changement du point de vue de la séparation des pouvoirs sans réellement aboutir à les séparer, car elle ne remet pas en cause le système dans sa globalité. Elle a initié un processus de construction d'une démocratie de type parlementaire qui sera interrompu deux ans plus tard.

En réalité, les mesures nécessaires pour empêcher la confusion des pouvoirs et rendre effective leur séparation n'ont jamais été prises. Selon certains auteurs³²⁷, les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire sont sous l'emprise du commandement militaire, animé par la direction des renseignements et de la sécurité (DRS), et selon d'autres, comme Ali Yahia, c'est le pouvoir exécutif qui domine les deux autres pouvoirs législatif et judiciaire. Le point qui met les deux analyses au même diapason c'est que le pouvoir politique veille particulièrement à garder la justice sous son contrôle.

Les premières réformes opérées en vue de renforcer l'indépendance de la justice par le biais du conseil de la magistrature, au début des années 1990, étaient porteuses d'un progrès en matière judiciaire. Mais cette volonté d'aller vers l'indépendance de la justice a été sapée par les modifications qui ont été apportées pour soumettre les magistrats au pouvoir politique durant la tragédie nationale de terrorisme et même après³²⁸.

³²⁵Sid Ahmed Ghozali a déclaré qu'en dehors des textes officiels les choses se passent autrement, car il existe un pouvoir de façade qui est le président et un pouvoir occulte et réel détenu par l'armée.

³²⁶Rachid Zouaïmia, *In Mokhtar Lakehal, Algérie, de l'indépendance à l'état d'urgence*, Paris, L'Harmattan, 1992, P 232-233

³²⁷« Le système politique algérien répond-il aux exigences d'une transition démocratique », *El Watan* du 26-10-2011.

³²⁸*Ibid.*

L'analyse faite dans un rapport récent des droits de l'Homme, souligne que les éventuelles nouvelles lois doivent surtout commencer par la question de l'indépendance de la justice et l'impartialité du système judiciaire algérien, car le président conserve un pouvoir décisif sur le système judiciaire : *il nomme le président du conseil constitutionnel, (article 164 de la constitution), il préside le conseil supérieur de la magistrature, désigne les magistrats et peut user de sanctions disciplinaires à leur encontre. De son côté le ministre de la justice peut suspendre un magistrat avant même que le conseil supérieur de la magistrature n'examine son dossier*³²⁹. Et cela, malgré la consécration de la séparation des pouvoirs dans la Constitution algérienne depuis 1990.

Concernant le pouvoir législatif, il y a négation du principe de la spécialisation fonctionnelle (séparation des pouvoirs), le pouvoir législatif n'est pas du ressort exclusif du parlement. La constitution consacre une part du pouvoir législatif au président de la république qui empiète sur le domaine en principe réservé au législateur, et la constitution accorde au président le droit de dissoudre l'APN (Assemblée Populaire Nationale)³³⁰. « *Les instruments institutionnels (assemblée nationale, sénat...), le pouvoir les cantonne dans une crispation nationaliste formelle, sans traduction vigilante et continue dans les actes législatifs* »³³¹.

La question de la confusion des pouvoirs en Algérie est toujours d'actualité. Il serait illusoire de proclamer la séparation des pouvoirs à partir du moment où les indicateurs factuels plaident le contraire. La controverse concentration des pouvoirs qui était l'une des caractéristiques du régime de Boumediene, se retrouve encore dans le régime actuel. En jouant sur la forme, on essaye de faire croire à l'opinion qu'il n'y a pas confusion des pouvoirs et si confusion il y a, de toutes les façons, ces pouvoirs sont entre de bonnes mains à savoir les mains du président de la république.

Mais bon nombre d'analyses font ressortir que le pouvoir réel n'appartient pas au président de la république, mais à l'institution militaire qui ne cesse de répéter à chaque occasion son retrait de la scène politique. Mais cette promesse est aussitôt oubliée dès que l'enjeu politique est important, sans pour autant que ce dernier soit lié à l'intérêt commun.

Cependant, il est difficile de donner une image positive avec une telle gouvernance, d'où l'intérêt de laisser paraître une façade démocratique en façonnant un espace public sur mesure,

³²⁹Rapport du réseau euro- méditerranéen des droits de l'Homme, « Réformes politiques ou verrouillage supplémentaire de la société civile et du champ politique ? Une analyse critique » Avril, 2012.

³³⁰Fatiha Benabou-Kirane, « *Séparation des pouvoirs revisitée et le droit positif en Algérie* », Congrès mondial des constitutionalistes, Mexico, décembre 2010, p.3-4.

³³¹Maâmar Benguerba, *L'Algérie en péril. Gouvernance, hydrocarbures et devenir du sud*, l'Harmattan, 2006, p35.

c'est-à-dire avec une presse libre, un mouvement associatif et syndical et un champ politique large.

3-Les normes du système politique algérien

La détention du pouvoir par un groupe restreint de personnes facilite son utilisation abusive à des fins privées, et donne l'image d'un régime mafieux dont le seul souci est la défense des intérêts personnels. Autours des détenteurs de pouvoir gravitent des pratiques donnant naissance à des pathologies qui ne font qu'accentuer les souffrances de la société algérienne³³². Celles-ci renforcent davantage la contestation du pouvoir par le peuple et grandissent le fossé entre gouvernés et gouvernants, dû principalement au manque de transparence de la part de ces derniers.

3-1-La corruption et le clientélisme

L'économiste Ahmed Dahmani insiste sur le fait que le phénomène de la corruption soit étroitement lié à la nature du régime politique, « *à la base de la corruption il y a la monopolisation du pouvoir politique et sa détention par un groupe restreint, des éléments essentiels dans le processus d'accaparement des ressources et d'enrichissement* »³³³. Il convient ainsi de dire que la corruption en Algérie n'est pas accidentelle, elle est bel et bien le résultat du système du gouvernement³³⁴. Appartenir à l'institution militaire est synonyme de facilité d'accès aux ressources et aux richesses publiques. Des richesses qui profitent aux proches des dirigeants d'une part³³⁵, et qui sont utilisées, d'autre part, pour garantir le silence sinon la complicité d'anciens acteurs de ce régime, pouvant le déstabiliser après avoir été mis à l'écart³³⁶.

L'argent public, principalement la rente pétrolière, est utilisée également pour estomper la montée de la conscience citoyenne qui, par opposition au despotisme du pouvoir, constitue une menace pour l'intégrité de ce dernier. La pratique consiste en la proposition à des acteurs sociaux de certains avantages et priviléges. Pour François Gèze, « *cette corruption est le moteur fondamental de la 'sale guerre' que les décideurs militaires mènent contre leurs compatriotes : sa fonction première est de briser et d'éradiquer tous les germes qui pourraient*

³³²Une société qui ne manque pas de saisir toute opportunité qui peut faire oublier les années de torture et de terrorisme.

³³³ Ahmed Dahmani, « Et si la nature du régime politique algérien était à l'origine de la corruption », Le Quotidien d'Algérie du 23 Aout 2012

³³⁴ Mohammed Hachmaoui, « la corruption politique en Algérie : l'envers de l'autoritarisme », Esprit, Juin 2011, p111-135.

³³⁵Selon Ahmed Dahmani les officiers de l'armée et des services de sécurité sont ceux qui détiennent, généralement par l'intermédiaire d'un prête nom (souvent un proche) les affaires les plus juteuses

³³⁶M. Hachmaoui, *op cit.*

entraîner le peuple dans une révolution risquant de mettre fin à leurs priviléges et de tarir définitivement les sources de leur fortune »³³⁷.

Par ailleurs, la majorité des algériens aspire à un avenir meilleur surtout en matière de logement et de l'emploi. La question de l'habitat en Algérie est avant tout appréhendée comme un enjeu politique avant qu'elle ne soit une préoccupation urbaine³³⁸ qui se veut d'améliorer le cadre de vie des Algériens. Ce secteur est très fortement frappé par la corruption vu le manque de transparence concernant l'attribution des marchés publics à des sociétés privées nationales ou étrangères, car ni la renommée, ni la qualité du travail fourni par les sociétés ne sont pris en compte dans l'attribution de ces marchés. Ainsi, la réalisation de ces projets est, dans la plupart des cas, très lente, et l'impatience de millions de citoyens demandeurs de logement se transforme en colère et s'exprime à travers la violence, en émeute. Il est à noter que des efforts considérables ont été faits dans ce domaine durant ces dix dernières années³³⁹ et d'importants moyens ont été mobilisés par l'État algérien³⁴⁰, mais le logement reste la première cause de la survenue des émeutes en Algérie, c'est ce que révèle l'analyse statistique effectuée dans le chapitre II. C'est au moment de la distribution des logements que la situation dégénère, les intéressés estiment que l'administration, qui décide de ces attributions, est corrompue.

Il s'avère, donc, que le phénomène de la corruption ne cesse de prendre de l'ampleur en Algérie, et cela est dû principalement à la politique de gestion de l'État qui n'est pas basée sur la transparence. Se répandant, ainsi, dans la société la corruption laisse s'installer différentes formes d'injustices qui créent un climat de tension, susceptible de tourner à l'émeute dès que la goutte de trop est versée.

Cette « pathologie » montre le mépris de l'État pour le peuple algérien qui n'a pas le droit de se préoccuper de ce qui se passe à la tête de l'État, et de demander des comptes à ses dirigeants qui le considère comme étant immature. Un peuple qui a encore du mal à se nourrir convenablement et à vivre dignement dans un logement convenable, alors que le pays a enregistré entre 2004 et 2013 des recettes évaluées à 4 fois le plan Marshall pour la

³³⁷François Géze, « Françalgérie : sang, intox et corruption », *Mouvements*n°21-22, mai 2002, p63-73.

³³⁸Imane Haraoubia, « La qualité du logement social en Algérie, Regard sur les ouvrages de gros-Œuvre », Ecole nationale supérieure d'architecture de Marseille.

³³⁹Selon les chiffres du ministère de l'habitat et de l'urbanisme en 2012, plus d'un million de logement ont été construits et le président Bouteflika a promis la construction d'un million de logement durant le quinquennat actuel, dans le cadre de l'irradiation de l'habitat précaire.

³⁴⁰I. Haraoubia, *op cit.*

reconstruction de l'Europe, selon José Garçon³⁴¹. Ainsi, « *l'accumulation des richesses en Algérie a été sapée par la centralisation étatique et la corruption* »³⁴²

La consolidation du pouvoir se fait, également, à travers la construction de réseaux clientélistes. Le passage d'une économie dirigée vers une économie libérale ou de marché a favorisé le clientélisme qui est devenu un outil privilégié de la gestion du pouvoir.

La proximité des hommes au pouvoir avec les milieux des affaires est un secret de polichinelle. Plusieurs hommes se sont vu bâtir des fortunes au détriment de l'intérêt commun, en profitant de leurs fonctions importantes au sein du système. C'est ce qui a permis l'émergence de nouveaux riches qui vont jusqu'à monnayer les listes électorales pour voir leurs noms en tête de celles-ci, alors qu'ils sont parfois même étrangers aux partis qu'ils représentent. De telles pratiques freinent l'émergence d'une vraie force de proposition, puisque les militants compétents sont mis à l'écart, n'ont pas de chance d'accéder au pouvoir et de porter la volonté populaire au sommet de l'État.

L'économie algérienne basée sur les hydrocarbures sert d'instrument de domination politique, car « *les dirigeants algériens, pour asseoir leur légitimité, entretiennent des réseaux clientélistes alimentés par la redistribution de la rente pétrolière* »³⁴³. Le clientélisme et la corruption généralisée sont devenus, la devise d'un système politique qui étouffe toute possibilité de révolution.

3-2-Secret et injustice au pouvoir

La transparence, l'information, la vérité et la justice sont, parmi d'autre, les maîtres mots de la chose publique, et qui offrent une possibilité de participation citoyenne rapprochant ainsi les institutions du peuple.

Or, il s'avère que l'opacité est l'arme fatale (La devise) du pouvoir en Algérie, elle permet d'avoir le monopole dans tous les domaines, économique, politique et social. Selon Benjamin Stora³⁴⁴, le secret est une caractéristique du système de gouvernement algérien où un groupe de personnes détient et contrôle le pouvoir en étant dissimulé derrière un rideau opaque. Ne laissant au peuple aucune brèche pour prendre conscience du fonctionnement réel des

³⁴¹José Garçon, *op.cit.*

³⁴²Lahouari Addi, *l'Algérie et la démocratie : pouvoir et crise du politique dans l'Algérie contemporaine*, La Découverte, 1994, p. 241

³⁴³Abou Diab Khattar, Ahmed Rouadjia. « Grandeur et décadence de l'État algérien », *Politique étrangère*, 1994, vol. 59, n° 3, p. 883.

³⁴⁴In Djilali Hadjadj, « violence et corruption : cas de l'Algérie », *Bulletin de l'APAD* 25/2003.

institutions et de l'application des lois, les dirigeants ne donnent pas à la société la possibilité de se battre et de se construire des bases solides pour servir l'intérêt commun.

Cependant, la politique opaque provoque un mécontentement populaire, dû au fait que le sentiment de complot sur le dos est très présent dans la société algérienne. Les années de « guerre civile » ont eu un impact considérable sur la relation des individus à l'État. Ce dernier se devait de maintenir le secret pour des raisons de sécurité. Cependant, les victimes de ces années de terrorisme réclament toujours la vérité sur les différents massacres, exécutions, tortures et disparitions, car les terreurs ont été commises à huis clos. L'adoption de la loi rétablissant la concorde civile le 13 mai 1999, et « *la charte pour la paix et la réconciliation nationale* »³⁴⁵ le 29 septembre 2005 n'a pas laissé indifférent les familles des disparus et les victimes de terrorisme qui demandent toujours que la justice soit faite et que les criminels soient jugés, tout simplement toute la vérité et la transparence sur le bain de sang dans lequel l'Algérie a baigné pendant plus de dix ans et sur lequel une abstraction totale a été faite.

De même, les Algériens attendent que les affaires sur la corruption soient divulguées et que les commanditaires soient lourdement punis. Plusieurs scandales financiers ont éclaté au grand jour comme celui de l'affaire Khalifa, celui de l'affaire de l'entreprise nationale des hydrocarbures Sonatrach et celui du projet de la construction de l'autoroute Est-Ouest. Sur ces trois grandes affaires connues, aucune responsabilité n'a été attribuée. La justice assiste impuissante à de tels dysfonctionnements puisqu'elle-même dépend du pouvoir décisionnel, car Selon Miloud Brahimi, avocat et fondateur de la première ligue algérienne des droits de l'homme, « *l'indépendance de la justice entrevue entre 1989 et 1992, n'est pas à l'ordre du jour* », la justice est complètement inféodée au pouvoir et a n'a plus de crédibilité aux yeux de l'opinion publique³⁴⁶. Le déroulement des jugements des militants et activistes du *Hirak* n'a pas laissé la population indifférente, mais au contraire a révélé la lucidité du peuple algérien sur le fonctionnement de l'appareil judiciaire en Algérie. Les membres des associations qui luttent contre la corruption estiment que la justice pilote une campagne officielle anti-corruption loin d'atteindre les véritables milieux mafieux.³⁴⁷

³⁴⁵Permettant de réintégrer dans la société, toute personne ayant été impliquée dans des actions de terrorisme, et exprimant une volonté de cesser les activités criminelles.

³⁴⁶In Hadjadj, *op cit.*

³⁴⁷Hadjadj, *op cit.*

4-L'espace Public algérien

Selon Maâmar Benguerba³⁴⁸, « *l'action du système de pouvoir se déploie au plan politique interne dans quatre directions. La maîtrise du processus de formation et de fonctionnement des partis politiques, le contrôle de l'émergence et du fonctionnement de la société civile, la confection de personnalités asservies et la conservation de l'autorité sur les médias de masse* ». Puisque le système du pouvoir a une capacité très importante à pervertir les outils de régulation politique et sociale (partis politiques, syndicats, mouvement associatif), l'espace public ne peut être considéré comme un espace de médiation entre les individus et l'État, tel qu'il est perçu par Habermas, qui analyse « *le processus au cours duquel le public constitué d'individus faisant usage de leur raison s'approprie la sphère publique contrôlée par l'autorité et la transforme en une sphère où la critique s'exerce contre le pouvoir de l'État* »³⁴⁹.

Plusieurs spécialistes de la politique en Algérie admettent que c'est à travers les réseaux de la police politique qui est présente dans toutes les administrations de l'État, dans les partis politiques, dans les associations et même les syndicats autonomes, que le pouvoir effectue ses manœuvres pour garder l'avantage sur la société. En effet, certains ministres ont un pouvoir de décision inférieur à celui de leurs fonctionnaires « placés ». Ce sont ceux-ci qui décident des limogeages et des priviléges. C'est de l'avis de l'ex-président de la ligue algérienne des droits de l'homme, Ali Yahia Abdennour, qui estime qu'il y a une omnipotence et une omniprésence des services des renseignements et de la sécurité dans les institutions de l'État, et qui disposent de moyens matériels et humains très importants qui leur permettent de contrôler la société³⁵⁰. Dans ce cas de figure, l'option sécuritaire l'emporte sur l'option institutionnelle dans une perspective de contrôle de tous les secteurs d'activité dans le pays. Il est donc clair que dans une telle configuration du système politique, c'est le pouvoir qui a ses représentations dans la société et pas l'inverse déclare l'ancien premier ministre Mouloud Hamrouche³⁵¹.

Vu la nature du système de gouvernance en Algérie qui ne prend pas en compte les débats citoyens pour prendre une décision, et vu la primauté de la logique étatique sur celle de la société³⁵², l'espace public algérien n'a quasiment aucun rôle à jouer malgré son existence.

³⁴⁸ Maâmar Benguerba, *l'Algérie en péril, gouvernance, hydrocarbures et devenir du sud*, L'Harmattan, 2006.

³⁴⁹ Jürgen Habermas, *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Payot, 1978, p. 61

³⁵⁰ A. Ali Yahia, *op cit.*

³⁵¹ *El Watan* du 30.03.04, In Benguerba, 2006.

³⁵² Salima Ghazali constate que « *Les seuls « débats » qui ont eu lieu au cours de cette décennie d'interdiction massive de la vie politique, ont porté sur les questions liées aux importations...Non pas sous l'angle de l'intérêt général et du nécessaire développement mais sous celui des intérêts de groupes au pouvoir* ». *La Nation* le 24.01.2012.

Les impératifs sécuritaires et les dos d'ânes bureaucratiques empêchent toute organisation de la société pour valoriser et défendre ses intérêts auprès de l'État et des institutions. En revanche, l'espace public bien qu'il soit restreint il est investi par le pouvoir à travers ses relais pour s'imposer politiquement au sein de la société. D'après Salima Ghezali, le régime a étouffé la vie politique, caporalisé les organisations politiques, combattu et orienté les syndicats autonomes.

La quasi-absence de débats populaires, qui constituent une assise à toute légitimité des décisions politiques, renseigne sur la fermeture de l'espace public. La société peine à se faire entendre à cause notamment de l'absence de débats dans les milieux sociopolitiques. De ce fait, l'espace public algérien est de nature fermé, car les véritables questions de fond ne sont pas débattues.

En outre, l'omniprésence de la police politique et des services de renseignement empêche les Algériens de s'approprier la sphère publique. La levée de l'État d'urgence en février 2011 n'a pas mis fin à la répression de toute manifestation ou rassemblement visant à faire savoir la volonté du peuple algérien et ses revendications. La rue algérienne est toujours minée de police qui ne manque pas d'interpeller tout citoyen voulant protester contre le régime en place, revendiquer un droit et surtout exiger la vérité et la transparence.

Cette situation empêche le triomphe de la volonté populaire et conduit la société à se recroqueviller sur elle-même et tend à se normaliser. La normalisation de la société du point de vue politique pourra justifier le maintien du statu quo par le pouvoir dans la configuration actuelle de l'espace public, car l'existence d'un espace public riche, ouvert, animé, créateur et sélectionneur d'opinion, signifie la fin inéluctable de tout système de gouvernance qui tient sa propre survie du strict contrôle de cet élément majeur et fondateur de toute démocratie. Selon Lahouari Addi il est claire que « *le but de l'armée algérienne n'est pas de défendre un projet de société, mais de limiter la potentialité embryonnaire de la société civile afin qu'elle demeure la seule source de pouvoir* »³⁵³.

5-La légitimité du pouvoir en Algérie

« *La crise de légitimité s'affirme quand l'État échoue dans son projet affiché de développement et de satisfaction des besoins sociaux et/ou lorsque s'épuise avec le temps, en l'absence d'une autre légitimité, la légitimité historique issue d'une guerre « légitime » remportée sur l'ennemi*

³⁵³L. Addi, *op cit*, P54.

extérieur »³⁵⁴. La crise de la légitimité du pouvoir en Algérie fut très profonde au lendemain des émeutes d'octobre 1988, car l'armée a pris le devant de la répression, et le peuple algérien a pris conscience du rôle que jouait l'institution militaire au sein du parti unique, la légitimité historique qu'avait ce dernier aux yeux du peuple est remise en question. L'avènement du multipartisme n'a pas changé la donne puisqu' aujourd'hui encore « *l'armée tente d'échapper à une gestion directe du système, mais sa présence dans la rue la désigne aux yeux des populations et des observateurs comme le détenteur réel du pouvoir* »³⁵⁵. Les partis politiques ont plutôt tendance à faire des alliances avec le régime en place que d'aspirer à une accession au pouvoir, donnant ainsi l'impression de l'existence du système du parti unique. Il y a donc une crise de légitimité démocratique. Celle-ci s'accentue avec les injustices sociales produites par le clientélisme et la corruption. En effet, le doute s'est installé parmi les Algériens, en ce qui concerne la satisfaction de leurs besoins, qui estiment que l'État peut largement, grâce à la rente pétrolière et gazière, développer et diversifier l'économie, et veiller au bien-être de la population car les caisses sont pleines comme elles ne l'ont jamais été.

Ce cas de figure provoque l'aspiration de la société civile à une nouvelle légitimité du pouvoir, pour ne pas laisser place à la violence, parce que l'État et la société vivent un divorce prolongé.

³⁵⁴Bernard Ravenel *In Armée et pouvoir : Algérie, Maroc, Tunisie, Libye, ex-Yougoslavie, Liban, Turquie, Grèce*, L'Harmattan, 1999. P18.

³⁵⁵Madjid Benchikh, « Les obstacles au processus de démocratisation en Algérie » *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 1992, 65 pp. 106-115

CHAPITRE V

LA GESTION DE L'ÉMEUTE

Ce chapitre est consacré à la gestion de l'émeute, c'est-dire à son traitement institutionnel par la répression et les mesures prises par l'État algérien, et en cela à l'après-émeute, en considérant les tentatives de compréhension de l'événement. Il s'appuie sur l'analyse des discours, des actions entreprises par les dirigeants pendant et après l'émeute. Il y est également question des moyens utilisés pour contenir l'émeute, et éviter sa récurrence. Il n'est pas inutile de montrer que le discours et l'image ainsi que leur absence influencent le sens donné à l'émeute et son déroulement.

La gestion de l'émeute passe par deux canaux, celui de la fermeté et de la condamnation des actes de violence et de saccage, et celui de la tentative de compréhension des causes qui mènent la population à ce genre de registre protestataire. Le but est de prendre des mesures afin d'atténuer la colère, sinon de mettre en place des politiques face aux problèmes sociaux rencontrés par ces populations³⁵⁶. Cependant, quand la tentative de compréhension cède la place à la banalisation et au mépris vis-à-vis des acteurs de ces émeutes et leurs revendications, ou alors quand l'impasse est faite sur les problèmes réels que vivent certaines catégories sociales, ne conduit-elle pas à préférer la violence et le désordre à des répertoires d'actions plus organisés et légitimes ? La gestion de l'émeute n'est-elle pas Ne serait-il pas une opportunité supplémentaire pour l'Etat de se donner une légitimité pour diminuer davantage les libertés ?

1-L'incurie et la banalisation, sources de tensions ?

Ce qui est commun à toutes les émeutes qui se sont déroulées depuis l'installation de Bouteflika à la tête de l'Etat algérien est l'absence totale d'une prise de parole immédiate de la présidence, contrairement à ce qui se passe dans certains pays voisins comme la Tunisie³⁵⁷. Ces interventions sont attendues par la population, ne serait-ce que pour commenter ce qui s'est passé et s'adresser à la population juvénile qui passe à la violence pour réclamer des droits ou protester contre un ordre établi. Cette absence de prise de parole ne laisse pas les Algériens indifférents, surtout quand la seule réponse des autorités est celle des tirs à balles réelles. Cependant, l'exception a été lors des émeutes de 2001 en Kabylie. Le discours tant attendu du président de la république près d'un mois après que l'émeute avait fait fureur, provoquant la mort de plus d'une cinquantaine de jeunes en Kabylie, était loin de répondre aux

³⁵⁶Michel Kokoreff, *Sociologie des émeutes*, 99. Lorsque vous citez plusieurs fois, après le titre *op., cit. p.*

³⁵⁷Lors des émeutes survenues en janvier 2021, le président Kais Essaïd est même descendu dans la rue à la rencontre de la population dans le but d'apaiser les tensions, et ce malgré que les procédures judiciaires aient été en cours pour les centaines de tunisiens interpellés lors de ces émeutes. Les ex-présidents arabes, qui ont été déchus en 2011 se sont également adressés à la population dès le déclenchement des émeutes, que ce soit en Tunisie, en Egypte ou en Libye.

questionnements qui ont émergé de cette révolte populaire. Bouteflika s'adresse, en effet, à la nation avec un arabe littéraire, sans laisser paraître la moindre émotion, avec des propos qui ne sont pas adressés aux manifestants de la Kabylie. Il déclare avoir convenablement saisi le sens et la portée de la protestation des jeunes, de leurs interrogations face à un lendemain qui leur paraît sans promesses, mais ne distingue en aucun cas la jeunesse kabyle, ses aspirations à une reconnaissance de la langue amazigh, et les problèmes des villages kabyles en ce qui concerne le comportement de membres de la gendarmerie. Il promet, cependant, « la création d'une commission nationale d'enquête chargée de faire toute la lumière en toute liberté et en toute transparence » sur ces émeutes ». *Tous les Algériens savaient que cette commission n'allait servir à rien, d'ailleurs le rapport qu'elle a établi est resté dans les tiroirs. En tout cas, quand ils (dirigeants au pouvoir) ne veulent pas que la vérité se sache, ils mettent une commission d'enquête !»*³⁵⁸ a déclaré le jeune Youyou.

1-1- Chahut de gamins, voyous ou criminels : le langage officiel

Les causes des émeutes en Algérie sont très variées, telles qu'elles le sont dans plusieurs pays du monde, mais le discours officiel reste le même. Que ce soit pour dénoncer la mort d'un jeune, provoquée par les forces de l'ordre comme en 2001, ou protester contre la cherté de la vie et l'interdiction du commerce informel en 2011, ou tout simplement pour réclamer une vie décente (logements décents notamment), les jeunes algériens se sont, depuis les années 1980, exprimés via l'émeute. Les discours des gouvernements en poste n'ont fait que provoquer davantage de colère, et « rajouter de l'huile sur le feu ». En effet, dans ses déclarations officielles, le ministère de l'Intérieur algérien, première instance de l'Etat à commenter les émeutes, a visé vise à priver cette action violente de tout sens politique, lui substituant celui d'agissements isolés ou alors d'acte de banditisme. Est alors mise en avant une panoplie d'explications parmi lesquelles l'infantilisation des jeunes qui prennent part à l'émeute, qui amoindrit cette dernière de toute maturité et remet en cause ce mode de protestation adopté par une très grande majorité des algériens. L'action des émeutiers est alors, et très souvent, réduite à un simple « chahut de gamins » qui se règle en général avec l'intervention des forces de l'ordre.

L'autre thèse avancée par les ministres de l'Intérieur algériens est celle du banditisme, considérant les émeutiers comme des « voyous », et des « fauteurs de troubles ». La thèse du complot est, elle aussi, un élément très présent dans le discours officiel pour donner une

³⁵⁸33 ans, entretien réalisé en mars 2016 à Tizi Ouzou

explication à des émeutes qui menacent l'unité nationale en ce qu'elles seraient provoquées par des ennemis de l'Algérie.

Il y a lieu de signaler que l'ambigüité caractérise la majorité des interventions des représentants du gouvernement y a d'un côté l'interprétation et la tentative de comprendre ce qui a poussé à l'émeute, et d'un autre, il y a la non-reconnaissance de la faillite de l'Etat, et les lourdes peines qu'encourent les émeutiers arrêtés.

En 2011 Ould Kablia explique ce qui s'est passé et la tournure qu'ont prises les émeutes par la distinction de deux groupes de jeunes. Selon lui, « *le premier groupe est constitué de bandes ou de réseaux criminels organisés qui profitent de la situation pour commettre des vols* »³⁵⁹, l'autre groupe est constitué de ceux qui « *se révoltent pour dénoncer l'augmentation des prix* »³⁶⁰. Il déclare d'un autre côté la comparution immédiate pour des « flagrants délits » devant le tribunal criminel de toute personne ayant attaqué des citoyens provoquant des blessures graves notamment des policiers. Or le flagrant délit est une procédure relevant des compétences du tribunal correctionnel, et non du criminel comme l'a annoncé le ministre de l'Intérieur qui considère une grande partie des jeunes ayant pris part à ces émeutes comme étant « des criminels ».

Il reconnaît, par ailleurs, les réalités sociales et économiques difficiles auxquelles ces jeunes doivent faire face, mais en aucun cas l'échec de la politique gouvernementale visant à améliorer ces conditions. Dans un entretien accordé au quotidien *Liberté*³⁶¹, tout en déplorant l'émergence d'un « discours négationniste » qui occulte les réalisations socio-économiques et l'incontestable amélioration de la situation sécuritaire, Ould Kablia énumère une liste infinie d'éléments déclencheurs d'émeutes, sans pour autant dire que l'Etat a failli à ses obligations, il admet « *l'existence d'un sentiment d'injustice chez certaines catégories vulnérables en matière d'emploi et de logement* ». Il cite également « ... *la cherté de la vie, le désarroi moral des administrés... l'absence des canaux de communication, la bureaucratie, la précarité des dispositifs d'aide à l'emploi, ne portant que sur des périodes limitées, le climat de réprobation suscité par les scandales liés à la corruption, le diktat des spéculateurs et des gros commerçants, l'absence de la place publique de la classe politique et des associations, le recul du rôle d'institutions de socialisation et de transmission des valeurs comme la famille, l'école* »

³⁵⁹Entretien paru dans le quotidien *Liberté* du 30 janvier 2011

³⁶⁰*Ibid.*

³⁶¹*op cit*

et l'autorité parentale. Il y a les séquelles de la violence terroriste, de la décennie noire³⁶². Il rajoute que les gens se préoccupent de « *problèmes préfabriqués* » comme la flambée des prix du sucre et de l'huile. Il y a donc la reconnaissance officielle d'un ensemble de facteurs relevant de divers domaines qui pourraient pousser le citoyen algérien (certaines catégories précaires) à protester. Etant donné l'absence de canaux de communication, comme l'a constaté le ministre de l'Intérieur lui-même, il ne reste que l'émeute comme moyen de protestation. C'est ce qu'estime le jeune Nassim qui prend un exemple très courant pour expliquer comment le manque de communication caractérise la relation entre les institutions de l'Etat et les citoyens

« Pour vous dire à quel point ils nous méprisent, il arrive que l'eau courante soit coupée pendant deux jours sans aucun affichage au préalable pour les citoyens concernés. Pareil pour l'électricité ! C'est dire à quel point les ponts sont coupés entre nous et les institutions »³⁶³.

Le sentiment de mépris est très présent dans la société algérienne. Il est étroitement lié à celui de l'injustice, suscitant à chaque fois une incompréhension au sein des différents groupes sociaux concernés, et provoquant des scènes de violence quand viennent s'ajouter des propos banalisant les évènements à l'origine de ces sentiments. Les propos de Zerhouni en avril 2001 ont eu un grand impact sur le déroulement des événements et le degré de violence qui les a caractérisés. En qualifiant le défunt Massinissa de « *voyou* », le ministre de l'intérieur a « remué le couteau dans la plaie », et l'inadmissible a été dit, que ce soit pour la famille du jeune Massinissa, les gens de son village, ou alors tous les jeunes touchés par l'injustice de son assassinat. Ceci peut se lire sous deux angles distincts.

D'un côté, il y avait ce sentiment d'injustice qui grandissait au fur et à mesure que les jours passaient, car il n'y avait aucune explication qui justifiait le fait de tuer le jeune Massinissa connu de tous les habitants de son village pour sa sagesse et son sens d'entraide. Entendre de tels propos diffusés sur la chaîne officielle était une atteinte au défunt, à ce qu'il était, à ses parents et à l'éducation qu'ils lui ont donnée. Le père de Massinissa, Khaled Guermah, a d'ailleurs qualifié cela d'un comportement inhumain il déclare lors d'un entretien télévisé sur la chaîne berbère BRTV³⁶⁴ : « *C'est une honte pour l'Algérie d'entendre un homme d'Etat*

³⁶²*Ibid.*

³⁶³27 ans, Entretien Avril 2015 à Alger, *op.cit.*

³⁶⁴Entretien diffusé sur la chaîne berbère BRTV en hommage à Guermah Massinissa le 18 avril 2018 <https://www.youtube.com/watch?v= rnXOBrzqsU&t=3548s>

prononcer de tels propos, au lieu de présenter des condoléances à la famille et de promettre avec fermeté de juger les commanditaires de cet assassinat ... ». Pour montrer à quel point les vies humaines importent peu, il fait une comparaison avec d'autres pays en citant comme exemple la France où un chat tombe dans un regard, provoquant une forte mobilisation de la protection civile, et des moyens ont été tout de suite déployés pour le sauver !

L'autre explication au sentiment de la population et de la famille du défunt peut se lire du point de vue religieux, une vision très importante dans une société musulmane. Il importe de rappeler que la religion musulmane incite au respect de la mémoire des morts. Il n'est donc pas toléré que l'on dénigre une personne décédée, quelle que soit la raison. Bien au contraire, il importe d'évoquer ses qualités et les bonnes choses qu'elle a réalisées dans sa vie. C'est ce qui explique la grande charge émotionnelle qui a suscité une réaction spontanée et violente parmi les habitants du village de Massinissa. « ... *Même si vous avez des querelles avec une personne qui vient de décéder, ou vous éprouvez de la haine pour elle, vous vous devez de prier que Dieu ait pitié d'elle, et lui réserve le paradis* » rajoute Khaled Guermah pour exprimer son incompréhension de ces propos qu'il juge indignes.

La banalisation de la vie humaine et la mise en avant de la cause accidentelle de l'événement déclencheur de ces émeutes³⁶⁵ ont ravivé le sentiment de « *la hogra* » qui est un marqueur fort du quotidien de simples citoyens, particulièrement ceux qui ne peuvent exercer aucun pouvoir pour imposer leur vision, même si elle est différente de celle de la majorité. La pratique des passes droits en est un exemple, comme l'explique si bien le jeune Hacene

« ...*Il faut à l'Algérien du piston partout où il va !! Même un simple accès à l'hôpital en voiture est devenu une faveur qu'offrent certains agents de sécurité. Certains autorisent même des pratiques interdites par la direction de l'hôpital, comme rendre visite en dehors des horaires fixées par celle-ci, ou encore garder un malade qui ne nécessite pas l'assistance d'un proche*³⁶⁶».

Ces pratiques sont également répandues chez des cadres de l'Etat qui accentuent ce sentiment en recevant certains chômeurs et pas d'autres parce qu'ils ne sont pas envoyés par une

³⁶⁵En réponse aux questions des députés démocrates sur la responsabilité de l'Etat dans les événements qui ont fait plus de cent victimes, et à la question de qui a donné l'ordre de tirer sur la population, le ministre de l'Intérieur insiste sur l'origine accidentelle de ce qui s'est passé dans la brigade de la gendarmerie de Beni Douala. Il a également défendu la thèse de la légitime défense dans les tirs sur la population de Bejaia, cette dernière voulant entrer de force dans le siège de la Daïra (sous-préfecture) où s'était réfugié le chef de Daïra et le chef de brigade de la gendarmerie.

³⁶⁶Etudiant de 24 ans. Entretien réalisé le 23 mars 2015 à Tizi Ouzou

connaissance. C'est cette pratique qu'ont voulu dénoncer les chômeurs de la wilaya de Ouargla dans le sud, qui estiment que les jeunes du sud sont prioritaires pour travailler dans le domaine des hydrocarbures en intégrant la société nationale qui exploite le pétrole et le gaz (Sonatrach) et ses filiales. Cette revendication s'est faite par le biais de l'émeute. Le discours de Yazid Zerhouni a cette occasion est ambigu, puisqu'il profère des menaces, et promet des sanctions sévères pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement à l'encontre des chômeurs à l'origine de ces émeutes, mais il s'engage en même temps auprès de la population juvénile pour évaluer le dispositif d'emploi et de recrutement dans le secteur pétrolier, et d'apporter d'éventuelles améliorations³⁶⁷. Il y a d'un côté la promesse d'une solution aux problèmes des jeunes à l'origine des émeutes, et de l'autre la mise en garde contre le recours à l'émeute. Cet engagement va même contredire les propos du ministre de l'énergie et des mines qui a de son côté déclaré qu'il n'y avait rien à réviser dans les modalités de recrutement³⁶⁸.

1-2-La théorie du complot

a-« La main étrangère »

Depuis les années 1980 le complot planifié par l'étranger est l'une des thèses privilégiées par les représentants de l'Etat algérien en essayant d'expliquer la contestation. La main de l'étranger visant à déstabiliser le pays est alors mise en avant. Dès les premières années de l'indépendance, le thème du « complot ourdi par l'étranger »³⁶⁹ visant à saper l'unité nationale revient comme une constante dans le discours officiel. Le mouvement berbère de 1980 était le premier mouvement protestataire interprété officiellement comme étant un complot de l'étranger. Ce fut également le cas en 2001 lors du « printemps noir ». Au lendemain des émeutes qui ont marqué le début de l'année 2017 qui ont pour cause la hausse de la TVA et sont lues comme une contestation contre la loi de finance 2017, au regard des déclarations des commerçants de Bejaia, Abdelmadjid Tebboune, alors ministre de l'Habitat de l'Urbanisme et de la Ville, a déclaré que des parties ont créé l'angoisse dans la rue en faisant croire à la population que la baisse des prix des hydrocarbures menaçait la paix sociale en Algérie³⁷⁰. Il accuse des parties étrangères qui travailleraient les masses en faisant croire que tous les projets, surtout ceux relatifs au logement, seront à l'arrêt en Algérie du fait de la chute du prix du baril, et que l'Algérie est au bord de l'implosion. Il affirme d'une façon officielle l'influence d'Israël

³⁶⁷L'Expression du 25 février 2004

³⁶⁸*Ibid.*

³⁶⁹Ouali Ilikoud, « Le printemps berbère et octobre 88. Analyse comparée de deux mouvements », *Emeutes et mouvements sociaux au Maghreb*, op. cit., P137-146.

³⁷⁰Conférence de presse du 7 janvier 2017 <https://www.youtube.com/watch?v=VGctO5rW-yo>

sur les réseaux sociaux algériens depuis plusieurs pays dont le Maroc, la France, et l'Allemagne. Néanmoins, à force d'agiter le spectre de la théorie de la main étrangère, ce discours n'a plus l'impact souhaité parmi la population, car il met encore une fois l'accent sur le « *citoyen mineur, infantilisé, en rapport avec un système politique paternaliste habitué à traiter avec des individus âgés, analphabètes, ruraux et pauvres*³⁷¹ ». Or la société algérienne d'aujourd'hui est une société jeune et scolarisée dans sa majorité, qui ne se contente pas de l'information officielle, mais cherche à comprendre davantage les relations internationales et la politique étrangère de l'Algérie. La prise de position des jeunes sur les réseaux sociaux sur des sujets de politique étrangère en est un bon indicateur. Le jeune Kamel estime que le discours de la main étrangère ne fait que produire de la haine envers certains pays ; il cite comme exemple le conflit avec le Maroc sur le Sahara occidentale : « *On nous sort à chaque fois le conflit avec le Maroc sur le Sahara occidental, tous les Algériens ne croient plus à l'existence réelle de ce conflit, il est surtout utilisé pour détourner l'esprit des Algériens des questions liées à la gestion du pays, la corruption, et la détournement de l'argent public alors que des milliers d'Algériens sont pauvres !!*³⁷² ».

Cette théorie est mobilisée même quand il s'agit de manifestations purement pacifiques depuis l'avènement du « *Hirak* ». En effet, tous les discours du chef de l'état-major Ahmed Gaïd Salah ont mis en garde contre toute ingérence en Algérie à chaque fois qu'il s'est adressé à la nation depuis le début du « *Hirak* ».

b- Les instigations politiques et l'absence des associations

Soucieux de garder une certaine crédibilité en essayant de donner un sens à des émeutes violentes, les représentants de l'Etat évoquent aussi l'incitation aux troubles par certaines parties locales au compte de pays étrangers. En faisant le point sur la situation lors des violentes émeutes qu'a connu le quartier de Diar Echems à Alger, en 2009, le ministre de l'Intérieur N. Zerhouni a appelé les familles des jeunes qui ont pris part à l'émeute à « *ne pas se laisser influencer*³⁷³ » et à s'armer de patience en accordant un peu plus de temps à l'Etat. Des événements provoqués par des parties dont l'intérêt est de troubler et de déstabiliser l'Algérie. C'est ainsi qu'ont été expliquées les émeutes intenses de Berriane dans le sud par Zerhouni « *Nous avons là la preuve que ces mouvements de violence et de saccage qu'a connus la ville de Berriane ont été provoqués ; du matériel informatique qui se compose de six micro-ordinateurs*

³⁷¹Entretien avec le sociologue Nacer Djabi paru dans le quotidien *El Watan* du 9 janvier 2017

³⁷²Entretien réalisé à Alger, *op cit.*

³⁷³*Le Quotidien d'Algérie* du 24 octobre 2009

*et des documents ayant servi de support aux perturbateurs et démontrant qu'il y a bien eu un lien avec un ennemi étranger par le biais d'Internet, a été saisi »*³⁷⁴.

Il est toutefois important de souligner que les dirigeants algériens n'hésitent pas à responsabiliser, en partie, les associations pour leur absence sur le terrain. En effet, les associations sportives sont montrées du doigt quand une émeute éclate après un match de football. Celles des quartiers également lors ce que les habitants des bidonvilles réclament via l'émeute des logements décents et salubres comme ce fut le cas à Diar Echems en 2009. Suite aux émeutes qui se sont déclenchées après le match signant la relégation du club oranais (MCO) le ministre de l'intérieur a déclaré : « *Il y a 600 associations sportives et les jeunes manifestants n'étaient que 300. Ils auraient pu sortir pour les dissuader, mais ils ont préféré se cacher* »³⁷⁵. A chaque fois la décision a été de revoir le rôle des associations et de mettre de l'ordre dans l'octroi des accréditations, au lieu de se pencher sur la question du manque d'adhésion des jeunes aux associations. L'augmentation des associations ne se traduit pas forcément par une efficacité fonctionnelle de celles-ci, car leur impact sur la société demeure timide. Comme l'avait montré Max Weber, « *la propagation quantitative de l'activité d'une organisation ne va pas toujours de pair avec sa signification qualitative* »³⁷⁶. En effet, les associations algériennes n'ont pas pu « *devenir un canal réel de mobilisation permanente ni une force effective de proposition, encore moins un relais crédible des « grièvances » citoyennes* » a déclaré le politologue M'hand Berkouk³⁷⁷.

Ceci peut s'expliquer par le fait que le mouvement associatif manque d'organisation, de structuration, et d'une politique visant à élargir son champ d'action. Le mouvement associatif en Algérie, ne peut être considéré comme un capital social tel que le définit Robert Putnam, une accumulation de ressources d'engagement civique produite notamment par la pluralité et la densité des réseaux associatifs³⁷⁸, car les associations sont instrumentalisées et dépendent du gouvernement. Leur présence dans l'espace public reste limitée, soit par la loi ou par des facteurs liés à la politique et à l'idéologie de l'Etat qui est conscient de l'importance du mouvement associatif comme critère de démocratisation des États, et de la possibilité de la construction d'un contre-pouvoir.

³⁷⁴*Liberté* du 02 juin 2008

³⁷⁵*Liberté* du 19 juin 2008

³⁷⁶Andrea Liverani, *Civil Society in Algeria*, Routledge, New York, 2008, p.66

³⁷⁸Michel Camau, Sociétés « civiles réelles » et téléologie de la démocratisation, *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol, n°2, 2002, p228.

Les associations algériennes ne sont pas créatrices d'idées, ne canalisent pas l'opinion et n'influent guerre les choix politiques. A l'exception des associations féministes, syndicales, berbéristes, islamistes ou « islamisantes », de la défense des droits de l'homme, le mouvement associatif n'a pas contribué grandement aux débats sur les choix politiques et de politique en Algérie. La plupart de ces associations vivent un état de léthargie et ne se manifestent qu'à l'occasion des échéances électorales, ou comme mécanismes de légitimation du pouvoir. Comment ces associations pourraient-elles donc jouer un rôle dans la dissuasion des émeutiers ?

2-La répression policière

Il existe en Algérie un puissant pôle militaro-sécuritaire qui constitue une singularité algérienne³⁷⁹. En effet, ce pôle est composé de l'armée nationale populaire (ANP) et de son appendice sécuritaire le DRS (Direction des renseignements et de la sécurité) anciennement appelé SM (sécurité militaire). L'armée, qu'elle apparaisse, selon les circonstances, au premier plan ou en retrait, s'est appuyée sur sa légitimité historique pour jouer un rôle déterminant dans les orientations politiques, stratégiques et économiques du pays pendant plus d'un demi-siècle. Les événements majeurs ayant marqués l'histoire de l'Algérie indépendante, comme la fin du système du parti unique en 1988, ou alors l'arrêt du processus électoral en 1992 sont des exemples de l'intervention directe ou indirecte de l'armée comme garante de l'ordre et de la démocratie.

Il est important de rappeler que la tragique répression des manifestations d'octobre 1988, ainsi que celle des manifestations survenues en Kabylie en 2001, a été exécutée par des corps de l'armée. Dans ces deux cas, ce ne sont pas les policiers qui ont ouvert le feu sur les manifestants, mais plutôt des militaires et des gendarmes.

2-1- Les moyens de répression

Au lendemain de son élection pour un deuxième mandat, en 2004, Bouteflika, procède à une série de mise en retraite d'anciens généraux très influents qui paraissaient inamovibles, comme le général Lammari, Larbi Belkhir, ou encore le général Touati. Cette manœuvre permet au pôle présidentiel de mettre la main sur des dossiers sensibles, désormais confiés au ministère de l'Intérieur. Dans cette même logique, Bouteflika a augmenté les effectifs de la police nationale

³⁷⁹Bourrat, Flavien. « L'armée algérienne : un État dans l'État ? », *Les Champs de Mars*, vol. 23, no. 1, 2012, pp. 21-37.

qui sont passés de 90 000 à 210 000 policiers entre 2009 et 2014³⁸⁰, ce qui représente 1 policier pour 180 habitants. Ceci est intervenu alors que le contexte géopolitique était très tendu avec les événements du « printemps arabe » en 2011. L'urgence était de prendre le contrôle et de maîtriser la rue en cas où le vent de la révolte qui soufflait sur les pays arabes viendrait à passer par l'Algérie.

Le budget alloué au ministère de l'intérieur renforce la stratégie sécuritaire adoptée par Bouteflika, il est d'ailleurs de plus en plus conséquent. Alors que le chômage frappe de plein fouet les jeunes algériens, le ministère du travail se voit réduire son budget pour 2021 de -17%. De plus, même avec un contexte sanitaire particulier lié à l'épidémie du Covid 19, le budget attribué à la santé par la loi de finance de 2021 est nettement inférieur à celui réservé au ministère de l'intérieur. Le tableau suivant présente quelques données (ou chiffres) de quelques ministères, calculés à partir des textes de loi de finances 2020 et 2021 publiées dans le Journal Officiel.

Tableau n°6 : Pourcentage d'augmentation de budget par ministères

Ministères	Budget alloué en 2021 par rapport à 2020
Ministère de l'Intérieur et des collectivités locales	+28.6%
Ministère de la jeunesse et des sports	+4.22 %
Ministère habitat urbanisme et ville	+7.67%
Ministère du travail/emploi et sécurité sociale	-17.44%
Ministère de la santé	+0.58%

La répression policière a toujours été la réponse apportée par les dirigeants algériens, que ce soit face aux jeunes déclenchant une émeute, ou à des participants aux manifestations non violentes qui finissent très souvent, pour ne pas dire tout le temps, par dégénérer du fait de l'intervention « musclée » des forces de l'ordre.

Lors des émeutes de janvier 2011 qui ont touché plusieurs villes algériennes, les rues d'Alger sont pleines de policiers en tenue civile, prêtant main forte aux brigades anti-émeutes en infiltrant les jeunes émeutiers, « *Nous sommes obligés de surveiller nos arrières et de ne pas nous aventurer aux cotés de personnes que nous ne connaissons pas, sinon on risque de se faire*

³⁸⁰Information rendue publique par la cellule de communication de la Direction Générale de la Sureté Nationale (DGSN), rapportée dans Le Soir d'Algérie du 23 octobre 2014.

embarquer »³⁸¹ déclare un jeune habitant le quartier de Bab El Oued en évoquant la police civile. Ce sont, en effet, plus de 1000 participants aux émeutes de 2011 qui ont été interpellés³⁸².

Les unités du maintien de l'ordre, investissent les grandes artères, avant de pénétrer dans les ruelles menant aux quartiers. Casqués et munis de boucliers, de matraques, et de flash ball, les policiers descendant des grands convois de camions les transportant, et se répartissent en groupes. Ils sont aidés par le camion « chasse neige », que les jeunes appellent communément « *Moustache* » qui fonce à grande vitesse pour enlever les barricades. Ces dernières délimitent les espaces et peuvent se lire comme une réappropriation de ces espaces (de la rue tout simplement). Les policiers usent également de camion aspergeant les émeutiers d'eau chaude sur les grands axes de la ville.

Il est important de souligner que les forces de l'ordre algériennes disposent désormais, et ce depuis la fin de l'année 2004, d'un outil qui permet de mieux contrôler la rue, à savoir la vidéosurveillance. Plusieurs émeutiers à visage découvert ont été interpellés grâce à la vidéosurveillance. C'est ce qui pousse les jeunes à occuper l'espace public tout en restant invisibles, car le visage est masqué. Il s'agit d'une « *visibilité invisible* » pour reprendre l'expression d'Alain Bertho³⁸³. La ressemblance des images montrant les émeutiers algériens et celles des émeutiers à travers le monde est frappante. Capuches rabattues et visages couverts au travers des fumées et des flammes font de ces jeunes des ombres, comme celles décrite par Alain Bertho en France³⁸⁴. L'absence de la vidéosurveillance pendant les années 1980 et le début des années 2000 met en évidence l'existence d'une différence dans l'apparence des émeutiers. Ces derniers affrontaient la police visages découverts.

2-2- Les rapports jeunes-police

Les jets de pierres et de cocktails Molotov d'un côté, et les bombes à gaz lacrymogène de l'autre, sont souvent accompagnés d'un échange verbal. Les jeunes ne manquent pas de moquer les policiers « au service des décideurs » en contrepartie d'un salaire et de conditions de travail misérables, alors que les enfants de leurs commanditaires font des études dans de grandes écoles et vivent à l'étranger. « *Les policiers aiment la misère* » me déclare Nacer³⁸⁵. Cette phrase est

³⁸¹Entretien avec Omar, 30 ans réalisé en avril 2015 à Alger

³⁸²Selon le ministère de l'intérieur et des collectivités locales

³⁸³Alain Bertho, « Nous n'avons vu que des ombres », *Mouvements*, vol. n° 44, no. 2, 2006, pp. 26-30

³⁸⁴*Ibid.*

³⁸⁵ Entretien réalisé en septembre 2016 à Alger

d'ailleurs reprise comme slogan scandé à chaque fois que la police venait à user de la violence pour réprimer les manifestants.

Au fur et à mesure que l'émeute s'intensifie, les échanges entre jeunes et policiers basculent vers l'injure, provoquant ainsi un acharnement de part et d'autre, et une colère difficile à taire. « *Ce que je ne supporte pas, c'est d'entendre un policier insulter ma famille ou ma mère !! Comment ne pas répondre à des propos vulgaires mêlant ma maman ?!!* »³⁸⁶. Il est par conséquent important de souligner que le comportement de la police est un élément clé dans le déroulement de l'émeute et son intensité. La réponse aux insultes des jeunes par l'insulte de leurs familles ne fait qu'amplifier la colère des jeunes car dans une société où la domination du mâle est vraiment visible, « *la femme constitue le siège/prolongement de l'honneur de l'homme* »³⁸⁷. Il est de ce fait inacceptable de toucher à l'honneur de la famille en insultant la mère ou la sœur, car il en va de l'honneur du groupe, en particulier dans une société comme la société algérienne où la religion et l'éthique interdisent l'insulte, considérée comme étant une atteinte à la dignité morale.

L'état d'urgence, proclamé le 9 février 1992 dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, a interdit les manifestations pendant des années, jusqu'à sa levée en 2011. Il a été un outil très efficace pour le contrôle de la rue algérienne. Ainsi, les acquis d'octobre 1988 en matière de libertés ont vite été diminués, et « l'espace qu'avait arraché la société par la violence lui est subtilisé par une violence »³⁸⁸. La répression policière s'est intensifiée depuis juin 2001 suite à la mise en application d'un décret interdisant toute manifestation dans la capitale jusqu'à nouvel ordre. Ce décret a été mis en place suite à la gigantesque marche organisée par les représentants du mouvement citoyen le 14 juin 2001, qui a tourné au chaos et dont les dégâts humains ont été importants. De ce fait, les marches pacifiques et les rassemblements ont toujours été réprimés partout en Algérie, excepté en Kabylie. Les interventions musclées des forces de l'ordre et les arrestations arbitraires privaient ainsi les citoyens algériens de la liberté de manifester dans l'espace public. De tels agissements de la part des forces de l'ordre provoquent dans tous les cas des scènes de violences surprenantes. Pour bien décrire la violente intervention de la police, les jeunes algériens les appellent « *Lahnoucha* », « les serpents » en

³⁸⁶*Ibid*

³⁸⁷ Abderrahmane Moussaoui, « La politique de l'injure. Une décennie meurtrière en Algérie », Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée [En ligne], 103-104 | juin 2004, mis en ligne le 12 mai 2009. <http://journals.openedition.org/remmm/1204>

³⁸⁸ Kenza Benamar, « D'une violence à une autre. Etude des pratiques et discours des violences dans la société algérienne », in Didier La Saout et Marguerite Rollinde, *Emeutes et mouvements sociaux au Maghreb*, op., cit. pp. 327-338

référence à la frappe violente des serpents au moment de saisir leur proie, d'un côté, et au caractère imprévisible de leurs interventions, de l'autre. Etant un symbole et une représentation de l'Etat dans la rue, les forces de l'ordre ont toujours été la première cible des manifestants, et sans dans ces cas appelés également « *Eddoula* » qui veut dire « l'Etat ».

Par ailleurs, l'abus d'autorité de beaucoup d'entre eux, en particulier depuis l'installation des barrages sécuritaires sur le réseau routier, fait naître chez les jeunes victimes d'humiliation une certaine rancœur envers les forces de l'ordre. En effet, si en France les contrôle d'identités multipliés sont perçus comme étant provocateurs, et développent ce sentiment de vengeance contre la police³⁸⁹, en Algérie, ce sont les claques données aux jeunes lycéens à la suite d'une fouille d'un bus scolaire par exemple, ou alors des propos méprisants qui développent la haine envers la police. De tels comportements nourrissent fortement l'émeute, comme le dit aussi bien Samir :

*« A chaque fois que j'avais l'occasion de déverser ma colère contre la police je le faisais, car je n'oublierais jamais leur mépris envers moi et mes camarades en rentrant le soir du lycée. Quand le bus c'était arrêté au barrage de la police pour un contrôle, mon copain venait juste de terminer une blague qui nous a fait rire. Les policiers apercevant le sourire resté accroché à nos lèvres nous ont fait descendre, nous ont giflé et nous ont traité de tous les noms !! Je connais beaucoup de jeunes qui ont fini arbitrairement dans les commissariats de police, sans forcément qu'ils soient impliqués dans la délinquance, ou qu'ils aient eu des problèmes avec la police auparavant »*³⁹⁰.

Les personnes comme Samir, ayant vécu des situations où elles avaient à faire à une police violente et méprisante, ont plus de haine et de rancœur envers celle-ci. Ce qu'il leur est commun, c'est d'avoir eu à faire à une police violente. C'est ce que constate M. Kokoreff en abordant les hostilités à l'égard de la police française. Il conclut que « *ce n'est pas l'ensemble de la société française qui déteste la police, mais d'abord les personnes au contact d'une police violente, raciste et qui fait peur* »³⁹¹.

³⁸⁹Michel Kokoreff « Les émeutiers de l'injustice », *Mouvements*, vol. n° 44, no. 2, 2006, pp. 13-25

³⁹⁰Entretien réalisé en mars 2016 à Tizi Ouzou, *op cit.*

³⁹¹Michel Kokoreff, *Violence policières, généalogie d'une violence d'Etat*. Textuel, Paris, 2020, p. P7

3-Gouverner par la peur et la « violence légitime »

L'histoire de l'Algérie indépendante a été profondément marquée par la tragédie de la décennie noire. Les horreurs vécues pendant cette période ainsi que la violence inouïe qui l'a caractérisée ont été génératrices d'un climat de peur et de terreur.

3-1-La peur justifie la violence

Le gouvernement de Bouteflika n'a, de ce fait, jamais cessé de rappeler aux Algériens que sa stratégie sécuritaire est garante de la stabilité du pays, et qu'il « *ne ménage aucun effort pour préserver la sécurité et la paix civile, qui sont les fruits précieux de la réconciliation nationale* »³⁹². Ce type de discours fait émerger ce que la société s'efforce de refouler. Plus cette situation perdure, plus le gouffre entre gouvernants/gouvernés s'accroît³⁹³. Maintenir le climat de la peur et exhiber son pouvoir de contrôle de la situation par une répression justifiée sont des signes de la gouvernance par la peur. Il s'agit de cautionner le recours à la force, et de le présenter comme un moyen légitime de maintenir l'ordre³⁹⁴.

La logique de la gouvernance par la peur et la violence revient à imposer l'idée que l'Etat ne fait que riposter à l'attaque de ceux qu'il considère comme ennemis. Force est de constater que selon les dirigeants de l'Etat, la répression d'un groupe social ne constitue qu'une sanction des délits commis par celui-ci. Les jeunes manifestant leur colère et leur mécontentement, en ayant recours à la casse comme ultime moyen pour se faire entendre, sont légitimement réprimés, tabassés et emprisonnés. Ils sont même humiliés et qualifiés de gamins inconscients, de délinquants et même de criminels. Ces derniers ne sont pas les seuls à subir ces violences policières, puisque d'autres catégories sociales comme les enseignants, les médecins, ou le collectif des familles des disparus doivent eux aussi faire face à une répression violente à chaque fois qu'ils organisent une manifestation. Dans ce cas l'Etat est le seul à avoir le droit d'exercer une violence sur les citoyens, puisqu'il se réserve le « monopole de la violence physique légitime », pour reprendre l'expression de Marx Weber. Cependant, cette expression prend sens si l'on considère que Weber donne une définition des pouvoirs de l'Etat, mais en aucun cas la justification de la violence envers le peuple, car il a voulu souligner que l'Etat a un moyen spécifique que n'ont pas les autres groupements politiques ou les groupes sociaux. En outre ce

³⁹²Discours du premier ministre Ahmed Ouyahia à l'Assemblée nationale populaire le 17 sept 2017

³⁹³K. Benamar, *op citp330*.

³⁹⁴Jean Paule Dollé. « Politique de la peur », *Lignes*, vol. 15, no. 3, 2004, pp. 109-118

monopole est soumis à la condition de la légitimité du pouvoir, qui doit être accepté sans contrainte par les citoyens³⁹⁵.

3-2- L'exercice de la violence vs la légitimité du pouvoir

Il se trouve que dans l'Algérie d'aujourd'hui la question de la représentation pose un vrai problème, car la volonté de la participation directe des Algériens s'exprime par un taux d'abstention dépassant les 60%³⁹⁶. En 2017, les législatives étaient d'une importance capitale pour renforcer la légitimité du pouvoir en place depuis 18ans. Cependant l'abstention à ce scrutin a eu un écho considérable sur les réseaux sociaux via la campagne « *mansotich* ». La vidéo du youtubeur DZ Joker « *mansotich* »³⁹⁷(littéralement « je ne sauterai pas » signifiant je ne donnerai pas ma voix je ne vote pas) s'adresse au pouvoir pour dire que celui-ci n'a besoin des citoyens qu'à l'approche des législatives. La vidéo pointe les négligences du système politique algérien envers différentes catégories sociales les poussant à l'extrême.

En prenant en considération que la constitution algérienne prévoit que le peuple soit la source de tout pouvoir, et que « *l'Etat puise sa légitimité et sa raison d'être dans la volonté du peuple* »³⁹⁸, les taux d'abstention élevés peuvent fortement éroder la légitimité du pouvoir. Par conséquent, les Algériens dénoncent la violence « excessive » exercée par les appareils de l'Etat, qu'elle soit physique ou symbolique.

Par ailleurs, la crise de légitimité, comme abordé dans le chapitre IV a débuté au lendemain de l'indépendance, avec le coup d'état militaire qui remet en question la légitimité historique du parti. Il ya donc une crise de légitimité du pouvoir en Algérie qui ne confère pas à l'Etat cette possibilité de justifier son recours à la violence, même celle exercée sur les émeutiers.

Les trois éléments que développe M. Kokoreff font ressortir une matrice commune, expliquant du point de vu structurel comment les violences policières sont considérées comme une « violence d'Etat »³⁹⁹. Ils se retrouvent dans le cas algérien. Il s'agit de pratiques policières très violentes, tolérées ou même couvertes, conférant à la police ce pouvoir discrétionnaire qui échappe au contrôle démocratique et lui conférant une impunité, puisque les policiers sont, au mieux, mutés mais en aucun cas jugés ou relevés de leur fonction. L'impunité est d'ailleurs ce

³⁹⁵Marc Montousse et Gilles Renouard, 100 fiches pour comprendre la sociologie, Bréal, Rosny, 2009, p222.

³⁹⁶Moyenne des taux d'abstention aux élections législatives entre 1999 et 2017 calculée selon les taux du ministère de l'intérieur et des collectivités locales

³⁹⁷<https://www.youtube.com/watch?v=UAwuNEPNI24>

³⁹⁸Article 11 de la constitution algérienne

³⁹⁹Michel Kokoreff dans La Midinale, *Regards*. <https://www.youtube.com/watch?v=QjCfghiRKh0&t=128s>

que dénoncent fortement les familles des victimes du « printemps noir » en Kabylie, puisqu'il n'y a pas eu de suite aux plaintes qu'ils ont déposé pour l'assassinat de leurs enfants. La famille du jeune Massinissa déplore l'absence d'une justice capable de juger, pas seulement les gendarmes qui ont tiré sur les jeunes en 2001, mais les commanditaires de ces actes. Mr K. Guermah a déclaré après le procès du gendarme qui a tué Massinissa : « *Les assassins des 120 martyrs du printemps noir peuvent dès aujourd'hui fêter leur prochaine libération... Je pleure mon pays, ma région et mes enfants meurtris. Il est vrai que le procès de Zerhouni, Boustila et des commanditaires n'est pas pour demain. Qu'ils sachent que l'histoire qui les a déjà condamnés, les jugera comme elle l'a fait de tous les tortionnaires et exécuteurs* »⁴⁰⁰. Toutes les plaintes déposées par les familles des victimes du « printemps noir » ont abouti à des non-lieu⁴⁰¹.

4-L'émeute dans les médias

« Une des tendances des mouvements sociaux contemporains- spécifiquement dans les pays dotés d'un « espace public » marqué par un minimum d'ouverture et de pluralisme- réside dans l'attention croissante que leurs organisateurs dédient à une gestion réfléchie de leur rapport aux médias »⁴⁰². Le discours médiatique présente de grands enjeux par rapport au sens, au déroulement, à la propagation des actions entreprises dans la société. Pierre Bourdieu estime que « *la télévision qui prétend être un instrument d'enregistrement devient un instrument de création de la réalité, le monde social est décrit et prescrit par la télévision* »⁴⁰³. Les médias sont les principaux acteurs de la construction sociale selon P. Champagne. Ils sont partie prenante dans l'interprétation des mouvements sociaux. La violence peut se construire ou non à partir de la relation entre le message médiatique et le récepteur⁴⁰⁴.

Ainsi, face à l'inexistence de représentation ou de porte-paroles lors des émeutes, Gérard Mauger estime que cela laisse « le champ libre à ceux qui se sentent autorisés ou qui ont intérêt à dire ce qu'il faut penser de l'émeute et des émeutiers »⁴⁰⁵. Cependant, l'intérêt porté par les médias à certains espaces ou à certains groupes ne se manifeste que lorsque des événements

⁴⁰⁰Propos de Khaled Guermah recueillis suite au procès du meurtrier de Guermah Massinissa, *Le Quotidien d'Oran* 6 novembre 2002.

⁴⁰¹Selon D.S. membre du collectif des avocats qui s'est constitué pour aider les familles des victimes.

⁴⁰² Erik Neveu, « 12. Médias et protestation collective », Eric Agrikoliansky éd., *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. La Découverte, 2010, pp/245-264

⁴⁰³<https://www.youtube.com/watch?v=vcc6AEpjdcY&t=1775s>

⁴⁰⁴Angelina Peralva, Eric Macé. Médias et violences urbaines en France.: Étude exploratoire sur le travail des journalistes.. 1999, 151 p. halshs-00484220

⁴⁰⁵Gérard Mauger, *L'émeute de novembre 2005 : une révolte protopolitique*, Croquant, 2006.

spectaculaires et extraordinaires s'y produisent. C'est le cas des banlieues et des « violences urbaines » en France, et c'est le cas des émeutes de grande ampleur en Algérie, dont l'intensité et les dégâts ne peuvent être ignorés.

4-1- Quelle émeute à la télé algérienne ?

Pour comprendre l'enjeu du traitement de l'émeute par la télévision en Algérie, il est très important de rappeler que jusqu'en 2012 la seule télévision algérienne qui émettait légalement fut la télévision publique (ENTV). A partir de 2012, les réformes entreprises ont permis l'ouverture du champ audiovisuel avec une diversification des chaînes privées, domiciliées à l'étranger. Très vite une dizaine d'entre elles ont été interdites, et une loi réglementant le secteur de l'audiovisuel a été adoptée. Cette dernière prévoit que les chaînes de télévision doivent être domiciliées en Algérie et stipule : « *Toute diffusion d'informations audiovisuelles, relatives à des thèmes portant sur l'unité nationale, la sécurité et la défense nationales, doit être par ailleurs soumise à l'autorisation préalable des autorités concernées* ». De ce fait la couverture médiatique d'une émeute et la dimension politique de celle-ci ne peuvent être traitées par ces chaînes privées sans autorisation, à défaut elles seront suspendues.

Ainsi, l'émeute, quand elle est intense et a duré plusieurs jours, n'est présente que dans les journaux télévisés de la chaîne publique, parfois même sous forme d'un flash d'information comme ce fut le cas en 2001 lors des grandes émeutes qui ont secoué la Kabylie. Le sujet a été abordé brièvement, et les images diffusées ont été celles des dégâts causés par les émeutiers. Pareil pour les émeutes de 2011, qui se sont résumées aux déclarations du ministre de l'Intérieur, et le conseil des ministres qui s'est réuni en urgence pour revoir les prix des denrées alimentaires essentielles. Les images qui ont été diffusées sont celles des dégâts causés par les émeutiers sur des biens privés et publics après leur saccagement public, mais en aucun cas les images des affrontements avec les forces de l'ordre n'ont été diffusées : Des images des voitures de particuliers incendiées, des locaux d'opérateurs téléphoniques pillés et saccagés, des locaux de concessionnaires de voiture également incendiées, des banques, des caisses d'assurance et des écoles complètement saccagées. Il est évident qu'une représentation sociale est très vite fabriquée, et l'image construite sur le moment perdure, puisque ces informations mises en images produisent selon Patrick Champagne « *un effet de dramatisation propre à susciter très directement des émotions collectives* »⁴⁰⁶.

⁴⁰⁶Patrick Champagne, « La construction médiatique des "malaises sociaux" », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 90, décembre 1991, pp. 64-76

a-Instrumentalisation du conflit générationnel

Quand l'émeute est intense, la chaîne publique algérienne se réserve la particularité d'accorder la parole à ceux qui n'ont pas participé aux émeutes, mais pour des citoyens souvent âgés qui dénoncent le comportement violent des jeunes, et déplorent l'état des institutions et des infrastructures saccagées. Ainsi, la télévision creuse le fossé entre les générations puisque l'information cède ainsi place aux commentaires et à la propagande. Cela met en évidence le problème générationnel qui existe en Algérie comme l'avance le sociologue Nacer Djabi⁴⁰⁷, souvent utilisé comme moyen de montrer du doigt et de désolidariser la société. En prenant en considération, d'une part, la notion de génération telle que définie par Gerard Mauger⁴⁰⁸ ou encore Karl Mannheim⁴⁰⁹, et d'autre part les moments clés de l'Algérie indépendante, on distingue trois générations. Il y a effectivement une génération qui jouit d'une légitimité historique, qui a libéré le pays du colonialisme, et qui prône un nationalisme infaillible. C'est la génération gouvernante. A son opposé une génération qui ne croit plus à ces mêmes valeurs, et s'oppose de façon radicale à la pensée et aux pratiques de la première. Les pensées de cette génération majoritairement jeune sont compatibles avec l'adage populaire « *Li fatouh iyamatou mayetmaâ fi yamat enas* » qui veut dire « celui qui a raté ses jours n'a pas à convoiter le temps des autres ». C'est une génération qui est née, selon N. Djabi « *des mouvements sociaux et des protestations* ». Entre ces deux générations, il y a celle qui n'ose pas remettre en cause la légitimité de leurs ainés, mais qui est consciente des problématiques des jeunes de la troisième génération, sans pour autant accepter le recours à la violence. Selon cette génération, revendiquer et demander l'amélioration de ses conditions de vie doit se faire via des manifestations pacifiques, l'affrontement avec la police n'arrange aucune des deux parties. Un homme âgé en tentant de raisonner les jeunes du quartier de « Diar el kef » a même justifié l'acharnement des policiers et les tensions entre ces derniers et les jeunes émeutiers. Nacer se souvient encore du discours que leur a tenu son voisin *âami* Miloud : « *vous croyez que les policiers sont contents d'exercer la violence sur leur concitoyen ? Ils sont forcés par la nature de leur travail, ils reçoivent des ordres de leurs supérieurs hiérarchiques. Ils doivent eux aussi nourrir leurs familles* »⁴¹⁰. Les plus âgés sont non seulement restés à l'écart des émeutes, mais

⁴⁰⁷Nacer Djabi, *Pourquoi le printemps algérien a tardé ?* Alger, Chihab, 2012.

⁴⁰⁸David Bully, « Gérard Mauger, Âges et générations », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, mis en ligne le 07 mai 2015. URL : <http://journals.openedition.org/lectures/17940> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lectures.17940>

⁴⁰⁹Samuel Coavoux, « Karl Mannheim, Le problème des générations », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, mis en ligne le 25 juillet 2011. URL : <http://journals.openedition.org/lectures/6081> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lectures.6081>

⁴¹⁰Entretien avec Nacer réalisé en septembre 2016 à Alger

ils essayent aussi de justifier les agissements des policiers. M. Kokoreff, dans le but de différencier les rapports des différentes générations à la police française, constate que les plus âgés vont même jusqu'à trouver des « excuses sociologiques » aux policiers⁴¹¹, comme le fait âami Miloud.

b-La régionalisation des revendications

L'enjeu des interviews réalisées avec des citoyens qui dénoncent l'agissement des jeunes a été très important lors des émeutes de 2001 en Kabylie. En effet, l'ENTV donne la parole à des citoyens algériens qui dénoncent le comportement des jeunes Kabyles envers la gendarmerie et envers les institutions de l'Etat. Ce que fait voir la télévision algérienne et le message qu'elle fait passer produit un grand impact sur la suite des événements en dehors de la Kabylie. En effet, en voulant donner à ces événements un caractère régionaliste et limiter les causes à un problème linguistique et culturel, la télévision diffuse des propos recueillis auprès d'un citoyen qui exprime son ras-le-bol par rapport au fait que la Kabylie soit tout le temps en avant des revendications. Des passages de son interview ont été diffusés dans le 20h, dont la phrase qui n'est pas passé sous silence : « *Qu'est ce qui leur prend encore ces kabyles ?* ». Selon P. Champagne, « il faut prendre en compte le fait que la télévision exerce un effet de domination très fort ... Sa large diffusion - surtout en ce qui concerne les journaux télévisés - lui donne un poids particulièrement fort dans la constitution de la représentation dominante des événements »⁴¹². Ainsi, l'enjeu des discours diffusés dans les journaux télévisés de l'ENTV est de ce fait très important puisqu'il en va de la cohésion et de l'unité nationale, car l'information a laissé place aux discours discriminatoire et haineux. De tels propos sont restés ancrés dans la mémoire du jeune Youyou qui a participé aux émeutes en 2001, contre les injustices et les exactions de la gendarmerie dans les villages kabyles et des représentants de l'Etat à différents niveaux, et non pour la promotion de la langue et de la culture berbère uniquement. Il explique que les problèmes soulevés par la Kabylie en 2001 étaient ceux des Algériens :

« Comment pouvons-nous avancer avec des propos pareils ?! Les problèmes qui nous ont poussé à passer à l'acte ont été, et demeurent les mêmes de tous les jeunes algériens, de la société algérienne pas seulement kabyle ! La plateforme d'El Kseur élaborée par des représentants de plusieurs wilayas inclus la demande d'un Etat

⁴¹¹M Kokoreff, *Sociologie des émeutes*, op., cit, p.198

⁴¹²Patrick Champagne, « La construction médiatique des « malaises sociaux » », op cit.

garantissant tous les droits socio-économiques et toutes les libertés démocratiques
».

Dans un entretien accordé au quotidien Liberté, Redouane Boudjemâa, professeur en science de l'information et de la communication à l'université d'Alger, en faisant référence à des périodes importantes et délicates comme les années de terrorisme et lors du « printemps noir » en Kabylie, estime que les médias en Algérie ont été utilisés comme supports de propagande. Cela a provoqué le « *divorce entre les médias et l'opinion publique* »⁴¹³. En effet, les algériens voient clairement que les informations diffusées par la chaîne publique sont tout le contraire de ce qu'ils vivent en réalité, ceci les pousse à croire que celle-ci n'est pas crédible, mieux encore à ironiser en la nommant « la zéro » en référence à sa nullité. L'exemple de la couverture du *Hirak* est plus que révélateur de ce décalage entre la société et les médias publics. Des images de protestation ont été commentées comme étant des scènes où le peuple fêtait l'anniversaire de la guerre de libération. Le 19 mars 2021, au moment où la rue algérienne scandait « *Istiklal* » (Indépendance) réclamant son indépendance du pouvoir en place, le journal télévisé de la chaîne publique diffuse des images des manifestations des syndicats des enseignants au Maroc.

4-2- l'émeute dans la presse écrite

La presse écrite ne bénéficie pas de plus de crédibilité aux yeux des jeunes algériens durant ces dernières années. Ils sont convaincus de l'existence d'une guerre de clans au sein du pouvoir⁴¹⁴, et par conséquent d'un parti pris de la part des journaux pour certains cercles au pouvoir. El Hadi Chalabi, dans son livre, *La presse algérienne au-dessus de tout soupçon*⁴¹⁵, indique que la particularité du journalisme en Algérie résulte d'une *clientélisation* par les différents clans au pouvoir. C'est ce qui explique, selon l'auteur, la facilité de l'accès aux informations de certains journaux comparés à d'autres. Chaque journal a sa source d'information et la traite selon sa ligne éditoriale⁴¹⁶, confie L. Mustapha du journal *La Dépêche de Kabylie*. Il est important, par ailleurs, de souligner que contrairement à la télévision, plusieurs journaux titrent les événements les plus marquants et traitent de la majorité des émeutes. Ils rapportent les causes de leur déclenchement, décrivent les scènes, et laissent la parole aux quelques émeutiers qui leur parlent. Cependant, avec les rapports clientélijaires qui se sont créés au fur et à mesure que Bouteflika renouvelait ses mandats, les jeunes ne font plus confiance aux journalistes. « *Il*

⁴¹³Liberté du 23-10-2019

⁴¹⁴C'est ce que m'ont déclaré plusieurs de mes interlocuteurs

⁴¹⁵ El Hadi Chalabi, *La presse algérienne au-dessus de tout soupçon*, Alger, Hina-Yas, 1999

⁴¹⁶ Entretien avec le journaliste L. Mustapha du journal *La dépêche de Kabylie*, Janvier 2017

y a des chances d'entrer en dialogue mais il faut vraiment savoir convaincre »⁴¹⁷, ces mots d'un journaliste confirment l'existence d'un fossé entre les journalistes et la population. Ces liens qui étaient plus ou moins solides au début des années 2000, puisqu'en 2001 la presse écrite particulièrement les journaux comme *Le Matin*, *Liberté*, *La dépêche de Kabylie*, *Le soir d'Algérie*, réservaient des pages entières aux témoignages des blessés du « printemps noir », et aux familles des victimes tuées par balles.

L'émotion vécue lors des enterrements a elle aussi été transmise par la description de l'atmosphère qui y régnait, et via les témoignages des gens des villages venus assister aux funérailles. Cette même presse publiait des entretiens réalisés avec les représentants du mouvement culturel berbère (MCB), et avec les représentants des partis politiques de la région à savoir le RCD et le FFS. Elle a également couvert tous les conclaves organisés par la coordination du mouvement citoyen et suivaient l'évolution de la situation en Kabylie, en fonction des décisions prises pas celle-ci⁴¹⁸.

Après l'enterrement de Massinissa, les journaux sont revenus sur cet évènement avec un plus grand intérêt aux réactions des habitants de Beni Douala, et ceux d'Amizour suite à l'arrestation des collégiens et les violences qu'elle a engendrée à Bejaia. *Liberté* du 23 avril 2001 titrait « *émeutes à Amizour et Beni Douala* ». Au fur et à mesure que les affrontements s'intensifiaient, la presse écrite va se consacrer à l'étendu des émeutes et à la répression, au moment où les autorités sont restées silencieuses. Le 28 avril 2001, dans son édito intitulé « *Le mépris* », le journal *El Watan* revient sur l'attitude du chef de l'Etat qui n'a prononcé aucun mot sur ces évènements en s'adressant aux cadres de la nation. Les journalistes ont rapporté les nombreuses attentes d'une jeunesse livrée à elle-même et sa colère. Le journal *Liberté* s'est accordé l'exclusivité de publier les bulletins scolaires du jeune Massinissa en réponse au discours du ministre de l'Intérieur le qualifiant de « *voyou* ».

« On ira tous à Alger » a titré *Le Matin* le 14 juin 2001, un article qui reprend toute l'organisation à l'échelle des villages et des APC, et les moyens mis à disposition des citoyens pour se rendre à Alger.

« Une poudrière. De Bouteflika aux émeutes » publiait *Le Soir d'Algérie* du 14 juin 2001. « Bouteflika a mis beaucoup de temps pour reconnaître officiellement la gravité des émeutes qui ont secoué la Kabylie »

⁴¹⁷*Ibid.*

⁴¹⁸Ayant vécu cette période en Algérie, j'ai moi-même expérimenté cela en lisant beaucoup la presse pour essayer de comprendre la suite des évènements.

Le quotidien *Liberté* du 18 avril 2002 a même qualifié le traitement des émeutes par la chaîne publique de « sale besogne », tout en soulevant son rôle d’appareil de propagande. Par opposition, Hafida Amyiar titre dans la même édition, « la voix du combat », un article réservé à l’implication de la presse dans le combat de la population en 2001.

Les médias font ressortir des leaders de chaque mouvement et construisent l’événement autour de ce personnage en multipliant les possibilités pour lui de s’exprimer. Plusieurs journaux ont en effet accordé la parole le plus souvent à des personnages du mouvement. Malgré la structure horizontale de la coordination des *aârch*, les colonnes de plusieurs journaux étaient dédiées à Belaïd Abrika, qui annonçait les points qui allaient être abordés, ainsi que les orientations qui allaient se décider durant le conclave du lendemain. Cette construction diffusée à des millions d’Algériens ne peut qu’influencer l’opinion publique. Mais l’enthousiasme créé par ces journalistes a très vite diminué avec l’orientation du mouvement citoyen vers le dialogue. Pour ne citer qu’un exemple, Kamel qui a vraiment cru en ce mouvement et ses représentants déclare avoir été déçu, « *toute la Kabylie a vraiment cru en ce mouvement des aârch, on attendait avec impatience les conclaves qui se tenaient pour essayer de voir plus clair quant à l’avenir de notre engagement, mais certains délégués y compris les plus emblématiques ont trahi le sang des martyrs et sont partis aux négociations avec leurs assassins !!!* »⁴¹⁹.

En prenant en considération la difficulté des journalistes à saisir certaines informations, l’accès aux acteurs qui font l’émeute, devenu de plus en plus difficile, ainsi que le monopole de l’ENTV sur les autres médias, il serait intéressant de se pencher sur l’usage qu’en font les chaînes étrangères de ces événements et comment ils les ont abordés.

4-3- Les émeutes algériennes dans les médias étrangers

La télévision algérienne considérée par la population comme étant « un instrument de l’Etat », provoque la méfiance des jeunes à l’égard des journalistes en général et ceux de la télévision en particuliers. Pour ne citer qu’un exemple, Nacer, un jeune algérois avec qui j’ai réalisé un entretien a voulu s’assurer que je ne suis pas journaliste :

« Ils ne s’intéressent à nous, ou plutôt ne se rendent compte que nous existons que quand ils viennent s’entretenir avec nous pour mettre à nue notre mal vie. Mon quotidien difficile personne ne le partage avec moi, les journalistes

⁴¹⁹ Entretien avec Kamel. *Op cit*

viennent quand il y a un reportage sur la crise du logement ou quand il y a des émeutes »⁴²⁰.

La présence de la télévision provoque des tensions au sein de la population, ce qui explique en partie l'absence de témoignages des jeunes des quartiers qui se révoltent. Cependant, force est de constater que les médias étrangers s'intéressent aux grandes émeutes en Algérie couvrant ces événements, en présentant même des petits reportages donnant l'occasion aux acteurs de ces événements de prendre brièvement la parole, et de s'exprimer principalement sur les causes qui les poussent à faire appel à la violence. Cependant, ces discours n'étant pas forcément spontanés ne rendent pas forcément compte des dimensions de l'émeute.

Les journaux télévisés des chaînes françaises, en particulier TF1 et France 2, ont été très suivis par les algériens dès le début du « printemps noir ». Toute la Kabylie était en effet suspendue aux journaux télévisés des chaînes étrangères pour s'informer davantage sur l'avancement et l'organisation du mouvement citoyen. Ce fut aussi un moyen de s'enquérir du nombre de victimes tuées par la gendarmerie, étant donnée la difficulté d'accès à ces informations à l'échelle nationale. Les cérémonies d'enterrement dans les villages kabyles ont pu également être suivies, accompagnées de toutes les émotions et les tensions qui caractérisaient ces moments de deuil intense. Les images fournis par ces chaînes de télévision laissent aussi voir l'intensité de la violence qui a caractérisé les échanges entre les manifestants et les forces de l'ordre. La parole fut également accordée aux citoyens concernés par ces événements, jeunes, âgés, victimes ou parents de victimes, qui avaient plus de facilité de communication et de tolérance envers les chaînes étrangères que la télévision algérienne.

En 2011, le contexte des révoltes dans les pays voisins et les pays arabes a suscité un intérêt particulier chez les observateurs du Maghreb. La question de l'extension de la protestation contre les régimes dictatoriaux à l'Algérie a été évoquée par plusieurs médias étrangers, d'où la forte couverture médiatique des émeutes, qui ont débuté à Alger et se sont propagées à plusieurs villes d'Algérie durant cinq jours.

La propagation de l'émeute a été en effet mise en avant par les différentes chaînes arabes notamment Al Jazeera, BBC Arabe, Medi TV (marocaine)etc., sans que des émeutiers ne soient interviewés. Cependant la cause de la colère a été la même que celle avancée par la télévision algérienne, à savoir la flambée des prix de produits de première nécessité. Il fallait attendre le

⁴²⁰ Entretien réalisé en septembre 2016 à Alger.

9 janvier pour que France 24 arabe diffuse des images de jeunes à visages couverts en plein affrontement avec la police⁴²¹. Ils ont fait savoir que la cherté de la vie ne les touchait pas directement, mais plutôt leurs parents. Ils sont sortis pour dénoncer la politique et la gestion désastreuse des dirigeants de l'Etat au pouvoir depuis dix ans. Selon eux, l'Etat n'est pas parvenu à améliorer la vie des Algériens, si ce n'est enfoncer de plus en plus les pauvres dans leur pauvreté et les jeunes dans le désespoir. D'ailleurs le ministre de l'Intérieur de l'époque avait évoqué, sur les ondes de la radio Chaine III, que les inquiétudes sont légitimes au sein des couches défavorisées, mais aussi chez toutes les couches de la société. Cette reconnaissance sans se soucier de trouver des solutions pour améliorer la vie des Algériens, est ce qui est de plus méprisant pour le peuple, car, estime Nacer, « *Ils (les dirigeants au pouvoir) ont en rien à faire de nous les pauvres, pourvu que leurs familles et leurs clients ne manquent de rien !!* »⁴²².

4-4- Internet et les réseaux Sociaux

Comme partout dans le monde, l'émeute se vit à travers l'action des émeutiers, et non à travers leur parole. Seules les images de voitures brûlées et d'édifices saccagés étaient relayées par les médias, dans lesquels le discours était quasi absent. Force est de constater que le développement remarquable d'internet fait franchir au phénomène émeutier un grand pas à travers le partage de l'image sur les réseaux sociaux. Internet est donc devenu non seulement un moyen de diffusion mais aussi un moyen de production d'images, de discours, de réseaux, d'événements⁴²³. Désormais, l'émeute se fait aussi via internet. Les images postées sur les réseaux sociaux se répandent comme « une trainée de poudre » pratiquement dans le monde entier. La scène de « je ne peux pas respirer » de Georges Floyd, alors que le policier l'immobilisait au sol avec son genou, a suscité l'indignation à travers le monde et une grande colère aux USA.

En Algérie, le partage des images, et parfois en direct, est devenu avant tout un moyen de montrer ce que la télévision ne veut pas montrer. Un moyen de donner plus de crédibilité à l'action entreprise. D'ailleurs le propriétaire de la vidéo postée demande souvent aux internautes de « *partager la vidéo au maximum, pour que les gens sachent la vérité et sachent ce qui se passe* »⁴²⁴.

⁴²¹<https://www.youtube.com/watch?v=A79jqD0TmWc>

⁴²² Entretien avec Nacer *op.cit*

⁴²³Alain Bertho, « Émeutes sur internet : montrer l'indicible ? », *Journal des anthropologues* [En ligne], 126-127 | 2011

⁴²⁴Reprise et traduction des dires des utilisateurs des réseaux sociaux, qui partagent des vidéos.

En effet, des images d'émeutes n'ayant duré que quelques heures par exemple sont mises en ligne sur *Youtube*, et sont partagées sur *Facebook*. D'autres datant même de 2001, au moment où *Youtube* n'existe pas encore, ont été par la suite publiées. Elles ont fait voir ce qui était resté dans l'obscurité (à travers de nombreux témoignages des familles des victimes⁴²⁵ et des gens qui ont pris part à ces émeutes qui racontent les évènements tels qu'ils les ont vécus), ou alors ce qui a été construit selon une certaine version dans les médias de l'époque. Par conséquent, les autorités algériennes n'hésitent pas à bloquer certains réseaux sociaux, surtout *Twitter* et *Facebook*, comme ce fut le cas le 9 janvier 2011 au soir où les gens ne pouvaient pas accéder à internet vu que le réseau était brouillé. L'impact des réseaux sociaux en Algérie s'est fait sentir en 2009 lors des éliminatoires pour le mondial de 2010 en Afrique du Sud. La diffusion de vidéos montrant des joueurs de l'équipe nationale d'Algérie blessés par des supporters égyptiens, lors de leur déplacement au Caire pour disputer le match retour contre l'Egypte, a mis l'accent sur l'usage des réseaux sociaux, et leur importance dans la dénonciation. C'est le sentiment d'injustice, suscité par *la hogra* qu'ont subi les joueurs, qui a provoqué de vives réactions sur les réseaux sociaux. Cette euphorie a donné naissance à un élan de solidarité, puisque les Algériens se sont mobilisés en seulement 4 jours pour se déplacer en masse et aller soutenir leur équipe lors du match barrage qui a eu lieu au Soudan.

Le contexte très sensible du « printemps arabe » a fait de la propagation des émeutes d'un pays à l'autre un enjeu important, vu que c'était l'élément auquel les observateurs du Maghreb et du monde arabe ont accordé beaucoup d'attention. Il fallait de ce fait limiter la propagation des images mettant à nu l'intensité des émeutes, les grands dégâts causés par celle-ci, et surtout les raisons qui ont poussé les jeunes à s'exprimer de la sorte.

Les mêmes scènes se répètent partout dans le monde, car « les mécanismes de l'émeute présentent de grandes similitudes » selon François Dubet.⁴²⁶ « Des voitures brûlent. Des pierres volent. Des rues s'enfument. Des silhouettes juvéniles et encapuchonnées passent furtivement et défient les uniformes »⁴²⁷. Telles sont décrites les scènes d'émeutes qui surviennent dans le monde entier.

⁴²⁵La tante d'une victime lors d'un entretien publié dans le journal *Liberté* du 7 aout 2001 déclare : « *La France m'a ravi mon père, mes frères et mon mari et a reconnu ses torts. Ces gens-là ont fait leurs crimes et nient. Nous demandons seulement que la vérité éclate* »

⁴²⁶François Dubet, « A propos de la violence et des jeunes », *Cultures et conflits*, 6, 1992, p. 7-24.

⁴²⁷Alain Bertho, *Le temps des émeutes*, *op.cit.*, p13.

La propagation des émeutes à d'autres villes d'Algérie serait-elle une conséquence directe de la circulation de vidéos de jeunes en plein affrontement avec la police, et des scènes de chaos. Elle pourrait se confirmer par la différence du discours de ces jeunes sur les vidéos et la version des médias en ce qui concerne les causes du déclenchement de ces émeutes. En effet, pendant que tous les médias nationaux et internationaux traitent ces émeutes comme étant des « émeutes de la faim » et de la hausse des prix, les vidéos partagées sur *Youtube* font voir des jeunes exprimant leur ras-le-bol par rapport à la gestion désastreuse des ressources en Algérie. Ils partagent également leur désarroi de ne pas voir se renouveler l'élite au sommet de l'Etat.

5- Après l'émeute, les réformes

En arrière-plan de la majorité des grandes émeutes qui ont marqué l'Algérie depuis l'indépendance se trouvent les conditions de vie dégradées, le coût de la vie, le chômage des jeunes (même la part des diplômés), le mépris envers la population, et la non-reconnaissance du pluralisme linguistique. Telles sont les explications dominantes parmi les spécialistes de l'action collective. Ces interprétations, basées sur les liens de cause à effet, en particulier chez les responsables et dirigeants algériens, privent clairement ces émeutes de leur sens politique. Paradoxalement, l'irruption de l'émeute a suscité à maintes reprises la mise en place de réformes visant à « *approfondir le processus démocratique* ⁴²⁸ » et à « *servir le pays et l'intérêt national* ⁴²⁹ ».

Il y a de soulever cette ambiguïté qui réside dans la négation de la dimension politique de l'émeute, d'un côté, lui préférant des causes liées directement à la mal vie d'une catégorie sociale, à savoir la jeunesse, et l'adoption de réformes de l'autre. Autrement si réformes il y a, c'est bien que le contexte les rende nécessaire – manière de reconnaître implicitement les problèmes posés publiquement par les émeutes.

5-1- Les réformes politiques

a- L'illusion de l'alternance démocratique

Face la montée des émeutes, le pouvoir use de la violence pour venir à bout de ces contestations violentes contre l'Etat. Il s'avère que les revendications portées par l'émeute n'ont jamais été satisfaites, que ce soit sur le plan social ou culturel. Cependant, certaines d'entre elles, en l'occurrence les émeutes d'octobre 1988, ont permis la mise en place de réformes concrètes, puisqu'une nouvelle constitution a été ratifiée garantissant principalement le passage à un

⁴²⁸Discours de Bouteflika du 15 avril 2011

⁴²⁹*Ibid.*

système politique reposant sur l’existence de plusieurs partis, qui participent à un processus d’alternance démocratique.

En effet, après vingt-sept ans de direction de parti unique, l’article 40 de cette constitution garantit enfin « *le droit de créer des associations à caractère politique* », ainsi que la pluralité de la presse. Ce sont ces acquis que Bouteflika, en exercice pour un troisième mandat, a voulu renforcer en 2011 suite aux émeutes de janvier, après avoir annoncé dans un premier temps la levée de l’état d’urgence en place depuis 1992. Cette décision intervient au moment où la Coordination Nationale pour le Changement et la Démocratie (CNCD) organisait des manifestations pacifiques dont le but était de demander un changement radical du système, et de dénoncer le vide politique qui sévit dans la société algérienne. Par « système », les Algériens nomment un groupe de personnes qui détiennent le pouvoir. Celui-ci est caractérisé par l’opacité et la confusion.

Ainsi, les réformes entreprises à la suite des émeutes de 2011 peuvent être lues comme une instrumentalisation de celles-ci pour répondre à des revendications purement politiques qui menacent le maintien du système politique en place. En effet, dans le contexte inédit du « printemps arabe », la multiplication de grèves (celle des étudiants et celle du personnel du paramédical), et les émeutes intenses qui ont touché plusieurs villes, le fameux slogan de « *système dégage* » était fortement repris.

Concrètement, la réforme relative aux partis politiques traduit uniquement l’obligation du ministère de l’Intérieur à accorder l’agrément à des partis nouvellement créés. Ces derniers se sont d’ailleurs multipliés rapidement, après treize ans de blocage de la vie politique. Cependant, il se trouve que le parti de l’Union Démocratique et Sociale (UDS), une formation politique créée par l’opposant Karim Tabou⁴³⁰, n’est toujours pas agréé par les autorités. Il s’agit clairement, selon K. Tabou, d’un blocage politique en refusant l’agrément à ce parti, puisque cette décision ne s’appuie sur aucune disposition de loi régissant la création des associations à caractère politique, d’autant plus que le dossier déposé était complet⁴³¹.

De telles contradictions suscitent des interrogations quant au caractère objectif des réformes entreprises pour ramener la paix à la société, et éviter le scénario qui s’est déroulé dans certains pays arabes et voisins. De plus, ces réformes interviennent après des émeutes dont le caractère politique n’a pas été reconnu par les dirigeants de l’Etat, évoquant une crise sociale due à

⁴³⁰Ancien premier secrétaire du FFS

⁴³¹Déclarations de Karim Tabou dans le journal *El Watan* du 15 mai 2015.

plusieurs facteurs socio-économiques structurant et affectant profondément la société algérienne.

b-Tamazight langue nationale

Les contradictions circonstancielles constituent une caractéristique des discours des responsables politiques, qui n'hésitent pas à mettre en vigueur de nouvelles lois selon les circonstances auxquelles ils sont confrontés. Bouteflika, lors de sa campagne pour le référendum sur la concorde civile le 2 septembre 1999 à Tizi Ouzou, en Kabylie, a déclaré dans une position de défiance : « *Si, je dis bien si Tamazight devrait devenir une langue nationale elle ne sera jamais officielle. Je tiens à le dire. Et si elle devait devenir langue nationale, ça serait par voie référendaire et c'est tout le peuple algérien qui doit se prononcer*⁴³² ».

Or, presqu'une année après le déclenchement du « printemps noir » en Kabylie, le discours de Bouteflika le 12 mars 2002 annonce pour la première fois la langue amazighe comme langue nationale. Il a cependant insisté sur le fait que cette décision émane d'une position de principe, et dictée par le devoir sacré dans le but de consolider l'unité nationale. La loi consacrant tamazight comme langue nationale est adoptée par le parlement en avril 2002, environ un mois avant les élections législatives qui allaient se dérouler le 30 mai 2002.

Une telle décision, intervient au moment où les revendications portées par la plateforme d'El Kseur n'ont pas été satisfaites, selon les représentants du mouvement citoyen. Mr S.K. est d'ailleurs revenu sur les annonces de Bouteflika et l'insatisfaction partagée par les représentants du mouvement citoyen qui estiment que :

*« Les revendications sont claires, dont les principales sont le jugement des auteurs des assassinats commis en Kabylie, l'indemnisation des familles des victimes, et la consécration de la langue berbère comme langue nationale et officielle. Avec un tel discours la présidence affiche son intention de ne pas satisfaire les demandes de la population Kabyle, qui sont également celles de tous les Algériens*⁴³³ ».

Ce discours intervient également au moment où se maintenait en Kabylie une dynamique de protestation multipliant les actions (grèves générales, boycott des élections et émeutes) pour faire pression et protester contre les formes de répression que subissaient les activistes du mouvement citoyen (agressions, arrestations...). D'ailleurs, cette annonce du Président de la République a été vécue par la population kabyle comme étant une provocation de plus. Ceci s'est traduit par une réponse violente le lendemain (13 mars 2002), en saccageant, puis en

⁴³²Discours de Bouteflika le 2 septembre 1999 à Tizi Ouzou.

⁴³³Entretien avec S.K. réalisé à Paris en décembre 2014

brûlant le siège de la SONELGAZ situé au centre de la ville de Tizi Ouzou, un des rares édifices publics non encore saccagé. Le siège de la brigade de la gendarmerie a été aussi la cible des émeutiers. Saïd qui a participé à ces émeutes raconte :

« Aux alentours de 16h30, nous avons pris d'assaut le siège de la gendarmerie située vers le quartier des Genets, nous étions un petit groupe qui s'est agrandi au fur et à mesure qu'on avançait vers la brigade, et que la riposte de la police devenait intense. L'affrontement était d'une violence intense. Nous avons d'ailleurs réussi à casser le premier portail de la brigade avant l'arrivée d'un convoi de forces anti-émeutes en renfort. Les échanges de jets de pierres, de cocktails Molotov, et de bombes lacrymogènes ont duré jusqu'à tard dans la nuit »⁴³⁴.

Il est, par ailleurs, important de soulever un fait qui a suscité davantage de colère au sein de la population kabyle. Il s'agit de la présence, parmi l'audience de Bouteflika, de délégués Kabyles dits « dialoguistes », pendant que les « vrais » représentants ont ignoré l'invitation de la présidence, car les *aârch* ont constamment dénié à cette structure parallèle le fait d'être déléguée par la base pour négocier la plateforme d'El Kseur. C'est Salim Alilouche⁴³⁵, inconnu de la population, qui est vite propulsé pour être le porte-parole de cette tendance qui se proclame représentant la population Kabyle. Cette dernière, ne l'ayant jamais désigné pour la représenter, a réservé à ces dialoguistes le nom des « *aârouch Taiwan* ». « *C'est une façon de dire que ces représentants ne sont pas d'origine comme certains produits importés d'Asie vendus aux bas prix aux consommateurs* ⁴³⁶ », explique Saïd, et ne jouissent donc d'aucune légitimité populaire. Selon S.K. si cette mouvance a émergé, c'est parce que « *le pouvoir n'a trouvé aucun interlocuteur en face pour dialoguer, et faire taire de ce fait cet énorme mouvement de révolte*⁴³⁷ ». Il est fort probable que cette question de représentativité du mouvement Kabyle soit restée dans les mémoires de beaucoup d'Algériens qui sont sortis le 21 février 2019 pour s'opposer au cinquième mandat de Bouteflika, dans un premier temps, puis pour demander un changement politique radical. En effet, les Algériens ne veulent pas désigner de représentants pour le « *Hirak* », car beaucoup d'entre eux, notamment dans les villes du centre, estiment que c'est cette étape qui a étouffé la révolte de la Kabylie en 2001. On ne les y reprendra donc plus, ils ne sont pas dupes.

⁴³⁴ Entretien réalisé en juin 2016 à Tizi Ouzou

⁴³⁵ De par son caractère polémiste, il a pu créer une tendance favorable au dialogue avec le gouvernement. Cette tendance se dit de « citoyens libres »

⁴³⁶ Entretien réalisé en juin 2016 à Tizi Ouzou

⁴³⁷ Entretien réalisé en décembre 2014 à Paris

De leur côté, les partis politiques de la région, à savoir le FFS et RCD, ont vu dans cette décision une manœuvre politique et une instrumentalisation de la question identitaire, dans le but de garantir la tenue et le bon déroulement des élections législatives. C'est ce qu'affirment S.K militant du RCD et Jugurtha Abbou Porte-parole du FFS au moment de la réalisation de mes entretiens dans le cadre de ce travail de thèse :

« Au moment où les Algériens, les jeunes en particulier, se mobilisent dans la rue pour revendiquer la démocratie et les libertés, la reconnaissance de la langue et de l'identité amazighes, le chef de l'État, vient à travers une manœuvre machiavélique, frapper d'un revers les aspirations justes et légitimes. Afin de préparer sournoisement une assemblée nationale future qu'il sait d'ores et déjà disqualifiée, il fait adopter par un parlement croupion la loi portant Tamazight langue nationale. N'est-ce pas lui qui a déclaré il y a quelques mois de cela qu'elle ne sera jamais reconnue ? N'était-ce pas lui qui a applaudi, ministre qu'il était, ses prédécesseurs qui ont banni une langue et une civilisation millénaire ? Les Algériens ont compris que la réconciliation avec leur passé et leur présent passe par le changement démocratique du système »⁴³⁸.

5-2- Les « concessions » sociales

Parallèlement aux réformes adoptées, un certain nombre de décisions et directives ont été prises et ordonnées par la présidence. Il s'agit principalement de celle relative à l'encadrement des activités des jeunes promoteurs, gérée par L'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ), dénommée Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat depuis novembre 2020. Ce dispositif public a pour objectif principal l'encouragement de la création et l'extension d'activité de biens et de services par les jeunes promoteurs, ainsi que toutes formes d'actions et de mesures tendant à promouvoir l'entrepreneuriat.

En effet, en début de l'année 2011, si particulière qu'elle fut dans le Maghreb et dans le monde arabe, Bouteflika a réduit l'apport personnel au crédit à 1% au lieu de 5% du montant global des projets inférieur ou égal à 50000 euros. Ce même apport est réduit à 2% au lieu de 10% des projets dont le montant global se situe entre 50000 et 100000 euros.

Les banques ont été ordonnées pour ne plus rejeter les dossiers de demande de financement des projets de l'ANSEJ. A ces facilités viennent s'ajouter l'extension des exonérations fiscales et le rééchelonnement dans le remboursement des crédits.

⁴³⁸Jugurtha Abbou, Membre du conseil national du FFS, *op cit*

Ces mesures ont permis de quadrupler le nombre de dossiers validés en 2011, qui est passé de 25256 dossiers au premier semestre de 2010, à 108573 dossiers validés pour le premier trimestre de 2011. Ce qui constitue une augmentation de 330 % selon le directeur général de l'ANSEJ, Mourad Zemali⁴³⁹.

Ce dispositif parmi d'autres, comme L'ANGEM et la CNAC⁴⁴⁰, a été créé dans le but de répondre à l'ensemble des besoins de chercheurs d'emplois. On estime d'ailleurs à près de 900 000 emplois créés grâce à ce dispositif avec un nombre total de projets de 367 980 depuis la création de l'ANSEJ en 1996⁴⁴¹.

Cependant la réalité est autre, puisque le marché de l'emploi en Algérie se caractérise par une offre beaucoup nettement inférieure à la demande. Aussi, les chiffres avancés par l'ANSEJ ne prennent pas en considération le nombre de projets sans suite, ou qui sont restés dans leur phase de démarrage⁴⁴². En effet, le crédit accordé dans le cadre de l'ENSEJ attise les convoitises, car perçu par beaucoup de jeunes comme un moyen pour financer le départ pour l'étranger, ou tout simplement pour profiter de l'argent public en l'encaissant à leur compte. En évoquant cette question avec Omar, ce jeune algérois lui-même au chômage, et se procurant de l'argent grâce à l'enchâinement de petits boulots, il estime chanceux ceux qui peuvent prétendre et « profiter » de ce dispositif car il permet de « *sortir la tête de l'eau* », une expression algérienne qui signifie résoudre ses problèmes. Selon lui :

« Pour bénéficier d'un crédit dans le cadre de l'ANSEJ, il faut avoir eu une qualification professionnelle en relation avec le projet à réaliser, et avoir un apport personnel que je ne peux jamais avoir en tant que jeune obligé de cumuler la garde de parking et la vente sur le marché pour subvenir à mes besoins et si je peux, aider un peu ma famille. Je vois mon voisin qui a vu son dossier validé et a pu récupérer son argent en revendant le matériel qu'il a acheté pour le projet d'une blanchisserie qui n'a jamais vu le jour. Au final il a pu se payer un visa pour la France, et il n'est jamais revenu. Je connais d'autres personnes qui ont créé des agences de location de voitures, mais en réalité ces voitures sont offertes aux frères et sœurs. D'autres avaient

⁴³⁹La Tribune du 20-11-2011

⁴⁴⁰ L'ANGEM est l'agence nationale de gestion des microcrédits et la CNAC est la Caisse nationale d'assurance chômage.

⁴⁴¹ Selon les chiffres publiés en 2016 par l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE).

⁴⁴² Nacer Abbaci, « Traitement du chômage en Algérie. Des politiques publiques d'aide à l'emploi aux solidarités familiales », *L'Etat face aux débordements du social au Maghreb*, Myriam Catusse, Blandine Destremau et Eric Verdier (sous la direction de), Paris, Karthala, 2009, P94-127

comme projet d'ouvrir une pâtisserie, ils achètent du matériel et le revendent pour récupérer l'argent et s'acheter une voiture, faire des voyages touristiques... vivre mieux »⁴⁴³.

Malgré tous les disfonctionnements qui permettent à leur tour l'émergence d'autres problématiques comme le détournement de l'argent public, le discours des représentants de l'Etat est loin d'être ferme dans le but de venir à bout de ces détournements. Ils appliquent, d'année en année, des mesures d'allègement à l'encontre des entrepreneurs qui n'arrivent pas à rembourser leurs crédits comme le prévoit leur échéancier. Le ministre délégué chargé des incubateurs a exclu toute poursuite judiciaire contre ces jeunes entrepreneurs en difficulté pour rembourser leur crédit, lorsqu'il déclare : « *Il n'y aura pas de poursuites judiciaires et de peines d'emprisonnement, une menace qui pesait sur la tête de milliers de petits entrepreneurs depuis plusieurs années* »⁴⁴⁴.

Il est tout de même important de souligner que parmi ceux qui ont eu la chance d'intégrer ce dispositif, certains ont adopté une stratégie collective, puisque la famille contribue au démarrage du projet et à son maintien grâce à la mobilisation des liens de solidarité. Le prêt de la somme nécessaire pour démarrer le projet, les encouragements et la publicité sont des domaines où les liens familiaux sont beaucoup mobilisés, d'autant plus que « *la relation entre les bénéficiaires et l'ENSEJ est réduite à une relation financière... il est rare qu'un bénéficiaire soit suivi dans ses démarches d'insertion et son projet professionnel* ». C'est ce qu'affirme Nacer Abbaci dans une étude réalisée en 2009 sur le dispositif de l'ANSEJ dans la commune de Roumzia dans la ville de Bejaia⁴⁴⁵

Ainsi, « *les dispositifs d'aide à l'emploi apparaissent comme des outils palliatifs de traitement individuel et catégoriel du chômage, et non comme des outils de traitement généralisé du chômage* »⁴⁴⁶. Les ajustements entrepris par les responsables algériens permettent en effet d'utiliser ces dispositifs comme moyen de contrôler la colère d'une catégorie sociale particulièrement frappée par le chômage et généralement en manque de perspectives pour l'avenir⁴⁴⁷. De ce fait, de tels dispositifs ne seraient-ils pas un outil de régulation des tensions

⁴⁴³30 ans. Entretien réalisé en avril 2015 à Alger

⁴⁴⁴Rapporte le quotidien *Liberté* du 4 aout 2020

⁴⁴⁵Nacer Abbaci, « Traitements du chômage en Algérie. Des politiques publiques d'aide à l'emploi aux solidarités familiales », *op cit.*

⁴⁴⁶*Ibid.*

⁴⁴⁷C'est que constate Cyprien Avenel des initiatives faites envers les quartiers populaires en France. Cyprien Avenel, « Les émeutiers de la politique de la ville » Des espoirs d'intégration aux désespoirs d'insertion, Mouvement, 2006/2 no 44, p.36-44

sociales ? Les concessions faites dans le cadre de ce dispositif de création d'emploi, notamment celle de 2011, peuvent-elles être lues comme une manière d'éviter un vrai changement politique ?

CHAPITRE VI

DE L'ÉMEUTE AU « *HIRAK* », CONTINUITÉS ET DISCONTINUITÉS DU POLITIQUE

La récurrence des émeutes et leur multiplication à travers le monde ne facilitent pas leur analyse. En effet, la question de la signification politique de l'émeute se pose toujours, car plusieurs recherches l'ont assimilée à un mouvement éphémère qui n'a pas, ou peu, de place parmi les questions politiques traitées en sciences sociales. En Algérie, l'émeute est très souvent assimilée à des revendications purement socio-économiques et à un comportement déviant des acteurs qui y participent. Dans le but de mieux cerner les dimensions de l'émeute dans ce contexte, il convient d'essayer de comprendre autour de quels éléments s'articule sa dimension politique. Il s'agit également dans ce chapitre de faire ressortir les continuités et les discontinuités entre l'émeute et le « *Hirak* », phénomènes pourtant différents de par le recours ou non à la violence et pourtant liés.

La quasi-totalité des émeutes est associée à un contexte socio-économique dégradé, à l'origine de la frustration de jeunes issus de milieux populaires, et qui vivent dans des conditions misérables. Ces émeutes sont pour la plupart, si l'on considère les causes et la version officielle, liées à la mal vie, à la pauvreté, au chômage, à une crise profonde du logement...etc. Dans ce sens, la liste des facteurs déclencheurs d'émeutes peut être rallongée. Mais est-ce que le discours des jeunes algériens qui se révoltent contre la cherté de la vie ou le manque de logement se limite à une simple demande d'une vie décente ? Ou alors, est-ce que leur action violente traduit leur incapacité à accéder à un espace public fermé, et donc à l'expression d'une volonté de participer à leur manière à la vie politique ? Compte tenu de la fermeture du champ politique, et sans considérer les émeutiers comme des acteurs politiques à part entière, la récurrence des émeutes peut-elle se lire comme une demande d'un changement profond d'un système politique que les jeunes considèrent comme étant à l'origine de la majorité des problèmes sociaux ?, Afin de proposer une lecture politique des émeutes en Algérie, il est également intéressant de prendre en considération la façon dont des acteurs extérieurs à ce répertoire d'action participent à lui donner une dimension politique. Il s'agit des actions politiques qui s'inscrivent dans la continuité des émeutes pour exiger un changement profond du système politique algérien.

1-La politisation de l'émeute par l'extérieur

Nous avons vu précédemment comment malgré la criminalisation des participants à l'émeute et la gestion purement sécuritaire des désordres, des réformes institutionnelles ont été adoptées au lendemain de certaines émeutes, actant à *contrario* d'une lecture politique de celles-ci, même si la grande majorité des émeutes passe inaperçue.

En effet, dans le but de dénoncer les violentes répressions déployées par le pouvoir algérien, comme seule arme pour contrer tout type d'action menée contre l'Etat, le soutien apporté aux émeutiers par des collectifs, des partis politiques et des associations est à l'origine du processus de politisation des émeutes qui finit par s'imposer à tous, même aux dirigeants. C'est ce que Myriam Aït Aoudia a appelé la « *politisation par intermédiation* », en traitant des ressorts de la politisation des mobilisations d'octobre 1988 en Algérie⁴⁴⁸. Elle estime que la politisation de ces émeutes s'est imposée avec une tentative de la mobilisation des islamistes, dans un premier temps, ainsi que par une mobilisation multisectorielle.

1-1-Dénonciation de la répression et soutien aux jeunes Kabyles

C'est en effet, ce à quoi nous avons assisté pendant les jours qui ont suivi l'assassinat de Guermah Massinissa en 2001. Les médecins, les avocats, les enseignants, les étudiants et lycéens et les partis politique ont entrepris des actions visant à dénoncer en premier lieu l'assassinat du jeune Massinissa, mais aussi la répression sanglante réservée aux jeunes Kabyles qui ont manifesté leur colère suite à cet assassinat. Le conseil national du parti démocrate, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), a officialisé le 30 avril 2001 son retrait du gouvernement de la coalition. Le parti socialiste, le Front des forces socialistes de Hocine Ait Ahmed a, quant à lui, organisé une marche sur Alger le 3 mai, après plusieurs années d'interdiction de manifester dans la capitale, et une autre le 31 mai 2001. Celle-ci a été marquée par le soutien de plusieurs associations et de la ligue algérienne des droits de l'homme, qui ont répondu favorablement à l'appel du FFS : « Le FFS appelle les jeunes, les femmes, les travailleurs, les journalistes, les cadres, les universitaires ainsi que toutes les forces politiques et sociales démocratiques à venir participer massivement à la marche de l'espoir démocratique le jeudi 31 mai 2001 à Alger », pouvons-nous lire dans la déclaration du conseil national du FFS du 24 mai 2001. Ces manifestations initiées par le FFS ont servi à briser le mur de la peur après tant d'années de terrorisme qui ont freiné toute manifestation, encourageant probablement par là-même l'idée de la grande marche du 14 juin 2001, à Alger. Elles ont également permis de donner un sens politique aux revendications populaires, dont la majorité a été reprise dans les déclarations du FFS⁴⁴⁹. En outre, ces marches se voulaient également une réponse à la thèse

⁴⁴⁸Aït-Aoudia, Myriam. « Des émeutes à une crise politique : les ressorts de la politisation des mobilisations en Algérie en 1988 », Politix, vol. 112, no. 4, 2015, pp. 59-82.

⁴⁴⁹Déclaration du conseil national du FFS le 24 mai 2001 <https://algeria-watch.org/?p=55824>

régionaliste avancée par les dirigeants au pouvoir, étant donné que les slogans portés par les participants concernaient toute l'Algérie et les Algériens, pas uniquement la Kabylie.

Dans le but de préparer ces manifestations, Hocine Ait Ahmed, le président du parti, a tenu à informer l'opinion internationale de la volonté de manifester pacifiquement, une façon de la prendre à témoin en cas de dérives, au vu du dispositif sécuritaire déployé à Alger⁴⁵⁰

De grandes marches ont également été organisées par les différents corps de métiers pour dénoncer les violences et les bavures commises contre la jeunesse kabyle et pour témoigner leur soutien aux familles des jeunes qui sont morts, ainsi qu'aux blessés. De la grande « *marche noire* » organisée par les comités de villages, en passant par celle des étudiants, des médecins et des avocats, les slogans repris communément par les manifestants exprimaient le refus du mépris et des injustices que subissent les Algériens. « *Pouvoir assassin* », « *pas de pardon* », « *Halte à la hogra et à l'injustice* », « *y en a marre de ce pouvoir* », sont des slogans à travers lesquels s'expriment clairement une volonté de changement politique.

1-2-Les émeutes de 2011, le prolongement

Ces mêmes revendications se sont renouvelées à la suite des émeutes de 2011 par des partis politiques, des syndicats autonomes et des collectifs de citoyens nouvellement créés⁴⁵¹. Ces derniers ont tenu à condamner la répression sévère à laquelle les autorités ont eu recours, provoquant des morts parmi les jeunes. Ils ont également exprimé leur solidarité envers cette jeunesse et ses préoccupations, et appelé les Algériens et les Algériennes à se mobiliser pacifiquement dans le but de traduire d'une manière organisée le soulèvement de la jeunesse⁴⁵². Pendant plusieurs semaines, après les émeutes de janvier 2011, se tenait un rassemblement tous les samedis à Alger, à l'appel de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD)⁴⁵³. La CNCD regroupe des partis d'opposition, des organisations de la société civile et des syndicats non officiels. Elle exige un changement radical du système politique algérien jugé menaçant pour la société, en faisant référence au vide politique qui y règne et à la dégradation du niveau de vie des Algériens, provoquant un climat de tensions susceptible d'éclater.

⁴⁵⁰Voir si j peux avoir la lettre directement ou bien voir :https://www.liberation.fr/planete/2001/05/22/la-marche-noire-une-deferlante-en-kabylie_365510/

⁴⁵¹Le collectif « *Algérie Pacifique* » est né en janvier 2011 à l'initiative d'un groupe d'internautes dans le but d'investir l'espace public pour un changement profond du système politique algérien.

⁴⁵²C'est ce que résument les déclarations du MDS FFS et RCD.

⁴⁵³Créée le 21 janvier 2011.

Ces manifestations, qui viennent soutenir et appuyer les revendications des émeutiers, sans pour autant approuver les violences intenses qui ont caractérisé les émeutes, n'ont pas laissé les autorités algériennes dans l'indifférence. La levée de l'Etat d'urgence, l'agrémentation de certains partis politiques et l'ouverture du champ audiovisuel furent les principales réformes adoptées en 2011, au moment où l'appréhension d'une révolte similaire à celle qui secouait la Tunisie était assez forte chez les dirigeants algériens.

Force est de constater que seules les grandes émeutes dont les revendications ont été également portées par la société civile ont provoqué des effets politiques, confirmant ainsi ce qu'avancent Hugues Lagrange et Marco Oberti, en abordant les émeutes de 2005 en France. Ils estiment que les émeutes sont dotées d'un sens politique « mais parce que ce sens n'a été porté par personne en dehors des jeunes acteurs eux-mêmes ne peuvent s'inscrire véritablement dans un registre politique »⁴⁵⁴. Les jeunes émeutiers se retrouvent isolés politiquement, ce qui explique en partie l'adoption de ce mode d'action qu'est l'émeute.

2-Au-delà de la précarité, les mots des émeutiers

Sans faire passer au second plan la dimension socioéconomique de l'émeute algérienne et le contenu purement social de leurs revendications, il est intéressant de considérer un élément très important en relation directe avec les acteurs de ce mode d'action dont la lecture reste incomplète. Il s'agit de la parole des émeutiers qui peut renseigner sur le caractère politique de leur intervention dans l'espace public.

Les violentes répressions ainsi que la stigmatisation rendent très difficile toute prise de parole des émeutiers algériens non politisés, chose qui ne facilite pas leur accès aux espaces conventionnels de négociation. L'émeute peut dans ce cas être considérée comme une tentative de s'inscrire dans un registre différent des registres conventionnels d'expression collective, car l'espace public est fermé.⁴⁵⁵ De même, ce que pensent les jeunes des institutions de l'Etat et leur fonctionnement, en particulier leurs représentants au sein de ces institutions, ainsi que leur rapport à celles-ci, renseigne davantage sur l'adoption de ce mode de contestation et de revendication. Kamel, un jeune algérois, tente de nous expliquer ses motivations :

« Comment voulez-vous que nous ayons des logements alors que l'argent public, qui normalement sert à financer les projets de l'Etat qui visent à améliorer le quotidien des citoyens, est détourné ? Nous avons un pays envié

⁴⁵⁴Lagrange, Hugues, et Marco Oberti (sous la direction de). Émeutes urbaines et protestations, op. cit.

⁴⁵⁵Michel Kokoreff, *Sociologie des émeutes*, op.,cit. p. 24.

par le monde entier pour ses grandes richesses naturelles, mais nous sombrons quand même dans la pauvreté !! Vous savez pourquoi ? Pour que les haut placés (les dirigeants au pouvoir) s'enrichissent, enrichissent leurs familles et leur fidèles clients bien sûr ! Un simple citoyen ne perçoit rien de cette rente qui est colossale et tous les Algériens le savent. C'est ce sentiment d'injustice et de mépris qui nourrit la frustration et la rage qui nous pousse à l'émeute. L'émeute, parce que nous voulons tout casser pour dire à nos dirigeants que ce n'est pas en nous installant un équipement par ci et un autre par-là que notre vie sera améliorée. Notre misère reste la même : les postes de travail sont réservés à des connaissances, je rentre chez moi je ne mange même pas à ma faim, il faut laisser à mes frères et sœurs leur part, le peu qu'il y a, on est obligé de se le partager, alors qu'eux, ils s'offrent des soirées et repas luxueux au club des pins !! Quand je vois mes parents dans l'incapacité de nous fournir le minimum, ça me frustre. Si on ne trouve pas un petit boulot dans l'informel, on ne peut alléger leurs souffrances quotidiennes. Pour moi et pour beaucoup de mes amis et voisins du quartier, nous vivons au jour le jour sans une vision claire de notre avenir, à attendre qu'une opportunité de travail s'offre à nous ou une opportunité de partir à l'étranger pour aider nos familles comme beaucoup d'Algériens l'ont déjà fait, parce qu'il n'y a aucun signe de volonté de changer les choses, c'est de pire en pire. Le pillage et le clientélisme s'enfoncent de plus en plus dans la société, surtout dans la sphère politique. Ils ont détourné des milliards et des milliards de l'argent publique, au lieu d'équiper les hôpitaux, les écoles... parce qu'eux ont la possibilité de se soigner à l'étranger et d'envoyer leurs enfants faire les plus prestigieuses des écoles européennes »⁴⁵⁶.

Ce sentiment de laisser pour compte, et de ne pas prendre en considération les souffrances du peuple, poussent en partie les jeunes à opposer leur « nous » souffrant à un « eux » insouciants et négligents, et à réagir en ayant recours à la violence. Les Jeunent désespèrent parce qu'ils ne voient pas leurs conditions s'améliorer, et ne croient plus en les élites du pays pour prendre les mesures nécessaires qui présagent d'un avenir meilleur. Cette « *exigence brutale de la rue* intervient là où l'Etat semble déficient par son inaction ou par sa cécité »⁴⁵⁷. C'est une manière,

⁴⁵⁶Entretien réalisé en avril 2015 à Alger.

⁴⁵⁷Alain Bertho, *Le temps des émeutes*, op., cit. p. 192.

selon Kamel, de dire à quel point la faillite de l'Etat est à l'origine des dysfonctionnements de la vie sociale. Dans ce cas, « *l'émeute rappelle souvent l'Etat à ses devoirs* »⁴⁵⁸.

« *Il ne nous reste plus que l'émeute pour faire entendre notre mécontentement, notre sentiment d'avoir été délaissés par les politiques, et de n'avoir aucune autre façon d'exposer nos revendications. Tout cela nous pousse à bouger par nous-mêmes. Tu sors faire une manifestation pacifique, tu es réprimé et tu es embarqué au commissariat, si t'es relâché t'es chanceux, parce qu'on risque de te coller une quelconque accusation. Nous le faisons de nous-mêmes car on ne croit plus aux représentants du peuple au niveau des institutions de l'Etat. Comment croire à des députés qui monnaient leur place sur les listes électorales ? Tout ça, non pas dans le but de représenter le peuple qui les a élus quel que soit le prix, mais dans le but de toucher un salaire de 300000 DA (environ 1800 euros, alors que le salaire moyen est d'environ 200 euros), sans parler des autres priviléges dont ils bénéficient et font bénéficier leurs proches ! Ce salaire est bien la seule motivation de plus de 90% des députés. Nos préoccupations sont leur dernier souci, ils en parlent que pour faire compagnie, puis c'est très vite mis aux oubliettes, en revanche, nous continuons à vivre un quotidien difficile. Ces gens-là ne représentent qu'eux-mêmes ! D'ailleurs nous savons tous comment se passent les élections ici en Algérie. Elles sont loin de respecter les principes des scrutins démocratiques. La fraude est tellement présente qu'on ne sait même plus si le choix de ceux qui votent est vraiment respecté. Ces députés ne peuvent pas comprendre notre détresse, et nos aspirations* »⁴⁵⁹.

L'émeute, en prenant en considération ces paroles d'émeutier, est donc une manière d'exposer des revendications par le biais de la casse et du feu. Seul moyen pour se faire entendre et faire pression, selon les émeutiers, qui s'estiment isolés politiquement, soit par l'impossibilité d'accès à la politique, soit par le fait que les politiques sensés les représenter ne se soucient guère de leurs difficultés. Cette incapacité d'accès au système politique était également à

⁴⁵⁸*Ibid.*

⁴⁵⁹ Entretien avec Kamel, *op., cit*

l'origine de la violence émeutière dans les années 1960 aux Etats-Unis, qui a diminué au fur et à mesure que l'accès des populations des ghettos s'améliorait⁴⁶⁰.

L'émeute en Algérie constitue « *un moyen efficace de négociation collective pour des populations pauvres et privées d'accès aux moyens conventionnels d'action politique* »⁴⁶¹. Ces populations, jeunes, ne font que défendre leur droit d'accès à une vie meilleure qui leur a été confisqué. Ces acteurs estiment que l'émeute est le seul moyen de défier un mode de fonctionnement des institutions qui engendre des pratiques, à leur tour à l'origine de leur désespoir de voir leurs conditions sociales s'améliorer. En prenant l'exemple de la corruption, un jeune habitant le quartier de Bab El Oued aborde un dysfonctionnement parmi d'autres, générateur de tension, d'injustice, de mépris et du sentiment d'humiliation au sein des populations pauvres en particulier :

*« Les scandales liés à la corruption impliquant plusieurs hommes et femmes politiques, éclatent au grand jour, mais la République telle qu'elle fonctionne consacre l'impunité totale de ces gens-là ... Le piston est roi au vu et au su de tous ! Je n'ose pas parler de moi-même parce que je n'ai pas fait de grandes études, mais un étudiant après avoir fini ses études est très vite confronté à une réalité amère. S'il n'a pas de connaissances, il passera des années à chercher du travail, puis finira par aller poursuivre ses études à l'étranger. Pourquoi est-ce que nous sommes contraints de quitter notre pays ? Parce que le mépris et l'injustice sont malheureusement monnaie courante »*⁴⁶².

L'émeute est ainsi une manière de s'opposer à ce dysfonctionnement de la République algérienne et aux inégalités sociales. Elle est de ce fait dotée d'une dimension politique qui se confirme avec l'avènement du mouvement pacifique le « *Hirak* » dont les revendications sont clairement politiques, puisqu'il s'agit d'une demande de changement radical du système politique.

3-De l'émeute au « *Hirak* », quelle continuité ?

Depuis le 22 février 2019, le nombre d'émeutes en Algérie a connu un recul considérable, comme le confirme la Direction générale de la sécurité nationale, qui a rendu compte publiquement du nombre de protestations en 2019 et 2020. Le Directeur général de la sureté

⁴⁶⁰Doug. Mc Adam, *The Political Process and the Development of Black Insurgency* cité par Didier Lapeyronnie, Révolte primitive dans les banlieues françaises *op.cit.*

⁴⁶¹Michel Kokoreff, *Sociologie des émeutes*, *op., cit*, p. 20.

⁴⁶²Entretien avec Omarréalisé en avril 2015 à Alger.

publique, contrôleur de la police, Aissa Naili, n'évoque pas le mot « émeute » dans ce compte rendu, il parle plutôt de protestations non autorisées. La violence qui caractérise l'émeute est de fait écarté. Environ treize confrontations avec les forces anti-émeute ont été recensées entre février 2019 et décembre 2020 dans les villes d'Alger et de Tizi Ouzou. La quasi-majorité de ces altercations est liée au « *Hirak* » ou à l'empêchement du déroulement des élections présidentielles en 2019.

Aissa Naili évoque le caractère purement politique des actions de protestation enregistrées en 2019, « *des mouvements de protestation non autorisés mais bien organisés exigeant le départ de Abdelaziz Bouteflika et son clan, ainsi que la refonte du système* »⁴⁶³. Par ailleurs, ses déclarations soulignent le caractère purement socio-économique des manifestations non autorisées enregistrées en 2020, dont les principales avaient pour but de dénoncer le chômage, de réclamer un logement ou le développement local. Force est de constater le changement du répertoire d'action collective pour ce type de revendications qui s'exprimaient pour la majorité d'entre elles exclusivement par l'émeute, en particulier les réclamations liées au logement. Il convient par conséquent de revenir sur le « *Hirak* » pour essayer de comprendre la nature de ce mouvement qui s'oppose à l'émeute principalement par son organisation et surtout son caractère massif et pacifiste. Il s'agit de vérifier le degré de convergence de ces deux modes d'intervention dans l'espace public, pourtant si divergents.

On assiste en Algérie à des manifestations purement pacifiques contrant le recours à la violence, habituellement moyen de contestation et de revendication privilégié par les jeunes Algériens. Le mouvement de protestation a pour origine l'opposition au cinquième mandat de Bouteflika. Il a vite pris la dimension d'une révolution de par l'expression de revendications pour un changement radical, puisque les demandes du peuple algérien se sont radicalisées au fur et à mesure que les dirigeants, le chef d'Etat major en particulier, proposaient un semblant de solutions que le peuple savait vaines et trompeuses. Le terme « révolution » est utilisé pour désigner la force et la capacité créative de ce mouvement, comme le conçoit Ludivine Bantigny. Elle estime que « *quelles qu'en soient les débouchées du Hirak, il s'agit d'une dynamique révolutionnaire de par le nombre de personnes mobilisées, de par les affects, très puissants, qui sont activés par ces manifestations, avec une volonté politique qui est une élaboration pour l'émancipation* »⁴⁶⁴

⁴⁶³Le Quotidien d'Oran du 26 janvier 2021.

⁴⁶⁴Propos de Ludivine Bantigny à Librairie Mollat lors de la présentation de son livre *Révolution*, anamosa, 2019

Ces revendications ont consisté à exiger le départ de tous les symboles du gouvernement autoritaire de Bouteflika, en particulier le chef d'état-major en place, afin de construire une Algérie démocratique libre et indépendante, un État de droit où le civil primera sur le militaire. Ce mouvement est appelé communément « *Hirak* », qui vient du mot « *haraka* », signifiant « mouvement » : bouger pour changer les choses. Ce mouvement trouve aussi chez certains hommes politiques et intellectuels l'appellation de « la révolution du sourire », faisant référence au pacifisme du peuple algérien et à sa force tranquille dans la revendication d'une seconde république.

Dans le but de mieux comprendre l'adoption de ce mode de protestation pacifique au détriment de la violence à laquelle les jeunes avaient systématiquement recours, il convient de se pencher sur certains facteurs à savoir, le profil des participants à ces manifestations, contre ils manifestent, et pourquoi où et comment. Les réponses à ces questions permettront de mieux comprendre la nature de ce mouvement, tout en autorisant une comparaison avec la revendication passant par l'émeute.

3-1-De la violence au pacifisme

Les Algériens, les jeunes en particulier, ont pour habitude d'occuper la rue pour des revendications à l'échelle locale, voire à l'échelle du quartier uniquement. Ils demandent une amélioration des conditions de vie, des logements décents, et des postes de travail. Les émeutes sont déclenchées pour la moindre des raisons comme les coupures d'eau, de gaz et d'électricité, qui sont assez récurrentes. La pression sociale provoquée par les émeutes vis-à-vis des responsables locaux a fini par installer une évidence de satisfaction rapide des revendications. La multiplication des émeutes s'est vite affirmée à travers tout le territoire algérien comme moyen plus ou moins efficace pour obtenir satisfaction.

La paix sociale est préservée grâce à la rente pétrolière, qui est un élément essentiel pour retarder l'avènement inéluctable d'un grand désir de changement en Algérie. Cependant, les « *harragas*⁴⁶⁵ », le suicide chez les jeunes, le trafic de stupéfiants, la violence contre les femmes, sont autant de faits sociaux qui s'installent *crescendo* au sein de la société algérienne, auxquels viennent s'ajouter la répression sous toutes ses formes et le non-respect des libertés fondamentales, parmi lesquelles la liberté d'expression.

⁴⁶⁵En dialecte maghrébin « bruleurs » de frontières et d'étapes nécessaires à une migration légale *In* Souiah Farida, « Les harragas algériens », *Migrations Société*, 2012/5 (N° 143), pp. 105-120.

Il est par conséquent légitime que le peuple algérien aspire à un changement radical de ses conditions de vie, de sa relation à l'État et à ses institutions, qui lui permettrait de s'imposer comme un vrai acteur social agissant autrement que par la violence contre l'État, pour espérer jouir de ses droits « fondamentaux ». Néanmoins, force est de constater que les séquelles des horreurs vécues pendant la décennie noire des années 1990 viennent renforcer la conviction que le changement pacifique est quasiment impossible. Ce qui augmente le désintérêt des Algériens et leur faible participation à la vie politique.

Depuis les années 1990, la société algérienne a été marquée par un recours à la violence. L'une des réalisations phares du président Bouteflika est la réconciliation nationale en 2006. Ce programme a en réalité consacré l'impunité des militaires ou des civils ayant commis des crimes contre la population pendant les années 1990, loin de tenir compte des familles de victimes et des familles de disparus. En effet, aucune enquête officielle n'a été réalisée afin de désigner les commanditaires, ainsi que les personnes ayant commis des crimes. Il n'y a que dans les rangs des islamistes que certains repentis ont été jugés. À ce titre, Salima Mellah affirme : « *la société algérienne subit encore les conséquences de ces années sanglantes, dont la mémoire est fortement présente au sein de beaucoup de familles qui se sont mobilisées dans le « hirak »* »⁴⁶⁶.

Dès le début de ces manifestations, des responsables politiques ont tenu un discours menaçant, puisque le Premier ministre a mis en garde sur la mauvaise tournure que pouvaient prendre les évènements en déclarant : « *les manifestations en Syrie ont commencé avec des roses* ». C'est justement cette violence de l'Etat sous toutes ses formes que refusent les Algériens en s'engageant pacifiquement pour une Algérie démocratique.

Depuis les événements du « printemps noir » de 2001 en Kabylie, des émeutes éclatent pratiquement dans toutes les villes d'Algérie pour des raisons multiples...Elles sont tellement présentes dans le paysage social algérien qu'elles sont banalisées, et la dimension politique que celles-ci peuvent prendre suscite peu d'intérêt. En effet, le recours à des expressions comme « chahut de gamins » témoigne de la volonté des dirigeants algériens d'écartier, là comme ailleurs, les causes structurelles de ces émeutes⁴⁶⁷. La répression et le recours à la violence policière sont quasiment, la seule réponse de l'Etat et le moyen privilégié dans la gestion des émeutes, provoquant parfois même leur amplification.

⁴⁶⁶Omar Benderra, François Gèze, Rafik Lebdjaoui, Salima Mellah (dir.), *Hirak en Algérie. L'invention d'un soulèvement*, Paris, La Fabrique éditions, 2020.

⁴⁶⁷Le Saout D, Rollind M., *Emeutes et mouvements sociaux au Maghreb. Perspective comparée*, Paris, Karthala, 1999.

Or, la répétition de l'émeute en interpellant le pouvoir en place peut mener à un désordre permanent. C'est alors qu'il convient de bien apprécier la gravité de la situation. Force est de constater que l'ignorance des réactions des jeunes, et la faillite de l'Etat à leur assurer des conditions de vie décentes, ont nourri cette « culture de l'émeute », renforçant, par là-même, le rejet de toute représentation politique et le renoncement à la possibilité de voir émerger une alternative politique.

Néanmoins, à partir de février 2019, se répand parmi les Algériens l'idée que le langage de prédilection du pouvoir est la violence, étant donné la répression qui s'exerce contre toute action pacifique initiée par des associations, des syndicats autonomes ou des partis politiques. L'émeute est ainsi un sous-produit indirect de la répression administrative et policière.

Le peuple Algérien n'était jusqu'alors capable de protester que par des émeutes sporadiques et circonstancielles, mais en aucun cas en faveur d'un changement pacifique, avec des slogans appelant au pacifisme. Cette nouvelle forme de protestation est venue dérouter les observateurs de la société algérienne habitués à des revendications ayant recours à l'émeute comme seul et unique moyen. En effet, ces derniers ont longtemps observé des scènes d'une violence inouïe opposant les jeunes des quartiers populaires aux brigades anti-émeute, à l'occasion des coupures d'eau ou d'électricité incessantes, ou lors de l'attribution de logements sociaux, etc. Des jets de pierres et de cocktail Molotov, en passant par le sabotage des installations électriques d'éclairage public et les barricades des rues et les artères secondaires menant aux quartiers avec des pneus et des poubelles qui brûlent, sont autant de scènes qui témoignent de l'intensité de certaines émeutes. Des heurts surviennent également quand les forces de l'ordre, viennent empêcher le déroulement d'une manifestation pacifique de médecins, d'enseignants, du collectif des familles des disparus, etc. La répression est tellement forte qu'elle provoque la colère des manifestants. S'en suit alors des altercations qui engendrent de graves blessures dans les rangs des manifestants et une vague d'arrestation impressionnante.

Or rien de tout cela avec le *Hirak*. L'économiste Omar Benderra⁴⁶⁸ souligne que la surprise de ce mouvement pacifique réside dans le fait de penser que la société algérienne était anesthésiée, alors qu'elle a démontré tout le contraire en insistant sur les liens de solidarité et l'intérêt porté à la politique par les participants au *Hirak*.

⁴⁶⁸Benderra, Hirak en Algérie, *op cit.*

De ce fait, il est primordial de souligner qu'à la différence des émeutes dont les revendications sont, pour la majorité, socio-économiques, celles portées par « *le hirak* » sont exclusivement politiques, malgré la grande diversité des couches sociales qui y participent⁴⁶⁹. Les Algériens, cette fois-ci, demandent clairement une rupture avec le système politique de Bouteflika et l'instauration de nouvelles institutions et d'élections véritablement légitimes.

3-2-Les prémisses du soulèvement

Le quatrième mandat de Bouteflika en 2014 fut un mandat de trop pour beaucoup d'Algériens. Il a été contesté dans plusieurs villes, avec des manifestations marquées par une forte répression et des arrestations de plusieurs activistes et journalistes. Le slogan phare de ces contestations était “*15 ans ça suffit !*”. Une manière d'exprimer le ras-le-bol des Algériens face au même président au pouvoir pendant trois mandats successifs, lorsqu'il ne s'est pas adressé à la population depuis qu'il a été victime d'un accident vasculaire cérébral en 2013. Ce slogan émerge du mouvement « *barakat* » (ça suffit), qui se veut un mouvement pacifique, autonome, qui milite contre le quatrième mandat de Bouteflika et pour l'instauration d'une vraie démocratie en Algérie. Il est initié par des citoyens de la classe moyenne, « *déconnecté de 80% de la jeunesse algériennes* », comme le souligne l'économiste Omar Benderra en abordant les limites de ce mouvement⁴⁷⁰.

- Les gradins de la contestation

Bouteflika a remporté sa quatrième élection présidentielle successive, au moment où beaucoup d'Algériens n'arrivaient pas à imaginer et à se convaincre de l'existence d'une solution politique pour sortir le pays de l'impasse. Sur le plan économique, le prix du baril a connu une baisse considérable infligeant à l'économie algérienne un coup dur, dont la principale rente est pétrolière. La partie s'annonçait donc difficile entre le pouvoir en place et le peuple qui ne croit plus en l'État, à ses institutions et à ses représentants, et qui reste spectateur de la montée de plus en plus forte des injustices sociales, de la pauvreté et de la dégradation de la vie sociale.

Pour gérer au mieux la douleur causée par les inégalités et les frustrations grandissantes, les jeunes algériens disposent d'un antalgique puissant : le football. Les stades restent selon le

⁴⁶⁹Déclare le sociologue Nacer Djabi sur les ondes de la Radio algérienne Chaine 3.

⁴⁷⁰Catherine Goueset, « *Barakat*, le mouvement anti-Bouteflika peut-il s'étendre en Algérie ? », *L'EXPRESS* du 07-04-2014

sociologue algérien Noureddine Bekkis “les seuls espaces libres, non contrôlés par le pouvoir où l'on peut exprimer les vérités sur la réalité sociale”⁴⁷¹.

Ils ont été le théâtre de multiples violences opposant les supporteurs aux forces de l'ordre, ou simplement entre les supporteurs des deux clubs qui s'opposent. Jets de pierres, provoquant même la mort d'un attaquant, envahissement de la pelouse, voire lynchages, sont des indicateurs de l'ampleur de la violence dans les stades. Noureddine Bekkis estime que la violence dans les stades est proportionnelle au niveau de frustration dans la société. Le niveau de frustration est d'une telle ampleur, que le Premier ministre essuie des insultes grossières lors de la finale de la coupe d'Algérie le 5 juillet 2018.

Des frustrations que ces supporteurs réussissent à traduire en chansons, qui ont allumé la flamme du *Hirak*. C'est en effet dans les gradins du stade des rouges et noirs de l'USMA (Union Sportive de la Médina d'Alger) que jaillit l'hymne de la révolution de 2019 « *La casa d'El Mouradia* »⁴⁷², le palais présidentiel algérois. Bénéficiant de plus de 10 millions de vues, la chanson fait référence à la série, « *La Casa de Papel* ». Les supporteurs algérois dénoncent une mafia « *El Aissaba* » installée au pouvoir pendant les quatre mandats de Bouteflika, qui accapare les richesses du pays, et impose l'austérité au peuple démunie.

Cette chanson vient condamner un pouvoir cherchant à faire taire toute contestation, interdire les manifestations, et avoir le contrôle sur les espaces publics, en ayant recours à la répression. Elle a inauguré le festival des chants des stades. En effet, les supporteurs des autres clubs, algérois en particulier, ont composé d'autres chansons, comme « *Baborellouh* » le « bateau en bois » reprenant le phénomène des « *harragas* ».

En rupture avec les formes traditionnelles de mobilisation politique, produites essentiellement par les partis politiques et les associations, les jeunes portent un regard très critique à l'égard de la politique des dirigeants algériens. Les stades algériens ont toujours été un espace où s'expriment les revendications d'une jeunesse opposée au pouvoir, et assoiffée de justice et de libertés. En effet, les supporters reprennent en chœurs, surtout en fin d'année 2018, des chansons évoquant les raisons qui poussent les jeunes à quitter le pays dans des embarcations de fortunes, « *les harragas* », forcés de quitter avec un grand pincement au cœur leur pays et leur vie

⁴⁷¹https://www.lexpress.fr/actualites/1/styles/algerie-le-stade-exutoire-violent-des-frustrations-d-une-certaine-jeunesse_2010781.html

⁴⁷²La traduction française dans les commentaires <https://www.youtube.com/watch?v=TYzF6y8VntQ&t=36s>

combien même misérable. Ces jeunes accusent un pouvoir mafieux dont les responsables s'enrichissent au détriment de la population algérienne majoritairement pauvre.

L'opposition dans les stades n'est toutefois pas un fait nouveau, puisque les supporteurs de la Jeunesse Sportive de Kabylie, dans une forme de résistance culturelle, ont depuis les années qui ont suivi l'indépendance recours à l'expression de leur appartenance identitaire, alors niée par le président Boumediene et son régime, en scandant « *Imazighen* » (« [nous sommes] berbères »)⁴⁷³. L'expression de l'opposition au pouvoir depuis les tribunes avant le début des matchs auxquels des représentants de l'État assistent est flagrante au moment de l'hymne national algérien, quand les supporteurs de la JSK tournent le dos au terrain. Ils scandent des slogans hostiles au pouvoir comme « *pouvoir assassin* » « *pouvoir criminel* ». C'est ainsi une manière de rendre responsable l'Etat des massacres commis contre la population kabyle (notamment en 2001) et la population algérienne dans l'ensemble (faisant référence aux massacres de la « décennie noire »).

Il est à noter que, depuis l'avènement du « *Hirak* », on assiste à des fins de matchs montrant toute exemplarité en termes de valeurs sportives, avec des accolades entre joueurs et une grande solidarité entre les supporteurs des deux équipes adverses. Ce mouvement pacifique a absorbé la colère des jeunes, qui ont fait preuve de créativité dans les slogans et les chansons repris en chœur pendant les manifestations⁴⁷⁴.

Ceci rappelle le contexte des événements du 5 octobre 1988 : « *En plein insurrection, les jeunes des quartiers populaires d'Oued Korish, du Climat de France, les jeunes hittistes, désœuvrés de Bab El Oued, reprennent tout simplement les slogans des stades qu'ils avaient assez souvent affutés. Ils ébranlèrent le parti unique du FLN et permirent le début de la libération de la société civile algérienne* »⁴⁷⁵.

- Retrouver la dignité

Pendant le quatrième mandat du président Bouteflika, l'Algérie a constitué un sujet attractif dans les médias et les réseaux sociaux. Beaucoup de médias, français notamment, ont diffusé

⁴⁷³M. Correia Une longue tradition de contestation. En Algérie les stades contre le pouvoir », *Le Monde diplomatique*, mai 2019.

⁴⁷⁴Mohamed Mebtoul, « Le mouvement social algérien du 22 février 2019 : profondeur et puissance au cœur de l'espace public », *Revue des sciences sociales de l'université d'Oran7/2019*, 39-52.

⁴⁷⁵Youcef Fates, Les mots du stade : modalité inédite d'expression politique de la jeunesse algérienne ? Ouvrages du CRASC, 2013 https://ouvrages.crasc.dz/pdfs/2013_espace_pub_fates.pdf

des images faisant polémique sur l'inaptitude du président Bouteflika à gouverner, alors que le contexte politique était favorable à un soulèvement populaire pour réclamer le départ de ce président inapte. Apparaissant publiquement en fauteuil roulant, il ne s'adressait plus à la population depuis longtemps. Cependant, ses alliés ont pensé à maintenir sa présence sur la scène politique par un cadre portant sa photo. « *Exhiber ses photos dans d'immenses encadrements lors des différentes occasions est une parade qui a ses limites, car elle vire souvent au ridicule* », selon le journaliste Adlène Meddi⁴⁷⁶. Par de tels agissements, un seuil d'absurdité terrifiant a été franchi.

Certaines chaînes de télé sont allées très loin dans leurs moqueries sur Bouteflika, à l'instar de Canal+ via le programme Le petit journal. Les journalistes ont évoqué la thèse d'un robot qui remplace le président qui serait mort lorsqu'il a eu une attaque cérébrale. Dans ces critiques, beaucoup d'Algériens ont lu la volonté de nuire à l'image de l'Algérie, en particulier après le « Twitt » du Premier ministre français, Manuel Valls, lors de sa visite officielle en Algérie, montrant un président très affaibli.

Les Algériens ont alors eu honte d'exister en tant que tels. Ces derniers étaient convaincus de l'impossibilité d'une éventuelle candidature de Bouteflika ; dans le cas contraire, il allait être réélu sans grande surprise, comme ce fut le cas lors des scrutins précédents. Face à cette éventualité, une foule de citoyens a osé commettre un geste jusqu'alors inimaginable : un portrait géant de Bouteflika a été arraché à Khenchla, située à 600 km d'Alger, n'étant pourtant pas réputée pour être une ville de contestation. Un geste qui signe la fin de la peur qui hantait les Algériens depuis des années, la peur de dénoncer le système de gouvernance en place, donnant ainsi naissance à un mouvement exceptionnel dans l'histoire de l'Algérie, puisqu'en moins de 48 heures tout le pays se soulève et manifeste pacifiquement. L'annonce de la candidature de Bouteflika pour briguer un cinquième mandat, le 10 février 2019, a été vécue comme une humiliation pour un peuple dont l'histoire témoigne de sa dignité et de sa résistance. Les Algériens se sont sentis humiliés, y compris par des pays où les droits sont bafoués comme l'Arabie Saoudite. À l'origine de ce sentiment d'humiliation et de manque de respect, une énorme banderole dans les gradins du stade de Jeddah, écrite en arabe sur laquelle on pouvait lire : « *Rais machloul chaabmadloul* » (« *président paralysé, peuple soumis* »). Ce sont une nouvelle fois les stades qui font ressortir les tensions existantes entre Riad et Alger. Cette banderole, qui a provoqué une grande polémique sur les réseaux sociaux notamment, se veut une réponse à celle déployée quelques jours auparavant par les supporters du club algérien l'AS

⁴⁷⁶Le Point, le 18-01-2019.

Ain Mlila. En effet, sur celle-ci une caricature du roi saoudien Salman Abdelaziz en parfaite communion avec Donald Trump sur le déplacement de l'ambassade américaine vers Jérusalem, faisant symboliquement d'elle la capitale d'Israël.

En prenant en considération le caractère humiliant d'être gouverné par un président inapte, les Algériens ont senti le besoin de convertir l'indignation en changement politique⁴⁷⁷ à travers ces manifestations extraordinaires. Ainsi, on considère que le mouvement social se rapproche de l'émeute à travers sa dimension morale, qui réside dans une demande de respect, et se veut « *une réponse à l'expérience du mépris, aux petites humiliations qui se cristallisent et fabriquent la haine des autres et de soi* ».⁴⁷⁸ Ceci s'est traduit dans la société algérienne par le fait que beaucoup d'Algériens cherchent à quitter leur pays, vue la haine vis-à-vis de tout ce qui symbolise l'Etat, qui est dans une logique d'infantilisation du citoyen et d'instrumentalisation de ces revendications.

Par ailleurs, l'action collective peut ressurgir d'une façon inédite et inattendue dans l'espace public⁴⁷⁹, et prouver que la société ne peut pas être sans cesse bafouée dans ses droits et sa dignité. Elle a permis aux acteurs du *Hirak* d'affirmer au monde entier que la dignité et le respect du citoyen ne peuvent être continuellement méprisés dans une logique instrumentale par les différents pouvoirs⁴⁸⁰. Le mépris porté par le pouvoir algérien envers sa propre population l'a conduit à minorer également son degré de conscientisation politique.

3-3-L'organisation et la reconquête des espaces publics

Dans l'Algérie d'avant le 22 février 2019, les revendications se faisaient d'une façon aléatoire et à l'échelle locale dans la majorité des cas. Les citoyens pouvaient fermer des routes, brûler des pneus, mais en aucun cas sortir dans la rue en masse pour réclamer le départ des dirigeants au pouvoir, sachant qu'ils allaient être réprimés, tabassés, et se retrouver dans les fourgons de police les conduisant aux différents commissariats, voire envoyés en prison. Cet acte politique de manifester pour demander un changement du système de gouvernement était la ligne rouge à ne pas franchir.

⁴⁷⁷Mohamed Moulfi, *Les attentes de L'Algérie en mouvement*, op.cit.

⁴⁷⁸Michel Kokoreff, Sociologie de l'émeute, op.cit. p.23

⁴⁷⁹Mohamed Mebtoul, « Le mouvement social algérien du 22 février 2019: profondeur et puissance au cœur de l'espace public »op cit.

⁴⁸⁰*Ibid*

- Au départ du « *Hirak* »

Ayant toujours fait exception, la Kabylie est sortie dans la rue, comme à chaque fois que Bouteflika annonçait sa candidature depuis le troisième mandat en 2009, pour exprimer son opposition à la continuité de ce système politique qui mène l'Algérie à la dérive. C'est effectivement à Kherrata, située à 300 km d'Alger, qu'a eu lieu un grand rassemblement le samedi 16 février 2019. Des centaines de personnes ont manifesté scandant « *non au 5eme mandat de la honte* »

À 600 km d'Alger, dans la ville de Khenchela, Rachid Nekkaz, opposant à Bouteflika et à son gouvernement, réussit à rassembler plus de 1000 personnes lors d'un meeting visant à faire barrage au candidat Bouteflika. La foule a arraché un géant portrait de Bouteflika accroché au mur. Un geste inconcevable jusqu'alors, qui signe la fin de la peur et le début d'un long combat pour réclamer le changement.

Selon les dirigeants au pouvoir, ces rassemblements ne reflètent pas le sentiment de la majorité des Algériens, le Premier ministre en place à cette période, Ahmed Ouyahia, a déclaré au micro de France 24 : « *Si une écrasante majorité de la population réclamait sa candidature, c'est parce qu'il a fait un parcours plein de réalisations en tous genres. Et je peux vous dire que le bilan de ces cinq années durant lesquelles il a dirigé le pays avec son handicap, est un bilan des plus élogieux* »

Ces déclarations surprenantes du Premier ministre font partie des éléments déclencheurs d'une grande mobilisation qui a vu le jour quelques heures plus tard sur les réseaux sociaux, notamment *Facebook*, où des militants ont lancé un appel anonyme à toute la population pour rejoindre la rue le 22 février, après la prière du vendredi. L'accès facile à Internet dans la société algérienne d'aujourd'hui, et la présence accrue d'Algériens sur les réseaux sociaux, ont facilité la propagation de l'appel à des manifestations pacifiques contre le cinquième mandat de Bouteflika. C'est le début d'un combat exclusivement politique, puisque les Algériens demandent clairement la rupture avec le système de gouvernance en place, ses institutions et son personnel. Cet appel anonyme relayé sur les réseaux sociaux a certes mis bon nombre d'Algériens dans une grande perplexité, car c'était une première en Algérie, encourageant à braver le tabou de manifester pacifiquement.

Les Algériens se sont alors mobilisés dans plus d'une vingtaine de villes sans qu'ils ne soient réprimés pour la première fois depuis des années par les forces de l'ordre, vus les milliers voire

les millions de personnes qui ont pris part à ces manifestations. Braver l'interdiction de manifester a été vécu comme un acte de désobéissance civile. Ces premiers jours de la contestation rappellent les *Montagsdemonstrationen* (manifestations du lundi) contre le régime communiste de la République démocratique Allemande (RDA), qui se sont distinguées par leur caractère pacifique forçant la police et l'armée à ne pas les réprimer.

L'appréhension de la répression n'en fut pas moins importante parmi les manifestants. C'est la raison pour laquelle le mot d'ordre « *silmiya, silmiya* » (« *pacifisme, pacifisme* ») a été de mise, et a caractérisé la manifestation pendant plus d'une année, mettant ainsi en échec le monopole de la violence légitime exercée habituellement par l'Etat.

La journée du 22 février 2019 a remis Algériens et Algériennes dans le contexte du 5 juillet 1962, jour de la déclaration de l'indépendance. L'émotion était à son comble avec les slogans forts d'une jeunesse assoiffée de liberté, le souhait de pères de familles d'assurer un lendemain meilleur pour leurs enfants, et les « *youyous* » de ces dames courageuses, à défaut d'être parmi la foule, encouragent les manifestants des balcons. On revoit l'image de cette vieille dame d'Alger à son balcon, brandissant l'emblème national en guise d'encouragement aux manifestants, ce qui ne les laissent pas indifférents, puisqu'ils se plaignent auprès d'elle en lui chantant « *aya lhadja maranach mlah* » qui se traduit « *Oh grand-mère, on va mal* ». Une façon d'exprimer leur mal être et de justifier leur présence dans la rue. Cet élan de solidarité a permis aux manifestants de redoubler de volonté et de motivation d'aller jusqu'au bout de leur combat pour la liberté, la démocratie, et la justice sociale.

Toutes les tranches d'âges ont pris part à ces manifestations, à la différence de la protestation *via* l'émeute où seuls les jeunes allaient à l'affrontement avec les forces de l'ordre. Il y a eu effectivement des enfants, des adolescents, des pères de familles, des vieux et des vieilles. Les femmes ont joué un rôle important en affichant leur soutien indéfectible aux manifestants, notamment en dédiant la journée du 8 mars 2019 à cette révolte pacifique, puisqu'elles ont préféré se rallier au mouvement social que d'assister aux festivités organisées pour fêter cette journée.

Par ailleurs, toutes les corporations ont organisé des marches et des rassemblements. Des blouses blanches des hôpitaux aux membres de l'Education nationale, aux robes noires des avocats et des juges aux étudiants, tous ont jugé plus que primordial de sortir dans la rue pour soutenir la population et pour prendre part à ce combat pour une vraie démocratie. Les étudiants

se sont organisés dans la majorité des villes et ont décidé d'occuper les rues chaque mardi. Ces marches des étudiants étaient annonciatrices de ce qu'allait être celles de vendredi, puisque le chef d'état-major prenait la parole chaque lundi, et la réponse de la rue était immédiate, avec de nouveaux slogans et mots d'ordre le lendemain. On a assisté alors à la réappropriation et à l'invention de l'espace public offrant plus de visibilité et de force à ce mouvement pacifique⁴⁸¹.

Il faut souligner que la solidarité de la population a participé à la sauvegarde du caractère pacifique des manifestations, ainsi qu'à leur maintien. Le port de l'emblème amazigh⁴⁸² par des centaines d'Algériens pourtant arabophone, suite à son interdiction par le chef d'état-major, signe non seulement le fait que le peuple a su déjouer les manœuvres visant à le diviser, mais la grande solidarité qui le caractérise. La grandeur de celle-ci réside également dans le soutien indéfectible aux « détenus d'opinion » interpellés pendant le « *Hirak* », parmi lesquels des figures emblématiques comme l'ancien commandant de l'ALN (Armée de libération nationale) Lakhdar Bouregâa et le militant politique Karim Tabou. La solidarité est également mobilisée dans le phénomène émeutier, elle se manifeste entre participants, entre participants et ceux qui les soutiennent sans forcément qu'ils ne soient impliqués, ainsi qu'envers les familles de victimes, surtout quand celles-ci sont nombreuses.

- Le rôle de la mosquée

Les mosquées ont joué un rôle important dans la continuité du « *Hirak* ». En effet, elles ont constitué un point de rassemblement des manifestants après la prière du vendredi.

Comme chaque vendredi les mosquées reçoivent des centaines de fidèles. Le 22 février, les imams ont reçu du ministère des affaires religieuses l'instruction de diriger les prêches contre les manifestations, de les désigner comme source de « *fitna* » (discorde) entre musulmans, chose condamnée par le Coran⁴⁸³. Cette pratique est très répandue dans beaucoup de pays arabes qui n'hésitent pas à mobiliser les mosquées pour sous-entendre que s'opposer au souverain est signe de désobéissance à Dieu, « *haram* » ! La gestion des actions collectives entreprises dans la société algérienne passe par le recours à l'islam. Comme pendant le « *Hirak* », les imams font appel au calme pendant les émeutes intenses. Ce fut le cas en 2011, au moment où l'émeute prenait de l'ampleur et gagnait d'autres villes.

⁴⁸¹Mohamed Mebtoul, *op cit.*

⁴⁸²Un drapeau culturel et identitaire ;

⁴⁸³Nawfel Brahimi El Mili, *Histoire secrète de la chute de Bouteflika*, Paris, l'Archipel, 2020.

Rappelons que dans les années 1990, les mosquées ont constitué un endroit de contestation incontournable dans le sens où elles ont servi d'espace d'expression et d'expansion de la parole des islamistes. C'est justement ce que les manifestants du « Hirak » ont voulu éviter, d'une manière très consciente et lucide, en réservant à la mosquée ce rôle d'un lieu de culte la protégeant de toute instrumentalisation, car elle ne constitue qu'un point de regroupement et de départ des marches. D'ailleurs les manifestants ont décidé, à maintes reprises, de renoncer à la prière et de quitter carrément la mosquée, suite aux prêches prononcés par les imams

Cette nouvelle perception de la mosquée marque une rupture entre la sphère religieuse et la sphère politique : elle laisse entrevoir le commencement de la séparation du religieux du politique. Elle constitue l'une des aspirations d'une partie des Algériens dans le but d'éviter que le scénario de l'instrumentalisation de la religion mis en place depuis les années 1990 ne se poursuive. Il s'agit par là-même de contrer toute tentative d'instrumentalisation ayant pour but de freiner la manifestation. Ceci s'est traduit dans la rue par une grande coexistence basée sur la tolérance des uns envers les autres. En effet, les différences cultuelles ont été reléguées au second plan, les islamistes manifestèrent aux côtés des démocrates, des laïcs, et des femmes scandant les mêmes slogans visant à demander une vraie alternative démocratique.

C'est aussi la médiatisation internationale du « *Hirak* » qui a montré au monde entier de par les images diffusées sur les différentes chaînes de télévision que le peuple algérien faisait quelque chose d'exceptionnelle : des foules immenses manifestent pendant des semaines de façon pacifique, affichant une détermination à aller jusqu'à l'avènement d'une deuxième République. La créativité des jeunes algériens à travers des slogans et des mots d'ordre mis à jour de façon continue, en réaction aux positions et déclarations officielles, ainsi qu'aux événements ayant rythmé les jours de contestation, révèle la profondeur et la maturation de cet acte politique. Ma participation à la marche du 29 novembre 2019 a permis de comprendre la profondeur du discours des participants au « *Hirak* » et leur engagement, nommés communément les « *hirakistes* ».

Le passage du jeune algérois Sofiane diffusé en direct sur une chaîne de télévision saoudienne « Al Arabia », par exemple, marque la radicalisation et la détermination du peuple à instaurer une deuxième république. Sofiane a été interpellé par les propos de la correspondante venue couvrir la réaction des Algériens suite à l'annonce du retrait de la candidature de Bouteflika. La journaliste commentait des scènes qu'elle qualifiait d'euphoriques, (klaxons, youyous, cris de joie...) signifiant l'aboutissement des revendications de millions d'Algériens après des semaines de manifestations contre le cinquième mandat de Bouteflika. Le jeune en colère

intervenait spontanément au micro de la journaliste pour dire qu'il n'y avait rien d'acquis, et que désormais le peuple réclamait le départ de tous les représentants du « système »⁴⁸⁴. Il lança alors sa phrase devenue culte : « *yetnehaw gaâ* », signifiant « *qu'ils dégagent tous* », qui devient très vite un des slogans phares du « Hirak ». Cette phrase a pris une dimension internationale puisqu'elle a été reprise lors des manifestations survenues suite au décès de George Floyd aux Etats-Unis (*remove them all*). Cette tendance « dégagiste » se retrouve également dans le mouvement des Gilets jaunes en France, à travers lequel s'exprime un violent rejet de la classe dirigeante. « Le rejet des élites est en effet considérable, et la légitimité des élus français est de plus en plus remise en cause », selon le politologue Pour Jean Yves Camus⁴⁸⁵

Encadré : une journée de *Hirak* à Tizi ouzou

Vendredi 29/11/2019, il est 11h30 quand les citoyens, venus des quatre coins de la Wilaya, commencent à affluer vers l'université Mouloud MAMMERI, point de départ des marches. Munis de drapeaux et pancartes, ils s'organisent en carrés. Je décide, en compagnie de mes amis, de rallier un carré connu des marcheurs pour l'ambiance que met son animateur, un jeune homme surnommé « Moh basta » connu pour son engagement et sa détermination, en témoignent les slogans forts qu'il lance et qui sont repris en chœur par la foule.

Il est 12h30 quand la marche démarre et les gens se mettent à chanter et à multiplier les slogans. La marche continue sa progression dans le boulevard Lamali, bordé d'un côté par le quartier « les genêts » réputé pour être un quartier qui a abrité plusieurs émeutes par le passé, et par l'hôpital de la ville de l'autre côté. Les marcheurs font à ce moment-là preuve d'humanisme et de solidarité envers les malades de cet hôpital puisqu'ils observent un silence total tout le long du tronçon que l'hôpital longe. Une façon de les réconforter et de les soutenir dans leur souffrance.

Les foules grossissent à fur et à mesure que la marche avance puisque des centaines de personnes la rallient à la sortie des mosquées après la prière

⁴⁸⁴Le mot système désigne une coalition d'acteurs politiques et militaires qui collaborent ou rivalisent pour se maintenir au pouvoir

⁴⁸⁵Interview accordé à Europe 1 le 25 novembre 2018.

du vendredi. Les gens continuent de chanter et de scander des slogans forts comme « pouvoir assassin », « *ulac l'vot* » (pas d'élections) pour montrer leur détermination à boycotter les présidentielles qui auront lieu dans deux semaines. Les échos et la diversité des chants qu'on entend laissent croire que la marche est grandiose et renseigne sur le nombre important de personnes qui y prennent part.

A 13H45, la foule entame le boulevard Abane Ramdane appelée par les habitants « la grande rue », puis se scinde en deux, pour éviter la trémie qui s'y trouve. Les deux parties entament alors un « dialogue » en chanson, à chaque fois qu'un groupe lance un slogan, l'autre réplique, ce qui crée une très bonne ambiance et égaye davantage la marche.

Les deux groupes se rejoignent à nouveau pour pénétrer dans le tunnel de la ville où l'ambiance est à son comble. Le peuple scande « *listiqlal* » qui signifie l'indépendance pour crier sa soif de la liberté étant convaincu que les terres ont été, certes, libérées mais pas l'homme.

Au même moment, des youyous retentissent de partout donnant une dose de motivation supplémentaire aux marcheurs qui amplifient leurs voix et multiplient les slogans forts comme lorsqu'ils chantent « *hna wlad Amrouche marche arrière manwelouch* » (nous sommes les enfants de Amrouche (en référence au colonel Amrouche Ait Hamouda, une des figures emblématique de la résistance au colonialisme français) nous ne ferons pas marche arrière) pour rappeler que la descendance du martyr Amrouche est aussi déterminée qu'il l'était à arracher sa liberté.

A la sortie du tunnel, vers 14h45, la foule entame la dernière ligne droite avant qu'elle n'atteigne le point de chute de la marche, la place de la bougie qui se trouve non loin de la sortie de la ville et à côté du commissariat central où prend fin la manifestation hebdomadaire vers 15h45.

La foule ne quitte pas tout de suite les lieux, puisque les gens continuent de chanter pendant une bonne heure de temps avant de se disperser dans le calme total en se donnant RDV au vendredi d'après pour « vendredir »

encore. (vendredir : verbe créé par certains marcheurs pour qualifier leur action de marcher le vendredi)

En marge de la marche, certains activistes interviennent au micro de journalistes indépendants pour sensibiliser davantage les gens sur l'importance des marches et expliquer les motivations et les revendications du peuple qui espère, par son action, un avenir prospère à son pays. J'ai été interpellée par l'intervention de l'un d'entre eux, un jeune trentenaire, entouré de plusieurs personnes très attentives à son discours, l'acclamant par moments et reprenant des slogans connus qui expriment ses idées par d'autres. Il s'agit de J.A, un militant du FFS, une personne que j'ai eu l'occasion d'interviewer dans le cadre de cette recherche. Il est apprécié pour ses qualités de bon orateur et sa culture ; chaque vendredi, les gens ont droit à un petit rappel d'histoire en relation avec la date du jour, il s'adresse à eux le plus souvent en arabe, pour s'assurer que son message parvienne à tous les algériens, une façon de conforter l'idée que le peuple n'abdiquera pas, « *nous sommes un peuple qu'il faut écouter, et non réprimer. Nous ravivons la flamme de notre révolution, on crie comme un seul homme istiqlel Les martyrs ont libéré la terre, nous allons libérer le peuple. Notre référence c'est la révolution du 1^{er} novembre, pour construire un Etat démocratique et social, un Etat de droit et de libertés* »⁴⁸⁶

Loin de la violence caractérisant les émeutes et les manifestations classiques jusque-là toujours sévèrement réprimées, les manifestations de 2019 ont créé une atmosphère fantastique dans les rues algériennes, ce qui leur a valu l'appellation de la « révolution du sourire ». La notion de révolution a connu bien des définitions en tenant compte des sociétés et des contextes historiques, sans pour autant dévier de son contenu fondamental qui réside dans la rupture avec des pratiques et des idées contre lesquelles elle s'exprime⁴⁸⁷. Dans le cas algérien, la demande des acteurs du « *Hirak* » est bien de rompre d'une manière radicale avec les pratiques du

⁴⁸⁶ Déclaration de Jugurtha Abbou en marge de la marche.

⁴⁸⁷ Rabeh Sebaa, L'exigence de rupture est portée par les différentes catégories sociales, devenues acteurs politiques incontournables, *Revue des sciences sociales de l'université d'Oran*7/2019, p 63-66

système politique en place. Cette demande, dotée d'un caractère pacifique, a donné naissance à des slogans à la fois ironiques et porteurs d'un message politique fort. L'humour est devenu l'arme pacifique de ces millions de marcheurs, révélant une conscience politique insoupçonnée.

L'observation de ces événements renvoie l'image d'une capacité d'auto-organisation favorisée par l'ancrage de la violence des « années noires » dans la mémoire collective. Garante d'une certaine prudence, cette capacité est aussi le résultat d'une lente maturation sociétale. La société algérienne a été pendant des décennies travaillée par des événements (manifestations, émeutes, opposition dans les stades...) desquels émanent les mêmes revendications que celles exprimées aujourd'hui par les acteurs du « *Hirak* ». Il s'agit de l'aspiration à la liberté sous toutes ses formes et à une vraie démocratie comme seuls garants d'une justice sociale.

Il est vrai que depuis l'avènement du « *Hirak* », plusieurs victoires collectives ont été remportées. De la démission de Bouteflika en passant par l'emprisonnement de certains membres de son entourage, jusqu'à la mise en évidence de la militarisation de l'Etat algérien, la fragilisation des équilibres du pouvoir est aujourd'hui une évidence. Un rapport de force d'une ampleur et d'une constance certaines s'est créé pour exercer une pression sur les dirigeants civils et militaires de façon à les obliger à agir progressivement ; et cela, sans provoquer de chocs susceptibles de renverser brusquement le pouvoir, au risque de revivre le chaos vécu par les générations d'algériens.

Le recul considérable du nombre d'émeutes dans les wilayas d'Alger et de Tizi Ouzou vient confirmer la dimension politique de l'émeute, dans le sens où la majorité des revendications portées par le « *Hirak* » s'expriment dans les propos des émeutiers. A l'origine de leur action se trouve également la contestation du fonctionnement d'un système politique basé sur l'abus d'autorité et de dénis des droits des citoyens. A ceci s'ajoute une gestion politique désastreuse du pays, provoquant des injustices et des frustrations.

Ce rapport de force se maintient malgré l'arrêt temporaire des manifestations, imposé par la pandémie du *Covid-19*, et ce à travers une timide organisation des ouvriers dans plusieurs usines. Leurs revendications restent certes diversifiées, mais des mouvements de grèves disparus pendant longtemps ont touché plusieurs secteurs industriels à travers toute l'Algérie. Reste à savoir si le rapport de force politique construit par le « *Hirak* » peut aboutir à la libération du peuple algérien, alors que les arrestations et les poursuites judiciaires se sont multipliées depuis l'arrêt des manifestations dû au contexte sanitaire exceptionnel qui secoue

le monde entier. Cette période a aussi vu le nombre de jeunes qui quittent le pays clandestinement augmenter, signifiant le retour d'un certain désespoir de voir l'émergence d'une Algérie à la hauteur de leur aspiration.

L'Algérie est-elle en train d'inaugurer un cycle sans issue qui pousserait les Algériens à renouer avec les modes de contestation d'avant le « *Hirak* », c'est-à-dire avec la contestation et la revendication par l'émeute, étant donné l'accès difficile à l'espace public récupéré par les manifestants, et qui constituait un espace où l'interlocution était possible ? De fait, la répression et les arrestations arbitraires font rage, et les anciennes manœuvres du pouvoir en place refont surface : les islamistes et les séparatistes kabyles sont accusés de participer à des organisations terroristes, les journalistes, les avocats, les hommes politiques et même de simples citoyens sont interpellés et jugés. L'ouverture tant espérée tarde à voir le jour, faute de traduction politique

CONCLUSION GÉNÉRALE

Ce travail a été réalisé dans le but d'essayer de comprendre et d'analyser les émeutes en Algérie, les facteurs la déclenchant, ses dimensions à travers les différentes lectures, ainsi que la logique des acteurs qui la font. Cet intérêt est suscité par la prédominance de ce type d'action collective qui rythme le paysage social et politique algérien de par sa récurrence et sa propagation à l'ensemble du territoire national.

L'émeute fait certes partie du répertoire de l'action collective, mais la compréhension de ses mécanismes et les facteurs contribuant à son déclenchement ne vont pas de soi au regard des interprétations exclusivement liées aux conditions socio-économiques difficiles des quartiers populaires algériens. Elle s'exprime à travers la violence, ce qui conduit facilement à son assimilation à la délinquance, la limite entre ces deux dernières étant, en effet, poreuse.

Les mutations qui ont affecté la société algérienne, en particulier l'urbanisation, ont participé à la création de nouveaux rapports sociaux, et d'un contexte favorisant la montée de la violence, avec toutes les conséquences que cela engendre sur la population juvénile, elle-même constituant une donnée structurelle en Algérie.

Les inégalités et les disparités sociales qui se créent, liées principalement à l'emploi et au logement, expliquent en partie le recours à l'action collective sur la base d'intérêts communs qui vise dans le cas algérien à améliorer les conditions de vie des citoyens touchés par ces disparités.

L'adoption d'une approche historique pour reconstituer et retracer l'émergence de l'émeute montre l'influence des expériences et des mémoires acquises par le groupe auquel appartiennent les acteurs de l'émeute. En effet, la mobilisation des ressources permet de comprendre et d'expliquer les procédés et les motivations des émeutiers, leur récurrence, et la tournure que peut prendre une émeute.

A travers cette thèse, un intérêt est porté à la relation entre l'émeute et le malaise social. La précarisation et la paupérisation des quartiers populaires ne peuvent être ignorées comme constituant un contexte structurel favorisant le recours à l'émeute. L'exemple du « printemps noir » est frappant à plus d'un titre. Car, si la revendication principale est de nature politique, le volet social n'a guère été négligé, que ce soit dans les slogans exprimés ou à travers la plate-forme de revendications.

La classification des émeutes selon les causes déclarées dans la presse écrite fait ressortir des types d'émeutes, ainsi que la prédominance des unes par rapport aux autres. Ces éléments sont

certes importants pour comprendre certains aspects de l'émeute, cependant la logique des acteurs qui la font offre la possibilité de relativiser par rapport aux revendications matérielles⁴⁸⁸. En effet, la typologie établie fait ressortir le logement comme première cause des émeutes dans les Wilayas d'Alger et de Tizi Ouzou. Toutefois, c'est moins le manque de logements qui serait à l'origine du déclenchement de ce type d'émeute, que les méthodes d'attribution et de distribution jugées injustes par les citoyens qui les contestent.

C'est ce qui mène à la considération d'autres facteurs pour expliquer le recours à ce répertoire d'action en usant de la violence. Il s'agit du champ émotionnel exploré à travers la parole des émeutiers.

La reconstitution de deux grandes émeutes qui ont marqué le terrain d'étude, permet de saisir la profondeur des revendications des jeunes émeutiers en Algérie, en se focalisant sur l'analyse des motivations individuelles de chacun des acteurs qui ont pris part à l'émeute, ainsi que la prise en compte de leur processus de socialisation qui produit des individus prêts à s'engager dans l'action émeutière.

La mise à nu de la nature et des normes du système politique algérien et son fonctionnement explique le choix des jeunes de recourir à la violence envers l'Etat, considéré comme le reflet des injustices qu'ils subissent.

L'absence d'un Etat de droit, de règles claires d'arbitrage et de mécanismes pouvant assurer une justice impartiale et équitable, creusent le fossé séparant l'Etat des citoyens, les jeunes en particulier. Cette rupture est à même de pousser les jeunes à choisir la violence comme mode d'expression et de contestation.

La gestion purement sécuritaire de l'émeute accentue les hostilités entre cette catégorie sociale et les forces de l'ordre. La police « n'apparaît pas comme un facteur pacificateur »⁴⁸⁹ mais comme une institution incarnant l'abus d'autorité et le mépris, à l'origine du sentiment de *la hogra*. Le système algérien, basé essentiellement sur la violence comme moyen de gestion des conflits, a toujours nourri les révoltes en vue de mieux les contrôler, marginalisant les solutions pacifiques et consensuelles ; d'où la prolifération des émeutes dans la société algérienne.

⁴⁸⁸Cyprien Avenel, par exemple, estime que « ce n'est pas la pauvreté en termes absolue qui serait le facteur déclenchant l'émeute, mais plutôt les écarts sociaux en termes relatifs ». Voir Cyprien Avenel, *Sociologie des « quartiers sensibles »*, Paris, Armand Colin, 2004, p.85

⁴⁸⁹M. Kokoreff, *Sociologie des émeutes*, op cit, p.280

En effet, une des problématiques de l'avènement de l'action collective violente trouve son origine dans le sentiment de mépris et d'injustice. L'émeute peut donc se lire comme une demande de respect et d'égalité des droits, consacrée par un Etat de droit qui met des limites à l'exercice du pouvoir. Le sentiment que l'Etat est plus oppresseur que protecteur crée un sentiment de méfiance, voire de défiance à son égard. Le message adressé par l'émeute est, loin de manifester une volonté de destruction de l'Etat, la nécessité de construire un Etat de droit et de justice sociale, avec des mécanismes de fonctionnement clairs et démocratiquement établis.

L'existence d'un espace public caractérisé par une répression permanente de toute protestation ou contestation est un facteur qui confère à l'émeute en Algérie un caractère particulier qui résulte d'un manque de liberté d'expression. L'émeute constitue dans ce cas une tentative d'ouverture d'un espace « où l'interlocution serait possible »⁴⁹⁰.

L'occupation de cet espace par les formations politiques va de la récupération à l'instrumentalisation de ces émeutes, leur conférant un caractère politique.⁴⁹¹

L'instrumentalisation de l'émeute passe, entre autres, par l'interprétation officielle de l'action jugée violente des jeunes qui l'entreprennent. Ces interprétations tendent majoritairement à « dépolitiser » l'émeute car elles invalident la violence économique, sociale et politique. Elle est alors stigmatisée et prend le sens de conduites déviantes, d'autant plus qu'elle s'écarte des formes conventionnelles de l'action politique.

L'incompréhension du de cette jeunesse creuse davantage le fossé entre les institutions de l'Etat et cette catégorie sociale. Cette dernière se sentant de moins en moins représentée, trouve dans l'émeute le seul moyen pour s'exprimer et se faire entendre. Le rejet de toute représentation trouve son origine dans l'adoption d'une stratégie de « dépolitisation » de la jeunesse, poussée *de facto* à l'émeute. Ceci se fait par la réduction des espaces de l'expression politique, et des canaux conventionnels de la revendication économique et sociale, qui permettent de construire des solutions pérennes. L'émeute revêt alors une dimension politique puisqu'elle constitue le signe criant d'absence de la politique⁴⁹². « Tant que ne s'ouvrira pas un espace pour que les

⁴⁹⁰Alain Bertho, *Le temps des émeutes*, Paris, Bayrrd, 2009, p.231

⁴⁹¹ C'est la politisation par intermédiation, selon Myriam Aït-Aoudia, « Des émeutes à une crise politique : les ressorts de la politisation des mobilisations en Algérie en 1988 », *op cit*.

⁴⁹²Alain Bertho, *Op cit*, p.232

nouvelles classes populaires deviennent un acteur politique, nous resterons confrontés à ce genre de révolte », estime Denis Merklen⁴⁹³.

L'avènement du *Hirak* en février 2019 marque un changement de répertoire de l'action collective. Les revendications purement pacifiques et politiques de ce mouvement et la demande d'un changement radical du système politique viennent confirmer *a contrario* le caractère politique de l'émeute en Algérie.

L'avènement de la démocratie, le respect des libertés individuelles et collectives, l'instauration d'une justice libre et d'une presse indépendante, étant les aspirations essentiellement exprimées à travers les marches hebdomadaires, reflètent la volonté des Algériens d'aller vers un système démocratique en alternative à un système qualifié d'autoritaire et de totalitaire.

Le recul du nombre d'émeutes enregistrées dans les wilayas d'Alger et de Tizi Ouzou depuis 2019 vient affirmer l'existence d'une continuité entre ces deux formes de l'action collective. Peut être également considérée comme continuité, la demande de respect et de dignité exprimée à travers ces deux actions collectives pourtant si divergentes. Il s'agit d'une manière de réclamer la reconnaissance d'une citoyenneté, et la jouissance par le peuple, de tous les droits qui en découlent.

Ceci mène à conclure de la nécessité d'une volonté politique forte, non pas pour empêcher l'émeute, mais pour lutter contre le déni de justice et l'instrumentalisation des revendications de la rue, plus que jamais espace des « sans voix ». Ceci passe inévitablement par l'instauration d'un Etat de droit.

L'écriture de cette thèse s'achève au moment où près d'une cinquantaine de citoyens algériens ont perdu la vie près des côtes espagnoles, parmi lesquels des femmes, des enfants et des nourrissons. Face à l'essoufflement du *Hirak* et la multiplication des arrestations de ses militants, auxquelles vient s'ajouter une gestion catastrophique d'une crise sanitaire, le chiffre des *harragas* avoisine 1000 personnes les dernières 72heures⁴⁹⁴, ce qui témoigne du sentiment de frustration et du désespoir qui s'empare de la jeunesse algérienne en quête d'un avenir meilleur.

Ces données montrent que ce phénomène est une action entreprise collectivement et concerne toutes les villes d'Algérie, avec ce qu'elle peut engendrer comme conséquences, tout comme

⁴⁹³ Denis Merklen, « Paroles de pierre, images de feu. Sur les évènements de novembre 2005 », *Mouvements*, vol. no 43, no. 1, 2006, pp. 131-137.

⁴⁹⁴ Selon le Centre international de l'identification des migrants disparus (CIPIMD)

l'émeute où le passage à la violence expose les émeutiers à des poursuites pénales, des blessures, et même la mort. Ainsi, l'Etat doit accorder un intérêt particulier à la récurrence de ces phénomènes, et se donner les moyens nécessaires à la compréhension de ces actions collectives, notamment par une demande d'études sérieuses auprès des laboratoires de recherche universitaire concernés.

Références bibliographiques

➤ Ouvrages et articles

Abbaci Nacer, « Traitement du chômage en Algérie. Des politiques publiques d'aide à l'emploi aux solidarités familiales », *L'Etat face aux débordements du social au Maghreb*, Catusse Myriam, Destremau Blandine et Verdier Eric (dir.), Paris, Karthala, 2009, P94-127

Abdennour Ali Yahia, *Algérie, combat pour la dignité : l'avocat des droits de l'homme témoigne*, Paris, Riveneuve, 2007.

Abderrahmane Moussaoui, « La politique de l'injure. Une décennie meurtrière en Algérie », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, juin 2004, p164-179.

Addi Lahouari, *l'Algérie et la démocratie : pouvoir et crise du politique dans l'Algérie contemporaine*, La Découverte, 1994

Addi Lahouari, *Les mutations de la société algérienne. Famille et lien social dans l'Algérie contemporaine*, Paris, La Découverte, 1999

Aggoun Lounis et Rivoire Jean-Baptiste, *Françalgérie, crimes et mensonges d'États*, La Découverte, Paris, 2005

Aït-Aoudia Myriam « *Des émeutes à une crise politique : les ressorts de la politisation des mobilisations en Algérie en 1988* », Politix, vol. 112, no. 4, 2015, pp. 59-82.

Alilat Farid, Hadid Shéhérazade, *Vous ne pouvez pas nous tuer Nous sommes déjà morts L'Algérie embrasée*, éditions1, Paris, 2002.

Ariès Philippe, *L'Enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, Paris, Plon, 1960.

Arnaud Lionel, Guionnet Christine (sous la direction de), *Les frontières du politique : Enquêtes sur les processus de politisation et de dépolitisation*. Nouvelle édition [en ligne] Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2015.

Avenel Cyprien, *Sociologie des « quartiers sensibles »*, Paris, Armand Colin, 2004

Avenel Cyprien, « Les émeutiers de la politique de la ville » Des espoirs d'intégration aux désespoirs d'insertion, *Mouvement*, 2006/2 no 44, p.36-44

Bantigny Ludivine, *Révolution*, Anamosa, Paris, 2019

Bardet Jean-Pierre. « Edward Shorter, Naissance de la famille moderne », 1977. In. *Annales de démographie historique*, 1978. La mortalité du passé. pp. 428-436.

Bayart Jean-François. *L'énonciation du politique*. In : *Revue française de science politique*, 35^e année, n°3, 1985. pp. 343-373.

Beaugé Florence, *Algérie des années 2000. Vie politique, vie sociale et droits de l'homme*, Paris, Cygne, 2008.

Belakhdar Naoual, « L'éveil du Sud » ou quand la contestation vient de la marge. Une analyse du mouvement des chômeurs algériens », *Politique africaine*, vol. 137, no. 1, 2015, pp. 27-48.

Belkaid Akram « L'Algérie, une exception en marge du « printemps arabe » ? », *Les Cahiers de l'Orient*, vol. 107, no. 3, 2012, pp. 141-150.

Belkaid Akram, *Un regard calme sur l'Algérie*, Seuil, Paris, 2005.

Benabou-Kirane Fatiha, « Séparation des pouvoirs revisitée et le droit positif en Algérie », Congrès mondial des constitutionalistes, Mexico, décembre 2010, p.3-4.

Benali Radjia, « Education familiale en Algérie entre tradition et modernité », *Insaniyat*, 29-30 | 2005, 21-33

Benamar Kenza, « D'une violence à une autre. Etude des pratiques et discours des violences dans la société algérienne », *Emeutes et mouvements sociaux au Maghreb* sous la direction de Didier Le Saout et Marguerite Rollinde, p326-338

Benchikh Madjid, *Algérie système politique militarisé*, L'Harmattan, Paris, 2003.

Benguerba Maâmar, *L'Algérie en péril. Gouvernance, hydrocarbures et devenir du sud*, l'Harmattan, 2006

Bennadji Chérif, « Algérie : la fin de la crise politique ? », *L'Année du Maghreb* [En ligne], I | 2004, mis en ligne le 08 juillet 2010.

Bertho Alain, « Émeutes sur internet : montrer l'indicible ? », *Journal des anthropologues*, 2011, 126-127.

Bertho Alain, « Nous n'avons vu que des ombres », *Mouvements*, vol. no 44, no. 2, 2006, pp. 26-30

Bertho Alain, *Le temps des émeutes*, Paris, Bayard, 2009.

Bouaouina Nora, « Alger à travers sa « houma » : Formation et déformation des espaces identitaires communautaires de quartier », *Esprit Critique*, 2007 - Vol. 10, N° 01

Bourdieu Pierre, *Sociologie de l'Algérie*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001

Bourrat Flavien. « L'armée algérienne : un État dans l'État ? », *Les Champs de Mars*, vol. 23, no. 1, 2012, pp. 21-37.

Brahimi El Mili Nawfel., *Histoire secrète de la chute de Bouteflika*, Paris, l'Archipel, 2020.

Bully David, « Gérard Mauger, Âges et générations », Lectures [En ligne], Les comptes rendus, mis en ligne le 07 mai 2015. URL : <http://journals.openedition.org/lectures/17940>

Camau Michel, Sociétés « civiles réelles » et téléologie de la démocratisation, *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol, n°2, 2002

Chabani Hamid, *Le printemps noir de 2001 en Kabylie. Le cas de la coordination communale d'Aïn-Zaouia*, Paris, L'Harmattan, 2011

Chaker Salem, « La voie étroite : l revendication berbère entre culture et politique », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, Paris, Editions du CNRS, n° XXVIII, p281-296.

Chalabi El Hadi, *La presse algérienne au-dessus de tout soupçon*, Alger, Hina-Yas, 1999

Champagne Patrick, « La construction médiatique des "malaises sociaux" », Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 90, décembre 1991, pp. 64-76

Coavoux Samuel, « Karl Mannheim, Le problème des générations », Lectures [En ligne], Les comptes rendus, mis en ligne le 25 juillet 2011.

URL <http://journals.openedition.org/lectures/6081>.

Cote Marc, L'urbanisation en Algérie : idées reçues et réalités, travaux de l'institut de Géographie de Reims, n°85-86, 1993, pp 59-72

Deville Julie, « Jeunes filles « invisibles » dans les quartiers populaires », *Espaces et sociétés*, 2007/12-129 n°1-2, p.39-53.

Didier Lapeyronnie, « Révolte primitive dans les banlieues française Essai sur les émeutes de l'automne 2005, *Déviance et Société*, 2006/4 Vol. 30 | pages 431 à 448

Djabi Nacer, *Pourquoi le printemps algérien a tardé ?* Alger, Chihab, 2012.

Dollé Jean Paule « Politique de la peur », Lignes, vol. 15, no. 3, 2004, pp. 109-118

Doumane Saïd, « Tizi-Ouzou : historique d'un col et son urbanisation », *Insaniyat* 54 | 2011, 13-29.

Dubet François, « A propos de la violence et des jeunes », *Cultures et conflits*, 6, 1992, p. 7-24.

Dubet François, *La galère : jeunes en survie*, Paris, Fayard, 1987

Dufresne Aubertin Laurence, « Revendications morales et politiques d'une révolte. Les émeutes du Mzab en Algérie (2013-2015) », *L'Année du Maghreb*, 16 | 2017, 209-222.

Fates Youcef, Les mots du stade : modalité inédite d'expression politique de la jeunesse algérienne ? Ouvrages du CRASC, 2013

Garçon José, « Un régime opaque et corrompu, habité d'un profond mépris du peuple », Hirak en Algérie. L'invention d'un soulèvement, (dir) Omar Benderra, François Gèze, Rafik Labdjaoui et Salima Mellah, Paris, La fabrique, 2020, p33-48.

George Pierre, *Sociologie et géographie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1966, p35

Géze Francois, « *Françalgérie : sang, intox et corruption* », *Mouvements*n°21-22, mai 2002, p63-73.

Ghouati Ahmed, « Entre nation et tribus : diversité culturelle et linguistique en Algérie », In Cohen James et al. (Dir.), 2009, *Citoyenneté et diversité*, Clermont-Ferrand : Presses universitaires Blaise-Pascal, 283-304

Gurr Ted, *Why Men Rebel*. Princeton, Princeton University Press. 1970

Hachmaoui Mohammed, « la corruption politique en Algérie : l'envers de l'autoritarisme », *Esprit*, Juin 2011, p111-135.

Hadjadj Djilali, « violence et corruption : cas de l'Algérie », *Bulletin de l'APAD* 25/2003.

Hadj-Moussa Ratiba, « Singularité, vie en commun et télévision par satellite en Algérie », *Cahiers d'études africaines* 2006/2 (n° 182), p. 389-416.

Hadj-Moussa Ratiba, et Sophie Wahnich. « Les émeutes : contestation de la marge ou la marge de la contestation ? », *L'Homme & la Société*, vol. 187-188, no. 1-2, 2013, pp. 9-14

Haraoubia Imane, « La qualité du logement social en Algérie, Regard sur les ouvrages de gros-Œuvre », Ecole nationale supérieure d'architecture de Marseille. 2016, pp45-51

Harbi Mohammed, *Le F.L.N. mirage et réalité. France*, Éditions J.A., 1980

Heinich Nathalie, *La sociologie de Norbert Elias*, Paris, La Découverte, 2002.

Ilikoud Ouali, « Le printemps berbère et Octobre 88. Analyse comparée de deux mouvements », *Emeutes et mouvements sociaux aux Maghreb*, p.138

JAZOULI Adil, « *Les Années-banlieues* », Paris, Le Seuil, 1992, p.203

Joly Danièle, *L'émeute - Ce Que La France Peut Apprendre Du Royaume – Uni*, Paris, Denoël, 2007.

Khaled Nezzar, *Mémoires du général Khaled Nezzar* préface de Ali Haroun, Editions Chihab,2000.

Khattar AbouDiab, Rouadjia Ahmed. « Grandeur et décadence de l'État algérien », *Politique étrangère*, 1994, vol. 59, n° 3, p. 883.

Khelil Mohand, Kabyles en France, un aperçu historique. *Hommes & Migrations*, 1994 1179 pp.12-18

Kokoreff Michel « Les émeutiers de l'injustice », *Mouvements*, vol. no 44, no. 2, 2006, pp. 13-25

Kokoreff Michel, *La force des quartiers : De la délinquance à l'engagement politique*, Paris, Payot, 2003

Kokoreff Michel, Lapeyronnie Didier, *Refaire la cité. L'avenir des banlieues*, Paris, Seuil, 2013, p.25

Kokoreff Michel, *Sociologie des émeutes*, Paris Payot, 2008

Kokoreff Michel, *Violence policières, généalogie d'une violence d'Etat*. Textuel, Paris 2020

Lacoste-Dujardin Camille, « Géographie culturelle et géopolitique en Kabylie La révolte de la jeunesse kabyle pour une Algérie démocratique », *Hérodote* 2001/4 (N°103), p. 57-91.

Lagrange Hugues, « Émeutes, ségrégation urbaine et aliénation politique », *Revue française de science politique*, vol. 58, no. 3, 2008, pp. 377-401.

Lagrange Hugues, Oberti Marco. *Émeutes urbaines et protestations. Une singularité française*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), 2006

Lakehal Mokhtar, *Algérie, de l'indépendance à l'état d'urgence*, Paris, L'Harmattan, 1992

Lapeyronnie Didier, « Révolte primitive dans les banlieues françaises. Essai sur les émeutes de l'automne 2005 », *Déviance et Société*, vol. vol. 30, no. 4, 2006, pp. 431-448.

Le Goaziou Véronique, Mucchielli Laurent (dir.), « Quand les Banlieues brûlent ... Retour sur les émeutes de novembre 2005 », Paris, La Découverte, 2007.

Le Goff, Jean-François. « La stigmatisation des familles monoparentales. Thérapie familiale dans des quartiers dits « difficiles » », *Dialogue*, vol. 194, no. 4, 2011, pp. 45-56.

Le Saout Didier, Rollinde Marguerite, (Dir), *Emeutes et mouvements sociaux au Maghreb. Perspective comparée*. Paris, Karthala, 1999.

Liverani Andrea, *Civil Society in Algeria*, Routledge, New York, 2008

Madani Mohamed, « Villes algériennes. Entre panne de projet et urbanisme de fait », *NAQD* 2002/1 (N° 16), p. 9-25.

Madjid Benchikh, « Les obstacles au processus de démocratisation en Algérie » *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 1992, 65 pp. 106-115

Martin Olivier, *L'enquête et ses méthodes*, Paris, Armand Colin, 2007

Mauger Gérard, *L'émeute de Novembre 2005. Une révolte protopolitique*, Paris, La Croquant, 2006

Mebtoul Mohamed, « La hogra au quotidien », *Confluences Algérie*, n°1, Oran, automne 1997.

Mebtoul Mohamed, « Le mouvement social algérien du 22 février 2019 : profondeur et puissance au cœur de l'espace public », *Revue des sciences sociales de l'université d'Oran* 7/2019, 39-52.

Merklen Denis, « Paroles de pierre, images de feu. Sur les évènements de novembre 2005 », *Mouvements*, vol. no 43, no. 1, 2006, pp. 131-137.

Montousse Marc et Renouard Gilles, *100 fiches pour comprendre la sociologie*, Bréal, Rosny, 2009

Mucchielli Laurent, « Émeutes », *Sens-Dessous*, vol. 11, no. 1, 2013, pp. 3-12.

Musette Mhamad Saib, « La jeunesse et la violence urbaine en Algérie », *Emeutes et mouvements sociaux au Maghreb* sous la direction de Didier Le Saout et Marguerite Rollinde, p314-325.

Naceur Farida et Farhi Abdellah, « Les zones d'habitat urbain nouvelles en Algérie : inadaptabilité spatiale et malaises sociaux. Cas de Batna », *Insaniyat* 22 | 2003, 73-81.

Neveu Erik, « 12. Médias et protestation collective », Eric Agrikoliansky éd., Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines. *La Découverte*, 2010, pp/245-264

Oberschall Anthony, *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs, Printice-Hall, 1973

Omar Benderra, François Gèze, Rafik Lebdaoui, Salima Mellah (dir.), *Hirak en Algérie. L'invention d'un soulèvement*, Paris, La Fabrique éditions, 2020.

Peralva Angelina, Macé Eric. Médias et violences urbaines en France : Étude exploratoire sur le travail des journalistes, 1999.

Piettre Alexandre, « Les grandes « émotions » de novembre 2005. Perspectives pour un résistible nouvel échec politique à gauche », *Mouvements*, vol. no 43, no. 1, 2006, pp. 122-130.

Ravenel Bernard cité par *Armée et pouvoir : Algérie, Maroc, Tunisie, Libye, ex-Yougoslavie, Liban, Turquie, Grèce*, l'Harmattan, 1999.

Rea Andrea, « Les émeutes urbaines : causes institutionnelles et absence de reconnaissance », *Déviance et Société*, vol. 30, no. 4, 2006, pp. 463-475.

Roché Sébastien, *Le frisson de l'émeute : Violences urbaines et banlieues*, Paris, Seuil, 2010.

Rocherieux Julien, « L'évolution de l'Algérie depuis l'indépendance », Sud/Nord, 2001/1 (no 14), p. 27-50.

Salhi Fatma, Pouvoir, acteurs locaux et habitat : Annaba El-Hadjar (Algérie), Annuaire de l'Afrique du Nord, Centre national de la recherche scientifique ; Centre de recherches et d'études sur les sociétés méditerranéennes (CRESM) (éds.), Paris, Editions du CNRS, 1988, pp. 153-164

Sayad Abdelmalek, « Aux origines de l'émigration kabyle ou montagnarde », *Hommes & Migrations* 1179, 1994, pp. 6-11.

Seba, Rabeh L'exigence de rupture est portée par les différentes catégories sociales, devenues acteurs politiques incontournables, Revue des sciences sociales de l'université d'Oran7/2019, p 63-66

Souiah Farida, « Les harragas algériens », *Migrations Société*, 2012/5 (N° 143), pp. 105-120.

Stébé Jean-Marc, Marchal Hervé, « Appréhender, penser et définir la ville », La sociologie urbaine, Paris, Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », 2010

Stora Benjamin, « La différenciation entre le F.L.N. et le courant messaliste (été 1954-décembre 1955). Contribution à l'histoire intérieure de la révolution algérienne, *Cahiers de la Méditerranée*, 1983, 26 pp. 15-82

Tridi Rachid, *L'Algérie en quelques maux ou L'autopsie d'une anomie*, Paris, l'Harmattan, 1992.

Wiewiora Michel, *Sociologue sous tension, entretien avec Julien Ténédos*, Editions Au lieu d'être, 2006.

➤ Rapport et sources secondaires

Annuaire statistique de la wilaya de Tizi Ouzou, année 2016.

Anthropologie du présent : <https://berthoalain.com/>

Benjamin Stora, Quand l'Histoire percute l'actualité : Les manifestations algériennes du 11 décembre 1960 à Alger. <https://benjaminstora.univ-paris13.fr/>

Contribution d'Algeria Watch sur le rapport de la commission européenne concernant les populations déplacées à l'intérieur du pays. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels Algérie : Les déplacements de population : Un drame occulté.

Fatma Oussedik, professeur de sociologie dans un entretien donné au magazine féminin Dziriya.net, La famille algérienne subit des changements profonds, <http://www.dziriya.net/societe/article.php?p=2329>

Journée d'étude du CRASC « À propos des violences urbaines-quelle sociologie pour quel traitement ». <http://elhadichalabi.free.fr/elements/pdf/violences%20urbaines%20addi.pdf>

Mohammed Harbi, La Guerre d'Algérie a commencé à Sétif. Le Monde diplomatique, mai 2005.

Office national des statistiques <https://www.ons.dz/>

Rachid Chaker, Chronologie du « printemps berbère », « Journal des événements de Kabylie (mars-mai 1980) », *Les temps modernes* n°432-433, juillet-août 1982, pp383-436.

Rapport préliminaire de la Commission nationale d'enquête sur les événements de Kabylie. (Juillet 2001)

Rapport d'Hélène Flautre Députée européenne – les Verts/Ale – Vice-Présidente de la délégation Maghreb du Parlement européen Rédigé en collaboration avec Claude Taleb Juin 2001 Groupe des Verts-Ale au Parlement européen

Rapport alternatif au rapport présenté par l'Algérie devant le Comité des Nations Unies sur les Droits économiques, sociaux et culturels. Violation des droits économiques, sociaux et culturels, Une population précarisée n° 319, Novembre 2001

➤ Reportages et émissions

Amine Kabbes, « SOS Bab El Oued, une association de proximité »
<https://www.youtube.com/watch?v=FF2NKgUWBuI&t=29s>

Berbère télévision, Hommage à Massinissa Guermah Avril 2018.
https://www.youtube.com/watch?v=_rnXOBrzqsU&t=768s

Hymne Hirak « La casa del mouradia »,
<https://www.youtube.com/watch?v=TYzF6y8VntQ&t=36s>

Ludivine Barthigny Révolution
<https://www.youtube.com/watch?v=uxgiW9Dp5-s&t=56s>

Michel Kokoreff dans La Midinale, Regards.
<https://www.youtube.com/watch?v=QjCfgwiRKh0&t=128s>

Philippe Ariès, la famille à travers les âges, France culture (rediffusion), les nuits de France Culture, le 17-02-2019

Annexes

Annexe 1 : données statistiques sur les émeutes

Ville	Durée	Mois	Année	Origine
Tizi Ouzou	1j	Janv	A2021	Sport
Alger	1j	Mai	A2021	Politique
Alger	1j	Fevr	A2021	Sport
Tizi Ouzou	1j	Oct	A2020	Politique
Tizi Ouzou	1j	Juin	A2020	Politique
Alger	1j	Fev	A2020	Politique
Alger	1j	Oct	A2020	Politique
Alger	1j	Février	A2019	Politique
Alger	1j	Mars	A2019	Politique
Alger	1j	Mars	A2019	Politique
Alger	1j	Avr	A2019	Politique
Alger	1j	Avr	A2019	Politique
Alger	1j	Nov	A2019	Politique
Alger	1j	Dec	A2019	Politique
Alger	1j	Dec	A2019	Politique
Tizi Ouzou	1j	Dec	A2019	Politique
Alger	1j	janvier	A2018	Sécuritaire
Alger	1j	Sept	A2018	Sécuritaire
Alger	1j	Nov	A2018	Sport
Alger	1j	Nov	A2018	Sport
Tizi Ouzou	1j	Janv	A2018	Sécuritaire
Tizi Ouzou	1j	Juil	A2018	Soc-éco
Tizi Ouzou	1j	Nov	A2018	Sport
Tizi Ouzou	1j	Dec	A2018	Politique
Tizi Ouzou	1j	Juin	A2017	Politique
Tizi Ouzou	1j	Juin	A2017	Politique
Tizi Ouzou	2j	Juin	A2017	Politique
Tizi Ouzou	1j	Juil	A2017	Soc-éco
Alger	1j	Janv	A2017	Soc-éco
Tizi Ouzou	1j	Juin	A2016	Politique
Tizi Ouzou	1j	Juin	A2016	Soc-éco
Tizi Ouzou	1j	Juin	A2016	Politique
Tizi Ouzou	1j	Juin	A2016	Politique
Tizi Ouzou	1j	Août	A2016	Sport
Tizi Ouzou	plusj	Nov	A2016	Sécuritaire
Alger	2j	Mars	A2016	Sport
Alger	1j	Juil	A2016	Sécuritaire
Alger	1j	Août	A2016	Sport
Alger	1j	Août	A2016	Sport

Alger	1j	Nov	A2016	Soc-éco
Alger	1j	Dec	A2016	Soc-éco
Alger	1j	Avril	A2016	Sport
Tizi Ouzou	1j	Juin	A2016	Politique
Tizi Ouzou	1j	Juin	A2016	Soc-éco
Tizi Ouzou	1j	Juin	A2016	Politique
Tizi Ouzou	1j	Juin	A2016	Politique
Alger	1j	Juil	A2016	Sport
Alger	1j	Juil	A2016	Soc-éco
Alger	1j	Mai	A2016	Sport
Tizi Ouzou	1j	Juin	A2016	Politique
Tizi Ouzou	1j	Juin	A2016	Soc-éco
Tizi Ouzou	1j	Juin	A2016	Politique
Tizi Ouzou	1j	Juin	A2016	Politique
Alger	1j	Juil	A2016	Sport
Alger	1j	Déc	A2015	Soc-éco
Alger	1j	Déc	A2015	Soc-éco
Tizi Ouzou	1j	Août	A2015	Soc-éco
Alger	1j	Mai	A2015	Soc-éco
Tizi Ouzou	2j	Mars	A2015	Politique
Alger	1j	Janv	A2015	Politique
Alger	1j	Déc	A2014	Soc-éco
Alger	1j	Oct	A2014	Politique
Alger	1j	Août	A2014	Soc-éco
Tizi Ouzou	1j	Juin	A2014	Soc-éco
Tizi Ouzou	2j	Avril	A2014	Politique
Tizi Ouzou	1j	Mars	A2014	Politique
Alger	plusj	Déc	A2013	Soc-éco
Tizi Ouzou	1j	Déc	A2013	Soc-éco
Alger	1j	Nov	A2013	Bandes rivales
Tizi Ouzou	1j	Nov	A2013	Soc-éco
Tizi Ouzou	1j	Oct	A2013	Bandes rivales
Tizi Ouzou	1j	Oct	A2013	Soc-éco
Tizi Ouzou	1j	Oct	A2013	Soc-éco
Tizi Ouzou	1j	Août	A2013	Politique
Tizi Ouzou	1j	Juin	A2013	Soc-éco
Tizi Ouzou	1j	Juil	A2013	Soc-éco
Tizi Ouzou	1j	Mai	A2013	Politique
Alger	1j	Avril	A2013	Soc-éco
Tizi Ouzou	1j	Fév	A2013	Sécuritaire
Tizi Ouzou	1j	Fév	A2013	Soc-éco
Tizi Ouzou	1j	Déc	A2012	Politique
Tizi Ouzou	1j	Déc	A2012	Soc-éco

Tizi Ouzou	1j	Nov	A2012	Soc-éco
Tizi Ouzou	2j	Oct	A2012	Politique
Alger	1j	Août	A2012	Soc-éco
Tizi Ouzou	1j	Août	A2012	Sécuritaire
Alger	1j	Août	A2012	Soc-éco
Tizi Ouzou	1j	Juil	A2012	Soc-éco
Alger	1j	Juil	A2012	Politique
Tizi Ouzou	1j	Avril	A2012	Sécuritaire
Tizi Ouzou	plusj	Juin	A2012	Sécuritaire
Tizi Ouzou	2j	Avril	A2012	Sport
Alger	1j	Mars	A2012	Sécuritaire
Alger	1j	Mars	A2012	Soc-éco
Tizi Ouzou	1j	Mars	A2012	Sécuritaire
Tizi Ouzou	1j	Mars	A2012	Sport
Tizi Ouzou	1j	Fév	A2012	Soc-éco
Alger	1j	Janv	A2012	Sécuritaire
Alger	1j	Janv	A2012	Soc-éco
Tizi Ouzou	1j	Déc	A2011	Bandes rivales
Alger	1j	Déc	A2011	Bandes rivales
Alger	1j	Déc	A2011	Soc-éco
Alger	2j	Nov	A2011	Bandes rivales
Alger	1j	Oct	A2011	Soc-éco
Alger	1j	Sept	A2011	Soc-éco
Alger	1j	Sept	A2011	Politique
Alger	1j	Sept	A2011	Soc-éco
Tizi Ouzou	1j	Sept	A2011	Sécuritaire
Alger	1j	Sept	A2011	Soc-éco
Tizi Ouzou	1j	Août	A2011	Soc-éco
Alger	plusj	Sept	A2011	Soc-éco
Tizi Ouzou	1j	Oct	A2011	Soc-éco
Alger	1j	Juin	A2011	Soc-éco
Alger	1j	Juin	A2011	Soc-éco
Alger	1j	Juin	A2011	Politique
Alger	1j	Mai	A2011	Soc-éco
Alger	1j	Mai	A2011	Sport
Alger	1j	Mai	A2011	Sport
Alger	1j	Mai	A2011	Politique
Alger	1j	Avril	A2011	Soc-éco
Alger	2j	Avril	A2011	Politique
Tizi Ouzou	1j	Avril	A2011	Soc-éco
Alger	1j	Mars	A2011	Soc-éco
Alger	1j	Mars	A2011	Politique

Alger	1j	Mars	A2011	Soc-éco
Alger	1j	Mars	A2011	Soc-éco
Alger	1j	Mars	A2011	Soc-éco
Alger	1j	Mars	A2011	Soc-éco
Alger	1j	Mars	A2011	Soc-éco
Alger	3j	Mars	A2011	Soc-éco
Alger	1j	Fév	A2011	Politique
Alger	1j	Fév	A2011	Soc-éco
Tizi Ouzou	2j	Janv	A2011	Soc-éco
Alger	2j	Janv	A2011	Soc-éco
Alger	2j	Déc	A2010	Soc-éco
Alger	3j	Déc	A2010	Soc-éco
Alger	1j	Nov	A2010	Soc-éco
Alger	1j	Sept	A2010	Soc-éco
Alger	1j	Sept	A2010	Soc-éco
Alger	1j	Oct	A2010	Soc-éco
Alger	1j	Fév	A2010	Soc-éco
Alger	1j	Oct	A2010	Soc-éco
Tizi Ouzou	1j	Août	A2010	Bandes rivales
Alger	1j	Juil	A2010	Soc-éco
Alger	1j	Juin	A2010	Bandes rivales
Tizi Ouzou	plusj	Mai	A2010	Soc-éco
Alger	1j	Mars	A2010	Soc-éco
Alger	1j	Mars	A2010	Soc-éco
Tizi Ouzou	1j	Janv	A2010	Soc-éco
Alger	1j	Fév	A2010	Politique
Tizi Ouzou	1j	Nov	A2009	Soc-éco
Alger	1j	Déc	A2009	Soc-éco
Alger	1j	Oct	A2009	Bandes rivales
Alger	plusj	Oct	A2009	Soc-éco
Tizi Ouzou	1j	Oct	A2009	Soc-éco
Alger	1j	Août	A2009	Bandes rivales
Tizi Ouzou	1j	Mars	A2009	Sécuritaire
Tizi Ouzou	1j	Sept	A2009	Sécuritaire
Alger	1j	Mai	A2008	Sport
Alger	1j	Mars	A2008	Soc-éco
Tizi Ouzou	1j	Mars	A2008	Soc-éco
Alger	2j	Mars	A2006	Sécuritaire
Alger	1j	Fev	A2006	Sécuritaire
Alger	1j	Jan	A2005	Soc-éco
Alger	1j	Jan	A2005	Sécuritaire
Alger	1j	Jan	A2005	Soc-éco

Tizi Ouzou	plusj	Sept	A2005	Sécuritaire
Alger	1j	Oct	A2004	Sécuritaire
Alger	1j	Sept	A2004	Sécuritaire
Alger	1j	Aout	A2004	Soc-éco
Tizi Ouzou	jj	Avril	A2004	Politique
Tizi Ouzou	1j	Mars	A2003	Politique
Tizi Ouzou	1j	Février	A2003	Sécuritaire
Tizi Ouzou	plusj	Mai	A2002	Politique
Tizi Ouzou	plusj	Mars	A2002	Politique
Tizi Ouzou	1j	Juin	A2002	Politique
Tizi Ouzou	plusj	Avril	A2002	Politique
Tizi Ouzou	1j	octobre	A2002	Sécuritaire
Tizi Ouzou	plusj	Avril	A2001	Sécuritaire
Tizi Ouzou	plusj	Mai	A2001	Politique
Alger	1j	Juin	A2001	Politique
Tizi Ouzou	plusj	Juin	A2001	Politique

Annexe 2 : caractéristiques des émeutiers

Sujet et date d'entretien	Âge et situation professionnelle 2001	Âge et situation professionnelle en 2011	Âge au moment de l'entretien
Youyou	17 ans, Lycéen		33 ans Délégué médical
Said	18 ans, Chômeur		33 ans commerçant
Rabie	21 ans, Etudiant		36 ans Ingénieur en automatique
Didine		17 ans, Chômeur	22 ans formation professionnelle
S.		21 ans, Chômeur	25 ans, Chômeur
Samir		18 ans, Lycéen	23 ans, étudiant
Hamid, mars 2015		22 ans, chômeur	27 ans, chômeur
Azzedine, mars 2016		21 ans, étudiant	26 ans, Diplômé chômeur
Ali, mars 2015	23 ans, Etudiant en sciences éco		37 ans, commerçant
Mohand			34 ans, commerçant
Juba		21 ans, étudiant	26 ans, chômeur
Massi	20 ans chômeur		35 ans, électricien
Hocine	21 ans chômeur		36 ans, chauffeur de Taxi
Haçène		19 ans, chômeur	24 ans, chômeur
Said, juin 2016	16 ans lycéen		31 ans, technicien info
Ahcène, sept 2016	21 ans, étudiant		36 ans, gérant d'entreprise de déménagement
Malik, mars 2015	21 ans chômeur		36 ans entraîneur d'arts martiaux
Rachid, avril 2015	17 ans Lycéen		32 ans, chauffeur de taxi
Sofiane avril 2015		20 ans, chômeur	25 ans, mécanicien
Kamel Avril 2015		19 ans, vendeur à l'étalage	24 ans, vendeur à l'étalage
Kheireddine avril 2015		25 ans, Chômeur	29 ans, chauffeur de bus dans le privé
Omar		25 ans, vendeur à l'étalage	30 ans, chômeur
Abderrahmane, 2016		21 ans, vendeur à l'étalage	26 ans, vendeur à l'étalage
Nacer, sept 2016		25 ans Vendeur à l'étalage	30 ans, mécanicien
Fouad		21 ans, étudiant	26 ans, diplôme chômeur
Nacim, avril 2015		22 ans, serveur	27 ans travail dans le bâtiment
Mohamed		19 ans, chômeur	23 ans, chômeur
Amine		17 ans, Chômeur	22 ans, vendeur à l'étage
Khalil		19 ans, formation hôtellerie	24 ans, serveur restauration
Mahfoud mars 2015		22 ans, chômeur	26 ans, gardien de parking
Âge moyen	19.5	20.73	

Annexes 3 : liste des victimes des émeutes selon la date et le lieu

Nom et prénom	Date	Lieu
Guermah Massinissa	18/04/2001	Béni Douala
Belhouane Azzeddine	26/04/2001	LNI (*)
Aghadir Ahcène	27/04/2001	Azazga
Irchané Kamel	27/04/2001	Azazga
Malek Kamel	27/04/2001	Azazga
Mehadi Mustapha	27/04/2001	Azazga
Mouter sofiane	27/04/2001	Azazga
Djebbar Mourad	27/04/2001	Azazga
Sadet Youcef	27/04/2001	Azazga
Amghar Tahar	27/04/2001	Freha
Bouguerra Rachid	27/04/2001	Mâatka
Guendoud Amar	27/04/2001	Mâatka
Ouahab Rachid	27/04/2001	Mâatka
Heddad Hamza	27/04/2001	Ouadhias
Mokhtari Amar	27/04/2001	Ouadhias
Belkacem Mouloud	28/04/2001	LNI (*)
Belkacemi Djamel	28/04/2001	LNI (*)
Hamache Arezki	28/04/2001	LNI (*)
Kennache Aziz	28/04/2001	LNI (*)
Mokrab Oulbane	28/04/2001	LNI (*)
Alkama Djamel	28/04/2001	LNI (*)
Ben Salem Mourad	28/04/2001	LNI (*)
Ahmane Mourad	28/04/2001	Tizi Rached
Arkam Salem	28/04/2001	Boudjima
Harfi Mokrane	28/04/2001	Boudjima
Azouani Said	28/04/2001	Bouzeguène
Meziani M'Henni	28/04/2001	Bouzeguène
Raab Slimane	28/04/2001	Bouzeguène
Ait Aba née Ait Ouslimane Nadia	28/04/2001	Ain El Hammam
Nait Amara	28/04/2001	Ain El Hammam
Alouane Hocine	28/04/2001	Mekla
Hamened Youcef	28/04/2001	Mekla
Bouarab Samir	28/04/2001	Ouadhias
Sennour Boudjemâa	28/04/2001	Ouadhias
Feddi Lamara	28/04/2001	Ouadhias
Khorsi Hamza	28/04/2001	Ouadhias
Daïd Mebarek	28/04/2001	Irdjen
Laadlani Said	22/05/2001	Mâatka
Benaïssa Hamza	22/05/2001	Feraoun
Slimani Nafaâ	22/05/2001	Bouzeguène
Akkouche Abderhmane	28/05/2001	Tadmait

Hamidechi Mohamed	28/05/2001	Tadmait
Bayou Idir	28/05/2001	Tadmait
Boughrara Arezki	28/05/2001	DBK(**)
Hameg Nacer	28/05/2001	DBK(**)
Hamouda Mohamed	29/05/2001	Tadmait
Hanniche Hamid	31/05/2001	Alger
Becha Massinissa	14/06/2001	Alger
Cherat Ali	14/06/2001	Alger
Hettak Youcef	14/06/2001	Alger
Merzouki Arezki	14/06/2001	Alger
Naâmane Toufik	14/06/2001	Boumerdes
Lamini Samir	19/06/2001	LNI (*)
Didouche Ferhat	21/06/2001	DEM(***)
Khelfouni Kamal	21/06/2001	DEM(***)
Rihane Mohamed	26/03/2002	Fréha
Nait Lamara Mohand El Hocine	28/03/2002	Ain El Hammam
Yousfi Azzedine	29/03/2002	Ait Yenni
Tounsi Djamel	01/04/2002	Tigzirt

Annexe 4 : Plate-forme d'El Kseur 2001

Coordination Inter-Wilaya des Aarchs , Daira et Communes

PLATE FORME DE REVENDICATION D'EL KSEUR

Nous, représentants des wilaya de Tizi-Ouzou, Bgayet, Bouira, Boumerdes, Sétif, Bordj Bouaréridj, Alger et le Comité collégial des Universités d'Alger, réunis ce jour 11 juin 2001 à la maison de jeunes Moulay FERAOUN d'El Kseur (Bgayet), avons adopté la plate forme commune suivante:

- 1/ Pour la prise en charge urgente par l'Etat de toutes les victimes blessées et familles des martyrs de la répression durant les événements.
- 2/ Pour le jugement par les tribunaux civils de tous les auteurs, ordonnateurs et commanditaires des crimes et leur radiation des corps de sécurité et des fonctions publiques.
- 3/ Pour un statut de martyr à chaque victime de la dignité durant ces événements et la protection de tous les témoins du drame.
- 4/ Pour le départ immédiat des brigades de gendarmerie et des renforts des CRS
- 5/ Pour l'annulation des poursuites judiciaires contre tous les manifestants ainsi que l'acquittement de ceux déjà jugés durant ces événements.
- 6/ Arrêt immédiat des expéditions punitives, des intimidations et des provocations contre la population.
- 7/ Dissolution des commissions d'enquêtes initiées par le pouvoir.
- 8/ Satisfaction de la revendication Amazigh dans toutes ses dimensions (Identitaire, civilisationnelle, linguistique et culturelle) sans référendum et sans conditions et la consécration de Tamazight en tant que Langue Nationale et Officielle.
- 9/ Pour un Etat garantissant tous les droits socio-économiques et toutes les libertés démocratiques.
- 10/ Contre les politiques de sous développement, de paupérisation et de clochardisation du peuple Algérien.
- 11/ La mise sous l'autorité effective des instances démocratiquement élues de toutes les fonctions exécutives de l'Etat ainsi que les corps de sécurité.
- 12/ Pour un plan d'urgence socio-économique pour toute la région de Kabylie.
- 13/ Contre TAMHEQRANIT(HOGRA) et toute forme d'injustice et d'exclusion.
- 14/ Pour un réaménagement au cas par cas des examens régionaux pour élèves n'ayant pas pu les passer.
- 15/ Institution d'une allocation chômage pour tout demandeur d'emploi à hauteur 50% SNMG.

NOUS EXIGEONS UNE REPONSE OFFICIELLE, URGENTE ET PUBLIQUE
A CETTE PLATE FORME DE REVENDICATIONS.

ULACLVOT M'BLA LA PLATE FORME

ULAC SMAH ULAC LE CONIBAT CONTINUE

Annexe 5 : Entretien avec Kamel réalisé en avril 2015 à Alger

Age : 24 ans

Sexe : masculin

Lieu de résidence : Bab El Oued – ALGER

Profession : Chômeur (informel : vendeur à l'étalage)

Niveau d'instruction : enseignement moyen

Q1 : Comment faites-vous pour subvenir à vos besoins, puisque vous dites que vous êtes chômeur ?

Quand je peux je travaille. J'ai travaillé comme agent de sécurité dans une boîte privée, pour un salaire de 15 000 dinars (environ 100 euros). Qu'est-ce que je vais faire avec cette somme ? Ma famille et moi mangeons souvent la même chose, de la pomme de terre, mais cuisinée différemment. Je comprends parfaitement la gêne de mon père face à cette situation, je sais qu'il n'y ait pour rien, il a passé sa vie à travailler pour avoir une retraite médiocre... Je fais du mieux que je peux pour l'épauler. Il faut vraiment vivre cette situation pour comprendre ce sentiment qu'est en moi.

Il a du mal à boucler les mois. Le pauvre, je lis dans ses yeux cette honte qui le range surtout quand il est incapable de subvenir aux besoins de mes deux petites sœurs en matière de dépenses scolaires !».

J'ai vécu l'injustice en cherchant du travail, quand je voyais des jeunes de mon âge accéder au travail dans des usines mais pas moi parce que je ne connaissais personne qui puisse me pistonner. Puis avec la naissance de mes deux sœurs, nous étions 5 dans un F2, mais nous n'avions pas eu droit au logement, même si nous étions prioritaires que certains. Et j'en passe... je ne parler même pas de comment les policiers nous traitent, nous qui travaillons dans les marchés

Q2 : Pour quelle raison avez-vous quitté l'école très tôt ?

Pour plusieurs raisons, mon père n'avait pas les moyens qui lui permettaient de subvenir aux besoins de la famille, et puis il faut avouer que je n'avais pas un bon niveau (rires).

Naturellement, si on quitte l'école, la première chose à laquelle on pense c'est trouver du travail. Vous savez, nos conditions de vie étaient vraiment au-dessous de la moyenne. Je n'avais même pas la tête à réfléchir à une formation qui n'exigeait pas un certain niveau d'études tellement que je songeais uniquement à trouver un moyen pour nous tirer de cette situation.

Q3 : Vous avez quitté l'école pour travailler ?

Naturellement, si on quitte l'école, la première chose à laquelle on pense c'est trouver du travail. Vous savez, nos conditions de vie étaient vraiment au-dessous de la moyenne. Je n'avais même pas la tête à réfléchir à une formation qui n'exigeait pas un certain niveau d'études tellement que je songeais uniquement à trouver un moyen pour nous tirer de cette situation.

Q4 : Pouvez-vous me dire ce qui s'est passé en janvier 2011 ?

De grandes émeutes ont éclaté un peu partout en Algérie. Ils (les médias) disent que c'est à cause du sucre et de l'huile, alors que non.

Q5 : Pourquoi alors, vous avez voulu faire comme la Tunisie voisine ?

Non, mais pas du tout ! Enfin je parle pour moi et mes copains. On n'a pas réagit de la sorte pour faire partir Bouteflika, on sait que ça c'est une chose difficile (rires), car il faut beaucoup plus de moyens humains et la volonté de tous sans exception. En tout cas ce n'était pas notre but.

Q6 : Racontez-moi alors ce qui vous a poussé à l'émeute ce jour du 5 janvier 2011 ?

Il est vrai qu'à la base il y a eu quelques échauffourées ici et là je ne sais pas où mais ici sur Alger, par rapport justement à cette histoire d'augmentation des prix. Mais nous ce n'était pas ça.

L'après-midi, la police s'est très mal comportée avec un vendeur du marché des trois horloges, parce qu'ils veulent le fermer pour rénovation mais ils ne nous proposent pas d'aller ailleurs à ce moment-là. L'émeute est partie donc de ce quartier suite à l'agression, par des policiers en civil, d'un marchand ambulant. Nous sommes partis vers le siège de la sûreté nationale situé sur la place des trois horloges. Empêchés par les gaz lacrymogènes, et des tirs de sommation, nous avons vécu cela comme une agression de trop après ce qui s'était passé sur la place du marché. Pris de colère, nous avons saccagé un abribus pas loin de là. Et les renforts de police commencent à arriver, et ça devenait chaud ! Nous étions environs une quinzaine à nous

retrouver en haut de l'escalier vers le climat de France, alors que les policiers étaient en bas, nous avons allumés les feux d'artifices en direction de la police qui ripostait avec des bombes lacrymogènes. On jette tout ce qu'on trouve sur notre chemin pour barricader les rues avec (Bloc de béton, pneus sortis de je ne sais où, poubelles...), ou alors pour tenter d'atteindre les policiers. Tous les coins de Bab El Oued se sont embrasés. D'autres groupes de jeunes se sont enfui vers le boulevard Mira où ils ont affronté la police une bonne partie de la nuit. Ces échanges violents ont duré toute la soirée

Q7 : Comment s'est déroulée l'émeute ?

Il est clair qu'on doit s'organiser au risque de nous faire prendre en quelques minutes ! en fait, on se partage les tâches, je vous explique, certains d'entre nous se mettent aux avant-postes, ce sont eux qui affrontent les forces de l'ordre en utilisant toute sorte de projectiles, notamment les pierres. D'autres jeunes se chargent de préparer sur place des cocktails Molotov, pendant que d'autres alimentent les groupes en projectiles qu'ils ramassent ici et là. Nous restons mobilisés et vigilants durant toute la période d'affrontement, rien n'est laissé au hasard, puisque nous chargeons certains camarades de monter la garde sur les différents axes routiers qui desservent le lieu des émeutes pour éviter les mauvaises surprises (rires).

C'est donc, .. (Il me coupe encore)

En fait, notre réaction dépend de l'intensité de notre colère. Lorsqu'à l'origine de l'émeute, c'est un évènement grave qui s'est produit, nous sommes, alors, plus que jamais mobilisés ; nous pouvions également compter sur l'aide des familles qui alertaient les émeutiers d'une présence surprise des forces anti-émeute qui essaieraient de nous surprendre. Elles ont également abrité des émeutiers en fuite. Lorsque, par contre, l'évènement déclencheur est minime, les échauffourées tournent à des chamaillades, ce qui n'exclue pas l'obligation de protester.

Q8 : Vous étiez en compagnie de qui quand l'émeute a éclaté ?

Il y avait des vendeurs du marché, et des jeunes du quartier.

Q9 : Et y'avait un chef qui vous guidait ?

Non non, on s'est mis d'accord d'aller protester devant le siège de la police c'est tout

Q10 : Pourquoi vous avez agi dans la violence, vous auriez dû vous séparer et renouveler une autre action pacifique le lendemain ?

Il ne nous reste plus que l'émeute pour faire entendre notre mécontentement, notre sentiment d'avoir été délaissés par les politiques, et de n'avoir aucune autre façon d'exposer nos revendications. Tout cela nous pousse à bouger par nous-mêmes. Tu sors faire une manifestation pacifique, tu es réprimé, (comme le jour de l'émeute), tu es embarqué au commissariat, si t'es relâché t'es chanceux, parce qu'on risque de te coller une quelconque accusation. Nous le faisons de nous-mêmes car on ne croit plus aux représentants du peuple au niveau des institutions de l'Etat. Comment croire à des députés qui monnaient leur place sur les listes électorales ? Tout ça, non pas dans le but de représenter le peuple qui les a élus quel que soit le prix, mais dans le but de toucher un salaire de 300000 DA(environ 1800 euros, alors que le salaire moyen est d'environ 200 euros), sans parler des autres priviléges dont ils bénéficient et font bénéficier leurs proches ! Ce salaire est bien la seule motivation de plus de 90% des députés. Nos préoccupations sont leur dernier souci, ils en parlent que pour faire campagne, puis c'est très vite mis aux oubliettes, en revanche, nous continuons à vivre un quotidien difficile. Ces gens-là ne représentent qu'eux-mêmes ! D'ailleurs nous savons tous comment se passent les élections ici en Algérie. Elles sont loin de respecter les principes des scrutins démocratiques. La fraude est tellement présente qu'on ne sait même plus si le choix de ceux qui votent est vraiment respecté. Ces députés ne peuvent pas comprendre notre détresse, et nos aspirations

Q11 : Mais l'Etat a réagi en baissant les prix à nouveau, pourquoi vous avez continué à casser ?

Ils se trompent s'ils croient qu'il suffit de baisser le prix de l'huile et du sucre pour régler le problème. On veut avoir notre part du gâteau. Une infime partie des 150 milliards qui dorment dans les caisses de l'Etat. Qu'ils construisent des marchés dignes de ce nom pour que nous puissions travailler. Ce n'est pas une partie de plaisir pour nous qui faisons ce travail, nous le faisons parce qu'on ne trouve pas de travail. Il y a dans le marché des pères de familles qui ne peuvent se permettre de manquer un jour de marché. Attendre la rénovation du marché des trois horloges est impensable pour eux. C'est une question de survie. C'est la misère et la pauvreté qui nous poussent à installer des tables au marché, tout en étant convaincus que nous gêner et la circulation, et les commerçants de la place

Q12 : Comment expliquez-vous que les émeutiers s'attaquent à ce qui symbolise l'Etat ?

Vous savez, entre l'Etat et la jeunesse surtout, la rupture ne date pas d'hier ! Les jeunes n'ont plus confiance en leurs dirigeants, eux qui leur promettent des miracles à la veille de chaque échéance électorale, sans jamais tenir leurs promesses. Ils se sentent comme trahis par ceux qui sont censés leur assurer un niveau de vie acceptable ! C'est ce qui les pousse à réagir ainsi en essayant de détruire tout ce qui symbolise l'Etat.

Q13 : Comment se passe votre quotidien dans le quartier ?

« J'essaye de me faire une petite rentrée d'argent en vendant du linge de maison au marché. Sinon je retarde au maximum mon entrée à la maison, et le reste de mon temps, je le passe à roder dans le quartier et à discuter avec mes copains de tout et de rien en bas des immeubles. Nous abordant, pour la plupart du temps, « l'harga » (désigne la brûlure des frontières) et la vie à l'étranger pour nous évader de la dure réalité que nous vivons, de cette misère que nous subissons puisqu'on ne sent même pas l'odeur de l'argent des richesses du pays, notamment le pétrole

Q14 : Et pourquoi retardez-vous votre entrée à la maison ?

Parce que notre appartement est très petit, et je n'aime pas trop quand on se retrouve tous ensemble dans cette misère.

Q15 : Pourquoi cette situation à votre avis ?

Comment voulez-vous que nous ayons des logements alors que l'argent public, qui normalement sert à financer les projets de l'Etat qui visent à améliorer le quotidien des citoyens, est détourné ? Nous avons un pays envié par le monde entier pour ses grandes richesses naturelles, mais nous sommes quand même dans la pauvreté !! Vous savez pourquoi ? Pour que les haut placés (les dirigeants au pouvoir) s'enrichissent, enrichissent leurs familles et leur fidèles clients bien sûr ! Un simple citoyen ne perçoit rien de cette rente qui est colossale et tous les Algériens le savent. C'est ce sentiment d'injustice et de mépris qui nourrit la frustration et la rage qui nous pousse à l'émeute. L'émeute, parce que nous voulons tout casser pour dire à nos dirigeants que ce n'est pas en nous installant un équipement par ci et un autre par-là que notre vie sera améliorée. Notre misère reste la même : les postes de travail sont réservés à des connaissances, je rentre chez moi je ne mange même pas à ma faim, il faut laisser à mes frères et sœurs leur part, le peu qu'il y a, on est obligé de se le partager, alors qu'eux, ils s'offrent des

soirées et repas luxueux au club des pins !! Quand je vois mes parents dans l'incapacité de nous fournir le minimum, ça me frustre. Si on ne trouve pas un petit boulot dans l'informel, on ne peut alléger leurs souffrances quotidiennes. Pour moi et pour beaucoup de mes amis et voisins du quartier, nous vivons au jour le jour sans une vision claire de notre avenir, à attendre qu'une opportunité de travail s'offre à nous ou une opportunité de partir à l'étranger pour aider nos familles comme beaucoup d'Algériens l'ont déjà fait, parce qu'il n'y a aucun signe de volonté de changer les choses, c'est de pire en pire. Le pillage et le clientélisme s'enfoncent de plus en plus dans la société, surtout dans la sphère politique. Ils ont détourné des milliards et des milliards de l'argent publique, au lieu d'équiper les hôpitaux, les écoles... parce qu'eux ont la possibilité de se soigner à l'étranger et d'envoyer leurs enfants faire les plus prestigieuses des écoles européennes

Q16 : Qu'envisagez-vous de faire comme prochaine étape ?

Vous me faites rire (il ironise), vous savez, ce sont les plus chanceux qui arrivent à se faire une telle situation, combien même loin de celle dont on puisse rêver, car la plupart des jeunes sont des « *hittistes* », ils passent leur journée à essayer de trouver un moyen pour « tuer le temps ».

Q17 : Ne pensez-vous pas qu'ils sont aussi passifs ?

Ils sont plutôt découragés, frustrés ! Ces « *hittistes* » ne sont pas tous des gens sans le moindre niveau intellectuel. Ils comptent, malheureusement, beaucoup de chômeurs diplômés ! Les pauvres après tant d'années passées à étudier, eux qui croyaient à un lendemain meilleur, se sont à l'évidence que leurs sacrifices étaient vains (sur un air désolant). Ils sont rongés par ce sentiment de la *hogra*, surtout en voyant que seuls les enfants d'untel ou untel réussissent à décrocher des postes de travail.

Et ils... (il me coupe)

Les jeunes sont outrés, ils sont dos au mur (il sourit par rapport au jeu de mots), il n'y a aucune lueur d'espoir ! au moment où ils doivent s'affirmer dans la société, être indépendants, surtout financièrement, et penser à fonder un foyer, rien de tout cela ne devient possible. Paradoxalement, certains arrivent à réaliser tous leurs rêves parce qu'ils sont « épaulés », on comprend alors leur révolte, surtout lorsque le plus simple de leurs rêves reste inaccessible.

Q18 : Leur révolte vient donc exprimer une certaine colère ?

C'est clair, ils sont tellement frustrés par ces pratiques de deux poids deux mesures, qu'ils se laissent embarquer par cette colère, sans même penser aux conséquences de leurs actes, parfois violent.

Liste des tableaux, figures et photos

Photo1 : Quartier Climat de France à Bab El Oued, prise en 2012 par le photographe Leo Fabrizio

Photo 2 : Quartier Climat de France à Bab el Oued 2015

Carte 1 : Carte des villes où la contestation était forte durant les années 1980

Carte 2 : Propagation du mouvement de grève à Alger en 1988

Tableau1 : Relation entre la ville et la cause de l'émeute

Tableau 2 : relation entre la ville et la durée de l'émeute

Tableau 3 : lien entre la catégorie de l'émeute et l'année.

Tableau 4 : lien entre la ville et l'année

Tableau n° 5 : Taux de chômage selon le niveau d'instruction, le diplôme obtenu et le sexe en (%) pour l'année 2015 (source ONS) Source : TSA

Tableau n°6 : Pourcentage d'augmentation de budget par ministères

Fig1 : Répartition des émeutes selon la wilaya

Fig 2 : Répartition des émeutes par catégories

Fig. 3 : Distribution de la durée d'émeutes en jours

Fig. 4 : Distribution des émeutes en fonction des mois.

Fig. 5 : distribution des émeutes selon l'année

Fig. 6 : Evolution du nombre d'émeutes selon l'année dans la wilaya d'Alger.

Fig. 7 : Evolution du nombre d'émeutes selon l'année dans la wilaya de Tizi Ouzou.

Fig 8 : Relation entre l'évolution des émeutes par rapport au PIB